

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°488

NOVEMBRE 2025

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — — —

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 €— Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

SOMMAIRE

- **IRAK : RÉSULTATS DES ÉLECTIONS PARLEMENTAIRES**
- **SYRIE : AL-CHARAA REÇU À WASHINGTON, MAZLOUM ABDI AU KURDISTAN**
- **TURQUIE : VISITE À IMRALI D'UNE DÉLÉGATION PARLEMENTAIRE TURQUE**
- **IRAN : ENTRE SÉCHERESSE ET RÉPRESSION**

IRAK : RÉSULTATS DES ÉLECTIONS PARLEMENTAIRES

Le 11 novembre, des élections parlementaires ont été organisées dans toutes les provinces et régions de l'Irak, y compris au Kurdistan.

Les citoyens irakiens ont été appelés à élire pour un mandat de quatre ans 329 députés pour le Parlement fédéral unicaméral de Bagdad.

Le premier enseignement du scrutin : le taux de participation a été de 56,11 %, contre 41 % aux élections de 2021. Le taux, souvent inférieur à 50 % dans les provinces chiites et à Bagdad, s'est élevé au Kurdistan à 77,4 % à Duhok, à 71,65 % à Erbil, à 65,02 % à Kirkouk et à 60,15 % à Suleimanieh. Dans la province mixte kurde-arabe de Nineveh (Mossoul), il a été de 65,9 %. L'électorat arabe sunnite s'est également largement mobilisé dans les

provinces à majorité sunnite avec des taux dépassant les 65 %.

Au total, sur les 21 404 291 électeurs enregistrés, 12 003 143 se sont rendus aux urnes. Plus de 9 millions d'Irakiens en âge de voter ont omis de s'inscrire sur les listes électorales. Si l'on tient compte des non-inscrits, pour la plupart chiites, seuls 38 % des Irakiens en âge de voter ont pris part au scrutin. On ne sait pas quel a été l'impact sur les taux d'abstention et de non-inscription de l'appel au boycott de l'influent leader chiite Moqtada al-Sadr, dont la liste était arrivée en tête lors des élections parlementaires de 2021.

Plus de 7 000 candidats et près d'une centaine de partis et de coalitions de partis étaient en lice pour 329 sièges de députés. Selon les résultats annoncés le 17 novembre par la Haute Commission

Électorale Indépendante, la liste de la Coalition de reconstruction et du développement du Premier ministre est arrivée en tête avec 1.317 446 voix, soit 11,08 % des suffrages exprimés. Elle obtient 46 sièges, contre 2 sièges aux élections de 2021 pour le petit parti d'al-Soudani.

Arrive en seconde position, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) avec 1.099.826 voix, soit 10,09 % des suffrages, et s'affirme en fait comme le premier parti d'Irak et du Kurdistan, la coalition de M. al-Soudani n'étant qu'un regroupement de plusieurs partis chiites. Malgré sa belle performance en voix par rapport aux élections de 2021, où elle avait obtenu 781.670 voix, le PDK n'obtient que 27 sièges contre 33 sièges en 2021, en raison du nouveau mode de scrutin défavorable aux Kurdes. Ainsi, un député chiite de la coalition du

Premier ministre irakien est, en moyenne, élu avec 28.640 voix, pour un député chiite de la coalition de l'ex-Premier ministre Nouri al-Maliki 24.498 voix tandis qu'un candidat kurde du PDK a besoin de 40.734 voix pour décrocher un siège de député.

Le PDK est arrivé premier à Duhok où il a obtenu 9 sièges (sur 12), à Erbil où il a obtenu 9 sièges (sur 16), et à Nineveh (Mossoul) 5 sièges (sur 34). À Suleimanieh, il n'a gagné que 2 sièges, 1 seul siège à Kirkouk et 1 siège à Diyala. Comptant sur 3 députés chrétiens, 1 yézidi et 1 kurde feyli élus sur quota, le PDK affirme bénéficier au total de 32 sièges.

L'Union patriotique du Kurdistan (UPK), autre formation historique kurde, a obtenu 548 296 voix, soit la moitié des voix du PDK. Elle a obtenu 15 sièges, contre 16 en 2021, dont 8 sièges (sur 18) dans la province de Suleimanieh, 4 à Kirkouk, 3 à Erbil et 2 sièges au sein d'une coalition à Mossoul.

En 3e position arrive une nouvelle formation issue du Parti Gorran (Changement), appelée Halwest (Position), qui est créditée de 5 sièges, dont 3 à Suleimanieh et 2 à Erbil. Suit l'Union islamique du Kurdistan (Yekgirtû), qui, avec 166 904 voix, obtient 4 sièges, comme en 2021, dont 2 à Duhok et 2 à Suleimanieh. Un autre parti islamique, Komal, obtient un siège dans le gouvernorat de Suleimanieh. La Nouvelle Génération, qui en 2021 avait créé la surprise en obtenant 9 sièges, n'obtient cette fois-ci que 3 sièges, souffrant sans doute du discrédit consécutif aux démêlés judiciaires de son leader.

Dans la province hautement symbolique de Kirkouk, les Kurdes, en raison de leurs divisions, ont totalisé 251 945 voix mais obtenu seulement 5 sièges (contre 6 en 2021), dont 4 pour l'UPK et 1 pour le PDK. Les deux listes turkmènes obtiennent ensemble 98 896 voix et 2

sièges. Les 3 listes arabes totalisent 180 687 voix et 5 sièges, dont 3 pour la coalition al-Taqaddum (Le Progrès) de l'ex-président du Parlement, Mohamed al-Halboussi, 1 pour la coalition arabe et 1 pour la coalition Azim.

252 candidats s'étaient en lice pour les 13 sièges du gouvernorat de Kirkouk, dont 1 siège de quota réservé aux chrétiens. Pour la première fois, une liste étiquetée Alliance pour la cause yézidie s'est présentée dans le gouvernorat de Nineveh (Mossoul) et elle a obtenu 49 197 voix et 1 siège.

Dans le système électoral irakien, sur les 329 sièges à pourvoir, 83 sont réservés aux femmes, qui dans le cadre de ce quota de 25 %, peuvent être élues avec bien moins de voix que leurs collègues masculins. 9 sièges sont réservés aux minorités religieuses, dont 5 pour les chrétiens, 1 pour les yézidis, 1 pour les shabaks, 1 pour les mandéens et 1 pour les Kurdes feylis.

Les listes des partis du Kurdistan totalisent ensemble 65 sièges en tenant compte de 2 députés kurdes yézidis, 1 député kurde feyli et les 5 députés chrétiens élus sur quota.

Sur le plan irakien, la liste de la coalition chiite menée par le Premier ministre, arrivée en tête, obtient 46 sièges. Elle est suivie par la coalition al-Taqaddum (Le Progrès) de l'ex-président du Parlement Mohamed al-Halboussi, qui obtient 27 sièges.

On remarque la percée électorale des partis issus de milices chiites pro-iraniennes. Parmi les membres de ces factions regroupées au sein du Cadre de coordination pro-iranien, la coalition État de droit dirigée par l'ancien Premier ministre Nouri al-Maliki a remporté 29 sièges ; la faction Asaïb Ahl al-Haq, organisation de Qais al-Khazali (désignée comme terroriste par les États-Unis), 28

sièges ; et l'organisation Badr, dirigée par Hadi al-Amiri, 21 sièges. (AFP, 17 novembre).

La représentation des femmes est en net recul. Elle passe de 95 députées en 2021 à 84 députées en 2025. Les députées femmes représentent ainsi 25,4 % des membres du parlement fédéral irakien. Seules 25 femmes ont pu se faire élire sans quota contre 53 en 2021.

Les dirigeants du Cadre de coordination se sont réunis dès l'annonce des résultats officiels. Ils affirment être en position de force pour nommer le nouveau Premier ministre, qui selon l'usage doit être un chiite, tandis que le poste, plutôt honorifique, de président de la République est réservé à un Kurde et celui de président du Parlement à un Arabe sunnite.

Dans la matinée du 18 novembre, au cours d'une conférence de presse à Duhok, au Kurdistan, où il se trouvait pour un colloque, le Premier ministre al-Soudani a annoncé que sa coalition de reconstruction, disposant de 46 sièges, allait rejoindre le Cadre de coordination, lui assurant ainsi une nouvelle majorité des sièges au Parlement suffisante pour former le prochain gouvernement. Il affirme que sa volonté d'être candidat n'était pas une question d'ambition personnelle mais de responsabilité « pour mener à bien sa mission ».

Ces négociations pourraient durer des semaines, voire des mois, pour trouver un compromis global entre chiites, sunnites et Kurdes.

Par ailleurs, le 25 novembre, un drone a attaqué les installations du complexe gazier de Khor Mor, dans la province de Souleimaniyeh. L'attaque a causé des dégâts matériels importants dans ce complexe appartenant aux Émirats arabes unis.

L'approvisionnement en gaz des centrales électriques de la Région

du Kurdistan a été interrompu. Selon un porte-parole du régulateur électrique du Kurdistan, l'interruption a provoqué une perte de puissance de 2 600 mégawatts, représentant 80 % des capacités de la région.

Les États-Unis, le Royaume-Uni et la France ont condamné immédiatement cette attaque contre le champ gazier, une infrastructure vitale, qui menace la stabilité du pays et « la sécurité de son peuple ». Le directeur adjoint du cabinet de la présidence du Kurdistan, tout en appréciant ces messages de sympathie, a appelé le Royaume-Uni à agir pour faciliter l'activation du système anti-drone de Khor Mor.

En effet, pour protéger cette infrastructure essentielle contre les attaques récurrentes de drones lancés par des milices chiites pro-iraniennes, les responsables de sécurité ont acheté à une compagnie britannique un système anti-drone, défensif, qui brouille les drones agressifs. Ce système a été livré, mais ne fonctionne toujours pas parce que le gouvernement britannique n'accepte pas le certificat d'utilisation finale présenté par le gouvernement régional du Kurdistan, et Bagdad refuse de délivrer un tel certificat, indispensable pour son activation.

Dans un message sur X, le Premier ministre du Kurdistan a appelé ses partenaires américains et occidentaux à fournir l'équipement de défense nécessaire pour protéger nos infrastructures civiles et « à nous soutenir pour prendre une action sérieuse pour dissuader ces attaques contre notre peuple. » (Rudaw, 26 nov.)

De son côté, le gouvernement irakien a condamné cette attaque et promis de diligenter une enquête. Les enquêtes sur les attaques précédentes, menées conjointement avec les autorités kurdes, ont bien identifié les auteurs, mais Bagdad a

refusé de révéler leurs identités de peur de représailles des milices chiites et de leurs commanditaires iraniens.

Le nouvel envoyé spécial américain pour l'Irak, Mark Savaya, a déclaré, le 26 novembre : « Soyons sans équivoque : il n'y a pas de place, dans un Irak totalement souverain, pour de tels groupes armés (...). Chaque groupe armé illégal et ses soutiens seront suivis de près, confrontés et tenus comptables » (de leurs actes). Il réaffirme que les États-Unis soutiennent « un Kurdistan fort à l'intérieur d'un Irak uni et stable (...). Nous encourageons Bagdad et Erbil à approfondir leur coopération sécuritaire et à travailler étroitement pour sauvegarder les infrastructures économiques et énergétiques vitales. » (Rudaw, 26 novembre).

Le Premier ministre irakien a tenu une réunion d'urgence de sécurité à l'issue de laquelle il a annoncé sa décision de former une commission d'enquête de haut niveau composée des représentants du gouvernement fédéral et de ceux du gouvernement du Kurdistan, chargée d'identifier et de poursuivre les responsables de l'attaque de drone contre le complexe gazier.

Aucun groupe n'a revendiqué cette attaque, mais un porte-parole du Premier ministre du Kurdistan, Aziz Ahmed, a pointé du doigt « les terroristes irakiens habituels qui émargent sur le budget du gouvernement fédéral. »

Situé dans le district de Chamchamal, le champ gazier Khor Mor est exploité par Pearl Petroleum, un consortium de Dana Gas et Crescent Petroleum basés aux Émirats arabes unis. Dans un communiqué publié le 26 novembre, Dana Gas a indiqué que la production de gaz avait été arrêtée pour « éteindre le feu et évaluer les dégâts ». La situation est revenue à la normale quelques jours plus tard.

L'enquête risque de durer longtemps, car en pleine négociation pour la formation d'un nouveau gouvernement, le Premier ministre sortant et candidat à sa succession ne veut pas fâcher telle ou telle milice chiite et ses alliées d'un département iranien, ni critiquer l'Irak, commanditaire habituel de ce genre d'attaques contre les intérêts américains et kurdes.

Recensement de population

Sur un autre plan, le ministre de la Planification irakien a annoncé les résultats du recensement général de la population effectué le 20 octobre 2024.

Selon ces données, l'Irak compte désormais 46 118 793 habitants. La population de la Région fédérée du Kurdistan s'élève à 6 519 129 personnes, soit 14,13 % de celle de l'Irak. Les femmes représentent 49,61 % de la population de la Région du Kurdistan.

Avec 2 517 534 habitants, le gouvernorat d'Erbil abrite 38,62 % de la population de la Région ; ceux de Souleimanieh et d'Halabja cumulés 2 401 724 habitants, et celui de Duhok 1 599 871 habitants.

La société kurde est désormais à 85 % urbaine et 15 % rurale. Dans le reste de l'Irak, 68 % des habitants vivent dans les villes, 32 % dans les campagnes.

La population kurde vivant dans les territoires situés hors de la Région du Kurdistan (Kirkouk, Mossoul, Khanaqin, etc.) peut être évaluée à plus de 2 millions de personnes.

Les Kurdes en Irak sont ainsi plus de 8,5 millions.

À noter aussi que le gouvernorat de Bagdad, avec ses 9 780 429 habitants, comprend près du quart de la population irakienne.

SYRIE : AL-CHARAA REÇU À WASHINGTON, MAZLOUM ABDI AU KURDISTAN

Le nouveau régime syrien continue de marquer des points sur le plan diplomatique dans le processus de sa reconnaissance internationale.

Après des visites dans les principales capitales du Moyen-Orient, puis à Moscou, et à New York, le président syrien par intérim Ahmed al-Charaa a été reçu, le 10 novembre, à la Maison Blanche par Donald Trump. Il s'agit, souligne la presse, de la première rencontre bilatérale d'un chef d'État syrien aux États-Unis depuis l'indépendance du pays en 1946.

Le président syrien, qui dirigeait il y a un an encore le groupe islamiste Hayat Tahrir al-Cham (HTC), ancienne branche syrienne d'al-Qaïda, était sur la liste noire américaine du terrorisme et frappé de sanctions par l'ONU. Le 6 novembre, le Conseil de sécurité avait levé les sanctions contre al-Charaa, saluant, dans une résolution préparée par les États-Unis, l'engagement des nouvelles autorités à «lutter contre le terrorisme». La veille de sa visite «historique» à Washington, son nom a été retiré de la liste noire américaine du terrorisme, faisant de cet ex-djihadiste désormais un interlocuteur, voire un partenaire des Américains et des Européens.

La rencontre avec le président Trump a eu lieu, loin des caméras de télévision, dans une discrétion inhabituelle. À l'issue de ces entretiens, la Syrie a été cooptée comme nouveau membre de la Coalition internationale de lutte contre Daech.

Dans le cadre de ce partenariat, les Américains vont installer des bases militaires en Syrie, notamment à Damas, et jouer un rôle de facilitateurs entre le nouveau

régime syrien et Israël afin de parvenir à un accord de paix entre ces deux pays techniquement encore en guerre. Aucune information n'a filtré sur la question de l'intégration des Forces démocratiques syriennes (FDS) dans l'armée syrienne et des relations entre celles-ci et Damas.

Les Kurdes syriens craignent de servir de monnaie d'échange ou de variable d'ajustement dans les négociations et marchandages entre Washington, Ankara et Damas. Pour conjurer un tel sort, ils essaient de renforcer leur unité, en principe scellée par l'accord signé entre Partie de l'unité démocratique (PYD) au pouvoir dans le Rojava et le Conseil national kurde syrien (ENKS), qui regroupe une dizaine de partis kurdes syriens d'opposition. Des discussions sont engagées avec des représentants des Druzes, des Alaouites et des chrétiens, pour former sinon un front, du moins une alliance face au pouvoir central contrôlé par les islamistes arabes, afin de faire évoluer le régime vers un système décentralisé garantissant les droits de toutes les composantes de la mosaïque syrienne.

L'autre volet important de la politique kurde syrienne est de chercher à s'assurer du soutien et de la solidarité des Kurdes des pays voisins, en premier lieu ceux du Kurdistan irakien et de Turquie.

Dans cette optique, une réunion importante a eu lieu le 20 novembre à Duhok, au Kurdistan irakien, entre l'ancien président du Kurdistan et chef du PDK Massoud Barzani et une délégation kurde syrienne menée par le général Mazloum Abdi, accompagné par Mme Ilham Ahmed, co-présidente du Département des relations internationales de l'Administration autonome kurde syrienne. Le président du

Conseil national kurde syrien et l'un de ses collègues ont également assisté à cette réunion, ainsi que l'ancien maire de Diyarbakir et ancien député Osman Baydemir. La réunion avait pour but de donner, dans cette période critique, un message d'unité à l'opinion publique kurde et internationale.

Le général Abdi a remercié le président Barzani pour ses efforts sans relâche en faveur de l'unité kurde et exprimé sa reconnaissance pour le Kurdistan irakien qui tout au long de ces années a ouvert sa frontière et ses portes aux Kurdes de Rojava, leur assurant une ouverture sur le monde extérieur et une voie d'approvisionnement vitale.

Le général Abdi et sa délégation se sont rendus ensuite à Erbil où ils ont été reçus par le président de la Région du Kurdistan, Nechirvan Barzani. Ce dernier a réaffirmé son soutien à «nos frères kurdes syriens dans leur lutte pour l'obtention de leurs droits» et rappelé que la paix et la stabilité de la Syrie nécessitent la mise en place d'un système décentralisé respectueux de l'identité et des droits de toutes les composantes de la société syrienne. (Rudaw, 20.11.2025).

De son côté, dans un appel lancé le 24 novembre et largement diffusé sur les médias sociaux, le leader religieux suprême de la communauté alaouite, Ghazal Ghazal, qui est aussi président du Haut conseil alaouite de la Syrie et de la Diaspora, a exhorté ses coreligionnaires à manifester pacifiquement pour dénoncer la menace de nettoyage ethnique qui pèse sur leur communauté et réclamer un statut fédéral pour la Syrie. Il a demandé le soutien des Druzes et des Kurdes pour ces revendications de fédération. (Rudaw, 24 novembre).

Dans un message urgent adressé à l'ONU, il alerte sur «les attaques barbares» des tribus bédouines arabes sunnites, soutenues par des éléments du régime, contre les quartiers alaouites de la ville de Homs.

La situation dans la province voisine à majorité druze de Sweida reste toujours agitée. Des affrontements opposent régulièrement des forces d'autodéfense druzes à des milices sunnites affiliées à l'armée syrienne, cela malgré le cessez-le-feu conclu en juillet dernier.

Dans un reportage publié dans son édition du 6 novembre, le journal *Le Monde* rappelle le retour en force de l'organisation de l'État islamique dans le nord-est de la Syrie sous contrôle kurde.

Le 22 novembre 2025, les FDS, avec le soutien de la Coalition, ont mené un raid dans le quartier de Zalzala, dans la ville de Marat, au nord-est de Deir ez-Zor, soulignant les efforts continus et ciblés pour démanteler l'infrastructure de Daech. Des rapports de la mi-novembre ont confirmé l'engagement des FDS dans des opérations contre le groupe, qui avait profité de l'instabilité pour intensifier ses attaques. Les chiffres fournis par les FDS indiquaient une augmentation significative des attaques dans le nord-est de la Syrie, avec 117 attaques recensées entre janvier et août 2025, contre 73 durant toute l'année 2024, démontrant la nécessité de poursuivre le rôle des FDS.

Plus tard dans le mois, l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH/SOHR) a documenté une opération conjointe des FDS et des forces de sécurité intérieure dans la campagne de Hassaké, où des dizaines de personnes soupçonnées d'appartenir à Daech ont été arrêtées et des armes saisies, soulignant l'ampleur des réseaux

clandestins encore actifs dans et autour du Rojava. Un autre rapport de l'OSDH en provenance d'Al-Boukamal, dans l'est de Deir ez-Zor, a relevé de nouveaux graffitis de Daech menaçant que « l'État islamique arrive », faisant partie d'un schéma d'intimidation visant à déstabiliser des zones administrées soit par le gouvernement intérimaire, soit par les FDS. Pour les responsables kurdes du Rojava, ces incidents ont renforcé leur argument selon lequel une coopération internationale soutenue avec l'AANES et les FDS est indispensable si la Syrie veut éviter un nouveau cycle de résurgence jihadiste.

Dans les territoires kurdes syriens occupés par la Turquie, les milices proturques continuent de sévir.

Les abus les plus graves ont à nouveau été rapportés depuis Afrin. Le 3 novembre, l'OSDH a rapporté que des groupes proturcs avaient saisi et brûlé environ 5 000 oliviers appartenant à des villageois kurdes déplacés et imposaient des « taxes » arbitraires sur la récolte d'olives, une source de subsistance essentielle pour la population originelle d'Afrin. Un rapport de suivi, le 5 novembre, a décrit comment ces factions forçaient les agriculteurs à céder jusqu'à la moitié de leur production d'olives sous divers prétextes, s'apparentant à un pillage systématique des biens kurdes.

Le 22 novembre, des membres d'une faction de « l'Armée nationale » ont arrêté un Kurde du village de Borj al-Qas, dans la campagne d'Afrin, parce que son fils avait travaillé comme enseignant pour l'AANES et se trouvait désormais en fuite. Le père a été transféré à la prison militaire d'Azaz, et la famille aurait été sommée de payer 10 000 dollars pour sa libération.

Par ailleurs, les négociations avec Damas n'ont guère progressé en novembre.

À la mi-novembre, le commandant des FDS, Mazloum Abdi, a profité d'une interview détaillée avec Enab Baladi pour réaffirmer les priorités kurdes dans les négociations avec Damas. Abdi a souligné que les FDS sont une force multiethnique ayant combattu aux côtés de la Coalition internationale dirigée par les États-Unis pendant plus d'une décennie, et qui sont désormais « la plus grande force organisée de Syrie », insistant sur le fait que toute intégration dans l'Armée arabe syrienne doit respecter les sacrifices des combattants des FDS et protéger les acquis politiques et sécuritaires du Rojava. Il a lié les arrangements militaires à des questions plus larges de décentralisation, de reconnaissance des Kurdes comme peuple autochtone et de garanties pour le retour sûr des déplacés dans des zones telles qu'Afrin et Ras al-Aïn, soulignant que les droits kurdes et le droit au retour constituent des fondements non négociables de tout règlement.

Malgré ces démarches, des responsables kurdes ont averti fin novembre que Damas temporisait et tentait d'affaiblir la position kurde. Un haut cadre du PYD, Aldar Khalil, a déclaré que toutes les discussions entre les FDS et Damas avaient été arrêtées sans explication, après que des responsables syriens eurent accepté verbalement des mesures clés, telles que la formation d'une division des FDS, l'intégration des Asayish au ministère de l'Intérieur et la nomination d'un chef d'état-major kurde, pour ensuite refuser de signer tout document écrit. Khalil a soutenu qu'un accord contraignant devait être conclu tant que les forces américaines restent dans la région, accusant Damas de faire pression sur les zones de l'AANES en fermant des routes

principales, en fermant l'aéroport de Qamishli et en bloquant des services civils essentiels dans une tentative de « nous pousser hors de Syrie ». Il a également noté que les tentatives visant à attiser les

tensions arabo-kurdes à Raqqa et Deir ez-Zor avaient largement échoué, reflétant la résilience du contrat social local sous l'AANES.

Le leader kurde a appelé la com-

munauté internationale à donner au Rojava une chance égale dans ses efforts et projets pour la reconstruction et le développement de la Syrie. (Rudaw, 19 novembre).

TURQUIE : VISITE À IMRALI D'UNE DÉLÉGATION PARLEMENTAIRE TURQUE

La Commission de solidarité nationale, de fraternité et de démocratie de la Grande Assemblée nationale de Turquie (TBMM), créée en août dernier pour le suivi du processus de négociation entre le gouvernement turc et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), après avoir auditionné de nombreux acteurs de la vie politique, des universitaires et des représentants des ONG, a décidé, lors de sa réunion du 21 novembre, d'envoyer une délégation parlementaire transpartisane à l'île-prison d'Imrali pour y rencontrer le leader emprisonné du PKK. La motion a été votée à la majorité des voix des 51 membres de la Commission, grâce au soutien du parti au pouvoir AKP, de son allié MHP et du parti pro-kurde DEM. La principale formation de l'opposition parlementaire, le Parti républicain du peuple (CHP), a choisi de ne pas participer.

À la suite de ce vote, une délégation parlementaire formée de trois députés (1 AKP, 1 MHP et 1 DEM) s'est rendue, le 24 novembre, à l'île-prison d'Imrali, au large d'Istanbul, où le leader du PKK est détenu depuis 26 ans, afin d'évaluer ses positions sur le processus de désarmement du PKK, sur le retour et l'intégration à la société de ses combattants et sur une feuille de route pour la normalisation des relations kurdo-turques. C'est la première fois qu'une délégation parlementaire rend officiellement visite à Abdullah Öcalan, qui jusque-là n'avait pu rencontrer que des responsables des services de rensei-

gnement turcs (MIT), des militaires ou, de temps à autre, des députés kurdes ou pro-kurdes à titre individuel.

La visite de la délégation parlementaire s'est déroulée dans la plus grande discrétion et elle n'a pas donné lieu à des déclarations à la presse si ce n'est un bref communiqué de la présidence de l'Assemblée nationale turque affirmant que la visite « a permis d'aboutir à des résultats positifs ». Selon ce communiqué, les députés et M. Öcalan ont notamment abordé les modalités de la dissolution du PKK et du dépôt des armes ainsi que la mise en œuvre d'un accord d'intégration des forces kurdes au sein de l'armée syrienne. Le contenu précis et détaillé de cet entretien sera présenté à la prochaine réunion plénière de la commission, qui doit ensuite formuler des propositions et des recommandations pour l'Assemblée nationale, en vue de prendre les mesures législatives pertinentes pour la poursuite et le succès de ce processus. Les partis politiques vont faire parvenir à la commission leurs propositions d'ici la mi-décembre et le rapport de la commission devrait être finalisé à la fin de 2025 si le calendrier est respecté.

Lors de leur audition par la commission, des universitaires et des ONG avaient déjà présenté des propositions. Human Rights Watch et ses organisations partenaires ont insisté sur la mise en œuvre de réformes structurelles comme la refonte de la législation antiterroriste afin d'en supprimer les dispositions abusives, l'aban-

don des poursuites politiquement motivées contre les élus kurdes, garantir le droit de manifester et reconnaître « le droit à l'espoir » pour les prisonniers purgeant des peines de réclusion à perpétuité aggravée. Pour les ONG kurdes, la paix ne peut pas se limiter au désarmement : elle doit impliquer au minimum le démantèlement de l'arsenal juridique turc qui criminalise depuis la création de la République turque la vie politique kurde.

Avant la visite à Imrali, et sans doute pour mieux préparer les esprits, le PKK avait, le 17 novembre, annoncé le retrait de ses combattants de la région stratégique de Zap, située à la frontière turco-irakienne, séparant le Kurdistan du Nord du Kurdistan du Sud. « Le 16 novembre au soir, nos forces susceptibles de déclencher un conflit dans la région de Zap ont effectué un retrait vers d'autres zones appropriées », affirme le PKK dans un communiqué diffusé par son agence de presse Firat. « Ce retrait dans la région de Zap constitue une contribution concrète et significative au développement et au succès du processus de paix et de société démocratique initié par le leader kurde Abdullah Öcalan. Il démontre une fois de plus notre engagement envers ce processus », souligne le communiqué. Cette région, théâtre depuis des décennies d'affrontements avec l'armée turque, revêt une importance symbolique pour le PKK car elle abritait initialement son quartier général avant son transfert plus à l'est, dans les monts Qandil, et y maintenait jusqu'à récemment

une forte présence, relève l'AFP (17 novembre).

Le PKK, qui avait déjà en octobre retiré du Kurdistan de Turquie tous ses combattants, a déclaré le 30 novembre à l'AFP, par la voix de l'un de ses dirigeants, le commandant Amed Malazgirt, qu'il « n'ira pas plus loin dans les négociations avec Ankara ». « Nous avons fait ce qu'on nous a demandé. C'est au tour de l'État turc. En cinq ans il y a eu des discussions mais aucune avancée concrète (...). Désormais nous attendons que l'État turc prenne des mesures et c'est à lui de faire les (prochains) pas », ajoute ce porte-parole, qui déclare : « Nous avons deux revendications. Premièrement, la libération du leader Apo (Abdullah Öcalan). Faute de quoi le processus ne réussira pas. La deuxième est la reconnaissance constitutionnelle et officielle du peuple kurde en Turquie ». Dans le contexte politique turc très polarisé, où les médias officiels présentent toujours A. Öcalan comme le chef de l'organisation terroriste PKK, sa libération paraît une perspective éloignée. Même malgré une décision définitive de la Cour européenne des droits de l'homme ordonnant la libération immédiate du leader kurde Selahattin Demirtaş, détenu depuis 2016 pour délit d'opinion, cet ex-candidat à la présidence de la République, qui avait lors des élections de 2015 obtenu plus de 6 millions de voix, reste toujours derrière les barreaux (AFP, 4 novembre).

Désormais les Turcs dits « blancs », c'est-à-dire occidentalisés et laïcs, sont aussi dans le collimateur du régime. Après des maires et des conseillers municipaux du Parti républicain du peuple (CHP), des avocats et des journalistes turcs suspectés d'opposition font l'objet de poursuites. Ainsi, le 26 novembre, Fatih Altaylı, célèbre journaliste et présentateur de télévision, a été

condamné à plus de quatre ans de prison. Cette affaire « marque une nouvelle étape dans l'agonie de la liberté de la presse en Turquie, où 85 % des médias nationaux sont entre les mains du pouvoir », observe Le Monde (26 novembre). La machine judiciaire turque, qui tourne à plein régime, a même émis, le 7 novembre, 37 mandats d'arrêt pour « génocide » contre les principaux dirigeants israéliens, dont le Premier ministre Netanyahu, le ministre de la Défense Yoav Gallant, le ministre de la Sécurité nationale Itamar Ben Gvir et le chef d'état-major Eyal Zamir. Israël dénonce « un coup de pub du tyran Erdoğan » (Le Figaro, 8 novembre). Lequel « tyran » se pose en défenseur des opprimés à travers le monde », sauf bien sûr ses voisins kurdes, et depuis peu ses « frères de souche » (soydas) les ouïghours, qui selon Le Monde « ne sont plus les bienvenus ». En se rapprochant de la Chine, le pouvoir turc a changé sa politique migratoire envers les membres de la minorité musulmane du Xinjiang, qu'il protégeait pourtant historiquement. Les cas d'expulsion d'ouïghours se multiplient, comme le révèle une enquête de Human Rights Watch, reprise par le quotidien français dans son édition du 13 novembre.

Sur le plan diplomatique, la Turquie a reçu deux visiteurs de marque : le pape Léon XIV, venu célébrer le 1700^e anniversaire du concile de Nicée, où a été décidé le Credo, la profession de foi énonçant les principaux éléments de la croyance des chrétiens, en compagnie du patriarche orthodoxe de Constantinople, Bartholomée. Arrivé à Ankara le 27 novembre, le pape y a rencontré le président Erdoğan, puis s'est rendu à Istanbul où il a été chaleureusement accueilli par le patriarche orthodoxe, avec lequel il s'est rendu en hélicoptère à Nicée, sur l'emplacement de la basilique où s'était tenu le concile de Nicée, sur les rives de la mer

de Marmara, pour y célébrer une messe œcuménique. Le pape a aussi visité la Sainte-Sophie, transformée par le régime turc en mosquée, ainsi que la Mosquée bleue en compagnie du grand mufti, avant de partir pour le Liban. Depuis le génocide des Arméniens et des Assyro-Chaldéens en 1915 et l'expulsion de plus d'un million de Grecs d'Anatolie vers la Grèce, il ne subsiste plus que quelques milliers de chrétiens dans ce pays qui fut pendant plus d'un millénaire l'Empire byzantin chrétien. Le patriarche orthodoxe de Constantinople, leader religieux suprême des orthodoxes du monde, est appelé « le patriarche grec du Phanar », du nom du quartier d'Istanbul où il réside, par les autorités et les médias turcs, comme s'il s'agissait d'un simple prélat de paroisse.

L'autre visite hautement symbolique était celle effectuée le 30 novembre par le leader kurde Massoud Barzani à Cizîra Botan, capitale pendant plus de cinq siècles d'une principauté kurde brillante, l'un des foyers majeurs de la civilisation kurde. L'occasion était un colloque sur le poète kurde du XVI^e siècle, Melayê Cizîrî, aussi célèbre au Kurdistan que Hafez en Iran ou Goethe en Allemagne. Barzani, honorant l'invitation officielle des organisateurs du colloque, dont l'université de Şirnak et le gouvernorat de cette province frontalière, y a assisté. Après le colloque, il s'est rendu à la célèbre mosquée-Medresa Sor (la Médersa Rouge), université médiévale qui a formé nombre de savants et de poètes kurdes ; sur la tombe de Melayê Cizîrî ; sur celle mythique de Mem et Zin, les Roméo et Juliette kurdes dont la tragique histoire d'amour se serait déroulée à Cizîr ; puis à la mosquée emblématique du Prophète Noé (Nûh), dont, selon le Coran, l'arche aurait échoué sur le mont Cûdi (Djoudi), proche situé entre Cizîr et Şirnak. Ce mont, dont le nom

signifie « la montagne de Noë », est un lieu de pèlerinage dont, comme beaucoup d'amoureux de la littérature et de l'histoire kurde, Massoud Barzani semble avoir longtemps rêvé. Une foule nombreuse et émue se pressait sur son passage, d'après les récits des médias. Les forces de sécurité turques ont empêché de nombreux citoyens kurdes de s'approcher du leader historique kurde. Les deux co-maires de

Cizîra Botan ont même été privés d'accès au colloque consacré au poète le plus célèbre de l'histoire de leur ville.

La visite de Barzani, très appréciée par la population de part et d'autre de la frontière, a néanmoins été sujette à des polémiques dans la classe politique turque. Le chef du parti d'extrême droite Devlet Bahçeli a reproché au gouvernement

d'avoir laissé Barzani venir en Turquie avec des gardes du corps armés, comme si celle-ci n'était pas en mesure d'assurer sa sécurité. Que des leaders d'autres pays en visite soient, en règle générale, accompagnés de leurs propres gardes du corps, c'est un usage diplomatique de routine. Mais qu'un leader kurde bénéficie d'un tel traitement, cela paraît inconcevable pour les nationalistes turcs.

IRAN : ENTRE SÉCHERESSE ET RÉPRESSION

L'Iran subit la pire sécheresse depuis six décennies. Les réservoirs d'eau alimentant plusieurs grandes villes, dont la capitale, sont au plus bas au point où l'hypothèse de l'évacuation de Téhéran est envisagée et publiquement débattue. Selon les experts, cette situation désastreuse est à la fois liée au réchauffement climatique mais aussi à la très mauvaise gestion des ressources hydrauliques du pays.

La deuxième ville du pays, Mashhad, fait également face à une grave pénurie et à un rationnement d'eau. Sur les 31 provinces que compte l'Iran, 15 n'ont pas reçu la moindre goutte de pluie depuis octobre, et les 19 grands barrages du pays sont actuellement à sec, rapporte l'agence de presse iranienne Mehr (Le Monde du 13 novembre ; New York Times du 9 novembre).

Les infrastructures construites dans les années 1960 sont mal entretenues, entraînant « un gros problème de gaspillage ». Il y a d'énormes pertes d'eau dans les canalisations, relève Bernard Hourcade, directeur de l'équipe de recherche sur l'Iran au CNRS. Pour lui, « il existe une véritable mafia de l'eau, un certain nombre de gens ont des intérêts à accaparer l'eau ». 92 % de l'eau est utilisée pour l'agriculture. Certaines planta-

tions, comme le coton, nécessitent des ressources hydriques considérables. On connaît les dégâts irréversibles causés à la nature par la culture intensive du coton en Asie centrale soviétique, où le lac Aral a fini par être asséché. C'est désormais le sort qui attend le lac Ourmia, au Kurdistan iranien.

La pénurie d'eau cristallise tous les mécontentements. Elle s'ajoute à la guerre, à la grave crise économique et sociale, à l'incurie du gouvernement, au grand désespoir de la population qui, après les manifestations « Femme, Vie, Liberté », descend désormais dans les rues avec un nouveau slogan : « Eau, électricité, vie ! » (RFI, 13 novembre).

Face à cette vague de mécontentement et de fronde qui se généralise dans le pays, le gouvernement iranien a un recours quasi-routinier à la répression, notamment au Kurdistan.

Tout au long du mois de novembre, les forces de sécurité iraniennes ont procédé à de vastes arrestations arbitraires de Kurdes à travers le Rojhelat, visant souvent des activistes ou des citoyens ordinaires sans respecter la procédure légale. Le Réseau des droits humains du Kurdistan (KHRN) a enregistré au moins 35 citoyens kurdes arrêtés par le ministère du Renseignement ou par le Corps des Gardiens de la

Révolution islamique (CGRI) en novembre. La plupart des détenus étaient maintenus au secret dans des centres de détention à Senna ou à Ourmia, sans accès à des avocats et sans pouvoir contacter leurs familles.

Le 5 novembre, des agents du renseignement du CGRI à Saqqez ont arrêté un groupe de sept hommes kurdes – identifiés comme Mansour Soltani, Mahmoud Amani, Khalil Shabani, Mehdi Majidi, Fardin Salehi, Farzad Rahimzadeh et Zahed Moradi – et les ont emmenés sans mandat judiciaire et sans explication. Les autorités ont refusé de révéler aux familles l'endroit où les hommes étaient détenus ou les raisons de leur arrestation.

Le 9 novembre, des agents du ministère du Renseignement à Saqqez ont arrêté deux militants environnementaux respectés, Mohammad Ali Veysi et Sirwan Khoda-Karami, sans présenter d'autorisation légale. Veysi a été arrêté sur son lieu de travail et Khoda-Karami à son domicile ; tous deux, connus pour leur travail de conservation de la faune, ont été immédiatement transférés vers des lieux inconnus. Malgré les demandes urgentes de leurs familles, les autorités ont refusé de révéler où ils étaient détenus ou quelles charges, le cas échéant, pesaient contre eux.

Le lendemain, le 10 novembre, les forces de sécurité ont mené un raid dans une maison à Kamyaran pour arrêter Ramin Mohammadi, un Kurde ancien membre du parti d'opposition Komala. Mohammadi avait pourtant démissionné du parti et était revenu en Iran en 2018 dans le cadre d'une amnistie, subissant alors des semaines d'interrogatoire par les services du renseignement à Senna. Néanmoins, le 10 novembre, des agents du CGRI ont fait irruption dans sa maison de village et l'ont arrêté de force sans mandat. Son arrestation renouvelée, envoyait un message clair: même les Kurdes supposément pardonnés ou non-politisés pouvaient être arrêtés à tout moment.

Les groupes de défense des droits humains ont également signalé que les leaders communautaires et religieux kurdes n'étaient pas épargnés : le 3 novembre, les forces de sécurité à Jwanru, dans la province de Kermanshah, ont mené un raid avant l'aube pour arrêter Mamosta Zana Hosseini, un éminent religieux sunnite kurde et imam de village, sans mentionner d'accusations précises. Hosseini, un religieux de 59 ans, était en mauvaise santé et a pourtant été arraché de son domicile à 3 heures du matin.

Un aspect inquiétant de la répression de novembre a été le nombre de détenus kurdes qui ont effectivement disparu sous la garde de l'État, leurs familles ne recevant aucune information sur leur sort. Les autorités iraniennes maintenaient régulièrement les Kurdes arrêtés au secret, refusant d'indiquer leur lieu de détention ou leur état de santé pendant des semaines. Un premier cas est celui de Salar Khalifehzadeh, un Kurde de 33 ans originaire de Mahabad. Il a été arrêté par des agents en civil du ministère du Renseignement sur son lieu de travail le 27 octobre ; depuis, il n'y a toujours « aucune information concernant son sort ou

son lieu de détention », selon l'enquête de Hengaw.

De même, le 12 novembre, deux Kurdes, Mohammad Rashidzadeh de Baneh et Mostafa Qawsi, ont été arrêtés par les forces de sécurité alors qu'ils voyageaient ensemble sur la route Piranshahr–Mahabad, puis rapidement transférés vers un centre de détention du ministère du Renseignement à Ourmia. Pendant les près de deux semaines qui ont suivi, aucun détail n'a émergé sur leur état ou leur statut légal : la famille de Rashidzadeh n'a reçu aucune information malgré ses nombreuses démarches. Le sort de Qawsi restait tout aussi inconnu dix jours après son arrestation.

Novembre 2025 a également été marqué par une nouvelle vague d'exécutions de prisonniers au Kurdistan et dans le reste de l'Iran. Dans plusieurs cas, des détenus kurdes condamnés sur la base d'accusations douteuses ont été exécutés en secret. Le 19 novembre, par exemple, les autorités iraniennes ont exécuté Mohammadreza Hosseini, un prisonnier kurde, dans la prison centrale d'Illam. Hosseini avait été condamné à mort pour « meurtre prémédité », et son exécution a eu lieu à l'aube sans annonce publique préalable.

Dès le lendemain, Farshid Jamiari, un Kurde originaire de Kermanshah, a été exécuté dans la prison centrale de Qazvin pour des accusations liées à la drogue. Plus tard dans le mois, le 29 novembre, Mohammad Karim Moradi, un prisonnier kurde de Kermanshah, a été pendu dans la prison centrale de Dizelabad à Kermanshah après avoir passé quatre ans dans le couloir de la mort. Moradi avait été arrêté initialement pour meurtre et condamné à mort par un tribunal révolutionnaire iranien.

Aucune de ces exécutions n'a été annoncée officiellement dans les

médias d'État, une pratique courante pour éviter l'attention publique. Selon les données compilées par l'ONG Hengaw, les Kurdes ont été touchés de manière disproportionnée par la frénésie d'exécutions iraniennes en 2025, représentant environ 15 % de toutes les exécutions du pays, avec au moins 231 Kurdes exécutés sur environ 1 503 au total à la fin novembre – un taux supérieur à leur part dans la population iranienne, et nettement plus élevé que pour d'autres minorités.

Sur le plan diplomatique, l'Iran a esquissé un début de rapprochement avec la France. Ainsi, il a libéré deux otages français, Cécile Kohler et Jacques Paris, détenus depuis mai 2022.

Ils ont été transférés à l'ambassade de France à Téhéran, où ils vont résider en attendant l'issue du procès d'une Iranienne poursuivie en France pour terrorisme. Le verdict doit être rendu fin janvier 2026.

La ressortissante iranienne a été élargie en même temps que les deux otages français et transférée à l'ambassade iranienne à Paris. Il s'agit donc d'un troc entre les deux pays.

Mais face à l'impasse dans les négociations sur le dossier nucléaire, Téhéran, qui craint de nouvelles frappes israéliennes, semble tenté de jouer la carte française pour relancer le processus. Selon Le Monde du 28 novembre, la République islamique perçoit la France comme un interlocuteur plus fiable que ne le sont les États-Unis pour relancer de nouvelles discussions. Téhéran tente ainsi de gagner encore du temps sans rien céder sur sa volonté de conserver son programme et ses capacités nucléaires. En attendant, l'Iran refuse toujours un accès à ses sites nucléaires bombardés, sans accord conclu avec l'AIEA (Le Figaro, 14 novembre).

Le Monde

Hélène Sallon
03 novembre 2025

Ahmed Al-Charaa, premier président syrien invité à la Maison Blanche

Le président de transition espère obtenir la levée des sanctions internationales imposées à la Syrie sous le régime Al-Assad, et devrait ratifier l'adhésion de son pays à la coalition internationale contre l'organisation Etat islamique.

Le président de transition syrien, Ahmed Al-Charaa, continue de marquer l'histoire de son pays de son destin hors norme. Le djihadiste repent et ancien chef rebelle, qui a mis fin à un demi-siècle de dictature du clan Al-Assad, le 8 décembre 2024, sera le premier chef d'Etat syrien à se rendre à la Maison Blanche depuis l'indépendance du pays en 1946. Il sera reçu par le président américain, Donald Trump, lors d'une « *visite historique* » prévue « *pour la première semaine de novembre* », a affirmé le ministre des affaires étrangères syrien, Assad Hassan Al-Chibani, au Dialogue de Manama, dimanche 2 novembre. La rencontre aura lieu le 10 novembre, avait précisé la veille l'envoyé spécial américain pour la Syrie, Tom Barrack, en marge de cette conférence annuelle sur la sécurité organisée dans la capitale de Bahreïn par l'International Institute for Strategic Studies.

« *Il y aura de nombreuses questions sur la table, à commencer par la levée des sanctions et l'ouverture d'un nouveau chapitre dans les relations entre les Etats-Unis et la Syrie, l'assistance dans la lutte contre l'organisation Etat islamique [EI]* », a expliqué M. Al-Chibani. « *Aujourd'hui, nous combattons* » l'EI, « *tout effort dans ce sens nécessite un soutien international* », a-t-il ajouté.

Le président Al-Charaa devrait ratifier l'adhésion de son pays à la coalition internationale



premier président syrien invité à la Maison

contre l'EI et faire de la Syrie le 89^e pays à rejoindre cette alliance formée par les Etats-Unis en 2014, lorsque le groupe djihadiste s'était emparé d'un tiers de l'Irak et de la Syrie.

Elimination de membres de l'EI

Depuis qu'il a fondé le Front Al-Nosra en 2013, et prêté allégeance à Al-Qaïda, celui qui était alors **connu sous son nom de guerre, Abou Mohammed Al-Joulani**, a engagé la lutte contre l'EI pour asseoir son pouvoir sur l'enclave rebelle d'Idlib, dans le nord-ouest de la Syrie. On lui prête d'avoir secrètement coopéré avec la coalition pour permettre l'élimination de membres de l'EI, puis d'Al-Qaïda, avec lequel il a rompu en 2016, renonçant au djihad global pour

fonder son groupe, Hayat Tahrir Al-Cham (HTC).

Ces derniers mois, une coopération étroite s'est mise en place entre les nouvelles autorités de Damas et la coalition internationale. Des opérations conjointes ont été menées contre des cellules de l'EI, qui ont profité du vide sécuritaire ayant suivi la chute du dictateur Bachar Al-Assad pour se disséminer en zone gouvernementale.

Washington et ses partenaires occidentaux, dont la France, ont fait de l'adhésion de la Syrie à la coalition internationale anti-EI une exigence. En l'honneur, le président Al-Charaa polit son image de dirigeant islamiste modéré, au risque de s'aliéner certains de ses anciens compagnons de route. Engagé dans une

diplomatie tous azimuts, qui l'a amené en Russie, à la mi-octobre, avant une visite en Chine en novembre, M. Al-Charaa fait de l'ouverture vers l'Occident, notamment vers les Etats-Unis, une priorité après l'isolement imposé au régime Al-Assad pour sa répression sanglante du soulèvement de 2011. Il espère obtenir la levée des sanctions internationales, qui empêchent la reconstruction du pays, dévasté par quatorze ans de guerre civile, dont le coût est estimé à 216 milliards de dollars (187 milliards d'euros) par la Banque mondiale. Par l'entremise du prince héritier saoudien, Mohammed Ben Salman, qui a parié sur le nouveau dirigeant syrien pour stabiliser la Syrie et le promouvoir sur la scène internationale, le président Al-Charaa avait obtenu,

en mai, à Riyad, une première entrevue avec Donald Trump. Ce dernier, visiblement séduit, avait promis la levée des sanctions américaines. M. Trump a utilisé ses pouvoirs exécutifs pour lever ou alléger le régime de sanctions contre la Syrie et retirer HTC de la liste des groupes terroristes par Washington. Il fait désormais pression sur le Congrès, divisé, pour qu'il abroge, d'ici à la fin de l'année, les sanctions imposées, dans le cadre de la « loi Cesar », aux pays commerçant avec Damas. Malgré des exemptions, elles sont le principal obstacle à la concrétisation de promesses d'investissements massifs en Syrie, notamment des pays du Golfe.

« Un travail remarquable »

A Manama, l'émissaire américain pour la Syrie a estimé que l'adhésion de Damas à la coalition internationale et les progrès réalisés dans les discussions avec Israël sur un accord de sécurité sur le Sud syrien, ainsi qu'avec les Forces démocratiques syriennes (FDS, à dominante kurde, qui administrent le nord-est de la Syrie) pour intégrer le nouvel Etat syrien, sont un argument supplémentaire en faveur d'une levée des sanc-

tions. « Ils ont accompli un travail remarquable », a dit Tom Barrack à propos des dirigeants syriens, les jugeant « responsables ».

Les discussions entre Damas et les FDS pour finaliser un accord d'intégration politique et militaire avancent « étonnamment bien », a estimé l'envoyé spécial américain pour la Syrie. Au média en ligne *Al-Monitor*, le ministre Al-Chibani a confirmé que les discussions se passaient « dans une atmosphère positive », mais « sans avancées positives ou pratiques » à ce stade. « Il y a un intérêt marqué à Damas pour parvenir à un accord avec les FDS, mais cela suppose des concessions des deux côtés », a commenté à des journalistes, dont *Le Monde*, Najib Ghabbian, le directeur du Centre des affaires stratégiques au ministère des affaires étrangères syrien. « Le principe de la décentralisation a été accepté, mais les FDS veulent aller aussi loin que le fédéralisme, ce qui n'est pas perçu de façon positive à Damas », qui veut l'unité de la Syrie, a-t-il précisé, avant d'avertir : « Sans accord, la situation peut se détériorer et des affrontements avoir lieu. »

Négociations directes avec

Israël

Cet accord ne devrait pas être finalisé pour la venue du président Al-Charaa à la Maison Blanche, pas plus que l'accord avec Israël, a déclaré au *Monde* Tom Barrack, qui espère des annonces d'ici à la fin de l'année. La Syrie et l'Etat hébreu mènent des négociations directes en vue d'aboutir à des arrangements sécuritaires fondés sur l'accord d'armistice signé entre la Syrie et Israël en 1974. Damas exige le retrait israélien des zones conquises dans la zone tampon sous supervision des Nations unies au pied du Golan occupé par Israël, et la fin des violations israéliennes, comme les frappes aériennes qui ont visé l'arsenal militaire du pays. Israël exige la démilitarisation du Sud syrien. « Beaucoup de progrès ont été faits sur le dossier. L'autre partie continue d'hésiter du fait de ses inquiétudes sur les garanties de sécurité offertes sur le Sud syrien. De notre côté, nous sommes prêts à signer un accord qui permettrait au président Trump de revendiquer une nouvelle victoire en tant qu'artisan de la paix, et nous comptons bien le signer », a assuré Najib Ghabbian.

Les autorités syriennes n'en-

visagent pas, à ce stade, de rejoindre la liste des pays arabes ayant normalisé leurs relations avec Israël, dans le cadre des accords d'Abraham en 2020, comme le souhaite Donald Trump. « C'est un sujet qui n'a pas été envisagé et qui n'a pas été discuté », a affirmé M. Al-Chibani. L'administration Trump se satisfait de la disposition de Damas à un engagement direct avec Israël. Elle fait pression sur le Liban pour qu'il suive son exemple.

« La voie à suivre est très claire : il faut se rendre à Jérusalem ou à Tel-Aviv pour discuter aux côtés de la Syrie », a exhorté l'émissaire américain, après avoir critiqué l'attente des responsables libanais dans le désarmement du Hezbollah. Il a appelé à des pourparlers directs avec Israël, étendus à la délimitation de la frontière terrestre entre les deux pays, avant d'avertir que la fenêtre diplomatique se refermait, alors qu'Israël a intensifié ses frappes contre les bastions du parti chiite et menace d'une nouvelle escalade, près d'un an après l'accord de cessez-le-feu qui a mis fin à la guerre, en novembre 2024.



Ioannis Karagiorgas

03 novembre 2025

Chypre : le président Christodoulidis accuse la Turquie de « comportement impérialiste »

Le Président de Chypre a répondu aux déclarations du président turc Erdogan et a indiqué que la rencontre avec Tufan Erhürman n'avait pas encore été finalisée.

Le président chypriote **Níkos Christodoulidis** a répondu aux déclarations de **Recep Tayyip Erdogan** qui a affirmé que « l'île de Chypre cherche à être ajoutée au menu du nouveau jeu impérialiste qui se met en place dans notre ré-

gion » et a souligné que « les Chypriotes turcs sont une entité politique dotée d'un « droit souverain » ».

Le président turc a même déclaré dans son discours lors de la cérémonie d'ouverture de la

41e session du Comité permanent pour la coopération économique et commerciale de l'Organisation de la coopération islamique : « Je m'attends à ce que vous souteniez encore davantage la lutte des Chypriotes turcs pour les

droits, la liberté et la justice sur la base de la solution à deux États. Si Allah le permet, en tant que patrie et pays garant, nous ne laisserons jamais le peuple chypriote turc seul et nous nous tiendrons toujours à ses côtés dans sa juste lutte».

Níkos Christodoulídis : «Le seul à se comporter de manière impérialiste, c'est la Turquie.»

Le président Christodoulídis a été informé par les journalistes de ces déclarations et a ré-

pondu en disant que «le seul qui se comporte de manière impérialiste dans la région en essayant de mettre en œuvre une approche néo-ottomane, c'est la Turquie. Qu'il demande à tous les États voisins ce qu'ils pensent de la politique de la Turquie dans la région».

Related

Chypre : 51 ans après l'invasion turque les deux communautés tentent de panser leurs plaies

Le président de Chypre est op-

timiste quant à la réunification de l'île

Interrogé sur les raisons qui poussent le président turc à temporiser, le président Christodoulídis a déclaré qu'il ne pouvait pas savoir ce que faisait Tayyip Erdogan, soulignant que «**le retard n'est pas dû à une faute de notre part**».

En ce qui concerne la date de sa rencontre avec le nouveau dirigeant de la République turque de Chypre du Nord, **Tufan Erhürman**, il a déclaré

qu'il lui avait demandé un certain temps et que la semaine prochaine ou la semaine suivante, il le contacterait pour lui dire quand il serait prêt à tenir cette réunion.

Interrogé sur la raison pour laquelle les Nations Unies ne seront pas présentes à la réunion, Níkos Christodoulídis a déclaré que la discussion se déroulait toujours dans le cadre des Nations Unies, ajoutant que l'organisation aiderait à la tenue de la réunion.



04 novembre 2025
avec l'AFP

Turquie: espoir de libération pour l'opposant Demirtas après une décision européenne

Ses avocats et l'opposition parlementaire turque ont aussitôt réclamé mardi la remise en liberté de cette figure toujours charismatique et populaire, arrêté il y a exactement neuf ans le 4 novembre 2016 et condamné en mai 2019 à 42 ans de prison.

Ce rebondissement intervient parallèlement aux progrès du processus de paix initié depuis un an par Ankara avec la guérilla kurde du PKK: le Parti des Travailleurs du Kurdistan a annoncé sa dissolution en mai, à l'appel de son chef historique Abdullah Öcalan, emprisonné depuis 1999. Selahattin Demirtas, 52 ans, a été accusé, entre autres, de propagande terroriste en faveur du PKK (interdit), d'insulte au président et d'avoir appelé à manifester en soutien aux combattants kurdes qui affrontaient les djihadistes à Kobane, en Syrie.

Au terme d'un long processus initié en 2019 et de multiples appels, la CEDH a rejeté lundi soir l'ultime demande du mi-

nistère turc de la Justice et rendu un arrêt définitif confirmant la violation de ses droits et ordonnant sa libération.

Le parti DEM (ex-HDP) de M. Demirtas, troisième force au parlement, a aussitôt réclamé sa «libération immédiate».

«Au regard des nombreuses décisions de la CEDH et de sa décision FINALE (...) nos amis devraient être libérés sans délai», écrit le DEM dans un communiqué, réclamant également la libération de son ancienne coprésidente, Figen Yüksekdağ et d'autres responsables.

Le CHP (social démocrate), premier parti d'opposition, a fait de même: «La décision est devenue définitive et doit être mise en œuvre immédiatement», a plaidé sur X le député du CHP à Diyarbakir (sud-est, principale ville à majorité kurde) Sezgin Tanrikulu. «Selahattin Demirtas aurait dû être libéré depuis longtemps et pouvoir reprendre sa place dans la sphère politique», a aussi estimé le président du petit parti islamiste Saadet, Mahmut Arıkan.

Et l'Association des Droits humains a «exigé la libération de M. Demirtas et de tous les prisonniers politiques détenus illégalement».

Le signal le plus encourageant vient du parti nationaliste MHP, allié du président Recep Tayyip Erdogan dont le leader, Devlet Bahçeli, a estimé que «la libération (de Selahattin Demirtas) sera de bon augure pour la Turquie».

«Sans délai»

Les avocats de l'opposant ont déposé sans tarder une demande de remise en liberté auprès du tribunal d'Ankara. «La chambre d'appel peut faire deux choses : libérer immédiatement M. Demirtas et les autres personnalités politiques sur la base de l'arrêt définitif de la CEDH, ou examiner l'affaire au fond», a expliqué en direct sur la chaîne privée turque Ilke TV l'un de ses défenseurs, Mahsun Karaman, rappelant que celle-ci est déjà en appel de longue date.

Le président du barreau turc, Erınç Sağan, a prié sur X la justice d'agir «sans délai», «plutôt que de recourir à des manœuvres dilatoires et à des évaluations accessoires qui aggravent la violation des droits de Selahattin Demirtas».

Les proches de Demirtas et ses défenseurs n'ont cessé de dénoncer une «décision politique». D'autant qu'il est détenu à Edirne (nord-ouest), obligeant son épouse et ses deux filles à parcourir 1.200 km pour le visiter, depuis son fief de Diyarbakir.

Tous, alors que le gouvernement turc est engagé dans un processus de paix avec la PKK, après quatre décennies de guérilla meurtrière, espéraient ces derniers mois un geste en faveur de «Selo», comme l'appellent ses amis. «Pour le bien de ce processus, ces procès de complot doivent cesser. Si la paix doit prévaloir, ce complot doit prendre fin», a insisté mardi le co-président du parti DEM, Tuncer Bakırhan.

En Syrie, la menace d'une guerre ouverte entre Damas et les Kurdes

ReportageLe long de la ligne de démarcation séparant les zones sous contrôle gouvernemental des territoires aux mains des Kurdes, les accrochages sont quotidiens. Les négociations entre les deux camps étant au point mort, leurs forces se préparent à un possible embrasement.

« *Un dicton populaire dit que les Kurdes n'ont pour amis que les montagnes. C'est pareil ici, nous nous sommes installés sur les hauteurs* », lance le journaliste Hamid Abdo en désignant le centre-ville d'Alep, qui s'étend en contrebas des quartiers de Cheikh-Maqsoud et d'Achrafieh. Encerclée par les forces de sécurité gouvernementales, l'enclave à majorité kurde dirigée par l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (AANES) domine la grande agglomération du Nord syrien. Mais elle n'offre à ses 400 000 habitants qu'une apparence de sécurité trompeuse.

Dans la nuit du 6 au 7 octobre, les troupes de la nouvelle armée syrienne et les Asayiches, les forces de sécurité intérieures à dominante kurde, se sont affrontés pendant plusieurs heures. Les combats, qui ont fait deux morts et des dizaines de blessés, ont éclaté après que les forces gouvernementales ont bloqué toutes les entrées et les sorties de l'enclave au motif que les Forces démocratiques syriennes (FDS), la coalition militaire formée par les Kurdes syriens, y introduiraient illégalement des armes.

Cet incident armé, qui a cessé

après une intervention directe des Etats-Unis, est le plus grave depuis la libération de la ville du régime de Bachar Al-Assad en décembre 2024. Cette flambée de violence dans la deuxième ville et capitale économique du pays s'inscrit dans un contexte d'accrochages quotidiens tout le long des centaines de kilomètres de la ligne de démarcation qui sépare les territoires contrôlés par le nouveau gouvernement syrien de ceux administrés par les FDS. On compte chaque semaine des pertes dans les deux camps. Dans le Nord et l'Est syriens, tiraillés entre les ambitions des Kurdes, les prétentions du gouvernement et les pressions régionales et internationales, la moindre étincelle peut rallumer la guerre.

Le 10 mars, un [compromis qualifié d'historique](#) avait pourtant été trouvé entre le président syrien par intérim, Ahmed Al-Charaa, et le chef des FDS, Mazloum Abdi, pour intégrer au sein de l'Etat les institutions autonomes kurdes du Nord-Est du pays. Le 2 novembre, le ministre des affaires étrangères syrien, Assad Hassan Al-Chibani, a même affirmé que les discussions se poursuivaient avec l'AANES, sans qu'« *aucun progrès réel n'ait été accompli jusqu'à présent* ». Mais, dans la réalité, le processus est enlisé.

« Un pouvoir fermé et conservateur »

Les FDS craignent d'être absorbées sans droits dans un Etat centralisé dont elles dénoncent les penchants « *islamistes radicaux* », selon les termes de Chilo Osman, le

commandant des Asayiches d'Alep. Ce dernier insiste pour que les zones sous le contrôle des FDS gardent la capacité de s'autoprotéger, en rappelant les massacres commis à l'encontre des minorités alaouites en mars et druzes en juillet par des factions armées intégrées aux forces de sécurité. Dans les rangs kurdes, on insiste aussi, au nom de la protection des droits des femmes – elles sont intégrées à tous les échelons de l'administration civile comme militaire –, ainsi que des droits culturels, linguistiques et religieux des minorités, sur le maintien d'une autogouvernance des régions du Nord et du Nord-Est syrien bâtie sur le modèle du Kurdistan irakien autonome.

« *Les récentes décisions de la nouvelle administration, la déclaration constitutionnelle, tout cela montre qu'ils veulent restaurer un Etat centralisé, excluant les autres composantes. Ce que nous voyons se passer à Souweïda [province druze dans le sud du pays] ou sur la côte [à peuplement alaouite] le prouve : c'est un pouvoir fermé et conservateur* », estime Sipan Hemo, un commandant des FDS et membre du comité militaire chargé des négociations avec le gouvernement de Damas, rencontré fin octobre à Hassaké.

Selon ce commandant, Damas aurait accepté que les FDS soient « *intégrées à l'armée syrienne sous la forme de trois brigades – Djézireh, Rakka et Deir ez-Zor* ». Mais, selon cette source, comme pour les autres points discutés, les concessions du pouvoir

central restent purement orales. Pour les ressources en hydrocarbures, un document préparé par l'AANES propose une répartition de 40 % pour le Nord-Est, le reste revenant aux territoires sous l'autorité d'Ahmed Al-Charaa. Un plan de partage que son gouvernement refuse.

Damas, de son côté, redoute que même une autonomie limitée ne crée un précédent conduisant à la désintégration du pays. Une crainte récemment avivée par les appels à l'indépendance lancés par des factions druzes du gouvernorat de Souweïda, dans le sud du pays.

« *Dans les mois qui ont suivi la chute du régime, les FDS ont tenté d'exploiter le fait que le nouveau gouvernement syrien n'était pas reconnu par la communauté internationale pour avancer leurs pions. Mais la reconnaissance du nouveau gouvernement syrien par la communauté internationale, son soutien, et son souhait de nous aider à stabiliser le pays a mis les FDS sous pression politique et financière. Ce qui les oblige à négocier* », assène Nouredine Al-Baba, le porte-parole du ministère de l'intérieur, qui reçoit *Le Monde* au siège du dispositif sécuritaire gouvernemental à Damas, un imposant bâtiment envahi par des effluves de peinture fraîche.

« *Le nord de l'Irak est peuplé à 65 % par des Kurdes. En Syrie, ils sont minoritaires, y compris dans le gouvernorat de Hassaké, où ils sont les plus nombreux et où ils ne comptent que pour 29 % de*

la population. Cette demande de fédéralisme n'a aucun sens », ajoute Nouredine Al-Baba, qui rappelle que le président par intérim, Ahmed Al-Charaa, a assuré à plusieurs reprises qu'il protégerait les droits linguistiques et religieux des minorités du pays.

Un argument irrecevable pour Amina Dayaa, 45 ans, une réfugiée de la région d'Afrin, dans le nord-ouest du pays, qui habite Cheikh-Maqsoud et a été blessée dans les affrontements du 6 octobre. « Nous avons déjà été chassés une première fois de notre village et de nos terres parce que nous sommes kurdes, pour une raison ethnique, et les discours de haine à notre rencontre continuent », dit-elle, en faisant référence à des messages incendiaires sur les réseaux sociaux et à des prêches d'imams radicaux. Elle reçoit *Le Monde* le pied plâtré, dans un appartement de Cheikh-Maqsoud, un quartier aux venelles défoncées où elle s'est installée avec ses deux filles après avoir fui Afrin en 2018.

« Ce n'est pas un siège »

Surnommée la « montagne kurde », cette région, alors administrée par l'AANES, a été la cible en 2018 de l'opération dite « Rameau d'olivier », menée par l'armée turque avec le soutien de milices syriennes pro-Ankara pour en expulser les FDS. Quelque 320 000 civils kurdes ont fui en direction des zones encore contrôlées par l'AANES et un grand nombre d'entre eux ont trouvé refuge dans les deux quartiers alépins.

Pour Amina Dayaa, dont la maison a été pillée par des miliciens à la solde d'Ankara, qui ont également déraciné les oliviers de sa famille, aucun retour n'est envisageable tant que les factions armées pro-turques, désormais intégrées dans la nouvelle armée, resteront déployées dans la ré-



LAURENT VAN DER STOCKT POUR « LE MONDE »

gion. « Il n'y a plus rien là-bas. Ils ont détruit nos maisons, notre environnement. Je veux que mes filles parlent notre langue et qu'elles grandissent de manière épanouie, confie-t-elle. Mais c'est risquer sa vie là-bas tant que ces milices y sont déployées. »

Or, selon le commandant Chilo Osman, ces factions tiennent le principal checkpoint d'entrée de Cheikh-Maqsoud. Surnommées « Amshat », en référence au nom de guerre de leur chef, Mohammed Al-Jassem (« Abou Amcha »), mis sous sanction par l'Union européenne pour les crimes supposés commis par ses hommes sur la côte, ces milices sont accusées d'avoir enlevé 15 habitants du quartier et d'imposer un blocus à l'enclave, en empêchant notamment le mazout d'entrer, alors que l'hiver se rapproche. Le visage masqué, les militaires déployés aux entrées scrutent les identités et fouillent les véhicules.

« Pourquoi déployer l'armée entre deux quartiers d'Alep ? Ne sommes-nous pas tous syriens ? Cheikh-Maqsoud et Achrafieh sont un pays étranger ? », s'indigne l'officier depuis son bureau de la base principale des Asayiches. Au rez-de-chaussée de la caserne, comme aux carrefours des environs s'affichent les portraits d'Abdullah Öcalan,

fondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) : une organisation lancée jusqu'à peu dans une guerre meurtrière contre le pouvoir turc et dont sont issus de nombreux cadres des FDS.

La Turquie, qui a juré la perte des territoires contrôlés par les forces à dominante kurde en Syrie et a mené plusieurs opérations militaires contre elles, fait de la présence à sa frontière de ceux qu'elle nomme des « terroristes » un casus belli. Mais, la Turquie étant engagée dans un processus de négociations avec Abdullah Öcalan, il est peu probable qu'elle se lance à court terme dans une nouvelle opération armée en Syrie. Ankara privilégie un soutien actif à Damas pour mettre fin à l'autonomie du Nord-Est syrien.

« La présence de cette organisation et de combattants [kurdes] venus de Turquie ou d'Iran sur notre territoire est inacceptable », avertit Nouredine Al-Baba, du ministère de l'intérieur, qui assume un contrôle resserré sur les enclaves alépine. « Ce n'est pas un siège. Nous n'avons rien contre les Kurdes qui sont nos compatriotes. Mais ces deux quartiers sont devenus un sanctuaire pour des membres de l'ancien régime. Ceux qui les gouvernent obéissent au PKK. Ce ne sont

pas des civils et ils n'ont aucune vision de ce que doit être une administration civile. Ils ne font que détourner les ressources du territoire à leur profit », accuse-t-il, assurant que le recours à la conscription forcée par les FDS est devenu insupportable aux yeux des habitants qui demandent l'aide de l'Etat.

Echanges de tirs quasi quotidiens

A une centaine de kilomètres plus à l'est d'Alep, au point de passage de Deir Hafer, sous l'autorité des FDS, en cette fin du mois d'octobre : une centaine de camions-citernes censés transporter du carburant, ressource abondante dans le nord-est de la Syrie, sont stationnés sur le bas-côté. Les autorités de Damas n'autorisent aucun passage : ni pour les tankers ni pour les camions de marchandises.

« Damas se fournit désormais en pétrole auprès de l'Arabie saoudite. C'est pour cela qu'ils n'ont plus besoin de notre carburant », explique un commandant des FDS, posté au point de passage et qui préfère rester anonyme. A cet endroit, « seuls les patients atteints de cancer, les étudiants et les personnes disposant d'une carte de résidence étrangère peuvent passer, à bord des bus – et en-

core, ce n'est pas systématique. Avant ce blocage, près de 1 000 personnes franchissaient chaque jour la ligne ; aujourd'hui, à peine 200 », poursuit le même commandant.

Les tensions sur cette route persistent, alors même que les négociations d'Al-Tabqa, qui se sont tenues le 20 octobre entre une délégation du gouvernement syrien et une commission militaire des FDS, étaient censées ramener la situation à la normale. La voie n'est restée ouverte que deux jours, les 21 et 22 octobre, avant d'être de nouveau fermée.

Entre Deir Hafer et Rakka, sur la ligne de démarcation – mouvante – entre, d'un côté, les territoires aux mains des FDS et, de l'autre, ceux contrôlés par l'armée syrienne et ses alliés, la tension est palpable. De nombreuses bases militaires ont vu le jour et, dans certaines, les échanges de tirs et les attaques de drones sont quasi quotidiens.

En cette fin du mois d'octobre, dans un bâtiment en terre séchée du village de Jab Abyadh, six soldats en tenue de camouflage surveillent, à travers deux ouvertures dans le mur, le moindre mouvement des soldats gouvernementaux en face. « Ici, le 22 octobre, vers 1 heure, les militaires du camp d'en face ont tenté d'avancer en ouvrant le feu. Nous avons riposté : l'un de leurs hommes a été tué et quatre autres ont été blessés », explique Serkhbon Kobani, commandant des FDS dans la région.

Les quatre soldats capturés – « des Turkmènes », précise le commandant – ont ensuite été remis aux autorités de

Damas en guise de « geste de bonne volonté », dans le cadre des négociations d'Al-Tabqa, censées désamorcer les tensions dans les deux quartiers kurdes d'Alep. « Mais les autorités de Damas n'ont pas reconnu qu'il s'agissait de soldats étrangers », souligne M. Kobani. Un peu plus loin, sur un autre point militaire, des drones envoyés par le camp d'en face ont attaqué, le 21 octobre, des combattants des FDS occupés à creuser des tranchées pour renforcer leur défense. Le drone a détruit l'une de leurs machines. Pendant la présence du Monde sur ce site, un autre drone est apparu dans le ciel.

« Selon nos renseignements, le HTC [Hayat Tahrir Al-Cham, la faction armée islamiste qui a renversé l'ancien régime et dont Ahmed Al-Charaa était le chef, sous le nom d'Abou Mohammed Al-Joulani] et les milices qui lui sont affiliées se renforcent et préparent une invasion : drones, snipers et tirs d'artillerie se produisent presque quotidiennement », poursuit M. Kobani. L'objectif, selon lui, est de rompre le cessez-le-feu. « Ils cherchent à faire porter la responsabilité de cet échec sur les FDS et à accuser l'organisation d'avoir violé l'accord du 10 mars », dit-il encore. M. Kobani explique que l'une des raisons pour lesquelles le cessez-le-feu ne s'est pas effondré pour l'instant est que Mazloum Abdi veut encore croire à la voie des négociations : « Nous avons confiance en lui. Les commandants respectent le cessez-le-feu. Mais s'il nous donne l'ordre, nous agissons. Tous les combattants des FDS attendent ce signal. »

« Enrôlements forcés » des FDS

Dans les villes à majorité

arabe du nord-est de la Syrie, comme Deir ez-Zor et Rakka, le ressentiment envers les autorités kurdes ne cesse d'augmenter. Lors des négociations avec Damas, la question du retour de Deir ez-Zor dans le giron des forces fidèles à Ahmed Al-Charaa a été soulevée. Un point jugé inacceptable par les Kurdes.

Un avocat arabe de Rakka dénonce l'oppression exercée par les autorités kurdes depuis la chute de Bachar Al-Assad et l'arrivée au pouvoir d'Ahmed Al-Charaa, et plus encore depuis la signature de l'accord du 10 mars. « Les FDS procèdent à des enrôlements forcés. Ils fouillent les téléphones portables et arrêtent ceux qui ont la photo du drapeau syrien ou celle d'Ahmed Al-Charaa », affirme-t-il, préférant rester anonyme par crainte de représailles de la part des autorités de l'Administration autonome.

Certains, dans sa communauté accusent le président syrien par intérim de « trahison ». « Ils se considèrent comme les propriétaires de ces territoires et ne comprennent pas qu'Al-Charaa négocie avec les FDS au lieu de venir les libérer », poursuit l'avocat. Alors que les FDS assurent que des émissaires de Damas ont rencontré des chefs de tribus arabes pour les retourner contre l'AANES, l'avocat affirme que ces tribus ont, elles aussi, envoyé des représentants à Damas pour encourager les nouvelles autorités à rompre les négociations et à passer à une attaque.

Selon lui, le gouvernement de Damas leur aurait demandé de faire preuve de patience. Le gouvernement parie aussi sur des divisions au sein même des FDS. « Mazloum Abdi est syrien. Il est

l'otage des autres dirigeants [des FDS] qui viennent de Turquie et d'Iran et sont essentiellement des cadres du PKK. En tant que Syrien, Abdi cherche même le soutien du nouveau gouvernement pour asseoir sa position au sein des FDS, car il est favorable à la négociation. Contrairement aux courants du PKK qui tentent de saborder tout accord en multipliant les provocations », assure une source sécuritaire de haut niveau à Damas.

Interrogé sur l'intérêt de poursuivre les négociations avec Damas, alors que celles d'Alep n'ont abouti à aucun résultat, Sipan Hemo a répondu laconiquement : « Une question légitime... Demandez au général Mazloum. » « L'objectif, poursuit le commandant, qui a participé à la création des FDS, en 2015, reste le même : construire une Syrie unifiée, démocratique et plurielle. Tant que cet objectif n'est pas atteint, il n'est pas question de nous dissoudre. »

« Nous restons attachés aux accords passés avec le gouvernement de transition. Je suis kurde, syrien, et je refuse une Syrie unicolore. Mais je ne veux pas d'un nouveau conflit », ajoute Chilo Osman, le commandant des Asayiches d'Alep. Non loin de son bureau, dans le cimetière militaire de Cheikh-Maqoud, les visages de dizaines de jeunes femmes et de jeunes hommes, fauchés dans la fleur de l'âge, rappellent à tous le coût d'une guerre. A Rakka, l'avocat arabe rêve, lui, d'une Syrie unifiée, mais affranchie de l'autorité kurde. Il en est persuadé : « La situation va bientôt changer en notre faveur. »

La complaisance de l'Europe envers d'Erdogan : un reniement des valeurs européennes

L'octroi de visas des citoyens turcs dans les pays de l'UE explose, pourtant, la situation démocratique en Turquie devient de plus en plus catastrophique. Est-ce un reniement ou une énième hypocrisie des dirigeants de l'Union européenne ?

Le 21 mai 2025, la délégation de l'Union européenne (UE) en Turquie a publié un message triomphant sur X (anciennement Twitter) en qualifiant de « *record historique* » l'octroi de 1,1 million de visas Schengen délivrés aux citoyens turcs en 2024. L'annonce se voulait symbole d'ouverture et de rapprochement. Mais derrière ces chiffres flatteurs se cache un malaise plus profond : l'Union européenne célèbre la mobilité tout en fermant les yeux sur la dérive autoritaire d'Ankara. Pourtant, sous Erdogan, la Turquie s'éloigne chaque jour davantage des valeurs démocratiques, tandis que Bruxelles, paralysé par ses propres calculs géopolitiques, se réfugie dans le confort de la *realpolitik*.

Une dérive autoritaire flagrante

Depuis plus de vingt ans, Erdogan a méthodiquement déconstruit ce qu'il restait de démocratie en Turquie. Purges massives dans l'armée, asphyxie des médias, arrestations d'opposants : le pouvoir turc ne tolère plus la moindre contestation. En 2025, la Turquie détient un triste record : 22 450 affaires pendantes devant la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH), soit plus d'un tiers du total européen. Les arrêts de la CEDH concernant Osman Kavala ou Selahattin Demirtas, symboles de la répression politique, restent lettre morte. Et pendant que la justice européenne se heurte au mur

d'Ankara, l'UE déroule le tapis rouge. Le rapport 2025 du Parlement européen reconnaît que le processus d'adhésion de la Turquie est gelé, mais rien ne change : la coopération économique continue, les flux migratoires sont monnayés, les visas sont célébrés. En mars dernier, plus de 1 100 manifestants ont été arrêtés à Istanbul après la détention du maire Ekrem Imamoglu, principal adversaire d'Erdogan. Quelques semaines plus tard, un jeune activiste du nom d'Enes Hocaogullari, a été arrêté pour avoir critiqué le gouvernement devant le Conseil de l'Europe. Ces scènes d'un autre âge n'ont pourtant suscité qu'un silence assourdissant à Bruxelles.

Une complaisance coupable

Cette complaisance européenne envers Ankara a un coût humain et moral. Car derrière le masque d'un allié stratégique de l'OTAN, la Turquie d'Erdogan demeure une menace directe pour les minorités et la stabilité régionale. Le soutien militaire et politique d'Ankara à l'Azerbaïdjan dans le conflit du Haut Karabagh (Artsakh) a encouragé la reprise des hostilités et l'exode de plus de 120 000 Arméniens. En avril dernier, Erevan a encore dû réclamer une enquête internationale sur des violations répétées du cessez-le-feu. Et pendant ce temps, la Turquie feint de jouer les médiateurs tout en alimentant les tensions. Dans les zones syriennes sous

influence turque, des milices islamistes soutenues par Ankara continuaient de cibler des populations chrétiennes et kurdes. Les Assyriens, descendants des survivants du Génocide de 1915, voient leur sécurité menacée un siècle plus tard. Là encore, l'UE, puissance « civilisationnellement » chrétienne détourne le regard. Bruxelles ne cesse de proclamer son attachement à la liberté, à la démocratie et aux droits humains. Mais que valent ces grands principes si l'on ferme les yeux sur leur violation dès qu'elle émane d'un partenaire jugé utile ?

Car c'est bien de cela qu'il s'agit : la Turquie d'Erdogan est devenue un acteur incontournable pour contenir les flux migratoires vers l'Europe. En échange, elle bénéficie d'une indulgence diplomatique qui confine à la compromission. Le message envoyé est limpide : tant que tu tiens les clefs des frontières, tout t'est permis. Cette logique est dangereuse. Elle mine la crédibilité de l'UE, déjà accusée d'incohérence dans ses relations internationales. Comment prétendre défendre les libertés à Kiev ou à Tbilissi, si l'on s'incline devant Ankara ? Comment condamner les atteintes à la presse ailleurs quand on tolère la censure et la répression chez un « allié stratégique » ?

Retrouver le courage d'être européen

L'UE doit cesser de se comporter en puissance timorée, obsédée par la stabilité économique au détriment de la justice.

Elle doit retrouver le courage d'être fidèle à elle-même. Cela implique de conditionner toute coopération avec Ankara qu'elle soit économique, migratoire ou sécuritaire à des progrès réels en matière de libertés publiques. Cela suppose aussi de soutenir activement les défenseurs des droits humains, journalistes indépendants, et les minorités chrétiennes et kurdes menacées. Enfin, cela exige un geste de vérité historique : encourager la Turquie à reconnaître pleinement le Génocide arménien, non comme une humiliation mais comme une réconciliation nécessaire avec son propre passé

En célébrant ce triste « record » de visas Schengen accordés à la Turquie, l'UE a donné le spectacle d'une institution amnésique de sa raison d'être. Ce n'est pas en multipliant les facilités administratives qu'on bâtit une relation juste, mais en exigeant le respect des valeurs que l'on prétend incarner. L'Europe n'a pas besoin d'une Turquie docile, elle a besoin d'une Turquie libre. Et pour cela, il faut avoir le courage de dire non à Erdogan, non à son régime dictatorial, non à son chantage migratoire et surtout, non au relativisme moral. Tant que l'Europe de von der Leyen préférera la raison économique et diplomatique à la cohérence, elle trahira ce qui la définit. Et cette trahison, elle ne pourra la masquer derrière les sourires diplomatiques et les statistiques flatteuses, car l'Histoire ne s'efface pas.

Reza Pahlavi, le fils exilé du chah d'Iran, se rêve en homme providentiel

Agé de 65 ans, ayant fui son pays lors de la révolution islamique en 1979, le fils du chah revendique une popularité auprès des Iraniens nostalgiques d'une époque où son père avait poussé le pays vers la modernisation. Mais le soutien explicite que lui porte le gouvernement israélien fait craindre à certains une instrumentalisation par l'Etat hébreu.

Son père fut un dictateur impopulaire. Lui n'a pas remis les pieds en Iran depuis près d'un demi-siècle et brûle de remonter sur le trône. A 65 ans, depuis son exil américain, Reza Pahlavi, fils du chah Mohammad Reza Pahlavi (1919-1980), chassé de son pays par la révolution islamique en 1979, fait aujourd'hui rêver une partie de la société iranienne en mal de perspectives politiques.

« J'ai compris que nous n'avions aucun autre choix que la monarchie constitutionnelle », soupire Samira (un pseudonyme, pour des raisons de sécurité), résidente de Téhéran jointe par WhatsApp, début octobre. « En réalité, cela fait une éternité que nous vivons sous une monarchie. [Le fondateur de la République islamique, Rouhollah] Khomeini et [le Guide suprême, Ali] Khamenei sont des rois qui ne disent pas leur nom », poursuit cette quadragénaire dont les parents avaient manifesté, comme des millions d'Iraniens, pour mettre un point final au règne de la dynastie Pahlavi en Iran, à la fin des années 1970.

Le souvenir de la répression politique en vigueur sous la royauté a-t-il été englouti par les atrocités de la République islamique et les espoirs déçus des derniers candidats « réformateurs » ? La vague de protestations Femme, vie, liberté, en 2022, provoquée par le calvaire de Mahsa Amini,



Le fils du chah d'Iran, Reza Pahlavi, à Paris, le 23 juin 2025. ABDUL SABOOR/REUTERS

morte pour avoir mal ajusté son voile, est le plus long et le plus vaste soulèvement de l'histoire du pays. Depuis, des Iraniens de toutes générations regardent, le cœur serré, les images en noir et blanc de femmes en minijupe datant des années 1970, diffusées sur Manoto TV et Iran International, deux chaînes qui émettent de Londres, actives sur les réseaux sociaux et accessibles en Iran grâce à des paraboles et des logiciels antifiltrage.

Le symbole d'un Iran fantasmé

Dans un paysage politique déserté où tout activisme est réprimé dans le sang et tout mouvement d'opposition

étouffé, Reza Pahlavi est regardé d'un œil neuf, apparaissant comme le symbole d'un Iran fantasmé, tourné vers l'Occident.

Depuis son exil américain, l'intéressé jubile. Et trépigne. Reza Pahlavi, qui se présente régulièrement auprès des médias internationaux comme l'homme providentiel de l'Iran, s'imagine, enfin, un destin, poussé par cette apparente réhabilitation de son passé familial. « Reza a été élevé pour avoir ce devoir de prendre la suite en tant que prince héritier », affirmait sa mère, dernière impératrice d'Iran, Farah Diba, en 2007, rappelant qu'à la naissance de son aîné une pluie de roses s'était abattue sur le pays, lâchées depuis un avion.

Voir le régime iranien un genou à terre après la « guerre de douze jours » lancée par Israël et appuyée par les Etats-Unis, en juin, a galvanisé l'héritier du trône. Les frappes israéliennes, qui ont tué des centaines de civils, sont « une opportunité », lance-t-il lors d'un entretien à la BBC le 15 juin. « La chute du régime n'est plus une question de "si" mais de "quand" », s'enflamme-t-il, le 29 juillet, dans un entretien avec le journaliste allemand Paul Ronzheimer, décrivant un pouvoir « émasculé ». Le rétablissement des sanctions de l'Organisation des Nations unies, le 29 septembre, à la suite des entorses iraniennes à l'accord sur le nucléaire de 2015, qui devrait ajouter à la débâcle économique du pays,

est « une victoire pour tous ceux qui réclament depuis longtemps une pression maximale sur ce régime », clame-t-il encore sur X, le 28 septembre. La fin du régime approche, veut-il croire, martelant qu'il est « prêt » et qu'il a « un plan ».

Aux Etats-Unis, où il réside, Reza Pahlavi bénéficie du soutien d'une partie de la diaspora iranienne, ainsi que celui d'opposants au régime, qui voient en lui l'homme du « jour d'après », capable d'opérer une transition en douceur. « Les mêmes personnes qui se sont mobilisées avec enthousiasme, à Paris, autour du drapeau tricolore en 1792 étaient, à l'époque où Napoléon puis la Grande Armée sont revenus de Russie, tellement épuisées qu'elles ont accepté sans broncher la restauration des Bourbons et de la fleur de lys ! », signale le collectionneur d'art et mécène franco-américain Thomas Kaplan, qui soutient la cause de Reza Pahlavi, dans un entretien à la revue *La Règle du jeu*, le 7 août.

« Même si je pense personnellement que la monarchie constitutionnelle est la voie à suivre pour l'Iran, en réalité, un roi, ou tout initiateur d'un coup d'Etat, aurait besoin d'un solide soutien militaire pour contenir les forces centrifuges si la nation venait à s'effondrer », ajoute le philanthrope, adversaire du régime. « Reza Pahlavi est le contraire d'un dandy. C'est un homme authentique qui veut aider l'Iran. Il ne pense qu'à ça depuis ses 18 ans », appuie Patrick Wajzman, directeur de la revue *Politique internationale* et ami du fils du chah. Mais « on ne peut faire la révolution par correspondance », prévient le politologue.

Campagne d'influence israélienne

Aucune étude fiable ne permet d'évaluer la popularité du personnage dans son pays natal. Comme preuve d'un engouement en sa faveur, l'entourage de Reza Pahlavi se fonde sur les likes et les vues de posts sur les réseaux X, Instagram et TikTok. Mais à l'heure des deepfakes et des bots informatiques, la profondeur de cette sympathie est sujette à caution. Une enquête conjointe des quotidiens israéliens *Haa-retz* et *TheMarker*, corroborée par un rapport du Citizen Lab, laboratoire interdisciplinaire de l'université de Toronto, révélait, le 3 octobre, l'existence d'une vaste campagne d'influence israélienne en langue persane visant à promouvoir Reza Pahlavi comme figure légitime d'un Iran post-République islamique.

« Pour moi, la question essentielle n'est pas de savoir si le soutien à Reza Pahlavi est authentique ou non, mais pourquoi Israël participerait à une campagne dont le but est de restaurer la monarchie en Iran », questionne Gur Megiddo, l'un des auteurs de l'enquête, interrogé le 12 octobre sur Euronews. Les chancelleries européennes, la France notamment, imaginent Reza Pahlavi en pantin des services israéliens pour déstabiliser le régime, alors qu'Israël menace, à tout moment, de réitérer ses frappes. Un autre membre de la dynastie royale iranienne a affirmé au *Monde* avoir déjà été approché par les services israéliens, il y a vingt ans, pour mener la « contre-révolution ».

Manipulé, intrigant ou pragmatique, Reza Pahlavi assume cette proximité avec l'Etat hébreu. Après avoir rencontré le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, en avril 2023, le sexagénaire a envoyé des membres de son entourage à Jérusalem en septembre. Ils ont été accueillis par le président, Isaac Herzog, et la ministre de l'innovation, des sciences et de la techno-

logie, Gila Gamliel. Nulle part ailleurs, l'homme ne bénéficie d'un tel soutien.

Arpentant régulièrement l'Europe pour faire valoir sa disponibilité au cas où un malheur arriverait aux cadres de la République islamique, il a, selon nos informations, tenté de rencontrer en France, en février, celui qui était à l'époque ministre de l'intérieur et considéré comme présidentiable, Bruno Retailleau. Mais les autorités françaises se sont opposées à cet entretien, source de crise diplomatique potentielle, avant qu'il ait eu lieu. Le fils du chah s'est contenté d'une rencontre à l'Assemblée nationale avec un petit groupe de députés Renaissance, dont Constance Le Grip (Hauts-de-Seine), qui l'a trouvé « sérieux » et « parfaitement conscient de ce que son nom peut véhiculer ». A Londres, quatre mois plus tard, Reza Pahlavi poursuivait son tour de piste, mais avec des figures de second rang ou des « ex », comme l'ancien premier ministre britannique Boris Johnson.

Promesses démocratiques contrariées

« Nous sommes là pour dire que la chute du régime ne serait pas le chaos ! », proclame-t-il, fin juillet, devant Paul Ronzheimer, comme agacé par le manque d'allant des démocraties européennes à soutenir sa croisade contre le régime islamique, en appelant le monde à se rappeler que les transitions en Afrique du Sud, en Union soviétique ou en Pologne ont bénéficié de l'appui du « monde libre ».

Dans ce panorama géopolitique contrariant, Israël est l'un des rares pays à ne pas être encombré par le principe de non-ingérence à l'égard de l'Iran, « menace existentielle » de l'Etat hébreu, comme le répète Benjamin Nétanyahou. Mais le sourire de Reza Pahlavi,

posant aux côtés d'un premier ministre israélien dénué de toute empathie à l'égard de civils iraniens victimes de ses bombardements, a choqué même une partie des pahlavistes.

Les promesses démocratiques du fils du chah, jurant de respecter « le peuple » s'il parvenait au pouvoir, sont contrariées par les agissements de ses proches. Ainsi de son conseiller, Saeed Ghasseminejad, qui, le 14 octobre, défendait la peine de mort quand l'opposition en Iran et au sein de la diaspora mène une campagne pour son abolition. Certains militants politiques iraniens dénoncent aussi l'armée de cybersoldats royalistes qui l'entoure et harcèle les internautes à la moindre critique.

« Reza Pahlavi n'a aucune chance de diriger l'Iran », tranche Andreas Krieg, spécialiste du Moyen-Orient au King's College de Londres. « L'opposition iranienne est divisée tant en Iran qu'au sein de la diaspora. Et Pahlavi n'est pas une figure charismatique ni consensuelle. Il fait trop d'erreurs, comme cette visite en Israël », ajoute l'analyste, qui prédit que si le régime devait basculer, ce serait d'une théocratie vers une dictature militaire plus classique.

« Reza Pahlavi est le produit des politiques des puissances étrangères [américaine et israélienne], amplifiées sur les réseaux sociaux par des campagnes, analyse un sociologue iranien (qui souhaite rester anonyme pour des questions de sécurité). Il n'a fondé aucun groupe ni mené de travail collectif. Même s'il venait à triompher, il ne serait qu'un tremplin pour les politiques étrangères des pays qui l'ont mis sur le devant de la scène. » Reza Pahlavi n'a pas donné suite aux demandes d'entretien du *Monde*.



November 03, 2025

Iranian Kurdish city of Sanandaj embraces second walnut festival

ERBIL, Kurdistan Region - Villages in western Iran's Kurdistan province embraced a popular walnut festival for the second year in a row, an event aimed at promoting the Kurdish region's organic and fresh fruit for visitors from near and afar.

The one-day festival was held on Friday in the villages of Balchasur and Mamwala, in Komasi area, known as the "walnut capital" of Sanandaj city. It aimed to promote local produce and strengthen community ties among locals.

"This is the second year of the festival, and it has been received well and was really good," Bahar Saeedpour, a vendor at the festival said. «Last year's festival was a family-only event. Looks like this year the festival is even more successful.»

Saeedpour said the villagers «prepared a variety of local products, like walnuts and kulera [a type of flatbread], for people.»

Event organizer Ibrahim Rahimi said the festival also aimed to introduce the



A number of women at the second walnut festival in Sanandaj city, Kurdistan province, western Iran. Photo: Screenshot/Rudaw

region's rich culture and abundant produce to people from across the country and beyond.

"The festival showcases our culture and traditions. I hope it contributes to the development of cultural and social life in the area and helps foster unity," Rahimi said.

The organizer added the objective was to «introduce our walnuts and other products to people in Marivan [in Sanandaj] and beyond Iran so that the quality and uniqueness of our walnuts,

along with our culture, become known worldwide.»

In addition to walnuts, the festival also featured local handicrafts made by locals.

Kijan Saeedpour, a festival goer from Marivan, another city from Kurdistan province, said they were having a good time at the festival.

"I am from Marivan but have come to the village of Balchasur to attend the festival. Many people are

here and having a good time," she said. «We thank people for coming. I love festivals like this because women, men, and children all take part, and through it we can help promote our village.»

Kurdistan Province ranks second in Iran in walnut production, with 11,000 hectares of walnut orchards yielding about 29,000 tons annually. A portion of the harvest is sold to other provinces in the Kurdish regions, the country in general, and abroad.

Un ancien proche d'Erdogan dénonce la dérive du président turc : “Je ne le reconnais plus”

Ancien député de l'AKP récemment exclu pour ses mises en garde contre la dérive du régime, Hüseyin Kocabiyik a été emprisonné à la suite de cette interview au quotidien turc “Cumhuriyet”, que “Courrier international” a décidé de publier.

A hüseyin Kocabiyik, 62 ans, a d'abord été exclu du parti islamo-nationaliste AKP (Parti de la justice et du développement) en mars dernier, pour avoir critiqué l'autoritarisme croissant du régime et l'emprisonnement du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, principal rival du président turc, Recep Tayyip Erdogan. Suite à cette interview donnée au quotidien d'opposition Cumhuriyet et à une série de messages postés sur X, il a été arrêté le 7 octobre et placé en détention pour “insultes au président de la République”.

CUMHURIYET : Vous avez une photo vous montrant aux côtés du président Erdogan, prise en 1999 à la prison de Pinarhisar où il était incarcéré. Pourriez-vous nous parler de cet épisode ?

HÜSEYİN KOCABIYİK : À l'époque, Erdogan, qui était président de la municipalité d'Istanbul, a été poursuivi pour un poème qu'il avait lu en public [la lecture d'un poème jugé violent et islamiste par les autorités lui avait valu d'être démis de ses fonctions de maire et de passer quatre mois en prison, en 1999]. C'était une condamnation injuste, je le pense toujours. Comme c'est le cas d'ailleurs aujourd'hui pour le maire actuel. Nous avons alors estimé qu'il s'agissait d'une tentative

d'élimination politique dont Erdogan était la victime. Votre première rencontre avec Erdogan a-t-elle eu lieu en prison ?

Non, je le connaissais depuis son élection en tant que maire [en 1994]. À l'époque, le gouvernement était celui de Tansu Çiller, dont j'étais un conseiller et qui n'aimait guère Erdogan. Mais il y a évidemment un monde entre le maire Erdogan et le président Erdogan d'aujourd'hui. À cette époque, c'était un homme affable, compatissant, proche du peuple et des pauvres. Aujourd'hui, c'est quelqu'un de tout à fait différent : je ne le reconnais plus.

Quand il a été incarcéré, je suis allé lui rendre visite immédiatement. Avec d'autres, nous sommes allés voir le ministre de la Justice de l'époque et nous avons protesté [...]. De fait, Erdogan était plus à l'aise derrière les barreaux qu'aucun autre détenu au monde : il recevait des centaines de visiteurs par jour. La prison de Pinarhisar ressemblait plus à une maison qu'à un centre de détention. Comparez cela aux conditions d'un Imamoglu aujourd'hui.

À LIRE AUSSI : Turquie. Emprisonné pour “corruption”, le maire d'Istanbul est désormais accusé d’“espionnage”
Quand votre collaboration po-

litique a-t-elle commencé ? Après mon expérience de conseiller, j'ai commencé à écrire pour le groupe de presse [qui publie le quotidien] Sabah. Puis Erol Olçok [ancien proche d'Erdogan, tué par les putschistes lors de la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016], qui était un ami proche, a insisté pour que je me présente aux élections. Il avait de profondes inquiétudes quant à l'évolution politique d'Erdogan. S'["il] était encore vivant, je pourrais vous dire quelles étaient ses inquiétudes ; mais il ne l'est plus, donc je ne peux pas. Ce que je peux dire, c'est que toutes les inquiétudes d'Olçok se sont révélées justifiées.

Après la condamnation d'Imamoglu, vous avez déclaré à l'attention d'Erdogan : “Tu t'es fait un coup d'État à toi-même.” Pourquoi avez-vous employé le mot “coup d'État” ?

De la même façon que ce qui a été fait à Erdogan à l'époque était un coup d'État, ce qui est fait à Ekrem Imamoglu en est un aussi. Dans une démocratie, il y a des règles, des partis, de la concurrence, du débat, des urnes, et surtout de la légitimité populaire. Si, au lieu de respecter la concurrence équitable, vous tentez d'écarter vos adversaires en utilisant le pouvoir de l'État et d'une justice sous votre

contrôle, c'est un coup d'État. Les coups d'État ne se font pas seulement avec les armes : dans le monde moderne, ils peuvent se faire ainsi aussi. Ce qu'on a fait à Erdogan en 1998 était un coup d'État “postmoderne”, tel que le qualifient les auteurs de science politique.

J'ai dit “Tu t'es fait un coup d'État à toi-même” parce que ce qui a fait d'Erdogan une figure historique, ce qui a vraiment lancé sa carrière, ce sont les injustices qu'il a subies à ce moment. Ce coup d'État l'a propulsé jusqu'à la primature, puis à la présidence. Et aujourd'hui, il inflige à son rival ce qu'il a lui-même subi, et en faisant cela il sape les bases mêmes de sa légitimité. J'ai prononcé cette phrase avec beaucoup de tristesse. Qu'on l'aime ou non, Erdogan aurait pu rester dans l'histoire comme une figure politique majeure. Mais sa politique actuelle détruit tout son mythe. Si cela continue, il laissera une trace bien terne dans l'histoire de la Turquie.

À LIRE AUSSI : Politique. En Turquie, l'opposition inquiète après une nouvelle vague d'arrestations contre la mairie d'Istanbul

La justice est-elle donc instrumentalisée à des fins politiques ?
Je l'ai déjà dit : je n'ai aucun

lien avec Imamoglu, ni personnel ni politique. Je viens d'une tradition de droite ; lui est du CHP [le parti nationaliste et laïque de centre droit créée par le fondateur de la république turque Mustafa Kemal "Atatürk"]. Mais parce qu'il est un candidat sérieux à la présidence, il est victime d'une purge politique menée par Erdogan. Il le fait par le biais de la justice, et il habille le tout d'accusations de corruption.

Et ce n'est pas seulement la question d'Imamoglu : c'est la capacité du peuple turc à organiser des élections pacifiques et à changer le pouvoir sans violence que l'on affaiblit.

Imamoglu est-il le point de rupture ?

Non, avant cela j'avais déjà réagi au cas d'Osman Kavala [célèbre homme d'affaires et mécène turc condamné à la perpétuité et emprisonné depuis 2017]. Je ne le connais pas, mais j'ai lu son dossier : il est vide, c'est une honte. En le condamnant, on détruit la justice turque. Ceux qui ont pris ces décisions illégales seront un jour jugés à leur tour par une justice indépendante.

J'étais présent le 14 août 2001, lors du discours fondateur de l'AKP à l'hôtel Bilkent : Erdogan y disait que la justice ne serait jamais un instrument de répression contre des adversaires politiques. Je l'ai entendu de mes propres oreilles. Et aujourd'hui, c'est tout le contraire.

À LIRE AUSSI : Gezi. La condamnation de huit opposants turcs, dont Osman Ka-

vala, suscite l'ire de l'opposition et de l'Occident

Pour quelle raison officielle avez-vous été exclu ?

Pour "comportement contraire à la démocratie et à l'État de droit" : une raison absurde. Si les critères sont ceux du programme et du manifeste du parti, alors tout le monde, y compris Erdogan, devrait être exclu – sauf moi ! L'AKP a trahi ses propres principes fondateurs. Et qu'on ne me dise pas : "C'est la politique, ce n'est pas une œuvre de charité." C'est parce que les politiciens ont rayé la morale et la cohérence de la politique que le monde et la Turquie en sont là. Moi, je déteste l'hypocrisie et tant que je respirerai, même seul, je combattrai cette vision de la politique.

N'avez-vous pas peur d'être arrêté ?

J'ai été en prison à 17 ans après le coup d'État du 12 septembre [1980, lorsque l'armée s'est emparée du pouvoir, instaurant un régime autoritaire]. Lors du coup d'État "postmoderne" du 28 février 1997, j'y ai échappé in extremis. Si le coup d'État du 15 juillet 2016 avait réussi, j'aurais probablement été parmi les premiers visés. Si vous croyez à vos idées, vous devez accepter la prison, même la mort. Ce n'est pas un problème pour moi.

Craignez-vous qu'il n'y ait plus d'élections ?

Jamais dans notre histoire récente on ne s'était demandé si des élections auraient lieu ou non. Aujourd'hui, pour la

première fois, cette question se pose. Mais je pense que les électeurs seront bel et bien appelés aux urnes [pour les élections présidentielles de 2028]. Je refuse d'imaginer autre chose. Mais le simple fait qu'un doute existe dans l'opinion est grave.

Y a-t-il beaucoup de gens dans l'AKP qui pensent comme vous ?

Oui, beaucoup, mais ils n'osent le dire qu'en privé. Le système a été conçu ainsi : tout le monde a été d'une manière ou d'une autre lié à l'État par des intérêts. La femme de l'un, le fils de l'autre, le gendre ou le petit-fils ont reçu un poste, un contrat... L'AKP a distribué quelque chose à chacun. À moi aussi. Quand j'ai commencé à critiquer, on me l'a repris. Ma femme avait été nommée préfète. Deux ministres m'avaient alors appelé pour plaisanter : "On t'a bien ferré !", m'ont-ils nargué. C'est comme ça que le système fonctionne : celui qui proteste y perd quelque chose, alors il se tait.

À LIRE AUSSI : Propagande. "Metamorfoz", ou quand le pouvoir turc se sert des séries pour épingler ses opposants

Vous avez été longtemps conseiller. Aujourd'hui, les conseillers présidentiels semblent jouer un rôle différent. Quelle est leur influence ?

Les conseillers du palais ne sont pas comme nous l'étions. Nous faisons du conseil stratégique : nous préparons des dossiers, nous ne nous mêlons pas de ce qui ne nous regardait pas. Aujourd'hui, il

y a des gens qui profitent du prestige, des voitures et des salaires, mais qui encouragent le président à gouverner de manière plus autoritaire.

Dans l'alliance gouvernementale [depuis 2017, Erdogan a dû s'allier avec l'extrême droite], qui influence qui ?

C'est le MHP [Parti d'action nationaliste] qui a permis à l'AKP de rester au pouvoir. Donc il exerce une influence sur de nombreux points. Et connaissant Devlet Bahçeli [le dirigeant du MHP depuis 1997], il peut, du jour au lendemain, rompre l'alliance et appeler à des élections anticipées. "Les surprises de Devlet Bey" sont une catégorie à part entière dans notre vie politique.

Certains pensent que la répression pourrait maintenant viser le maire d'Ankara, Mansur Yavas...

Je ne comprends pas l'AKP : chacune de ses manœuvres renforce le CHP. Même les études internes de l'AKP montrent le CHP en tête de 4 points. Ils répètent le même scénario : Erdogan avait été emprisonné avant de devenir Premier ministre ; aujourd'hui, on rejoue le même film avec Imamoglu. C'est tragique. La Turquie est confrontée à beaucoup de problèmes, économiques, diplomatiques... Mais le plus grave, c'est l'érosion de la démocratie et de l'État de droit. Tant que cette dérive se poursuivra, aucun des autres problèmes ne sera résolu : ni l'inflation, ni le manque d'investissements étrangers, ni la paix sociale.

Mannequins pendus et faux cercueils israéliens: l'Iran commémore la prise de l'ambassade américaine de 1979

Des milliers d'Iraniens ont commémoré mardi la prise de l'ambassade américaine à Téhéran en 1979. Ces rassemblements annuels prennent cette année une tonalité particulière, cinq mois après des frappes d'Israël et des États-Unis contre l'Iran.

Répliques de missiles et mannequins de [Donald Trump et Benyamin Netanyahu](#) pendus en public : des milliers d'Iraniens ont commémoré mardi la prise, en 1979, de [l'ambassade américaine à Téhéran](#), dans une ambiance particulièrement vindicative cinq mois après les frappes d'Israël et des États-Unis.

«Mort à l'Amérique, mort à Israël!», ont scandé dans la capitale iranienne les manifestants, dont de nombreux écoliers et étudiants, galvanisés par des chants révolutionnaires.

Si ces rassemblements se tiennent tous les ans, «cette année, le pays subit une certaine pression» de la part des États-Unis et d'Israël, relève pour l'AFP Mohammad Hossein, accompagné d'un ami arborant des vêtements siglés de la marque américaine Nike. «L'hostilité des

États-Unis à notre égard ne cessera jamais. Chaque fois ils cherchent à nous avoir d'une autre manière», abonde Malek, un employé de 57 ans qui ne souhaite pas donner son nom complet.

Un conflit avec Israël et les États-Unis

Des drapeaux américains et israéliens sont brûlés et piétinés. Au-dessus de la foule, des mannequins représentant le président américain Donald Trump et le premier ministre israélien Benyamin Netanyahu se balancent, pendus à une grue, comme lors des exécutions publiques en Iran.

Des participants déguisés en soldats israéliens portent des cercueils recouverts du drapeau d'Israël, une référence aux [pertes israéliennes dans la bande de Gaza](#) et durant le conflit contre l'Iran.

Le 13 juin, Israël avait lancé [une attaque surprise d'une ampleur inédite contre l'Iran](#), tuant des dizaines de haut gradés iraniens et de scientifiques spécialisés dans le nucléaire. Ces frappes avaient déclenché une guerre de

12 jours entre les deux pays ennemis, durant laquelle les États-Unis avaient bombardé [trois sites nucléaires iraniens](#), alors même qu'ils s'étaient engagés peu avant dans des pourparlers avec Téhéran.

Un «axe de résistance»

«Notre pays a été sauvagement attaqué, des jeunes de notre âge sont morts et d'une certaine façon c'est un devoir pour nous de venir» à ce rassemblement, estime Sareh Habibi, une étudiante de 17 ans. Le long du cortège des répliques de missiles iraniens utilisés en juin contre Israël portent l'inscription «*nous adorons combattre le régime israélien*».

Des centrifugeuses factices ont aussi été installées, pour rappeler que l'Iran campe sur son droit à développer ses activités nucléaires, qu'il affirme n'être qu'à des fins civiles, face à l'Occident qui le suspecte de [vouloir se doter de l'arme atomique](#).

Selon les médias d'État, des rassemblements similaires ont eu lieu dans plusieurs autres villes du pays,

notamment à Mashhad (nord-est), Ispahan (centre), Kerman (sud) ou encore Rasht (nord). Certains participants brandissent des portraits du guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, ou de figures de l'alliance, baptisée «*axe de résistance*», pilotée par Téhéran face à Israël, dont l'ex-chef du [Hezbollah](#) libanais, Hassan Nasrallah, tué l'an dernier dans une frappe israélienne au Liban.

Le 4 novembre 1979, moins de neuf mois après le renversement de la monarchie et l'avènement en Iran d'une République islamique, un groupe d'étudiants prenait d'assaut l'ambassade des États-Unis à Téhéran, accusée d'être un «*nid d'espions*». Plusieurs dizaines de diplomates américains furent retenus en otage, certains durant 444 jours, marquant la rupture entre Téhéran et Washington, auparavant alliés. Le guide suprême iranien, l'ayatollah [Ali Khamenei](#), [a exclu lundi toute coopération avec les États-Unis](#) tant que Washington ne changerait pas sa politique dans la région, y compris en matière de soutien à Israël.

Cécile Kohler et Jacques Paris, Français retenus en Iran depuis mai 2022, « sont sortis de prison », annonce Emmanuel Macron

Après plus de trois ans de détention, les deux Français sont « en sécurité » à la résidence de l'ambassadeur de France, à Téhéran, « dans l'attente de leur libération définitive », a déclaré, sur X, Jean-Noël Barrot, le ministre des affaires étrangères.

Les deux Français Cécile Kohler et Jacques Paris, sortis de prison en Iran mardi 4 novembre après plus de trois ans de détention, sont « en sécurité » à la résidence de l'ambassadeur de France, à Téhéran, « dans l'attente de leur libération définitive », a annoncé Jean-Noël Barrot, le ministre des affaires étrangères. Emmanuel Macron « s'est félicité de leur sortie de prison », soulignant qu'elle « constituait une première étape », et a appelé à leur « libération pleine et entière, qui [doit] intervenir le plus vite possible », lors d'un entretien avec le président iranien, Massoud Pezeshkian, a fait savoir l'Elysée.



Devant le Palais Bourbon, à Paris, le 25 mars 2025. BERTRAND GUAY/AFP

Cécile Kohler et Jacques Paris « vont bien, ils semblent en bonne santé », a précisé Jean-Noël Barrot sur France Télévisions. « Nous allons continuer le travail que nous avons engagé depuis des semaines et des mois pour obtenir leur libération définitive », a-t-il ajouté. « J'ai (...) appelé mon homologue ministre des affaires étrangères de l'Iran pour saluer le geste qui a été fait », a-t-il poursuivi.

De son côté, l'Iran a précisé que les deux ressortissants français ont été libérés « sous caution ». Ils seront « placés sous surveillance jusqu'à la prochaine étape judiciaire », a fait savoir le porte-parole de la diplomatie iranienne,

Esmâïl Baghaï, dans un communiqué.

« Soulagement immense ! », s'était réjoui Emmanuel Macron, un peu plus tôt sur X, en annonçant leur sortie de la prison d'Evin, à Téhéran. « Je me félicite de cette première étape. Le dialogue se poursuit pour permettre leur retour en France le plus rapidement possible. Nous y travaillons sans relâche », avait ajouté le président de la République.

Espoir

Le 24 septembre, Emmanuel Macron avait suscité l'espoir

en évoquant une « perspective solide » vers la libération de ces citoyens français, que Paris considérait être des « otages d'Etat ». Quelques semaines plus tard, le chef de la diplomatie avait réitéré ces propos. Mais c'est finalement un autre Français, Lenart Monterlos, également de nationalité allemande, qui avait été libéré début octobre.

Le chef de l'Etat s'est entretenu, mercredi matin, avec Cécile Kohler et Jacques Paris. « Cela a été très émouvant pour eux et pour le président. Ils l'ont remercié de son engagement » pour ob-

tenir leur libération, a déclaré Pierre Cochard, l'ambassadeur de France en Iran, sur RTL, alors que la France les a considérés depuis leur arrestation comme des « otages d'Etat ».

Pascal et Mireille Kohler, les parents de Cécile Kohler, ont dit mardi leur « immense soulagement » de voir leur fille et son compagnon sortir de prison. « On sait qu'ils ne sont plus soumis à ce traitement inhumain auquel ils avaient droit, et que maintenant ils sont à l'ambassade, donc ils sont déjà dans un petit bout de France », se sont-ils réjouis

auprès de l'Agence France-Presse, depuis l'Alsace.

« [Cécile Kohler et Jacques Paris] m'ont demandé de passer un message pour dire à leurs familles, mais aussi à tous ceux qui les ont soutenus en France, que sans ce soutien ils n'auraient pas pu tenir », a dit Pierre Cochard, sur France Inter.

Arrêtés au dernier jour d'un voyage touristique

Professeure de lettres de 41 ans, et enseignant retraité de 72 ans, [Cécile Kohler et Jacques Paris](#) avaient été arrêtés le 7 mai 2022, au dernier jour d'un voyage touristique en Iran. Ils étaient officiellement les deux derniers Français détenus en Iran.

Ils avaient été incarcérés dans la sinistre section 209, réservée aux prisonniers politiques, de la prison d'Evin, avant d'être transférés vers un autre centre de détention, en juin lors de la guerre des douze jours entre Israël et l'Iran. Mais leur nouvelle localisation n'avait jamais été rendue publique.

Ils avaient été lourdement condamnés, le 14 octobre, à respectivement dix et six ans d'emprisonnement pour « espionnage au profit du service de renseignement français » et à cinq ans pour « complot et collusion en vue de commettre des actes contre la sécurité nationale ». A ces peines s'ajoutaient vingt ans de « prison en exil » pour l'un des deux membres du couple, accusé de « coopération en matière de renseignement avec le régime sioniste. Un chef d'accusation retenu au titre du moharebeh [crime de guerre contre Dieu] », selon la terminologie employée par Téhéran. Le second était sanctionné de dix-sept ans de « prison en exil » pour complicité d'espionnage pour le compte d'Israël.

Le ministère des affaires étrangères français n'avait eu de cesse de déplorer les conditions de détention « inhumaines » de Cécile Kohler et Jacques Paris, estimant qu'elles relevaient de « la torture » au point de déposer un recours contre la République islamique iranienne auprès de la Cour internationale de

justice « pour violation du droit à la protection consulaire ». Pendant plus de trois ans, le renseignement extérieur français a également œuvré à leur libération.

Lumière allumée vingt-quatre heures sur vingt-quatre, trente minutes de sortie deux ou trois fois par semaine, rares et courts appels sous haute surveillance à leurs proches : les deux Français, qui avaient été contraints à des « aveux forcés » diffusés à la télévision d'Etat iranienne quelques mois après leur arrestation, n'ont reçu que quelques visites consulaires.

Encore une vingtaine d'Occidentaux détenus

Depuis une dizaine d'années, l'Iran multiplie les arrestations de ressortissants occidentaux, notamment français, les accusant le plus souvent d'espionnage, afin de les utiliser comme monnaie d'échange pour relâcher des Iraniens emprisonnés dans des pays occidentaux ou afin d'obtenir des gages politiques. Au moins une vingtaine d'Occidentaux seraient encore dé-

tenus, selon des sources diplomatiques.

Dans le cas de Cécile Kohler et Jacques Paris, Téhéran avait rendu publique le 11 septembre la possibilité d'un accord de libération des deux Français en échange de [Mahdih Esfandiari, une Iranienne arrêtée en France en février](#) pour avoir fait la promotion du terrorisme sur les réseaux sociaux. Celle-ci avait été libérée sous contrôle judiciaire dans l'attente de son procès, prévu en janvier.

La libération de Cécile Kohler et Jacques Paris intervient moins d'un mois après celle de Lennart Monterlos, un Franco-Allemand de 19 ans arrêté le 16 juin alors qu'il faisait un périple à vélo. En mars 2024, deux autres Français, [Olivier Grondeau](#) et un homme dont le nom n'a jamais été révélé, avaient été libérés. Au plus fort de la crise des « otages d'Etat » avec Paris, Téhéran a détenu jusqu'à sept ressortissants français simultanément.

LE FIGARO

05 novembre 2025

Iran : pourquoi les ex-otages Cécile Kohler et Jacques Paris ne peuvent-ils pas encore rentrer en France ?

Sorti de prison après trois ans et demi de détention, le couple d'enseignants est actuellement hébergé à l'ambassade de France à Téhéran. « Nous continuons notre mobilisation », a affirmé ce mercredi le Quai d'Orsay.

Après trois ans et demi de détention en Iran, [Cécile Kohler et Jacques Paris](#) sont « sortis

de prison », a annoncé mardi 4 novembre Emmanuel Macron sur X. Pour autant, le couple d'enseignants venu en touristes au printemps 2022 rencontrer des syndicalistes iraniens avant d'être [arrêtés le 7 mai 2022 et accusés d'espionnage](#) au profit des renseignements français et israélien - ce qu'ils ont toujours nié - ne peut pas quitter le territoire iranien.

« Le dialogue se poursuit pour permettre leur retour en France le plus rapidement possible », a ajouté le président de la République française. Un message réitéré ce mercredi par son ministre des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot : « Ce n'est qu'une étape (...) Nous demandons leur libération immédiate et inconditionnelle. Ils ne sont pas encore en capacité de ren-

trer au pays. Il faut laisser travailler la diplomatie française pour obtenir ce résultat. Nous n'avons pas de certitude sur le moment où ça interviendra, mais nous ne ménagerons pas nos efforts. Nous continuons notre mobilisation pour obtenir leur libération définitive et leur retour en France », a déclaré le locataire du Quai d'Orsay su RTL.

Libérés sous caution

Leur départ de l'Iran n'est effectivement pas encore à l'ordre du jour. La diplomatie iranienne a affirmé mardi qu'ils «ont été libérés sous caution» et «seront placés sous surveillance jusqu'à la prochaine étape judiciaire», dans un communiqué intitulé «Libération conditionnelle de deux ressortissants français».

La professeure de lettres de 41 ans et l'enseignant retraité de 72 ans sont actuellement à

l'ambassade de France en Iran, à Téhéran. Ce mercredi, l'ambassadeur Pierre Cochard a déclaré qu'ils s'étaient entretenus avec Emmanuel Macron. Une information confirmée par l'Élysée. «[Ils] semblent physiquement et moralement dans des conditions satisfaisantes», a précisé de son côté Jean-Noël Barrot.

Une citoyenne iranienne libérée par Paris

Le versant iranien de cette sé-

quence de libérations espérées concerne [Mahdieh Esfandiari](#). Téhéran veut récupérer cette Iranienne placée en détention provisoire en France depuis mars pour apologie en ligne du terrorisme. Le 22 octobre, les autorités iraniennes annonçaient sa «libération conditionnelle» avec placement sous autorité judiciaire, ordonnée par le tribunal correctionnel de Paris, contre l'avis du ministère public. Le contrôle judiciaire l'oblige notamment à pointer au

commissariat et lui interdit de quitter le territoire jusqu'au procès au fond, prévu du 13 au 16 janvier 2026.

Ce mercredi, l'Iran a annoncé que sa citoyenne libérée par la France se trouve son ambassade à Paris. «Notre citoyenne en France, Madame Esfandiari, est à présent libre, elle se trouve dans notre ambassade et nous espérons qu'elle rentrera quand son procès sera achevé», a déclaré le chef de la diplomatie iranienne Abbas Araghchi.



Mila Thiebault
05 novembre 2025

Cécile Kohler et Jacques Paris : l'Iran annonce que sa citoyenne accusée d'apologie du terrorisme en France a rejoint son ambassade à Paris

Tout s'accélère. Alors que [Cécile Kohler et Jacques Paris sont sortis de prison mardi 4 novembre](#) et désormais réfugiés à l'ambassade de France à Téhéran, l'Iran a annoncé ce mercredi 5 novembre que l'Iranienne [Mahdieh Esfandiari](#), accusée d'apologie du terrorisme par la justice française et que Téhéran a proposé comme monnaie d'échange contre la libération des deux Français, se trouvait dans son ambassade à Paris.

Arrêtée en février et accusée d'apologie du terrorisme, [Mahdieh Esfandiari avait obtenu le 22 octobre](#), contre l'avis du parquet, sa libération assortie d'un contrôle judiciaire lui interdisant de quitter la France, jusqu'à son procès prévu en janvier. «Notre citoyenne en France, Mme Esfandiari, est à présent libre, elle se trouve dans notre ambassade et nous espérons qu'elle rentrera quand son procès sera achevé», a déclaré ce mercredi le chef de la diplomatie

iranienne Abbas Araghchi. Sollicité ce mercredi, après l'annonce de Téhéran, pour savoir si Mahdieh Esfandiari restait bien soumise à ce contrôle judiciaire, le parquet de Paris n'a pas répondu dans l'immediat.

Mahdieh Esfandiari est née en Iran il y a 39 ans. Diplômée en langue française, elle est arrivée en France après ses 20 ans, et a vécu à Lyon ces huit dernières années. Elle a ensuite développé un certain nombre d'activités sur le territoire français, dont la garde d'enfants et une entreprise de traduction, d'interprétariat et d'enseignement.

Le 28 février, alors qu'elle s'apprêtait à rentrer en Iran, elle a été interpellée à Villeurbanne, près de Lyon, puis placée en détention provisoire et mise en cause en même temps que deux ressortissants français. Les faits qui lui sont reprochés ? La trentenaire est soupçonnée d'avoir établi en France une cellule de dif-

fusion de contenus de propagande sur les réseaux sociaux baptisée «Axe de la résistance», dont un certain nombre relevaient pour la justice de «l'apologie d'un acte de terrorisme, provocation directe en ligne à un acte de terrorisme ainsi qu'injures racistes et associations de malfaiteurs».

Lors de la perquisition de son domicile, des livres sur le régime iranien et plus de 2 000 euros en liquide avaient notamment été retrouvés.

L'affaire a débuté le 30 octobre 2023, date à laquelle le Pôle national de lutte contre la haine en ligne (PNLH) a été saisi d'un signalement du ministère français de l'Intérieur relatif aux publications d'un compte public Telegram. Selon le parquet de Paris, ce compte faisait l'apologie de l'attaque terroriste menée par le Hamas le 7 octobre 2023 en Israël. «Une attaque qui fait le bonheur de milliards de gens dans le monde», avait notam-

ment écrit Mahdieh Esfandiari, qui incitait à «sortir avec des fusils» et, pour ceux qui n'en auraient pas, avec «des couteaux et des hachoirs».

Quatre autres personnes doivent être jugées aux côtés de Mme Esfandiari en janvier. Parmi elles, Maurizio B. – qui s'est présenté comme son compagnon selon [le Monde](#) –, chez qui ont été retrouvés un exemplaire de *Mein Kampf* d'Adolf Hitler et une arme de poing, ainsi qu'Alain Soral, le polémiste d'extrême droite, qui devra répondre d'apologie du terrorisme en ligne et association de malfaiteurs. Résident en Suisse, il n'a jamais répondu aux convocations du juge d'instruction.

Le 11 septembre, le chef de la diplomatie iranienne avait annoncé à la surprise générale qu'un «accord» visant à échanger des «prisonniers» français en Iran contre une femme iranienne détenue en France approchait de sa «phase finale». L'Iran estimait

que sa ressortissante était injustement détenue en France et demandait sa libération en échange de celle de Cécile Kohler et Jacques Paris.

«La libération de nos deux compatriotes Cécile Kohler et Jacques Paris intervient

quelques jours après la remise en liberté de ma cliente», a commenté l'avocat de Mahdih Esfandiari, Me Nabil Boudi. «Nous apprenons leur libération avec évidemment beaucoup de soulagement tout en rappelant que ma cliente a été détenue injuste-

ment», a-t-il ajouté.

Outre l'interdiction de quitter le territoire français, le contrôle judiciaire de Mahdih Esfandiari, présumée innocente jusqu'à son procès, prévoyait également une «obligation de pointer au commissariat» et

une «interdiction des réseaux sociaux». En octobre, son avocat expliquait qu'elle «attendait avec impatience» de «pouvoir s'expliquer» devant le tribunal lors du procès programmé du 13 au 16 janvier 2026 devant le tribunal correctionnel de Paris.

FINANCIAL TIMES

Sarah White, Andrew England, Najmeh Bozorgmehr
Nov 5 2025

Iran must 'seriously improve' nuclear co-operation, watchdog says

Unlock the Editor's Digest for free

Roula Khalaf, Editor of the FT, selects her favourite stories in this weekly newsletter.

Iran must "seriously improve" co-operation with UN inspectors to avoid heightening tensions with the west, the International Atomic Energy Agency's head has warned.

Rafael Grossi told the Financial Times that while the IAEA had carried out about a dozen inspections in Iran since the war with Israel in June, it had not been given access to the most important nuclear facilities: Fordow, Natanz and Isfahan, which were bombed by the US.

While the attacks severely damaged the facilities, the fate of 408kg of uranium enriched close to weapons-grade levels remained unclear, creating a "growing sense of a need" to resume inspections, Grossi said. "We should have already resumed the inspection work," he added.

The IAEA head said the agency was trying to approach the "bumpy" relations with Iran with understanding, but the country still needed to comply. "You cannot say, 'I remain

within the non-proliferation of nuclear weapons treaty', and then not comply with obligations," Grossi said.

"You cannot expect the IAEA to say, 'OK, since there was a war you are in a different category'... Otherwise what I will have to do is report that I have lost all visibility of this material."

The IAEA has been relying on satellite imagery to observe the bombed sites.

Grossi said it was not yet necessary to refer Iran to the UN Security Council as a result of the breakdown of inspections, but "co-operation needs to improve seriously".

Tehran said it was suspending co-operation with the IAEA after the war, with Iranian politicians highly critical of the watchdog and of Grossi.

They accused the IAEA — whose board had a day before the conflict adopted a resolution accusing Iran of breaching its non-proliferation commitments — of providing a pretext for Israel to attack.

Diplomats and analysts worry Israel could launch new attacks against Iran if concerns over the country's highly enriched uranium stockpile are

not addressed, and if there is no movement on efforts to secure a deal between Washington and Tehran to resolve the stand-off over Iran's nuclear programme.

Iran did allow IAEA experts to resume some inspections after Grossi reached a preliminary agreement with Tehran in September.

But European powers later the same month drew an angry response from Tehran by triggering a so-called snap-back process at the UN to reimpose international sanctions on the Islamic republic, partly because of Iran's lack of co-operation with the IAEA.

The European powers had demanded Iran restart talks with the US, co-operate fully with the IAEA and clarify the status of its highly enriched uranium stockpile.

Iran's foreign ministry spokesperson Esmail Baghaei on Tuesday said that "contradictory comments" by IAEA officials "will not help Iran-IAEA co-operation".

Iran says it has a right to enrich uranium as a signatory to the non-proliferation treaty. Tehran also says that, while it will not abandon uranium enrichment, it is willing to dis-

cuss possible limits on it.

The IAEA has previously said it detected renewed movements at nuclear sites in Iran it cannot access, according to the Associated Press, and needed to confirm enriched uranium was not being diverted.

A senior Iranian official said there had been no activity at nuclear sites targeted by the US and Israel.

"Satellite images are constantly and closely monitoring those sites, and if there had been any movement, the IAEA would have made a big issue of it," the official told the FT.

"There have been no significant movements at those locations," the official added.

Grossi said the "damage was vast, but the assessment that we have is that most, if not all the uranium enriched at 60 per cent — but also at 20, at 5 and at 2 per cent — is there".

"The material is still there, and although we are not ascribing any final end [to it], it is clear that the mere existence of enriched material, at such a high level of enrichment and close to weapons-grade level, is a source of concern."

The Indispensable Erdogan

In September, just days after tens of thousands of Turks had poured into the streets to protest President Recep Tayyip Erdogan's latest crackdown on his political opponents and a faltering economy, Mr. Erdogan stood smiling beside President Trump at the White House.

The price of the long-coveted meeting had been steep: Ahead of it were reports that Turkey would purchase Boeing planes and F-16s, and Ankara announced the scrapping of additional tariffs on U.S. goods and a 20-year deal to purchase U.S. liquefied natural gas. But for Mr. Erdogan, it was surely worth it: His foreign policy partnerships, especially with the West, have given him the political cover and economic lifeline to tighten his grip on power just as he moves to dismantle the last remaining pillars of Turkish democracy.

Mr. Erdogan's photos with the president of the United States were a particular prize, and sent a powerful message back home. So did the photos last week of Mr. Erdogan shaking hands with Friedrich Merz, the German chancellor, and Prime Minister Keir Starmer of Britain. This is a time for realpolitik, and the world is prepared to do business with useful strongmen like Mr. Erdogan — even if that makes the struggle infinitely harder for pro-democracy voices in

Turkey and elsewhere.

In March, Turkish police detained Ekrem Imamoglu, Istanbul's mayor and Mr. Erdogan's chief rival, along with many of his associates, on corruption and terrorism charges. The enormous protests that followed suggested that after more than 20 years in power, Mr. Erdogan might have finally gone too far. But months later, more than 10 mayors from the main opposition Republican People's Party, known as the C.H.P., including Mr. Imamoglu, remain in prison, alongside hundreds of C.H.P. members and officials. To the surprise of many, the protests have continued, but Mr. Erdogan shows no sign of concern. Instead, he has intensified his crackdown: A Turkish court recently issued yet another arrest warrant for Mr. Imamoglu, this time on charges of "political espionage."

Mr. Erdogan rose to power promising to fight corruption, reduce poverty and expand freedoms. For a time, he delivered — Turkey even started E.U. accession negotiations in 2005 — but years of economic mismanagement and democratic backsliding did more than just erase the gains made in the early years of his presidency; they also left Turkey poorer, more divided and less free.

Dissatisfied voters dealt Mr. Erdogan a major blow in the 2019 municipal elections, when his party lost

many major cities. As his popularity slipped and Turkey's economy faltered, Mr. Erdogan turned to foreign policy for both cash and credibility, making a bet that Turkey's strategic indispensability would buy if not always silence, then at least reluctant acceptance.

He had good reason to believe that it would. In early 2016 the European Union, desperate to stem the influx of refugees from Syria, struck a migration deal with Turkey. The bloc pledged €6 billion for refugee support — the previous fall it had even delayed a damning human rights report to keep Mr. Erdogan on board. That bargain showed Mr. Erdogan what he needed to know: If Turkey delivered on Europe's interests, Europe would look the other way.

Since then, Turkey's strategic value has only grown. Mr. Erdogan has walked a particularly fine diplomatic line since Russia's full-scale invasion of Ukraine in 2022, keeping channels open to both Russia and Ukraine while deepening his cooperation with Western capitals. And Turkish defense firms have emerged as crucial suppliers to Ukraine. One munitions plant in Texas, inaugurated last year, uses Turkish-built production lines — assembled on-site by Turkish workers — and is expected to supply about a third of the Pentagon's production target.

The war in Ukraine has also accelerated Europe's push to build up its defense capacity, a drive reinforced by Mr. Trump's return to the White House and renewed doubts about the U.S. commitment to NATO. Here, too, Turkey is vital. The E.U.'s top diplomat, Kaja Kallas, announced Ankara's inclusion in the bloc's new SAFE initiative in June, giving Turkey access to defense funding and joint procurement. And just last week, as Turkish prosecutors were accusing Mr. Imamoglu of indirectly spying for British intelligence, Mr. Starmer sealed the sale of Eurofighter jets to Turkey in a meeting with Mr. Erdogan in Ankara. A couple of days later, Mr. Merz was there, saying that there was "no way around a good and deepened partnership."

Turkey stations thousands of troops in Syria, where preserving stability is crucial for Europe in preventing another wave of refugees, and maintains a military presence in Libya, wielding leverage over another conflict that European governments fear could drive migrants toward Europe's shores. In the South Caucasus, a vital corridor for trade and transport for Europe, many European capitals now look to Turkey as the broker most capable of pressing Azerbaijan toward lasting peace with Armenia.

This emphasis on practicality is a sign of the times — a transactional United

States, an aggressive Russia, a febrile Middle East. Europe's immediate concern is its defense. And Turkey, with its proximity to conflict zones, military strength and expanding de-

fense industry, is strategically significant.

But Western capitals should be wary of treating democracy in Turkey as a luxury rather than a necess-

ity. Turks are not about to quietly surrender their right to choose their leaders. As long as they keep up the fight, Mr. Erdogan will find it difficult to consolidate his rule — no matter how much

cover he gets from the West. And that is not just Mr. Erdogan's problem, but an enduring one for the democracies that have staked so much on him.

Le Monde

Ghazal Golshiri
06 novembre 2025

Dans le nord-est de la Syrie, le retour en force de l'organisation Etat islamique

Reportage Dans la région de Deir ez-Zor, les djihadistes multiplient les attaques armées contre les forces kurdes. L'organisation au drapeau noir profite notamment du désengagement progressif des forces américaines.

En cette fin d'octobre, les températures commencent à peine à baisser dans la province de Deir ez-Zor, dans l'est de la Syrie. Au petit matin, deux pick-up et trois Humvee patrouillent autour de la ville de Chouhaïl. Des hommes aux cheveux mi-longs, vêtus de longues tuniques, accompagnent le convoi, le regard méfiant. « *A Deir ez-Zor, les membres de l'organisation Etat islamique [EI] sont complètement intégrés dans la population locale* », explique Aayed Al-Turki Al-Khabil, surnommé « Abou Ali Foulad », commandant en chef des Forces démocratiques syriennes (FDS, à dominante kurde), le bras armé de l'Administration autonome (du nord et de l'est de la Syrie) (Aanes).

Dans cette région, depuis l'installation au pouvoir d'Ahmed Al-Charaa, tombeur du régime de Bachar Al-Assad, en décembre 2024, les attaques des combattants de l'organisation djihadiste sont quasi quotidiennes. Les FDS

en ont recensé 117 jusqu'à la fin août, un chiffre largement supérieur aux 73 décomptées sur l'ensemble de l'année 2024. Depuis [la chute, il y a six ans, de Baghouz, la dernière ville de son « califat » autoproclamé](#), l'EI est devenue une insurrection mobile et décentralisée.

La majorité de ses opérations a lieu dans la province de Deir ez-Zor, vaste zone désertique, à majorité arabe, qui fut l'une des places fortes de l'organisation et abrite, aujourd'hui, la plupart de ses quelque 3 000 combattants — une estimation. L'organisation profite du désengagement progressif des forces américaines, partenaires historiques des FDS dans la lutte contre l'EI. Depuis avril, Washington a retiré environ 500 de ses 2 000 soldats encore présents en Syrie, fermant plusieurs bases ou les transférant aux forces kurdes. Le Pentagone prévoit de réduire ses effectifs à moins de 1 000 hommes dans les mois à venir.

Tensions communautaires

« *Le retrait américain des deux bases de Conoco et de Green Village [respectivement champ gazier et village à l'est de Deir ez-Zor] a eu un impact majeur sur l'efficacité des opérations menées*

contre l'Etat islamique par les Forces démocratiques syriennes, explique Arthur Quesnay, docteur en science politique affilié à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne. *Aujourd'hui, les FDS doivent s'appuyer essentiellement sur leurs propres informations, qui restent fragiles en l'absence de bonnes relations avec la population civile. En conséquence, les opérations qu'elles mènent sont souvent brutales et entraînent un nombre élevé de dommages collatéraux : cette situation réduit leur popularité auprès des communautés locales et alimente un revanchardisme antikurde.* » L'EI exploite ces tensions communautaires au sein de la population arabe pour « *recruter parmi les habitants, et même convaincre nos soldats de désertier*, glisse le commandant. *Certains ont fini par partir.* »

Deux autres facteurs ont favorisé la résurgence de l'EI. « *Après la chute d'Assad, les djihadistes ont eu accès aux dépôts d'armes abandonnés par l'Iran et l'ancien régime — même des roquettes. A ce moment-là, il était possible d'acheter un AK-47 pour à peine 50 dollars [43 euros] sur le marché noir* », soutient Aayed Al-Turki Al-Khabil. « *De plus, nos forces étaient mobilisées contre les milices affiliées à la Turquie* », ajoute-t-il,

en référence aux combats de cet hiver, lorsque l'Armée nationale syrienne, une coalition proturque aujourd'hui intégrée à la nouvelle armée de Damas, encouragée par les avancées rapides d'Ahmed Al-Charaa contre le régime de Bachar Al-Assad, a lancé une offensive sur plusieurs villes du nord de la Syrie jusque-là sous contrôle des FDS. Des localités stratégiques comme Manbij sont alors tombées aux mains de ces militaires, faisant fuir près de 100 000 personnes.

Le groupe prélève également le zakat, une taxe religieuse, pour financer ses opérations. « *Mon frère, un homme d'affaires, a récemment reçu un appel lui réclamant 2 000 dollars, sous peine d'attaque contre sa famille* », précise Aayed Al-Turki Al-Khabil. Selon le commandant, une cinquantaine de plaintes similaires ont été enregistrées dans la région de Deir ez-Zor.

Evolution des méthodes de l'EI

La situation sur place est d'autant plus complexe que les combattants de l'EI, à en croire les autorités de l'Aanes, circulent librement entre la rive droite de l'Euphrate, contrôlée par les FDS, et la rive gauche, tenue par les nouvelles autorités de

Damas. A Deir ez-Zor, le pont humanitaire demeure le seul point de passage entre les deux parties du pays. « Pour l'instant, il n'y a aucune coopération sécuritaire entre nous et les nouveaux dirigeants », regrette Aayed Al-Turki Al-Khabil.

Le 10 mars, un accord présenté comme « historique » avait pourtant été signé entre Ahmed Al-Charaa et le chef des FDS, Mazloum Abdi, prévoyant l'intégration des institutions kurdes autonomes au sein de l'Etat syrien. Mais cet accord reste, à ce stade, sans effets concrets. Ce contexte favorise le retour en force de l'EI de part et d'autre de l'Euphrate.

Sur le terrain, ses méthodes ont évolué. Ses cellules, désormais composées de cinq à six membres, fonctionnent isolément les unes des autres. « Elles utilisent toutes des pseudonymes et ne communiquent pas entre elles, pour éviter qu'une arrestation ne compromette les autres », explique Aayed Al-Turki Al-Khabil.

Leurs attaques, souvent dirigées contre des officiers des FDS, sont menées à moto. « Ici, les gens sont pauvres et se déplacent presque tous à moto. Après chaque attaque, nous imposons un couvre-feu et confisquons les motos, que les propriétaires peuvent récupérer après vérification. Mais nous devons éviter de faire du zèle », reconnaît le commandant.

Les engins explosifs improvisés utilisés par l'EI ont également gagné en sophistication : autrefois activés par le poids des véhicules, ils sont désormais déclenchés à distance à l'aide de télécommandes



Devant le checkpoint entre les zones tenues par les Forces démocratiques syriennes et le gouvernement de Damas, à Deir ez-Zor (Syrie), le 27 octobre 2025. WILLIAM KEO POUR « LE MONDE »

fournies, selon les FDS, par des factions militaires qui se retrouvent dans la zone contrôlée par Damas.

« Arrestations arbitraires de civils »

Le 20 octobre, un combattant des FDS, Hesen El-Nasir, a été tué à Deir ez-Zor lorsqu'un de ces engins a explosé près de son véhicule, lors d'une embuscade tendue par des membres de l'EI. Quelques jours plus tard, le 31 octobre, des hommes armés circulant à moto ont abattu un autre membre des FDS, Ahmad Hammoud Al-Aboud, devant son domicile à Mayadin. « La plupart de nos commandants, ici, ont été blessés dans des attaques ciblées », confie Aayed Al-Turki Al-Khabil, lui-même grièvement touché à deux reprises en 2019.

Si l'EI parvient à se fondre

dans le paysage de Deir ez-Zor, c'est aussi parce que cette province demeure profondément conservatrice. Le 15 octobre, un incendie provoqué par des inconnus a ravagé un centre consacré au soutien social, éducatif et psychologique des femmes – un acte perçu comme une attaque contre les valeurs prônées par l'Aanes. La polygamie, bien qu'interdite par l'administration, reste largement pratiquée.

La situation à Deir ez-Zor, région riche en pétrole, s'est encore tendue après que des représentants du gouvernement syrien ont réclamé, dans leurs négociations avec les FDS, leur retrait de la province – une exigence jugée inacceptable par ces dernières. « C'est une ligne rouge pour nous. Nous parlons d'intégration, pas de remise de territoire », a affirmé Fawza Youssef, cheffe

de la délégation des FDS chargée des pourparlers avec Damas, rencontrée à Hassaké, au nord de Deir ez-Zor.

Les FDS s'aliènent une partie de la population en procédant à des « arrestations arbitraires de civils lors de raids massifs menés sous prétexte de traquer des cellules de l'Etat islamique », selon un rapport du [Syrian Network for Human Rights \(SNHR\)](#), publié en août. Au lendemain du passage du *Monde* dans la région, le 28 octobre, Majd Al-Ramadan Al-Henshal, un jeune habitant d'Al-Kasra, à l'ouest de Deir ez-Zor, a été tué « lors d'un incident impliquant une patrouille du conseil militaire » local, selon les FDS. Dans un communiqué, ces forces ont exprimé leurs « profonds regrets », annonçant « l'ouverture d'une enquête ».

Après la libération des ex-otages français Cécile Kohler et Jacques Paris en Iran, le scénario du troc pour obtenir leur rapatriement

Relâché après trois ans et demi de détention à Téhéran, le couple a l'interdiction de sortir du territoire iranien. Son retour semble suspendu au sort de Mahdieh Esfandiari, une Iranienne vivant en France, poursuivie pour promotion du terrorisme.

Le dîner fut ponctué de larmes mais il fut aussi léger et joyeux. Quelques heures après avoir été extraits de la prison d'Evin, à Téhéran, les deux otages français, Cécile Kohler et Jacques Paris, ont profité, mardi 4 novembre, de leurs premiers moments de semi-liberté, à l'intérieur de l'ambassade de France à Téhéran, où ils sont reclus.

Libérés « *sous caution* », selon les autorités iraniennes, la professeure de lettres de 41 ans et son compagnon, enseignant à la retraite de 72 ans, accusés d'« *espionnage* » par l'Iran, restent, après trois ans et demi de détention, interdits de sortie du territoire. « *On n'est pas encore au bout du chemin, mais leur vie a déjà changé* », se félicitait, mercredi, le porte-parole du Quai d'Orsay.

En dépit de 1 277 jours de prison dans des conditions relevant de la torture, selon les avocats des familles, « *ils ont tenu bon* », soupirait, dans la matinée, l'ambassadeur de France en Iran, Pierre Cochard, interrogé par RTL. Les autorités françaises, a-t-il assuré, sont en train de « *s'organiser* » pour que les deux ressortissants puissent rentrer en France « *le plus vite possible* ». Est-il question de jours, de mois, d'années ? Noémie Kohler, la sœur de



Des forces de sécurité iraniennes devant l'ambassade de France à Téhéran, le 21 octobre 2025. ATTA KENARE/AFP

Cécile jointe par *Le Monde*, avait « *envie de croire* » qu'elle pourrait serrer sa sœur dans ses bras dès Noël. « *Mais on essaie de ne pas s'accrocher à une date. La déception serait trop douloureuse* », confia-t-elle. Le Quai d'Orsay reste évasif sur les perspectives de rapatriement du couple mais dit poursuivre sans relâche un « *travail de l'ombre* ».

Monnaie d'échange

A en croire les autorités iraniennes, le sort de Cécile Kohler et de Jacques Paris serait lié à celui de Mahdieh Esfan-

diari, une Iranienne arrêtée en France en février, accusée d'avoir fait la promotion du terrorisme sur les réseaux sociaux. Présentée par les médias officiels iraniens comme une « *otage* », cette femme de 39 ans, qui vivait en France depuis 2018, a bénéficié, le 22 octobre, d'une remise en liberté avec placement sous contrôle judiciaire, dans l'attente de son procès qui doit avoir lieu du 13 au 16 janvier 2026. « *Mahdieh Esfandiari est à présent libre, elle se trouve dans notre ambassade et nous espérons qu'elle rentrera quand son procès*

sera achevé », a déclaré, mercredi, le chef de la diplomatie iranienne Abbas Araghtchi, employant, à dessein, le même vocable que Paris. La France ne fait aucun commentaire sur un possible échange de prisonniers, rappelant l'indépendance de la justice. Mais « *cela fait un moment que l'on se parle entre la France et l'Iran* », rappelle une source diplomatique iranienne. Selon Téhéran, qui assure que la justice iranienne est, elle aussi, « *indépendante* », la libération de Cécile Kohler et de Jacques Paris est le fruit des efforts

du président iranien, Massoud Pezeshkian, qui a obtenu « *de façon exceptionnelle* » la sortie de prison du couple. L'Iran laisse entendre que les deux procédures doivent évoluer de façon concomitante, arguant que la pratique n'est pas « *inhabituelle* » entre Etats.

Les otages occidentaux, c'est un fait, sont utilisés par le régime iranien comme une monnaie d'échange depuis des décennies. La Belgique avait admis plus ou moins implicitement avoir cédé au chantage de Téhéran pour arracher [la libération, le 26 mai 2023, du travailleur humanitaire belge Olivier Vandecasteele](#) de 42 ans, arrêté en Iran le 24 février 2022 et condamné à quarante ans de détention pour « *espionnage* ».

Le Belge francophone avait été échangé depuis le sultanat d'Oman contre Assadolah As-sadi, 51 ans, présenté par le régime comme un « *diplomate* » en poste à Vienne.

L'Iranien avait été l'organisateur d'un projet d'attentat contre l'opposition iranienne, à Villepinte (Seine-Saint-Denis), en juin 2018. [Arrêté en Allemagne, livré à la Belgique](#), où se trouvaient trois de ses complices, il avait été condamné à vingt années de détention, en février 2021, par le tribunal d'Anvers.

« Effet d'aubaine »

La France n'a jamais assumé un tel troc. Mais un halo de mystère entoure la libération de la plupart de ses ressortissants. En mai 2010, il n'avait fallu que quelques heures, après l'arrivée en France de l'universitaire Clotilde Reiss, retenue en Iran depuis 2009, pour que le ministre de l'intérieur de l'époque Brice Hortefeux renvoie dans son pays l'Iranien Ali Vakili Rad.

Condamné, en 1994, à Paris à la réclusion criminelle à perpétuité pour l'assassinat de Châpour Bakhtiar, l'ancien premier ministre du chah,

en 1991 à Suresnes (Hauts-de-Seine), ce fils de coiffeur avait accompli la part incompressible de sa peine.

Ali Vakili Rad était libérable depuis près d'un an, mais sa remise en liberté n'était envisageable que si le ministre de l'intérieur ordonnait son expulsion. Alors que le soupçon d'un échange se diffusait, l'ex-ministre des affaires étrangères Bernard Kouchner avait juré qu'il n'y avait eu « *aucune contrepartie* », « *aucun marchandage* », rappelant qu'« *en France, on n'influence pas des décisions des juges* ».

Le profil de Mahdiah Esfandiari, arrivée en France comme simple étudiante, intrigue. L'arrestation de la trentenaire qui fut, tour à tour, responsable de garde d'enfants et d'une entreprise de traduction, d'interprétariat et d'enseignement, n'a, dans un premier temps, guère ému les autorités iraniennes. Ce n'est que récemment que son sort a été brandi en miroir à celui

de Cécile Kohler et de Jacques Paris. « *Il s'agit, à n'en pas douter, d'un effet d'aubaine* », présume Clément Therme, chercheur à l'Institut français des relations internationales et auteur, en 2024, d'une note sur « *la diplomatie des otages* » en Iran.

« *La symétrie des mots qu'utilise l'Iran pour qualifier l'arrestation de Mahdiah Esfandiari et la détention de Cécile Kohler et de Jacques Paris trahit la guerre informationnelle que mène le régime* », poursuit le chercheur. Selon lui, l'Iran tente ainsi de préserver son image internationale, tout en mettant en valeur le rôle du président Pezeshkian. Mahdiah Esfandiari, dont le portrait est brandi par les soutiens du régime, qui la décrivent comme une victime de l'Occident, servirait un « *narratif* » destiné, selon M. Therme, à justifier la libération de Cécile Kohler et de Jacques Paris.

The New York Times

Nov. 6, 2025

U.N. Security Council Removes Syria's President From Sanctions List

The decision comes days before the Syrian president, Ahmed al-Shara, is expected in Washington for the first time since he came to power.

The United Nations Security Council voted on Thursday to remove President Ahmed al-Shara of Syria from a terrorism sanctions list, just days before his planned visit to Washington.

Mr. al-Shara was once an Islamist rebel linked to Al Qaeda, and only a year ago, the United States had a \$10 million bounty on his head. He led the rebel offensive that last December [ended more than five decades of dictator-](#)

[ship](#) in Syria. His administration has since made rapid strides in [forging diplomatic ties](#) with foreign leaders.

The resolution to amend the sanctions list, allowing for the removal, was drafted and advanced by the United States.

The U.N. vote passed with 14 Security Council members in favor and China abstaining, according to a spokesman for the United Nations. The Syrian interior minister, Anas Khattab,

was also removed from the sanctions list.

In December, the U.S. government dropped the \$10 million bounty. In July, the State Department revoked the terrorist designation for [Hayat Tahrir al-Sham](#), the rebel group that Mr. al-Shara led. In May, President Trump announced that the United States [would lift sanctions on Syria](#), and [he met with Mr. al-Shara](#) for the first time in Saudi Arabia.

But Mr. al-Shara remained on the U.N. sanctions list, forcing him to seek waivers for some of his travels, including for a trip to the U.N. General Assembly in New York in September.

Mr. al-Shara is expected to visit Mr. Trump on Monday. He is the first Syrian president to be invited to the White House, where he [appears set to join a coalition](#) to fight the Islamic State, which is designated a terrorist organization.

Now, he will not need a waiver to accept the invitation.

“Removing designations smooths the trip,” Alex Zerden, a former Treasury Department official, said in an interview.

The meeting could advance U.S. efforts to lift restrictions that limit Syria’s ability to recover economically and to rebuild, Mr. Zerden suggested.

Syria has faced sanctions for more than four decades, and some restrictions can be completely lifted only by Congress. The Trump administration is urging lawmakers to repeal a 2019 law, the Caesar Syria Civilian Protection Act, which was passed in response to the war crimes of the ousted Assad regime.

But there is some resistance, most notably from Representative Brian Mast, Republican of Florida, who chairs the House Foreign Affairs Committee and whose approval is crucial to advancing the repeal. “My concerns should be



President Ahmed al-Shara of Syria is expected to visit Washington next week. Mauro Pimentel / Agence France-Presse — Getty Images

obvious to anyone following the situation in Syria,” he told [The Hill](#) on Thursday.

Syria’s [transition has been rocky](#). There have been outbursts of [deadly sectarian violence](#), and concerns about [Mr. al-Shara’s leader-](#)

[ship style](#), with power concentrated among a few loyalists.

The U.N. vote to remove Mr. al-Shara from the sanctions list was “a very important step,” said Mouaz Moustafa, executive director of the Syrian

Emergency Task Force, a non-profit working for Syrian democracy causes.

“This is a chance for a new Syria that is aligned with Western democracies,” Mr. Moustafa added.



07 novembre 2025

Syrie : l’ONU lève ses sanctions contre le président Ahmed al-Charaa

Ce geste symbolique sort un peu plus la Syrie du statut de paria de la communauté internationale. Le Conseil de sécurité de l’ONU a levé jeudi 6 novembre les sanctions contre le président syrien par intérim – et ancien jihadiste – Ahmed al-Charaa. C’est une reconnaissance des engagements de l’administration post Bachar el-Assad à lutter contre le terrorisme. C’était également une demande de l’administration Trump, alors que le président

syrien est attendu la semaine prochaine à la Maison Blanche.

« *Un message politique qui reconnaît que la Syrie est dans une nouvelle ère* » : c’est ainsi que l’ambassadeur américain à l’ONU, Mike Waltz, a salué le vote de cette résolution. Ce texte enlève [Ahmed al-Charaa](#) et son ministre de l’Intérieur, Anas Khat-tab, de la liste des sanctions de l’ONU visant les personnes et les groupes liés à l’État is-

lamique et à al-Qaïda, précise notre correspondante à New York, [Carrie Nooten](#). Ils ne seront plus soumis à une interdiction de voyage, au gel de leurs avoirs ni concernés par l’embargo sur les armes. Depuis que son groupe a renversé le régime de Bachar el-Assad et qu’il a repris le pouvoir, le dirigeant syrien bénéficiait d’une exemption du comité de sanctions de l’ONU pour pouvoir voyager.

« Avec l’adoption de ce texte, le Conseil envoie un message

politique fort, reconnaissant que la [Syrie](#) est dans une nouvelle ère, a salué Mike Waltz. Le nouveau gouvernement syrien travaille dur pour remplir ses engagements dans la lutte contre le terrorisme et la drogue, dans l’élimination des restes d’armes chimiques et pour promouvoir la sécurité et la stabilité régionale. »

Le premier président syrien reçu à Washington

Le ministre syrien des Affaires étrangères Assad al-Chaabani a exprimé sur son compte X sa « reconnaissance » envers les **États-Unis** et les autres « *pays amis* » pour ce vote qui « *reflète la confiance croissante dans le leadership du président Charaa* ». « *Cette résolution reflète la volonté des Syriens et des Syriennes (...) de faire revenir notre pays*

à sa place légitime parmi les Nations » et l'espoir de « *construire une nouvelle Syrie* », a de son côté commenté l'ambassadeur syrien à l'ONU Ibrahim Olabi.

Ce vote tombe aussi à point nommé, alors qu'al-Charaa sera le premier président syrien reçu à Washington ce lundi 10 novembre. La porte-

parole du président américain, Karoline Leavitt, a rappelé que Donald Trump, pendant un voyage dans le Golfe en mai, avait annoncé la **levée des sanctions américaines contre la Syrie**, un sujet qui figurera très haut sur l'ordre du jour de la réunion lundi.

Le Conseil de sécurité, qui semble travailler de façon unie

sur le dossier syrien dorénavant, a voté quasiment à l'unanimité pour la levée de ces sanctions onusiennes. Seule la Chine s'est abstenue, car elle s'inquiète de la présence de « *combattants terroristes étrangers* » qui pourraient « *exploiter une situation sécuritaire fragile* ».



08 novembre 2025

Iran : Téhéran pourrait devoir être évacuée en raison d'une sécheresse inédite

Les migrations massives liées au climat débuteront-elles plus tôt que prévu ? La capitale iranienne Téhéran pourrait devoir être évacuée en raison des pénuries d'eau s'il ne pleut pas d'ici la fin de l'année, a averti ce vendredi 7 novembre le président iranien, Massoud Pezeshkian.

L'Iran est confronté cette année à sa **pire sécheresse** depuis des décennies. Dans la capitale, le faible niveau des précipitations est « *quasi-sans précédent depuis un siècle* », avait affirmé en octobre un responsable local. « *S'il ne pleut pas, nous allons devoir commencer à rationner l'eau à Téhéran entre fin novembre et début décembre* », a déclaré le président dans son discours, diffusé par la télévision d'Etat. Et « *même si nous rationnons, s'il ne pleut pas d'ici là, nous allons manquer d'eau et de-*

vrons évacuer Téhéran », a-t-il averti, sans préciser comment la métropole de plus de 10 millions d'habitants serait évacuée.

Cité par l'agence de presse officielle Irna, le directeur de la compagnie des eaux de la capitale Behzad Parsa avait prévenu dimanche que la ville risquait de manquer d'eau potable d'ici deux semaines. Le barrage Amir Kabir, l'un des cinq qui alimentent en eau potable Téhéran, contient « *seulement 14 millions de mètres cubes d'eau, soit 8 % de sa capacité* », avait-il indiqué.

Mercredi, le directeur provincial de la compagnie des eaux, Mohsen Ardakani, a souligné à la télévision d'Etat que la population de Téhéran avait réduit sa consommation d'eau de 10 % ces six derniers mois. « *Si nous atteignons 20 %, nous arriverons*

à maintenir une situation stable pendant un mois ou deux, jusqu'à ce que la pluie tombe », a-t-il avancé.

La capitale, au climat sec et chaud en été, connaît des automnes parfois pluvieux et des hivers qui peuvent être rigoureux et enneigés. Par souci d'économie, l'eau a été coupée ces derniers temps dans plusieurs quartiers de la ville, ont rapporté les médias, après de fréquentes coupures **en été**. En juillet et en août, deux jours fériés avaient même été instaurés à Téhéran pour économiser l'eau et l'énergie, en pleine canicule.

Selon l'agence de presse Tasnim, le taux de précipitation en Iran est descendu cette année à 152 millimètres, soit 40 % de moins que la moyenne de ces 57 dernières années. Dans certaines provinces, le taux de

précipitation a chuté de 50 à 80 %, a noté auprès de l'agence Mohammad Reza Kavianpour, chef de l'Institut de recherche sur l'eau basé à Téhéran, pour qui le pays doit se « *préparer à une situation critique* ».

Selon le Giec, les événements extrêmes, comme les sécheresses, gagnent en fréquence et en intensité à cause du réchauffement climatique et cela va se poursuivre si les émissions mondiales de gaz à effet de serre ne baissent pas drastiquement. Sans cela, environ un tiers des terres dans le monde devraient souffrir d'une sécheresse au mieux modérée d'ici 2100. En outre, le changement climatique risque de contraindre 216 millions de personnes dans le monde en développement à migrer à l'intérieur de leur pays d'ici à 2050, rapporte la Banque mondiale.

Ahmed Al-Charaa, président de Syrie, en visite officielle aux Etats-Unis, une première depuis l'indépendance de 1946

Ahmed Al-Charaa doit être reçu, lundi 10 novembre, à la Maison Blanche par Donald Trump. La visite du dirigeant syrien a lieu au lendemain de son retrait de la liste noire américaine du terrorisme, dans la foulée de la levée des sanctions contre M. Charaa par le Conseil de sécurité de l'ONU.

Sa visite consacre l'alliance de l'ancien djihadiste avec les Etats-Unis. Le président intérimaire syrien, Ahmed Al-Charaa, entame une visite officielle inédite à Washington, au cours de laquelle il doit être reçu à la Maison Blanche, lundi 10 novembre, par Donald Trump.

Il s'agit de la première rencontre bilatérale d'un chef d'Etat syrien aux Etats-Unis depuis l'indépendance du pays, en 1946. La visite du dirigeant syrien a lieu au lendemain de son retrait de la liste noire américaine du terrorisme, dans la foulée de la levée des sanctions contre M. Charaa par le Conseil de sécurité de l'ONU.

A la tête d'une coalition islamiste, Ahmed Al-Charaa avait renversé le dirigeant de longue date Bachar Al-Assad en décembre 2024, mettant fin à [plus de treize ans de guerre civile](#).

Selon les médias officiels syriens, M. Charaa est arrivé à Washington samedi et a rencontré des représentants des organisations syriennes dans

la capitale fédérale. Lors de sa visite, il devrait signer un accord pour rejoindre la coalition antidjihadiste menée par les Etats-Unis, selon l'émissaire américain pour la Syrie, Tom Barrack.

« Neutraliser » la menace de l'EI

Le groupe djihadiste Etat Islamique (EI) avait été défait militairement en 2019 en Syrie par la coalition et les Forces démocratiques syriennes (FDS), conduites par les Kurdes, qui négocient actuellement leur intégration dans l'armée syrienne. Les Etats-Unis prévoient, pour leur part, d'établir une base militaire près de Damas, a fait savoir à l'Agence France-Presse une source diplomatique en Syrie.

Le ministre des affaires étrangères syrien, Assad Hassan Al-Chibani, qui accompagne M. Charaa, a mis en ligne samedi une vidéo, tournée avant le voyage, illustrant le réchauffement des relations avec les Etats-Unis. On y voit les deux hommes jouant au

basket-ball avec le commandant des forces américaines aux Moyen-Orient, Brad Cooper, ainsi qu'avec le chef de la coalition internationale antidjihadistes, Kevin Lambert.

Le ministère de l'intérieur syrien a annoncé samedi avoir mené 61 raids et procédé à 71 arrestations dans ce qui constitue une « campagne proactive pour neutraliser la menace que représente l'EI », selon l'agence officielle SANA. Ces raids ont eu lieu notamment dans les secteurs d'Alep, d'Idlib, de Hama, de Homs, de Deir ez-Zor, de Rakka et de Damas, où demeurent des cellules dormantes de l'organisation, a-t-il été précisé.

Ouverture vers l'Occident

Jeudi, [le Conseil de sécurité de l'ONU avait levé les sanctions contre M. Charaa](#), saluant, dans une résolution préparée par les Etats-Unis, l'engagement des nouvelles autorités à « lutter contre le terrorisme ».

M. Charaa dirigeait il y a un an encore le groupe Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), l'an-

cienne branche syrienne d'Al-Qaïda. Mais, dès sa prise du pouvoir, il a clairement rompu avec son passé djihadiste, multipliant les ouvertures vers l'Occident et les pays de la région, notamment les riches monarchies arabes. Il a aussi engagé des négociations avec Israël, pays avec lequel la Syrie est théoriquement en état de guerre.

Donald Trump, qui avait déjà rencontré le dirigeant syrien lors d'un voyage dans le Golfe en mai, avait annoncé la levée des sanctions américaines contre la Syrie. Les deux hommes doivent également évoquer les négociations avec Israël et la reconstruction de la Syrie, un chantier dont le coût pourrait dépasser les 216 milliards de dollars (187 milliards d'euros), selon la Banque mondiale.

M. Trump avait pressé en mai le dirigeant syrien de rejoindre les accords d'Abraham, qui ont acté en 2020 la reconnaissance d'Israël par plusieurs pays arabes.

Turquie : la justice émet 37 mandats d'arrêt pour «génocide» contre Israël, qui dénonce un «coup de pub du tyran Erdogan»

Le ministre de la Défense Israël Katz et le ministre de la Sécurité nationale Itamar Ben Gvir sont également concernés.

La justice turque a émis vendredi des mandats d'arrêt pour «*génocide*» contre le Premier ministre israélien, **Benjamin Netanyahu**, et plusieurs responsables israéliens parmi lesquels le ministre de la Défense, Israël Katz, et le ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir.

37 suspects sont visés par des mandats d'arrêt, a précisé le parquet général d'Istanbul dans un communiqué, sans toutefois fournir de liste

complète. Parmi eux figurent également le chef d'état-major israélien, Eyal Zamir, indique le parquet d'Istanbul qui dénonce le «*génocide et les crimes contre l'humanité perpétrés de manière systématique par l'État israélien à Gaza*».

«*Israël rejette fermement, avec mépris, le dernier coup de pub du tyran Erdogan*», a répondu le ministre des Affaires étrangères israélien Gideon Saar, dans un message en anglais sur X. «*Dans la Turquie d'Erdogan, le système judiciaire est depuis longtemps devenu un outil pour réduire au silence les rivaux politiques*

et détenir des journalistes, des juges et des maires», ajoute M. Saar, faisant notamment référence au maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, rival du président turc emprisonné depuis mars et visé par de nombreuses poursuites judiciaires.

L'«Hôpital de l'amitié turco-palestinienne» cité

La justice turque cite également le cas de l'«*Hôpital de l'amitié turco-palestinienne*» de la bande de Gaza — construit par la Turquie —, frappé en mars par l'armée israélienne qui affirme qu'il servait de base à des combat-

tants du mouvement islamiste palestinien Hamas.

La Turquie, pays parmi les plus critiques de la guerre lancée à Gaza par l'armée israélienne à la suite de l'attaque du Hamas sur le sol israélien le 7 octobre 2023, s'était déjà jointe l'an passé à la procédure pour génocide contre Israël engagée par l'Afrique du Sud devant la Cour internationale de justice (CIJ). Un plan de paix proposé par le président américain, Donald Trump, a permis l'entrée en vigueur le 10 octobre d'un cessez-le-feu fragile dans la bande de Gaza, après deux ans de guerre dévastatrice.

The New York Times

Steven Erlanger
Nov. 9, 2025

The Dangerous Stalemate Over Iran's Nuclear Program

With no negotiations, no oversight and no clarity about Iran's stock of nuclear material, many in the region fear another war with Israel is inevitable.

President Trump insists that U.S. strikes "obliterated" Iran's nuclear enrichment program this summer, but regional officials and analysts have become less convinced in the months since, and they warn another outbreak of war between Israel and Iran is only a matter of time.

The 2015 deal intended to limit Iran's nuclear enrichment expired last month. Tough sanctions on Iran have been restored. Negotiations on its nuclear program appear to be

dead, at least for now. And Iran's stockpile of highly enriched uranium, enough to make 11 nuclear weapons, is either buried under rubble, as Iran claims, or has been spirited away to a safe place, as Israeli officials believe.

Iran also appears to be continuing to work on a **new enrichment site** known as Pickaxe Mountain. It has refused to give international inspectors access to that site or any other suspected nuclear sites other than those already declared.

The result is a dangerous stalemate — with no negotiations, no certainty over Iran's stockpile, no independent oversight. And many in the Gulf believe that makes another Israeli attack on Iran almost inevitable, given Israeli officials' long-held view that Iran's nuclear program is an existential threat.

Iran is likely to respond to any Israeli attack in a far less restrained way than it did in June, said Ali Vaez, the Iran project director at the International Crisis Group. Iranian officials have told him that

missile factories are working 24 hours a day, he said, and if there is another war, "they hope to fire 2,000 at once to overwhelm Israeli defenses, not 500 over 12 days" as they did in June.

There is no evidence that a new attack is imminent. But "Israel feels **the job is unfinished** and sees no reason not to resume the conflict, so Iran is doubling down preparedness for the next round," he said.

Iran is more isolated from the

West than it has been in decades. Arab regional powers like Saudi Arabia, Egypt and the United Arab Emirates have enhanced their influence over Washington and Mr. Trump, partly through economic ties and partly through their willingness to work with the United States to try to find a lasting settlement to the Gaza war. The new president of Syria is headed to the White House on Monday to seek American support. Syria had been a strategic ally of Iran's under the Assad government that collapsed last year.

At the same time, those regional powers are working to preserve their own relationships with Iran, said Sanam Vakil, the director of the Middle East and North Africa program at Chatham House. They do not want another regional war, and they respect Iran's ability, however weakened, to create instability through its own military forces and through proxies in Lebanon, Iraq, Yemen, the Persian Gulf and elsewhere, she said.

"Iran is weaker than at any point since the U.S. invasion of Iraq, but not so weak as to be irrelevant," said Suzanne Maloney, an Iran expert and the director of the foreign policy program at the Brookings Institution. "A weaker Iran is easier for the Gulf States to engage and keep close because Iran, in its desperation, could become more dangerous."

Israeli officials have warned since June that they are prepared to attack Iran again if it moves closer to producing a nuclear weapon, an intention Iran has always denied. The Israelis recognize that Iran's nuclear program has been degraded but not destroyed, partly because Mr. Trump stopped the June war sooner than Israel wanted.

"Israel wants to ensure that Iran's nuclear program is contained, and they won't get it through negotiations, so I suspect the Israelis intend to strike



Demonstrators in Tehran on Tuesday marking the anniversary of the takeover of the American Embassy on Nov. 4, 1979. Arash Khamooshi for The New York Times

again," said H.A. Hellyer, a senior associate at the Center for American Progress in Washington and at London's Royal United Services Institute. "The Iranians are rebuilding, but once they are past a certain line, Israel will attack again."

The Arab states are also eager to work with Mr. Trump to ensure some restraints on Israel, which has ambitions to be a regional hegemon after devastating Gaza, Hamas and Hezbollah and damaging Iran. Arab officials are encouraging new nuclear talks between Iran and the United States, but with little optimism for now.

Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, said on Tuesday that American hostility to Iran is deep-seated.

"America's arrogant nature accepts nothing but surrender," he said in an address to mark the anniversary of the takeover of the American Embassy in Tehran on Nov. 4, 1979.

His remarks seemed designed to block any new negotiations with the United States on Iran's nuclear program. Last week, Foreign Minister

Abbas Araghchi of Iran said that Washington had offered "unacceptable and impossible conditions," including direct talks and a complete, verifiable halt to Iran's enrichment of uranium. He [again rejected](#) direct talks and an end to enrichment.

But he repeated that Iran remained open to indirect talks under certain conditions. They include a guarantee of no further military attacks or economic pressure and compensation for war damage, demands Washington is unwilling to accept. Speaking to Al Jazeera, Mr. Araghchi also warned Israel of "dire consequences" for any future attack.

With the diplomatic deadlock, a debate is underway in Iran about how to move forward, with few good options, Mr. Vaez said. Some Iranian officials want to compromise and make a deal with Mr. Trump. They argue that Iran cannot even keep the lights on, and that further resistance plays into Israel's hands and could break the Iranian government given pressure from below.

Others favor confrontation, he said, believing it impossible

to deal with Mr. Trump, who pulled out of the 2015 nuclear deal and angered Iran yet again by bombing it to help Israel in the middle of another set of nuclear negotiations.

But both camps consider another round of confrontation with Israel inevitable, he said. "So the country is doubling down on preparedness for the next round, and they want it to produce a new equilibrium that will wipe out the sense of Iranian weakness," Mr. Vaez said.

Rafael Grossi, director of the International Atomic Energy Agency, told [The Financial Times last week](#) that the organization believes that the majority of Iran's stockpile of highly enriched uranium survived the war, but that its status is unclear without inspections. He estimated that Iran has roughly 400 kilograms of 60 percent enriched uranium, which is close to weapons grade.

Currently, the region's Arab nations are focused on Gaza, Mr. Vaez said. While a nuclear Iran remains a concern, the Saudis are trying to enhance their security with a [mutual defense treaty with Pakistan](#),

signed in September, and hopes for U.S. security guarantees like Qatar got after Israel bombed Hamas leaders there, prompting Mr. Trump's fury.

There are nuances in the regional positions, Ms. Vakil argued. The perception of Iranian weakness and retreat translates into an opportunity to get Tehran to step back

from support for its proxies in a more formal way. The Gulf States are thinking of the longer term, she said. "There is a window of opportunity for more compromises

with Iran weaker and more isolated," she said. "And there is worry that in another round of the Iran-Israel war, Iran would be less restrained."

Le Monde

09 novembre 2025

L'Iran confronté à une sécheresse sans précédent

Les quatre barrages alimentant Machhad, deuxième plus grande ville du pays, sont pratiquement à sec. A Téhéran, alimentée par cinq barrages, la situation est particulièrement critique

Les quatre barrages alimentant Machhad, deuxième plus grande ville d'Iran, sont pratiquement à sec, avec des réserves à moins de 3 %, a rapporté dimanche 9 novembre un média local. L'Iran est confronté cette année à sa pire sécheresse depuis des décennies. A Téhéran, le faible niveau de précipitations est « quasi sans précédent depuis un siècle », avait affirmé en octobre un responsable local.

Sur les 31 provinces que compte le pays, 15 n'ont pas reçu la moindre goutte de pluie au cours de l'automne, selon les médias locaux. Conséquence, « les réserves d'eau [issues] des barrages de Machhad sont désormais inférieures à 3 % », a déclaré à l'agence ISNA Hossein Esmailian, le responsable de la compagnie des eaux de cette ville d'environ 4 millions d'habitants.

Machhad, principale ville sainte d'Iran, est située dans une région aride, à environ 900 kilomètres à l'est de la capitale, Téhéran. Ses habitants consomment environ 700 000 mètres cubes d'eau par jour, selon M. Esmailian. Les réserves issues de ses barrages étaient chiffrées en début de semaine à environ 40 millions de mètres cubes, selon les médias locaux. Un an plus



Les vannes de décharge du barrage de Karadj, dans la chaîne montagneuse de l'Elbourz, dans le nord de l'Iran, le 1^{er} juin 2025. ATTA KENARE/AFP

tôt à cette période, Machhad disposait de 189 millions de mètres cubes de réserves d'eau.

Situation critique à Téhéran

A Téhéran, alimentée par cinq barrages, la situation est particulièrement critique. L'un d'eux est à sec, tandis que les réserves d'un autre sont tombées à moins de 8 %, selon les autorités. Le gouvernement a annoncé samedi qu'il procéderait périodiquement à des coupures pendant la nuit, afin d'économiser l'eau.

Téhéran, nichée sur le versant sud du massif de l'Elbourz, connaît des étés chauds et secs, des automnes parfois pluvieux et des hivers qui peuvent être rigoureux et neigeux. Les sommets, habituellement déjà recouverts de neige à cette période, sont cette année désespérément secs.

Le quotidien réformateur *Shargh* consacre dimanche sa une à la crise de l'eau en Iran, titrant « En attendant le ciel », alors que les météorologues ne prévoient aucune pluie à Téhéran pour la période des

dix prochains jours.

Le président iranien, Massoud Pezeshkian, a averti jeudi que la ville pourrait devoir être évacuée faute de pluie d'ici à la fin de l'année. Il n'a cependant pas précisé comment une opération d'une telle ampleur, qui concerne plus de 10 millions d'habitants, serait menée.

En Iran, « 19 grands barrages » sont actuellement à sec, soit environ 10 % des réserves du pays, avait rapporté en octobre l'agence de presse Mehr, citant un responsable de la gestion des eaux.

The New York Times

Nov. 9, 2025

As Aquifers Dry Up, Tehran Rations Water and Calls for Rain Prayers

Facing Iran's worst drought in 60 years, the country's president warned that the capital might need to be evacuated, and some locals promoted cloud-theft conspiracy theories.

Iran's officials have begun rationing water in the capital, Tehran, amid a drought so severe that the president has warned the capital may need to be evacuated.

The country is facing the **worst drought** in six decades, and major dams are at critically low levels. Water authorities this week said the **main dams feeding** Tehran, on which more than 10 million people depend, were at 5 percent capacity.

On Sunday, the spokesman for Iran's water industry, Isa Bozorgzadeh, told reporters that water pressure would be lowered from midnight until the morning "so that we can both reduce urban leakage and create an opportunity for city reservoirs to refill."

After a dry summer with soaring temperatures — and widespread **power cuts** — the country has experienced **extremely low rainfall** this autumn. Tehran has seen no rainfall at all — something that has not happened in 100 years, **officials say**.

The drought has been so severe that some Iranians have resorted to conspiracy theories that neighboring countries are "stealing" Iran's rain clouds, diverting them away.

The head of Iran's atmospheric water technologies sought to dispel the claims. "However, since human knowledge is constantly advancing, we cannot rule out every possibility," he said. Masoud Pezeshkian, Iran's



The parched bed of the Kan River along a road west of Tehran, Iran's capital. The country is facing an increasingly severe water crisis. Atta Kenare/Agence France-Presse — Getty Images

president, warned on Thursday that if the drought persisted more than a month longer, "we'll have to evacuate Tehran." Mr. Pezeshkian has not explained how such an evacuation would be managed.

Mr. Pezeshkian has **warned** about Tehran's water crisis for months, and has even promoted moving the capital south, closer to the Persian Gulf, where there is "access to open waters."

Officials announced the potential need for overnight water cuts earlier in the week, but the state-affiliated Tasnim news agency said water cuts **had already been** quietly taking place for more than 10 days. Tabnak, another state-affiliated news agency, **reported** that some residents in

Tehran had experienced water cuts from 12 a.m. to 5 a.m., raising fears of further cuts.

This fall, the Ministry of Energy **announced the practice** of "cloud seeding," a weather modification technique that involves dispersing particles like silver iodide into existing clouds to encourage rainfall. However, for it to work, clouds need to contain at least 50 percent moisture, which experts say is not currently the case in Iran.

Iran's water problems go beyond low precipitation levels. Studies show that decades of **mismanagement**, including excessive dam construction, illegal well drilling and unsustainable agriculture, have contributed to the depletion of water reserves. Climate change and rising tem-

peratures have exacerbated the crisis.

Excessive groundwater extraction in Tehran has caused the **ground to sink** at an alarming rate of 300 millimeters per year — around 60 times as high as what is regarded as the critical threshold of stability and safety of infrastructure.

With no relief in sight, some officials **have called** on the population to pray for rain.

"In the past, people would go out to the desert to pray for rain," Mehdi Chamran, the head of the Tehran City Council, said. "Alongside all other measures, we should not neglect this either."

Experts say the solution lies in modernizing water consumption practices in the agri-

culture sector — and coordinating between governmental agencies working at cross-purposes.

“One is building dams, another is aiming to expand crop lands

and a third is calling for restraint,” said Nima Shokri, an expert on water and soil at the Hamburg University of Technology in Germany.

Artificial intelligence and high-

resolution satellite technologies could help Iran develop better water practices, he said. But to do that, it would have to end its international isolation — a change widely regarded as nearly im-

possible so long as Iran remains under renewed U.N. sanctions over its [nuclear program](#).

Le Monde

Hélène Sallon
10 novembre 2025

Irak : des élections législatives sous l'œil de l'Iran et des Etats-Unis

Le QG de campagne de la députée chiite Hanane Al-Fatlaoui, installé dans une villa du centre-ville de Hilla, à une heure au sud de Bagdad, n'a pas désempilé jusqu'à l'instauration du silence électoral, trois jours avant les élections législatives du mardi 11 novembre en Irak. Chefs de tribu et personnel médical, sympathisants et proches, sont venus l'assurer de leur vote et de celui de leur famille, et exprimer, au passage, des doléances.

Cette dermatologue de 57 ans, devenue députée en 2004, louée par ses soutiens pour son franc-parler, mais décriée pour son manque d'action par une nouvelle génération en quête de changement, brigue un sixième mandat.

Jadis alliée à l'ancien premier ministre chiite Nouri Al-Maliki (2006-2014), elle a rejoint son ancien disciple, le premier ministre Mohammed Chia Al-Soudani. Ce dernier, [porté au pouvoir en 2022](#) par le Cadre de coordination, une coalition de partis et de milices chiites, alors qu'il n'avait que deux députés à l'As-

semblée, s'est associé à des poids lourds politiques et à des figures tribales pour former une coalition électorale, la Coalition pour la reconstruction et le développement. Il espère en faire la première force politique chiite, avec plus de 50 députés, et décrocher ainsi un second mandat de premier ministre — un poste dévolu à la majorité chiite dans le système de partage du pouvoir en Irak.

« C'est quelqu'un qui travaille dur pour la reconstruction et la stabilité de l'Irak, et qui a su tenir l'Irak à l'écart des conflits régionaux », défend M^{me} Al-Fatlaoui. L'homme de 55 ans a fait campagne sur ce bilan, multipliant les inaugurations de routes, de ponts et d'hôpitaux en guise de meetings électoraux à travers le pays. Il a bénéficié, durant trois ans, d'un contexte favorable.

Divisions entre partis chiites

La menace posée par l'organisation Etat islamique (EI), qui s'était emparée d'un tiers du pays entre 2014 et 2017, n'est plus que résiduelle. Les tensions

entre les deux parrains, américain et iranien, se sont atténuées. Washington a acté le retrait de la coalition internationale anti-EI d'ici à la fin 2026. Les milices chiites pro-Iran, devenues un Etat dans l'Etat à la faveur de la guerre contre l'EI, ont cessé leurs attaques contre les forces américaines stationnées en Irak et se sont gardées d'intervenir dans le conflit qui oppose l'Irak à Israël depuis octobre 2023.

Mais alors que l'Irak revient au centre de l'attention de l'administration Trump, qui entend parachever, avec son allié israélien, leur vision d'un nouveau Moyen-Orient, débarrassé de l'influence de l'Iran et de ses affidés chiites présents du Liban au Yémen, la question de l'avenir des milices chiites pro-iraniennes a retrouvé une place centrale dans l'élection, accentuant les divisions entre partis chiites. M. Al-Soudani tente de donner des gages aux uns et aux autres afin d'espérer conserver une chance dans les marchandages politiques qui auront lieu dès le lendemain du scrutin pour former une coalition gouvernementale et désigner le

futur premier ministre.

M. Al-Soudani doit d'abord remporter son pari dans les urnes. Le taux de participation, estimé entre 30 % et 40 % des 30 millions d'électeurs potentiels, sera déterminant dans un scrutin marqué par la fragmentation, avec plus de 7 000 candidats en lice. Une majorité d'Irakiens ne voient plus dans l'élection qu'un rituel de partage du pouvoir entre des élites corrompues et inaptes. « Je ne vais pas voter. Qu'ont fait les députés depuis 2003, si ce n'est si-phonner les ressources de l'Etat alors que les gens crévent de faim et que les jeunes n'ont pas d'emploi ? », interroge Mahmoud Abou Yahya, un gardien de parking de 56 ans, qui vit à Bagdad. Les achats de vote entachent le scrutin. « Des gens proposent d'acheter des voix. Le vote se monnaie entre 100 et 200 dollars [entre 86,5 et 173 euros] », affirme Chaouki Al-Obeid, un forgeron de 65 ans, lui aussi de Bagdad.

Cette crise de légitimité est renforcée par le refus du chef populiste chiite, Moqtada Al-Sadr, de s'associer à des politiciens « crimi-

nels ». Il s'est mis en retrait de la vie politique après avoir été empêché de former un gouvernement par les autres partis chiites en 2021, alors que son parti était arrivé largement en tête des législatives.

Menaces de sanctions américaines

En cas de victoire le 11 novembre, M. Al-Soudani pourrait connaître le même destin : les partis du Cadre de coordination, qui l'ont porté au pouvoir, ne s'accordent plus sur son nom. Ainsi, l'une de ses figures les plus influentes, Nouri Al-Maliki, qui convoite sa place, n'a eu de cesse de l'attaquer sur sa gestion des ressources de l'Etat et ses compromis avec les Etats-Unis. Les autres formations chiites redoutent qu'il fasse cavalier seul, alors que la règle du consensus prévaut au sein du Cadre. Plusieurs noms circulent déjà comme alternative potentielle.

Le jeu d'influence que se livrent Téhéran et Washington à chaque élection s'est amplifié au cours des dernières semaines. L'administration Trump menace de nouvelles sanctions si les milices chiites pro-Iran ne sont pas désarmées et tenues à l'écart du futur gouvernement. L'entrepreneur américain d'origine irakienne Mark Savaya a été nommé envoyé spécial pour l'Irak, le 19 octobre, pour suivre le dossier de près. La menace d'une nouvelle confrontation, directe ou indirecte, entre l'Iran et Israël est agitée. L'Etat hébreu a intensifié ses attaques dans le Liban sud contre le Hezbollah, et ses médias se font l'écho d'une « menace émergente venue d'Irak »,



Affiches de campagne pour les élections législatives irakiennes, à Hilla, à 100 km au sud de Bagdad, le 22 octobre 2025. CHARLES THIEFAINE POUR « LE MONDE »

affirmant que Téhéran envisagerait de mobiliser ses alliés régionaux en cas de nouvelle attaque. Le ministre de la défense irakien, Thabit Al-Abbasi, a confié, le 2 novembre, avoir reçu un « dernier avertissement » de son homologue américain, Pete Hegseth, enjoignant les factions armées irakiennes soutenues par l'Iran de se tenir à l'écart de tout conflit régional.

L'Iran, affaibli sur la scène régionale, n'est pas prêt à renoncer à son influence en Irak, par le biais du réseau de milices chiites qui lui sont loyales, tant le pays est un maillon essentiel de sa survie, politique et économique. Inquiètes des divisions au sein du camp chiite, les autorités iraniennes ont dépêché le chef de la Force Al-Qods des gardiens de la révolution, le général Ismael Qaani, à Bagdad, le 25 octobre, pour ressouder les rangs, alors que les formations chiites du Cadre de coordination, minées par les rivalités internes, se présentent aux

législatives en ordre dispersé. Les commandants militaires de la milice Kataeb Hezbollah, organiquement liée aux gardiens de la révolution, sont montés au créneau, début novembre, pour rejeter l'appel américain au désarmement des milices et faire passer des messages concernant les élections.

Ces messages, estime Tamer Badawi, chercheur associé au Royal United Services Institute, un groupe de réflexion britannique sur la défense, expriment le rejet d'un second mandat de M. Al-Soudani et sont un rappel à l'ordre des partenaires chiites plus conciliants avec le premier ministre, à l'instar de Qaïs Al-Khazali, chef d'Asaïb Ahl Al-Haq. La milice chiite a, ces dernières années, relégué la lutte contre Israël et les Etats-Unis au second rang pour renforcer son assise politique et économique au sein de l'Etat avec son parti politique, Al-Sadiqoun, et des portefeuilles ministériels.

« Notre stratégie n'a pas changé, mais nous devons nous battre avec les armes qui conviennent à l'époque. Aujourd'hui, ce sont les élections. On veut prendre l'Etat par les urnes. On ne désarme pas, mais on fait usage des armes quand cela est nécessaire », explique Qassim Al-Daraji, un ingénieur et cadre historique d'Asaïb Ahl Al-Haq, candidat pour la première fois, à 60 ans, sur la liste Al-Sadiqoun à Bagdad. Le parti-milice a choisi de se présenter seul au scrutin. Cela est moins l'expression d'un rejet de M. Al-Soudani, avec qui une coalition gouvernementale n'est pas exclue, souligne le candidat, qu'un pari. En présentant davantage de candidats, Al-Sadiqoun espère maximiser ses chances d'obtenir une vingtaine de sièges et de peser ainsi dans la bataille pour le sommet de l'Etat, qui s'engagera au lendemain du scrutin, sous le regard de Téhéran et de Washington.



Iris Lambert
10 novembre 2025

«Sur terrain, le mouvement existe toujours» : à Nasiriyya en Irak, des élections législatives sur les cendres des soulèvements

Dans le cœur névralgique des mobilisations de Tichrine en 2019, l'élection des parlementaires qui doit avoir lieu mardi 11 novembre, se déroule dans un climat d'apathie et de défiance.

A l'angle d'une ruelle bosselée, le visage figé de Hamza Kamal Jabber accroche le regard des passants. Son portrait, imprimé sur une plaque métallique plantée dans la terre sèche, veille sur quelques lettres qui, à l'initiative des habitants, ont rebaptisé ce fragment de ville «Rue des martyrs de la révolution d'octobre». Le 28 novembre 2019, en plein soulèvement de Tichrine – une révolte civile portée par une jeunesse excédée par la corruption des élites et le manque de services publics – Hamza, habillé d'un tee-shirt sur lequel on pouvait lire «nous avons besoin d'un pays», se trouvait sur le pont Zeitoun. En plein centre de Nasiriyya, ville historiquement rebelle de près 600 000 habitants qui chevauche l'Euphrate dans le sud de l'Irak. Il tentait d'avertir ses amis du danger à venir, lorsque deux rafales d'AK-47, actionnées par les forces de sécurité, lui ont pulvérisé le dos.

Le portrait d'Hamza, tué à Nassiriya lors d'une manifestation le 27 novembre 2019, est toujours affiché dans la ville.

«Hamza est mort sur le coup», rapporte Abbas Kamel Jabber d'une voix calme, assis droit dans son costume dans le coin de son salon.

Voilà six ans que ce jeune militant de 28 ans, employé d'une compagnie pétrolière, tente de faire reconnaître la responsabilité du gouvernement dans la mort de son frère, ainsi que celle d'environ 600 manifestants tués lors des mobilisations dans tout le pays. En vain. «Je ne peux plus faire confiance au système judiciaire tant qu'aucun jugement n'aura été rendu. Et je ne crois pas que les élections changeront quoi que ce soit», estime-t-il à quelques jours du scrutin parlementaire du 11 novembre, qui pourrait reconduire l'actuel Premier ministre, Mohammed Chia al-Soudani, aux commandes du pays.

Lancée fin septembre, la campagne électorale s'est déroulée dans un climat de défiance et d'apathie profonde, tous deux symptomatiques des espoirs brisés du mouvement de Tichrine, toujours en quête d'un nouveau souffle.

«Au début, plusieurs de nos demandes avaient été exaucées», se souvient Abbas, évoquant le retrait de l'ancienne loi électorale ou encore la démission du Premier ministre d'alors, Adel Abdel-Mahdi. Les élections de 2021 avaient même permis l'entrée au Parlement de plusieurs figures issues de Tichrine, laissant croire à une possible recomposition politique. Mais le gouvernement suivant, né au terme de longues tractations, s'est appliqué à détricoter méthodiquement ces acquis. «Le retour de bâton s'est fait sentir sur trois fronts», résume Ahmed al-

Cheikh, un autre activiste de Tichrine, toujours militant.

«Au Parlement, d'abord, où des lois rétrogrades ont été adoptées, explique-t-il, en citant notamment la loi votée en avril 2024 criminalisant explicitement l'homosexualité et la «promotion» des droits LGBT, avec des peines pouvant aller jusqu'à quinze ans de prison. Ensuite, la répression policière s'est durcie, avec des vagues d'arrestations massives. Enfin, on a vu surgir dans l'espace public de nouveaux discours religieux de plus en plus conservateurs.»

Ces dernières semaines, les rues de Nasiriyya ont peu à peu été envahies par les affiches électorales, les visages des candidats se superposant parfois à ceux des jeunes manifestants tués lors du soulèvement de Tichrine, comme un triste symbole. Parmi ces nouvelles figures, le sourire d'Hussein el-Gharabi, ancien porte-parole du mouvement, appelle les électeurs à glisser son nom dans les urnes. Il se présente pour la première fois avec son parti Beit al-Watani – «La Maison nationale» – intégré à la coalition d'opposition al-Badeel. «Notre objectif est de représenter tous les citoyens d'Irak, quelles que soient leurs affiliations religieuses, ethniques ou tribales, à l'inverse des partis traditionnels», affirme-t-il dans son local de campagne.

Multiplication des poursuites judiciaires

Beaucoup d'anciens protes-

taires ont perdu foi dans la politique, déçus par les députés issus de Tichrine, qui ont fini par se fondre dans le système. «Sur le plan politique, Tichrine est divisé. Mais sur le terrain, le mouvement existe toujours», insiste-t-il. Ses priorités : préserver la souveraineté de l'Irak, reprendre le contrôle de ses ressources, remettre les armes sous l'autorité de l'Etat, refuser les ingérences étrangères et mettre fin au système des quotas, matrice de la corruption.

Les obstacles à un véritable élan démocratique se sont toutefois révélés nombreux. En premier lieu, une implacable mise au pas des candidats de l'opposition. «On a assisté à une multiplication des poursuites judiciaires contre les candidats, ainsi qu'à une intensification des menaces visant les militants et les organisateurs locaux», observe Ahmed Al-Cheikh. A cela s'ajoute le détournement des fonds électoraux, utilisés pour entretenir des réseaux clientélistes plutôt que pour mener des campagnes transparentes. Autant de pratiques qui ont progressivement affaibli, selon lui, le mouvement de Tichrine et l'ensemble des initiatives civiles qui l'accompagnaient.

Mais ceux qui ont payé le prix du sang refusent de renoncer. Sous la photo imprimée de son frère, affichée au cœur de son salon, Abbas Kamel Jabber affirme, comme un présage : «La flamme de la révolution continuera de briller.»

L'impérative levée des sanctions contre la Syrie

Alors qu'il reçoit, lundi, le président syrien par intérim, Ahmed Al-Charaa, il faut saluer le pari de Donald Trump en faveur d'une transition à la hauteur des défis gigantesques de la Syrie. Mais, pour qu'elle réussisse, le nouveau pouvoir à Damas a également besoin que soient levées au plus vite les sanctions drastiques qui pèsent sur lui.

Qui aurait pu imaginer il y a un an qu'Ahmed Al-Charaa, alors en bonne place sur les listes noires des Nations unies et de Washington, deviendrait le premier président syrien reçu dans le bureau Oval de la Maison Blanche ? A l'époque, l'ancien djihadiste passé par les prisons des Etats-Unis en Irak s'était certes déjà éloigné du terrorisme. Mais il était cantonné au réduit d'Idlib, dans le nord-ouest du pays, alors que Bachar Al-Assad s'accrochait, à Damas, à un pouvoir dont une offensive éclair allait montrer en moins d'un mois qu'il n'était qu'apparences et illusions.

Cette trajectoire spectaculaire n'est pas que le produit de la mutation d'un homme. Elle a aussi été permise par Donald Trump, qui s'est décidé après d'autres à prendre au mot Ahmed Al-Charaa, notamment sur le conseil du prince héritier saoudien, Mohammed Ben Salman. A la veille de cette

visite historique à la Maison Blanche, des avancées symboliques ont été enregistrées.

[Le Conseil de sécurité des Nations unies a levé, jeudi 6 novembre, les sanctions visant Ahmed Al-Charaa et son ministre de l'intérieur, Anas Khattab](#), du fait de leurs liens passés avec l'organisation Etat islamique et avec Al-Qaïda. Les Etats-Unis en ont aussitôt fait de même, pour permettre l'arrivée du président par intérim de la Syrie sur le sol américain, le 8 novembre.

Il faut saluer ce pari de Donald Trump en faveur d'une transition syrienne qui soit à la hauteur des défis gigantesques de ce pays. Mais pour qu'elle réussisse, le nouveau pouvoir syrien a besoin que soient également levées au plus vite les sanctions drastiques adoptées après les révélations concernant la sauvagerie de la répression par le régime de Bachar Al-Assad de ceux qui avaient

contesté sa dictature de fer, à partir de mars 2011. La levée de ces sanctions, qui nécessite l'accord du Congrès, est primordiale pour espérer relever la Syrie des ruines qui constituent le legs de la dynastie déchue.

Il y a urgence. Le nouveau pouvoir ne pourra compter bien longtemps sur la bienveillance des Syriens et sur le souvenir des atrocités passées si une amélioration de conditions de vie plus que précaires ne se dessine pas. Il ne s'agit pas du seul obstacle auquel se heurte Ahmed Al-Charaa. [Un modus vivendi reste à trouver avec la minorité kurde syrienne](#), longtemps méprisée par Damas.

Les violences qui ont visé au cours des derniers mois les minorités alaouite et druze, cibles d'un revanchisme sunnite, ont également rappelé la fragilité de la mosaïque communautaire syrienne. Le nouveau pouvoir doit tout mettre en œuvre pour

les empêcher et pour juger les coupables. Profitant du désordre créé par la chute de Bachar Al-Assad et des fragilités qui en découlent, l'Etat islamique fait enfin la preuve d'une résilience qui ne peut qu'inquiéter. A Washington, le président syrien devait d'ailleurs rejoindre la coalition antijihadiste menée par les Etats-Unis.

Ces derniers seraient bien avisés, s'ils misent vraiment sur lui, de ne pas baisser la garde dans l'est du pays, où ils disposent de forces spéciales depuis bientôt une décennie. De même, Donald Trump devrait peser de tout son poids pour empêcher qu'Israël ne profite de la situation pour se tailler, dans le sud de la Syrie, l'équivalent d'une zone de sécurité ajoutée au plateau du Golan, occupé illégalement depuis 1967, et pour se poser en protecteur de la minorité druze. La stabilisation de la Syrie passe par la réussite d'Ahmed Al-Charaa.

The New York Times

Nov. 11, 2025

A Syrian Village and the Long Road to the White House

In 2019, President Trump sent U.S. commandos to a small village in Syria to kill the leader of Islamic State. On Monday, Syria's president, a former associate of that leader, will take another step to strengthen his alliance with the White House.

Six years after the night raid in the sleepy northwestern Syrian village of Barisha, Rashid Muhammad Kaseer still shudders at the memory of the clattering helicopters overhead.

Awakening, he thought perhaps a Syrian regime chopper needed to make an emergency landing. He did not think he was about to witness the American elimination of the most wanted terrorist on earth.

The helicopters carried American Delta Force commandos on a mission to kill [Abu Bakr al-Baghdadi](#), the leader of the Islamic State global terrorist network, who once imposed a brutal interpretation of Islam on territory that covered half of Syria and a third of Iraq.

"He died like a dog," President Trump said on Oct. 27, 2019, describing his obsession throughout his first term with eliminating al-Baghdadi. In a triumphant mood, he dwelt on the way the orchestrator of beheadings, deaths by stoning, executions of several Americans and devastating terrorist attacks in cities across the world went "whimpering and crying and screaming" to his death.

"Of course he did," said Mr. Kaseer, wearing a hat inscribed with the words "Be brave, Be free" and sitting in his garden surrounded by olive groves. "We were in the



Rashid Muhammad Kaseer, a resident of Barisha, Syria, where American commandos killed Abu Bakr al-Baghdadi, leader of the Islamic State, six years ago. David Guttenfelder / The New York Times

house next door and we were scared out of our minds!" At the time, just 25 miles south in the city of Idlib, [a former associate of al-Baghdadi's who had known him](#) in Iraq had established himself as a local leader of resistance to Syria's suffocating regime. Charged by al-Baghdadi with expanding Al Qaeda into Syria, he had broken with him around 2013 and, by turns conciliatory and ruthless, gradually embarked from 2016 on a more moderate course.

The man was Ahmed al-Shara, known back then by his nom de guerre, Abu Mohammed al-Jolani. He went on to topple Bashar al-Assad

last December, became president of Syria after a five-decade dictatorship, had a friendly first meeting with Mr. Trump in Saudi Arabia in May, and will be received by Mr. Trump at the White House on Monday as the first Syrian leader so honored.

"It is an amazing turn of events when you think that Trump killed Mr. al-Shara's erstwhile boss and mentor, al-Baghdadi," said Randa Slim, a fellow at the Johns Hopkins University-based Foreign Policy Institute.

"The al-Shara story is yet to be written," she added. "He has brought hope, but will he become repressive?"

Mr. al-Shara's journey from a jihadist intent on killing American soldiers in Iraq to today's suave, impeccably dressed, conciliatory leader wooing nations across the globe is so immense that questions are inevitably asked about how complete the conversion really is.

For now, many Syrians, including Mr. Kaseer in Barisha, are speaking more freely and feel an immense weight has been lifted from their shoulders. Exhaustion with fighting after a 13-year civil war is such that a return to armed conflict between the country's myriad ethnic and religious groups seems unlikely, at least in the short

term, even though there have been serious outbreaks of violence.

“Al-Shara is excellent,” said Mr. Kaseer, insisting that his guests should eat and starting to cut radishes, chives, tomatoes and peppers from his garden to that end. “He is trying to serve the people. We are very relieved by the change in government.”

Asked what he made of the fast-blossoming alliance between the president and Mr. Trump, he said didn’t want to be detained for giving the wrong answer.

Detained by who? “Mr. Trump,” he said with a laugh. “Of course.”

Humor, also, is making a comeback in Syria.

The sun beat down, a call to prayer rose from a nearby mosque. Beyond the fence of Mr. Kaseer’s home, built in 2016, an open expanse of stunted trees and rocks are what remain of al-Baghdadi’s compound. A couple of yellow concrete structures built as toilets for people internally displaced during the civil war form a desolate sight.

Mr. Trump said in 2019 that the terrorist leader had been hunted down in a tunnel where “he ignited his vest, killing himself” and three children he had dragged along. “His body was mutilated by the blast.”

That night, Mr. Kaseer said he heard an American service member screaming in Arabic that the house under attack was surrounded and everyone should step out, undressed. He heard gunfire and explosions.

The American operation



President Ahmed al-Shara of Syria in April. He once worked under al-Baghdadi, but broke with him around 2013. Daniel Berehulak/The New York Times

lasted 3.5 hours, he said. The next morning four dead bodies, two women and two men, lay naked in the rubble. There was nothing left of al-Baghdadi.

Watching the news in Najaf, Iraq, of al-Baghdadi’s death in 2019. Alaa Al-Marjani/Reuters

Imad Najar, another Barisha resident, said nobody in the village had any idea that al-Baghdadi lived among them. Like Mr. Kaseer, he was skeptical that any tunnels existed.

The food arrived, a copious feast of eggs, a spicy red paste made from peppers and olive oil, canned sardines, and the garden crop.

“Bring the olive oil,” Mr. Kaseer, who was born in Barisha

and was a city employee at the mortuary for some years, called out. “The good stuff, not the watered down one!”

He still hopes for compensation — perhaps \$5,000, he suggested — from the United States for the damage done to his house and the traumatic impact of the raid.

A father of five, aged 45, he said he and his wife had been unable to have more children since 2019 because the trauma affected his fertility. “I didn’t recover from the huge shock. The chopper was 10 meters above the house.”

Down in Idlib, where a six-lane highway into the city from the north is being completed, an immense white flag of Mr. al-Shara’s former rebel movement, Hayat Tahrir al-

Sham, greets visitors. The group was designated until four months ago by the United States as a terrorist organization.

On the flag is written: “There is no god but God, and Muhammad is his prophet.”

There is no Syrian flag as yet at the northern entrance to Idlib, at least none as prominent. Mr. al-Shara’s construction of a united Syria is a work in progress, now strongly backed by the United States.

The new president is more familiar with authoritarian systems than power sharing, and it is not clear what political direction he will take, but the freedom in his country compared to 11 months ago is experienced with a sense of wonderment by the likes of Mr. Kaseer.

Once he turned away from jihadism, Mr. al-Shara is believed to have cooperated with the United States in providing intelligence that led to the hunting down of Islamic State and Al Qaeda leaders around Idlib, according to a Western ambassador in Damascus who requested anonymity in line with diplomatic practice.

Whether that had anything to do with what Mr. Trump considers to be one of the crowning achievements of his first term — the killing of al-Baghdadi — will perhaps never be known.

An earlier version of this article referred imprecisely to the text on a Hayat Tahrir al-Sham flag. It said, “There is no god but God, and Muhammad is his prophet,” not “No God except Allah. No Prophet except Muhammad.”

Scandale des paris truqués en Turquie : six arbitres incarcérés, plus de 1 000 footballeurs visés

Un tribunal d'Istanbul a ordonné, lundi, le placement en détention provisoire de six arbitres turcs soupçonnés d'être impliqués dans une vaste affaire de paris truqués. Les championnats de troisième et quatrième divisions du pays sont suspendus.

La crise du football turc s'aggrave encore. Un tribunal d'Istanbul a ordonné, lundi 10 novembre, le placement en détention provisoire de six arbitres soupçonnés d'être impliqués dans une vaste affaire de paris, au moment où la Fédération turque de football (TFF) élargissait ses investigations à plus de 1 000 joueurs.

Un juge a également décidé de l'incarcération du président d'Eyüpspor, un club de première division turque, dans le cadre des mêmes investigations. La justice turque enquête, notamment, sur des soupçons de matches truqués.

Le 27 octobre, une enquête de la Fédération turque de football avait révélé que 152 arbitres des ligues profession-

nelles de football turques (sur plus de 500), dont 22 officient en première division, « *pariaient activement* » sur des matchs. La TFF a suspendu dans la foulée 149 directeurs de jeu pour des durées allant de huit à douze mois, promettant de « *nettoyer* » le football turc. Les six arbitres envoyés en détention lundi officiaient en tant qu'arbitres assistants en troisième et quatrième divisions, selon le site de la fédération.

Les championnats de troisième et quatrième divisions suspendus

Dans un communiqué commun, les arbitres incriminés ont affirmé qu'aucun d'entre eux n'avait jamais parié sur un match qu'il dirigeait. Certains assurent également que leurs paris

remontent à une époque où ils étaient encore amateurs.

Lundi, la TFF a annoncé la convocation devant son conseil de discipline de 1 024 footballeurs du pays accusés d'avoir parié sur des matchs en dépit de l'interdiction qui leur en est faite. Les championnats de troisième et quatrième divisions du pays, dans lesquels évoluent plus de 900 des joueurs incriminés, vont être suspendus pendant deux semaines, a annoncé l'instance, qui prévoit de tenir une réunion extraordinaire ce mardi. 27 des joueurs soupçonnés d'avoir placé des paris évoluent en première division, dont l'international turc Eren Elmali, défenseur de Galatasaray, le club stambouliote actuellement leader du cham-

pionnat.

Necip Uysal, milieu défensif et capitaine de Besiktas – actuel 6^e du championnat de première division –, a nié les accusations dont il est l'objet et a porté plainte pour ce qu'il décrit comme une usurpation d'identité. « *Ils ont ouvert un compte avec mon numéro d'identité sur un site où je n'ai ni joué ni ouvert de compte, et ils ont placé des paris* », a déclaré le joueur.

En 2011, un scandale de matches truqués sans précédent en Turquie avait déjà secoué les championnats de première et deuxième divisions, éclaboussant notamment le grand club stambouliote de Fenerbahçe.

The New York Times Nov. 11, 2025

‘It Feels Like I’m in a Nightmare’: Inside the First Deportation Flight to Iran

For decades, Iranians fleeing persecution have found protection in the United States. But this fall, the Trump administration deported a planeload of people to Iran after making a deal with Tehran.

In the hours before dawn one day in early October, Mehrdad Dalir found himself stranded at a bus station in Iran. He recalls feeling the heavy gaze of passers-by and shivering. He looked out of place, dressed in a prison outfit of sorts: gray sweatpants and sweatshirt, and a pair of blue plastic slippers.

About two days earlier, U.S. immigration authorities had taken Mr. Dalir from a detention facility inside an airport in Alexandria, La., and forced him aboard a plane to Iran as part of an unusual mass deportation to a country with a poor human rights record that [the United States had bombed](#) earlier this year in an effort to set back its nuclear program.

Mr. Dalir, 34, says he was shackled and handcuffed, and not given the chance to change out of the prison clothes he had worn during his time in Immigration and Customs Enforcement detention. Once in Iran, he made his way by metro and bus from Tehran’s international airport to his hometown, Mashhad, in northeast Iran.

After borrowing a cellphone, Mr. Dalir delivered the news to family members still in Mashhad: The United States had sent him back to Iran. “Maman, come and get me,” he told his mother, and broke into a sob. A blue backpack contained all his belongings — a few clothing items, his passport, immigration cards, a cellphone with a dead battery and a \$20 bill.



After an arduous journey from Iran to Turkey to Brazil to the U.S. border, Mehrdad Dalir was detained and then deported back to Iran, where he fears for his safety. The New York Times

“It feels like I’m in a nightmare,” Mr. Dalir said in a three-hour telephone interview from Iran.

He acknowledged he had entered the United States illegally in April but said he thought he would have a powerful case for asylum because he has been critical of Islamic Shariah law and a political activist. He didn’t expect to be sent back to Iran.

“I did everything in my power to stop them, but the ICE officials didn’t care. They told me, ‘You are either getting on the plane on your own, or we will tie you and send you back.’”

On Sept. 29, the Trump administration deported a planeload of Iranians, including Mr. Dalir, to Iran after reaching an agreement with Tehran. The

U.S.-chartered deportation flight was a first. In the past, Iranian deportees were placed individually on commercial flights to Iran. Organizing a plane to Tehran had taken months of negotiations between American and Iranian officials.

For decades, waves of Iranians fleeing persecution found protection in the United States, including many who were at first unauthorized but later gained asylum.

Mr. Dalir, wearing the sweatsuit he was given while in ICE detention, putting his clothes into a backpack. He has changed locations frequently since returning to Iran.

But President Trump has made mass deportation a cornerstone of his immigration policy

and signed an executive order, which went into place on the first day of his administration, banning asylum for migrants who crossed the border illegally. The policy has since been partially blocked by a federal court. The Trump administration announced late last month that it was [cutting the number of refugees](#) that could enter the U.S. to a record low of 7,500.

And while, historically, migrants from countries difficult to deport to, like Iran and Venezuela, have languished in detention or lived freely in the United States, the Trump administration is pushing countries from across the globe to take back their own migrants.

Tricia McLaughlin, a spokeswoman for the Department of

Homeland Security, said the 54 Iranians deported on the flight had a final order of removal or an order granting voluntary departure and they were all given due process. Ms. McLaughlin said among the Iranians deported were “terrorists, human smugglers and suspected foreign agents.”

Ms. McLaughlin said of the 54 Iranians deported on the flight, 23 had ties to terrorism, seven were on the terror watch list and five others were associated with human trafficking networks. She provided the name of one man convicted of having ties to terrorist groups and two others who she said had committed fraud by uploading false and altered photos.

“The Trump administration remains committed to fulfilling the president’s promise to expeditiously, and with the highest standards, deport illegal aliens from the country,” said Abigail Jackson, a White House spokeswoman.

Iran’s foreign ministry has said that more than 400 Iranians in the United States face deportation and that planning is underway for additional flights.

Mr. Dalir and at least eight other individuals fiercely resisted deportation, according to his and other deportees’ accounts. They repeatedly told American authorities that Iran would persecute them and that they feared for their lives. Among them were Christian converts, ethnic minorities and political dissidents.

This article is based on interviews with Mr. Dalir; another deportee who asked to be identified only by his initials, A.A., because he feared publishing his full name would lead to his arrest; members of each man’s family; U.S. lawyers representing some of the deportees; and three Iranians currently held in ICE detention who knew some of the passengers on the flight.

Neither Mr. Dalir nor A.A. were among those named by Homeland Security for having ties to terrorism or having committed fraud.

The New York Times also obtained the government records of both Mr. Dalir and A.A. and corroborated their accounts of detention and deportation with the information in the files. The Times also reviewed written statements gathered by Mr. Dalir’s father from seven other individuals on the flight who said they had been forcibly deported.

Ms. McLaughlin said that Mr. Dalir and A.A. had entered the U.S. illegally — and were quickly ordered deported. She said both men had been given the opportunity to make a case for their fears of removal from the United States. “Both men had due process, and all of their claims heard. They were found to not be valid and received final orders of removal,” said Ms. McLaughlin, who disputed some of Mr. Dalir’s account of his deportation to Iran.

Although Iran did not take either man into custody upon their arrival, Mr. Dalir and A.A. say they still face serious danger there.

“The current administration fails to prioritize deportees and ignores the grave risks to Iranians seeking asylum at our border,” said Ali Herischi, an immigration lawyer based in Washington, who represents A.A. and a woman Christian convert also deported on the flight. “Fleeing to the U.S. — seen as Iran’s enemy — puts them in peril of persecution back home.”

The road to America

Mr. Dalir’s journey as a refugee began in 2014 when, he said, he fled Iran with his father and younger twin brothers for Turkey. Hassan Dalir, their now 60-year-old father, was a schoolteacher who said he

had been jailed and tortured for criticizing Islam and the government. His sons were also political activists, and, the father said, security agents threatened him and his family with violence and death.

In Turkey, the Dalirs registered with the United Nations High Commissioner for Refugees to find a legal pathway for settling in a safe country. The U.N.H.C.R. recognized all four of them as refugees and called them “protected,” in documents reviewed by The Times.

But a combination of bad timing and shifting policies toward refugees tore the family apart. The U.N.H.C.R. referred the father and twin brothers, who at the time were teenagers, for resettlement in the United States but not Mr. Dalir, without explaining why. His case was instead referred to the government of Turkey, which discourages immigration to the country from the region and denied his asylum request. Officials ordered him to leave Turkey.

The younger brothers resettled two years ago in Raleigh, N.C., where they currently live and work at a Walmart. Mr. Dalir’s father was cleared for resettlement in the United States too, according to documents reviewed by The Times, but because of the time such cases can take, new hurdles — including a pause on refugee admissions — blocked his relocation from Turkey where he has only temporary status.

“Our life is a real tragedy, each one of us is broken. A family of six scattered in different places, and we can’t even go to see one another,” Mr. Dalir’s father said in an interview from Turkey. His wife and daughter remained in Iran, and the couple eventually divorced.

After Turkey rejected the younger Mr. Dalir, he said, he escaped to Greece, but was arrested and sent back to Turkey. He then set his eyes on

the southern U.S. border. After trekking from Brazil to the Darién Gap to Mexico, in April he crossed into California, where he turned himself in to border patrol.

Mr. Dalir was transferred multiple times, from state to state, to different detention facilities. Though immigration authorities conducted a phone interview with him to assess his case, his appeal for protection was denied, and he was ordered deported.

In May he was taken to the Los Angeles airport and handed a ticket for a commercial flight to Iran — the only way ICE was able to deport people to Iran at the time. He refused to board and was returned to a detention facility in San Diego.

Inside detention in June, he staged a hunger strike. His records note that he skipped nine consecutive meals. He says he agreed to end the strike after the head of the detention facility told him he would try to help if he agreed to eat.

At one point, he begged officials to give him a second chance and review his case just so he could survive, government records show.

Over the next several months, Mr. Dalir’s lawyer and family frantically tried to get him another hearing. His brother Mehrzad Dalir, 28, corresponded with the office of one of his U.S. senators, Thom Tillis, Republican of North Carolina, asking him to intervene.

Mr. Tillis’s office appeared sympathetic and engaged with the case and the family, according to correspondences and voice messages shared with The Times. Mr. Tillis’s office informed the family that it had followed up with U.N.H.C.R. and ICE, but ICE officials had refused to reconsider. Mr. Tillis’s office did not reply to requests for comment.

The Flight

Mr. Dalir said he and other Iranian detainees held in Louisiana realized their deportation was imminent when a representative from Iran's government, Abolfazl Mehrabadi, the director of Iran's interest section in Washington, showed up at the detention facility to meet with them.

"We worked with the Americans to facilitate the flight because our policy is that we don't want a single Iranian citizen to suffer in detention," Mr. Mehrabadi said in an interview. He said he had reassured the deportees that they would face no problems when they landed in Iran.

The flight was the next day.

In what he described as a last act of desperation, Mr. Dalir said he attempted suicide at the detention facility on the day of the flight. He cut his wrists with a shaving razor hidden in his sleeve. Authorities noticed the bleeding, he said, and rushed him to a clinic on site. He said he was then placed in solitary confinement until the plane was ready to take off.

The Homeland Security spokeswoman, Ms. McLaughlin, said that Mr. Dalir had not attempted suicide and had not been put in solitary confinement.

Mr. Dalir recalled panicking when the bus reached the tarmac at Alexandria's airport and stopped at the foot of an airplane. He screamed, and, crying, he begged, "They will kill me in Iran. Please don't send me back, please have mercy."

When he refused to get on the plane, he said, several agents carried him up the steps to the aircraft and to his seat.

According to Mr. Dalir and the statements from other depor-

tees, the departure was chaotic, and ICE agents were clashing with some individuals who refused to board. Ms. McLaughlin called accounts of violence by ICE agents "false." Some deportees requested access to their belongings to discard documents — a Bible, a cross, proof of links to opposition groups — that could incriminate them in Iran.

When A.A. arrived in a separate bus, he said he looked out the window and saw Mr. Dalir being dragged to the plane. He says he staged his own resistance by locking himself in the bus and tying his hands to the seats. A group of ICE agents broke the door and dragged him out.

"You have to kill me first before sending me back," A.A. who is part of an ethnic minority group in Iran, said he kept shouting.

His wife, Mina, gave birth two months ago in Tennessee to their first child — a son, whom A.A. has not yet met. She was pregnant when they crossed the border into the United States, and they were separated during detention. Mina, still wearing an ICE ankle bracelet, was released to the custody of a relative to give birth.

"My husband would never, ever leave willingly, because more than anything in the world he wants to see his son, and he wants to stay alive for him," Mina said in an interview. She added she has been told she too faces deportation.

The flight to Iran took nearly 50 hours, with stops in Puerto Rico, Cairo and Doha. All the deportees were shackled and handcuffed for the duration of the flight to Doha. The Department of Homeland Security said the use of restraints during deportation flights is a long-standing protocol and "an essential measure" for safety of

both the detainees and the officers accompanying them.

During the flight, A.A. said, he was shouting to others in Persian that they should collectively attempt a last act of resistance in Doha.

The plane landed at a remote military base where a second chartered plane, a Qatar Airlines aircraft, awaited them. Mr. Dalir, A.A. and about eight others staged a protest, laying down on the bus during the transfer. Qatari security agents radioed for more support forces and began beating the men and dragged them out of the bus, Mr. Dalir and A.A. said. Their shackles were removed but they remained in handcuffs until Tehran, they added.

"They used electric tasers to pacify me, and when that didn't work they put me and another guy in straitjackets and tied us to our seats," A.A. said.

The government of Qatar said it would not provide a comment on the record, but a Qatari official with knowledge of the flight said Qatar did not receive any requests for asylum and the transfer of detainees was handled in full accordance with international human rights standards and internal security protocols.

Fearful in Iran

A lineup of government officials and security agents in plain clothes was waiting for the deportees when they landed in Tehran.

"We were all so terrified, we didn't know what they would do to us," Mr. Dalir said. "Some of the agents were saying, 'Welcome back to your home,' it was surreal."

Iranian officials handed them a two-page form that asked their names, local home address and phone numbers; the names and contact

numbers of relatives in Iran; email addresses and WhatsApp numbers; the reason they left Iran; and a description of the route they took to enter the United States.

Mr. Dalir said he and a handful of others were taken to a room where security agents questioned them further. They were told to be on notice to report for more questioning, and since then, intelligence agents have called several returnees, including Mr. Dalir and AA, instructing them to report for interrogations.

Iran's state television broadcast short interviews with several of the voluntary deportees. A man who said he was a nurse said he went to America to seek better economic opportunities. "I was happy from the moment they told me, 'You will be deported.' The suffering would end," he said without providing his name.

Fearing arrest, A.A. fled Iran a day after arriving at the advice of his lawyer, Mr. Herischi. He walked across the border to a neighboring country with the help of smugglers and is now in hiding.

Since returning, three of his fellow deportees, Mr. Dalir said, have had their passports confiscated and were told they were banned from leaving the country.

Mr. Dalir has been changing locations frequently. He said security agents have called his mother several times saying he should report for questioning to the local office of the intelligence wing of the Revolutionary Guards Corps, but that he has so far ignored them. He said he wants to leave Iran but is exhausted from being on the run.

"Where would I even go?" he asked. "Which country would take me at this point?"



Nov 12, 2025

Clashes erupt in Syria's Suwayda amid ongoing ceasefire violations: War monitor

ERBIL, Kurdistan Region - Clashes and sporadic skirmishes broke out across Syria's southern Suwayda province on Tuesday, signaling renewed ceasefire violations in the Druze-majority region, a prominent war monitor reported.

Druze fighters and forces affiliated with the interim government engaged in gunfire using machine guns on multiple fronts west and northwest of Suwayda city, the UK-based Syrian Observatory for Human Rights (SOHR), said, adding that "no casualties have been reported."

Moreover, a drone strike reportedly targeted an ammunition depot near the Druze fighters' positions west of the city.

Separately, Suwayda24, a local outlet that focuses on the Druze-majority province, reported that clashes had erupted on Monday along Suwayda city's western axis after pro-government security forces reportedly opened fire on a civilian from the al-Hmay-



Bedouin and tribal fighters deploy at the western entrance of Druze-majority Suwayda province in southern Syria amid clashes with local Druze fighters on July 18, 2025. Photo: AFP

dan tribe working his land alongside other farmers. «The incident caused material damage to their transport bus and sparked an exchange of heavy gunfire between the two sides,» said the outlet.

Late last month, a passenger coach on the Damascus-Suwayda road was fired upon "by unidentified gunmen," leading to several casualties. The violence underscores

continued tensions in Suwayda, where rival armed factions continue to defy local ceasefire efforts despite repeated calls for restraint.

Clashes between Druze fighters and Bedouin tribes erupted in the southern Syria province in mid-July, escalating with the involvement of Damascus forces and Israel before a ceasefire was announced on July 19.

Since then, Syrian security forces have been deployed across the province, while Druze factions remain in control of Suwayda city.

UN Special Envoy to Syria Geir Pedersen in late July reported that despite the ceasefire, numerous violations have been recorded. He warned that the situation in the Druze majority province remains "tense and volatile."

Elections législatives en Irak : forte participation malgré des appels au boycott

Les Irakiens ont massivement voté, portés par un espoir de changement. L'influent leader chiite Moqtada Al-Sadr a, lui, appelé à ignorer le scrutin.

Les citoyens irakiens ont voté, mardi 11 novembre, pour élire leur Parlement. La participation a dépassé les 55 % selon la commission électorale, un taux inattendu pour ce scrutin, surveillé de près par Téhéran et Washington.

Selon la commission électorale, plus de 12 millions de personnes ont voté, sur plus de 21,4 millions d'électeurs. Le taux de participation marque une forte hausse par rapport au record historiquement bas de 41 % en 2021, malgré un sentiment général d'apathie et de scepticisme, ainsi que le boycott du scrutin de cette année par l'influent leader chiite Moqtada Al-Sadr. Les premiers résultats sont attendus dans les prochaines vingt-quatre heures.

Sur le terrain, plusieurs électeurs ont cependant dit avoir voté dans l'espoir d'un changement. « *Nous sommes confrontés au chômage et les gens sont fatigués, nous avons besoin de progrès* », a confié à l'Agence France-Presse (AFP) Ali Abed, 57 ans, à Mossoul. « *Tous les quatre ans, c'est la même chose. On ne voit ni des visages jeunes ni de nouvelles énergies* » capables « *d'apporter un changement* », a déploré, de son côté, un étudiant.

Stabilité inhabituelle

Les électeurs étaient appelés à départager plus de 7 700 candidats, dont près d'un tiers de femmes, pour occuper 329 sièges de députés le temps d'un mandat de quatre ans. Les femmes doivent obtenir au moins un quart des sièges du futur Parlement, selon un système de quotas, tandis que neuf sont réservés aux minorités. Seuls 75 candidats indépendants étaient en lice, la loi électorale étant perçue comme favorisant les grands partis.

L'Irak a connu une certaine stabilité ces dernières années, après plusieurs décennies de guerre et de répression sous Saddam Hussein et depuis l'invasion menée par les Etats-Unis, en 2003, qui l'a renversé. Le pays souffre toujours cependant d'infrastructures médiocres, de services publics défectueux et d'une corruption endémique.

Il s'agit du sixième scrutin depuis la chute de Saddam Hussein. Les élections ouvrent la voie à la désignation d'un nouveau président – poste honorifique réservé à un Kurde – et d'un premier ministre – traditionnellement chiite – choisi après de longues tractations. Un sunnite occupera le poste de président du Parlement.

Depuis la chute du sunnite Saddam Hussein, la majorité chiite longtemps opprimée en Irak continue de dominer, la plupart des partis conservant des liens avec l'Iran voisin. L'actuel premier ministre chiite, Mohammed Chia Al-Soudani, qui mise sur un deuxième mandat, devrait remporter un large bloc, sans toutefois obtenir la majorité. Il était arrivé au pouvoir en 2022 grâce au soutien d'une alliance regroupant des partis et des factions chiites tous liés à l'Iran.

Tensions régionales et jeux d'influence

Le prochain premier ministre sera élu par la coalition qui parviendra à rassembler suffisamment d'alliés. Lors des dernières législatives, le courant du leader chiite Moqtada Al-Sadr avait remporté le plus grand nombre de sièges, avant de se retirer du Parlement à la suite d'un différend avec les partis chiites qui ne soutenaient pas sa tentative de former un gouvernement et qui se sont plutôt regroupés entre eux. La rupture avait culminé avec des combats meurtriers dans la capitale.

Cette année, M. Sadr a refusé de participer à une « *élection bancale, dominée par les intérêts sectaires, ethniques et partisans* », appelant ses parti-

sans à boycotter le scrutin. Les partis sunnites se sont présentés séparément, l'ancien président du Parlement Mohammed Al-Halboussi étant donné favori. Dans la région autonome du Kurdistan, la rivalité entre le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) reste vive.

L'Irak, proche allié de l'Iran et des Etats-Unis, cherche de longue date à maintenir un équilibre fragile entre les deux ennemis. L'Iran espère préserver son influence chez son voisin après avoir vu ses autres alliés régionaux (Hezbollah libanais, Hamas palestinien, houthistes yéménites) affaiblis par des frappes israéliennes depuis deux ans. Téhéran a en outre perdu un allié majeur avec la chute de Bachar Al-Assad en Syrie, fin 2024.

Et l'Irak est sous pression des Etats-Unis (qui maintiennent quelque 2 500 soldats dans le pays) pour désarmer les groupes pro-iraniens. L'administration Trump a nommé un envoyé spécial pour le pays, Mark Savaya, d'origine irakienne, qui a insisté sur la nécessité de voir l'Irak « *libéré des ingérences étrangères malveillantes, notamment celles de l'Iran et de ses suppléants* ».



Nov 12, 2025

PM Sudani's parliamentary list to lead in Baghdad, Rudaw projects

ERBIL, Kurdistan Region - Incumbent Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani's ticket is projected to secure a strong lead in the capital city Baghdad and several other provinces, according to projections compiled by Rudaw, as official results of the key parliamentary elections are set to be released "in the evening on Wednesday."

Based on projections from Rudaw after counting votes at 1,874 polling stations, Sudani's Reconstruction and Development Coalition (RDC) list has garnered over 322,000 votes. It is followed by former Prime Minister Nouri al-Maliki's

State of Law Coalition (2006–2014), which received over 166,000 votes.

Emerging in third place is the Takaddum Front, led by influential Sunni politician Mohammed al-Halbousi, who served as parliament speaker between 2018 and 2023, securing over 153,000 votes.

In fourth place, the National State Forces Alliance, which brings together senior Shiite cleric and politician Ammar al-Hakim and former Prime Minister Haider al-Abadi (2014-2018), received nearly 100,000 votes. It is followed by the Sadiqoon Bloc, an affiliate of the Asa'ib Ahl al-Haq

armed group, with over 91,000 votes.

Baghdad is the largest constituency, holding 71 out of 329 seats in the Iraqi legislature.

Over 47 percent of eligible voters cast their ballots in the eastern Rusafa and western Karkh districts of the capital on Tuesday. Rudaw projects that a significant portion of Baghdad's turnout favored Sudani's ticket, giving the incumbent prime minister an upper hand in the city once official results are confirmed.

Additionally, data compiled by Rudaw indicates that Sudani's

list achieved a landslide victory in Iraq's southern provinces of Najaf and Karbala.

Sudani on Tuesday described the turnout as «another step towards protecting the democratic constitutional system» of Iraq.

Earlier on Wednesday, Iraq's Independent High Electoral Commission (IHEC) revised the voter turnout rate in Iraq's general and early elections to 56.11 percent after counting 99.98 percent of the total votes. The Commission added that the results would be released in "an official [press] conference on Wednesday evening."

The New York Times

Nov. 12, 2025

Carlotta Gall and Saad Alnassife

War Crimes Indictment Reveals a Hard Road to Justice for Syria

Prosecutors say a Syrian security official accused of torture hid in plain sight in Europe for years, protected by Israeli and Austrian intelligence agents.

He evaded war crimes investigators for more than a decade, hiding in plain sight in apartments in Paris and Vienna, protected by members of at least two Western intelligence agencies, according to prosecutors.

Finally, on Wednesday, a 12-year manhunt and investigation reached a climax. Brig. Gen. Khaled al-Halabi, 62, the most senior Syrian official to be accused in Europe of war crimes, was indicted and charged with torture.

He has been in the custody of Austrian authorities since last December. One of the pieces of the puzzle that led independent investigators to him was a photograph the brigadier posted on social media of himself on a bridge in Budapest.

A second former Syrian official who worked with him, Lt. Col. Musab Abu Rukbah, 53, was also charged.

An undated social media photo of Brig. Gen. Khaled al-Halabi

in Budapest. Investigators used the image to track down Mr. al-Halabi, who is now in custody in Austria.

In announcing the indictment, Austria's public prosecutor's office in Vienna did not name the two former Syrian officials charged with "serious crimes." But lawyers and victims involved in the case confirmed that they were Mr. Halabi and Mr. Abu Rukbah.

Through their lawyers, both men previously denied mistreating detainees. After news of

the indictment, Mr. al-Halabi's lawyer did not respond to requests to comment.

Mr. Abu Rukbah's lawyer, Roland Kier, said he had not yet seen the indictment, "so it might be difficult to give you a proper statement not knowing what the actual accusation is."

"The only thing that I can tell you," he added, "is that my client is not arrested."

The accusations against the men relate to their roles in put-

ting down the Arab Spring uprising from 2011 to 2013 against the Syrian dictator, Bashar al-Assad, in the northern city of Raqqa.

Mr. al-Assad is now gone, toppled by a surprise offensive by rebel forces last year. His downfall ushered in hope for a new era of accountability for Syria.

Mr. al-Halabi's indictment, while a breakthrough, shows just how difficult it may be to bring members of the former regime to justice.

For years, attempts to set up an international tribunal to try war crimes in Syria were blocked by Russia, where Mr. al-Assad has now sought refuge. The new Syrian government has set up a war crimes commission, but such efforts take years.

Justice has instead been left to individual countries to pursue. But even those that opposed the former regime may have developed conflicting interests as they cultivated contacts in Syria.

Mr. al-Halabi was one of them. He worked as a double agent for the Israeli intelligence service, Mossad, before he fled Syria in 2013, according to investigators working for nonprofit groups and Austrian prosecutors. He made his way to Paris but slipped away in 2015 as the French began more closely scrutinizing asylum applicants for possible involvement in war crimes.

With the help of Mossad and a group of Austrian intelligence officers, he was brought across Europe by car to the Austrian border, according to an Austrian prosecutor. The Austrian intelligence officers cooperated with Mossad on their own initiative, according to the prosecutor, and escorted Mr. al-Halabi to Vienna, the storied city of spies. For a time, it was his refuge. It took investigators years to discover Mr. al-Halabi's whereabouts.



A torture mechanism in a detention cell in the basement of a Syrian military intelligence facility in Raqqa, Syria, in April 2013. Bryan Denton

Eventually, the Austrian intelligence officers' role was uncovered and investigated by an Austrian prosecutor, who charged them with abuse of office.

Neither the Israeli government nor Mossad replied to questions about their involvement with Mr. al-Halabi. The Austrian Interior and Justice Ministries said they did not comment on individual cases for privacy reasons.

Mr. al-Halabi's indictment, the first in Austria of Assad officials, is an important milestone for Austria and also for the Syrian victims. It follows convictions in [Germany](#) and [Sweden](#) of Syrians from the former regime.

"This case is the result of extraordinary efforts by Syrian survivors who testified about the harms they suffered," said Tatiana Urdaneta Wittek, director of the Centre for the Enforcement of Human Rights International and the Austrian lawyer for 19 survivors in the case.

"This is our case," said Abdallah Al Sham, a former activist from Raqqa who worked with a European-based nonprofit, the Open Society Justice Initiative, to help find witnesses.

"When we were running in the streets and we heard the name of al-Halabi, or another state security official, we were terrified," he said, recalling the time of the Syrian uprising. "And can you imagine if I see one of

them, who investigated my friends, in court, in front of me? It is turning the tables."

An Assad Loyalist

A member of the Druse minority in Syria, which also has a significant community in Israel, Mr. al-Halabi was a career army officer from the city of Swaida, near the capital, Damascus. He was assigned to the Syrian intelligence service in 2001.

In 2008, he was appointed head of the State Security Branch 335, one of the Syrian intelligence services, in Raqqa.

When demonstrations began to break out across the country in March 2011, the Syrian security services started detaining and interrogating people. Mr. al-Halabi's branch was among them.

The security services were focused on finding the organizers of the protests and the activists who were passing video footage of the protests to the international media, victims said. As the demonstrations swelled, the security forces turned to using lethal force. Torture to extract information [was routine](#). Twenty-one victims have been identified, the prosecutor's statement said. Many of them gave accounts of debilitating beatings and electric shocks inside Security Branch 335.

This included, one said, a night-long torture session inside Mr. al-Halabi's personal office.

Torture in the Office

Several survivors said in interviews with The New York Times that they had met Mr. al-Halabi in his office before they were detained and tortured there. So even while blindfolded or under duress, they recognized their surroundings.

One was Dr. Obada Alhmada, 39, a doctor who said he had helped organize the protests and ran an underground hospital clinic to treat injured demonstrators.

Dr. Alhmada said he was detained at gunpoint in February 2012. He did not see Mr. al-Halabi during his detention, he said, but saw his name plate on the desk and had been summoned to the office before. He also said he saw Mr. Abu Rukbah, who served as the head of criminal investigations in the Criminal Security Branch in Raqqa.

"His mistake was to remove my blindfold," he said of his tormentor.

One night, stripped to his underwear, Dr. Alhmada was beaten in Mr. al-Halabi's office, he said. He curled up on the floor, protecting his head with his arms, he said, as Mr. Abu Rukbah thrashed him with a baton or hose, demanding the names of activists involved in the protests.

Over 28 days he was repeatedly interrogated, he said, and offered a deal if he would inform on others.

Dr. Alhmada told Austrian prosecutors he was prepared to testify against the intelligence chief. "Halabi has been saying that he doesn't have anything to do with this," he said. "But how come we were in his room?"

Encountering Your Abuser

Also prepared to testify is Asyad Almousa.

Mr. Almousa, 46, a lawyer, says he was twice detained by Mr. al-Halabi's group in 2011 and later badly tortured in a Military Intelligence facility in 2012.

In the summer of 2011 he had set up a committee of lawyers in Raqqa to defend jailed Arab Spring demonstrators. He organized a strike of more than 100 lawyers to protest the government's use of lethal weapons against them.

He said it was then that he was dragged out from the Palace of Justice, bundled into a car that he recognized as belonging to the State Security branch and jailed for 12 days.

Mr. Almousa escaped Syria and in 2015 arrived in Europe, only to come face to face with the man he says tortured him, Mr. Abu Rukbah, in a refugee camp in Austria.

His friends held him back from lunging at him, fearful it would get him deported.

"You feel pain when you see victims," Mr. Almousa said, "but you feel even more pain when you see these criminals evading justice."

He told the camp authorities that there was a war criminal among the refugees. Mr. Abu Rukbah was removed from the camp, but he remained living freely in Austria, a lawyer for the victims said.

From Defector to Suspect

As fighting advanced, Mr. al-Halabi fled Raqqa in March 2013, smuggled himself into Turkey and a few months later, via Jordan, made it to Paris, investigators and Austrian prosecutors said.

At first, war crimes investigators were interested in Mr. al-Halabi as a defector from the regime, said Chris Engels, a director at the Commission for International Justice and Accountability. The nongovernmental organization has collected thousands of



The Landesgericht fuer Strafsachen Wien courthouse in Vienna, where four former Austrian domestic intelligence agents were tried and Mr. al-Halabi appeared as a witness. Thomas Kronsteiner/Getty Images

documents on crimes committed in Syria.

But as the investigators gathered information, they came to view him as a suspect, Mr. Engels said.

Searching through files at a Military Intelligence detention facility in Raqqa, Syria in 2013. Bryan Denton

Then, in 2015, Mr. al-Halabi disappeared from Paris.

The Open Society Justice Initiative, another nonprofit organization focused on war crimes, set up a team to track and trace suspected war criminals and compile dossiers for prosecutions.

Mr. al-Halabi was the first of 30 individuals they began investigating.

"He was Case Zero," said Steve Kostas, who led the work at the Open Society.

A Protection Network?

In January 2016, the investigators from the Commission for International Justice and Accountability traveled to Vienna and presented their findings to officials of the Austrian Justice Ministry.

The Austrian officials then began a search for Mr. al-Halabi — and came to suspect that their own intelligence service was protecting him.

In April 2023 five Austrians — four former officials of B.V.T., Austria's domestic intelligence agency, and a former asylum agency official — went on trial accused of abusing their office to arrange asylum for Mr. al-Halabi under an agreement with Mossad, Israel's secret service.

The former head of B.V.T. had traveled to Israel and made the cooperation agreement with Mossad in 2015, according to the prosecution.

Four of the officials were acquitted for lack of evidence that they had done harm to the Austrian state. A fifth official was

absent because of ill health. But the trial gave victims' lawyers a first sighting of Mr. al-Halabi, who appeared as a witness.

According to the prosecution in their case, Mr. al-Halabi had served as an intelligence agent for Mossad in Syria, and it was Mossad's request to bring him to Austria.

Mossad agents accompanied Mr. al-Halabi from France and handed him to the Austrian intelligence officials at a border post, according to the prosecution. Their Austrian intelligence counterparts and an immigration official helped him obtain asylum and set him up in an apartment paid for by Mossad.

For his victims, apparent Western collusion in protecting their tormentor added to their pain.

"The Austrian government and intelligence service helped Mossad and helped their war criminals," Mr. Almousa said. "This is the worst level of criminality."



Nov 12, 2025

President Barzani congratulates Iraqi election ‘success’

ERBIL, Kurdistan Region - President Masoud Barzani on Wednesday congratulated the people of the Kurdistan Region and Iraq on the “success” of Iraq’s parliamentary elections, as his party surpassed its goal of securing over one million votes and emerged as a leading winner.

“On the occasion of the success of the Iraqi Council of Representatives election process, I congratulate the beloved citizens of Kurdistan and all of Iraq,” Barzani, who is the leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP), said in a statement.



President Masoud Barzani at a campaign rally in Duhok during Iraq’s parliamentary election campaign period on November 1, 2025. Photo: Barzani Headquarters

The KDP won an estimated 1,078,920 votes, accounting for around nine percent of the total votes cast across Iraq, according to Rudaw’s projections based on preliminary data from the Independent High Electoral Commission (IHEC). The total number of ballots cast exceeded 12 million, out of 21.4 million eligible voters nationwide.

Barzani thanked the KDP leadership, members, supporters, and security institutions for “providing a calm atmosphere for conducting the election process.”

“I hope this election and its results will be the reason for Iraq to get on its right path,” he added.

Leaders from the KDP have repeatedly accused Baghdad of failing to implement constitutional articles that guarantee the Kurdistan Region’s autonomy, a theme central to the party’s election campaign.

“The votes obtained strengthen the standing of the Kurds and the standing of the KDP [in Baghdad],” Ali Hussein, KDP political bureau member in Sulaimani, said in response to

a question by Rudaw’s Nzar Jaza in a press conference.

“We have to seek to make alliances among ourselves within the Kurdish parties... to further strengthen our stance,” he said, to advocate for Kurdish “constitutional rights.”

Among parties in the Kurdistan Region and disputed territories, the KDP secured the highest number of votes, followed by its rival, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), according to Rudaw’s projections.

The KDP’s strong showing follows its “One Million Votes and More” campaign, launched by KDP First Deputy and Kurdistan Region President Nechirvan Barzani, which ran from October 3 until the start of the electoral silence period on November 8.

The IHEC announced that overall voter turnout for Iraq’s parliamentary elections surpassed 55 percent, with 10,898,327 people casting ballots out of 20,063,773 eligible voters on the general voting day alone.

En Irak, le premier ministre sortant revendique la victoire aux législatives sans majorité assurée

Malgré sa victoire dans les urnes, Mohammed Chia Al-Soudani n'a aucune garantie de conserver le pouvoir. Des négociations complexes vont débiter entre les différentes forces politiques chiites, sunnites et kurdes, pour constituer une majorité parlementaire.

Le premier ministre irakien, Mohammed Chia Al-Soudani, a revendiqué, mercredi 12 novembre au soir, la victoire aux élections législatives. Sa liste, la Coalition pour la reconstruction et le développement, est arrivée en tête du scrutin, avec 1,3 million des 12 millions de suffrages exprimés, selon les résultats partiels annoncés mercredi par la commission électorale. Il obtiendrait environ 45 sièges sur les 329 qui composent l'Assemblée, selon les projections de médias irakiens. Cette course en tête confirme la popularité dont jouit le chef du gouvernement, après trois ans de mandat, durant lesquels il a tenu l'Irak à l'écart des conflits régionaux et a lancé de vastes chantiers de reconstruction.

De longs pourparlers s'annoncent avec les autres formations chiites, ainsi que les partis sunnites et kurdes, pour former un gouvernement. M. Al-Soudani est loin d'être assuré de parvenir à bâtir une coalition gouvernementale majoritaire lui permettant de décrocher un second mandat. Depuis la chute du dictateur Saddam Hussein, en 2003, seul l'ex-premier ministre Nouri Al-Maliki a été reconduit à son poste (2006-2014). Lors des précédents scrutins, le parti arrivé en tête n'est pas toujours parvenu à imposer son candidat, comme l'a appris à ses dépens, aux législatives de 2021, le chef populiste chiite Moqtada Al-Sadr, qui a échoué à former



Mohammed Chia al-Soudani, premier ministre irakien, dans son bureau, à Bagdad, le 21 octobre 2025. CHARLES THIEFAINE POUR «LE MONDE»

une coalition majoritaire, au terme d'une épreuve de force avec ses rivaux chiites.

M. Al-Soudani s'est engagé à respecter la « *volonté de tous les électeurs et des intérêts de tout [le] peuple, y compris de ceux qui ont choisi de boycotter* » le scrutin, comme Moqtada Al-Sadr. Mais les formations chiites pro-iraniennes qui l'avaient porté au pouvoir en 2022, réunies au sein du Cadre de coordination, ne s'entendent plus sur son nom. Alors que M. Al-Soudani a cherché, au cours de son mandat, à

maintenir l'équilibre entre les parrains rivaux de l'Irak, les Etats-Unis et l'Iran, ces formations redoutent qu'il ne cède aux injonctions américaines. L'administration de Donald Trump multiplie les appels à désarmer les factions armées chiites, qui ont conservé une autonomie opérationnelle en dépit de leur intégration aux forces de sécurité étatiques, et à circonscrire leur influence au sein de l'Etat et de l'économie.

Forte participation

Du fait des rivalités qui les ani-

ment, les formations chiites du Cadre de coordination se sont présentées au scrutin du 11 novembre en ordre dispersé. Elles se sont relativement maintenues, à l'instar de la liste Etat de droit de Nouri Al-Maliki, arrivée en deuxième position, voire sont assurées, pour certaines, de remporter un nombre plus important de sièges, comme la liste Sadiqoun, formée par le parti milice Asaïb Ahl Al-Haq ou encore celle formée par le parti-milice Badr.

M. Al-Soudani a bénéficié d'une **dynamique de participation plus**

élevée qu'anticipé dans les sondages. Selon la commission électorale, le taux de participation s'est établi à 56,1 % des 21 millions d'Irakiens inscrits sur les listes électorales. Cela marque une forte hausse par rapport au record historiquement bas de 41 % en 2021, et ce en dépit du sentiment gé-

néral d'apathie et de scepticisme particulièrement aigu parmi la majorité chiite du pays, et de l'appel au boycott de Moqtada Al-Sadr.

Le taux de participation a été porté par les provinces sunnites et kurdes. L'ancien chef du Parlement, le sunnite Moham-

med Al-Halboussi, fait la course en tête dans le camp sunnite avec sa liste Al-Taqaddoum. Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), dirigé par l'actuel président du gouvernement régional du Kurdistan, Nechirvan Barzani, revendique un record de plus de un million de suffrages exprimés en sa faveur, loin de-

vant son rival, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) du clan Talabani. De manière générale, la loi électorale, modifiée en 2022, a profité aux partis traditionnels face aux candidats indépendants, en particulier ceux qui se revendiquent du mouvement de contestation d'octobre 2019.



13 novembre 2025

Pénuries d'eau en Iran: «Le vrai problème n'est pas la sécheresse, mais une politique de l'eau insuffisante»

L'Iran subit actuellement une sécheresse de grande ampleur. Le faible niveau des précipitations est « quasiment sans précédent depuis un siècle », selon un responsable local. Plusieurs réservoirs d'eau alimentant Téhéran et Mashhad, la deuxième ville du pays, sont presque à sec. Le gouvernement iranien prévoit des coupures d'eau dans la capitale. Il y a une semaine, le président iranien Massoud Pezeshkian a même évoqué l'hypothèse de devoir évacuer la capitale. Cette crise n'est pas uniquement due à la sécheresse, elle révèle des décennies de mauvaise gestion de l'eau dans le pays.

L'Iran a soif. La population iranienne fait face à une sécheresse importante. Dans le pays, « 19 grands barrages » sont actuellement à sec, soit environ 10 % des réserves nationales, rapporte l'agence de presse Mehr. Sur les 31 provinces que compte l'Iran, 15 n'ont pas reçu la moindre goutte de pluie depuis octobre.

À Téhéran, la capitale de l'Iran, la situation est particulièrement critique. L'un des cinq barrages qui alimentent la ville est à sec, et les réserves d'un autre sont tombées à moins de 8 %, selon les autorités. Le gouvernement a annoncé samedi qu'il procéderait périodiquement la nuit à des coupures pour économiser l'eau.

La sécheresse n'est pas l'unique responsable des pénuries d'eau. Bernard Hourcade, géographe et directeur de l'équipe de recherche sur l'Iran au CNRS, affirme que « le vrai problème n'est pas la sécheresse, mais une politique de l'eau insuffisante. »

Des infrastructures vieillissantes

Les infrastructures construites dans les années 1980 sont mal entretenues, entraînant « un gros problème de gaspillage. Il y a d'énormes pertes d'eau dans les canalisations », explique le chercheur.

Autre problème, ces réservoirs

d'eau ont été construits pour des villes habitées par 500 000 à 1 million de personnes, alors que Téhéran est désormais peuplé par plus de 10 millions de personnes. « Le gouvernement n'a adapté aucun équipement », pointe du doigt Bernard Hourcade.

Une « mafia de l'eau » en Iran

En Iran, 92 % de l'eau est utilisée pour l'agriculture. Certaines plantations, comme le coton, nécessitent des ressources hydriques considérables. Et au sein même des agriculteurs, la bataille de l'eau fait rage.

« Certaines personnes ont fait de l'agriculture spéculative en consommant beaucoup d'eau pour produire des fruits et des légumes en quantité très importante. Elles ont creusé des puits profonds et pompé de l'eau, ce qui a asséché les réseaux traditionnels », explique Bernard Hourcade. « Il existe une véritable mafia de l'eau, un certain nombre de gens ont des intérêts à

accaparer l'eau », constate le scientifique.

« Le manque de l'eau cristallise tous les mécontentements » des Iraniens

« On espère que la crise va pousser les autorités iraniennes à prendre la question à bras-le-corps, et à trouver des solutions », déclare Bernard Hourcade. Selon lui, « les trouver prendra du temps, parce qu'on ne résout un problème aussi grave que celui de l'eau en trois ans. »

Dans un contexte de la situation politique, sociale et internationale tendue de l'Iran, « le manque d'eau cristallise tous les mécontentements, ça s'ajoute à la guerre et aux difficultés économiques », explique Bernard Hourcade. En août, la population iranienne est descendue dans la rue pour protester contre les pénuries et réclamer un accès à l'eau avec ce slogan : « Eau, électricité, vie ! »

En Turquie, les Ouïgours ne sont plus les bienvenus

En se rapprochant de la Chine, le pouvoir turc a changé sa politique migratoire envers les membres de la minorité musulmane du Xinjiang, qu'il protégeait pourtant historiquement. Les cas d'expulsion d'Ouïgours se multiplient, comme le révèle une enquête de Human Rights Watch.

La rumeur courait depuis plusieurs mois. Par bribes, certains journaux ont d'abord fait part d'arrestations et d'expulsions de réfugiés ouïgours par les autorités d'Ankara. Il y a eu le cas de Hocamniyazov Kurbançan, détenteur d'un permis de séjour illimité en Turquie, arrêté par la police à son retour de pèlerinage à La Mecque, peu avant l'été 2024, et envoyé dans un centre d'expulsion. Ceux de Mahemuti Anayeti et d'Aierken Abuduwaili, pour lesquels des tribunaux administratifs d'Istanbul ont ordonné, mi-mars, le renvoi direct en Chine, rompant avec la pratique antérieure d'expulsion via des pays tiers. Leurs avocats ont fait appel. Autant d'histoires qui mettent en cause la politique d'accueil ouvertement affichée par Ankara envers les Ouïgours.

Pendant des années, le gouvernement islamo-nationaliste du président Recep Tayyip Erdogan s'est présenté comme protecteur des membres de cette minorité ethnique chinoise, considérée comme un « peuple frère » dans la grande famille musulmane et turque. En 2009, après des émeutes réprimées dans le sang, le chef de l'Etat turc n'avait alors pas hésité à **dénoncer une « sorte de génocide »** et, en 2019, son ministre des affaires étrangères avait qualifié la détention d'Ouïgours dans des « camps de concentration » de « honte pour l'humanité ».

On estime à 50 000 le nombre d'Ouïgours venus s'installer en Turquie, ce qui en fait l'une des plus importantes diasporas de ce peuple après celles des républiques d'Asie centrale. Toutes ces années, le pays a été un refuge sûr, notamment grâce à une politique d'immigration préférentielle en matière d'accès à la résidence, à un permis de séjour de longue durée ou même à la citoyenneté par le biais d'une procédure réservée aux communautés d'origine turque. Jusqu'aux arrestations de ces derniers mois.

Intérêts économiques

Jeudi 13 novembre, l'ONG Human Rights Watch (HRW) a décidé de rendre public un premier rapport fouillé sur la multiplication d'un phénomène dont on mesure toutefois encore mal l'ampleur. Auteur d'une enquête de plusieurs mois qui repose sur une vingtaine d'entretiens, Yalkun Uluyol fait remonter ce changement de pied d'Ankara à 2022.

A l'époque, la Turquie a besoin d'entrées massives de devises étrangères. La crise économique n'en finit pas, elle se double même dans le pays de critiques de plus en plus sonores contre la politique d'accueil généreuse des migrants. Ankara entame alors un réchauffement de ses relations avec la Chine et adopte progressivement des mesures anti-immigration.

Les expulsions de Syriens, d'Afghans et d'Iraniens se multiplient. Les autorités turques commencent aussi à attribuer arbitrairement des « codes de restriction » d'immigration aux Ouïgours, les qualifiant de « menaces pour la sécurité publique, souvent sans preuve », souligne le rapport. Celui-ci précise que l'attribution de ces codes (généralement le « code G-87 ») peut conduire à des répercussions dramatiques en transformant ces réfugiés en « migrants irréguliers ».

Une simple plainte déposée par un voisin ou le fait d'être impliqué dans une affaire pénale peuvent conduire à l'application des codes de restriction. Les autorités turques fondent également l'attribution de ces codes sur des renseignements fournis par d'autres gouvernements. Dans certains cas, précise le rapport, le gouvernement chinois a soumis aux autorités turques des listes de personnes que Pékin qualifie de « terroristes », un terme que le régime assimile à l'activisme ou à l'expression de l'identité ouïgoure au Xinjiang.

L'enquête de HRW fait part aussi des craintes auxquelles sont aujourd'hui confrontés les Ouïgours. « Je ne peux même pas sortir à cause de la peur, même pour faire les courses », a expliqué l'un d'entre eux, souhaitant rester anonyme, à HRW.

« La partie émergée de l'iceberg »

Le gouvernement turc affirme n'avoir jamais directement expulsé d'Ouïgours vers la Chine, mais au moins cinq tentatives ont été recensées par HRW. Des cas de refoulement indirect vers la Chine ont également été signalés. En outre, l'ONG a trouvé des articles de presse faisant état de 33 Ouïgours détenus dans des centres de rétention en Turquie entre décembre 2018 et octobre 2025. Une ONG sise en Turquie, qui souhaite rester anonyme selon HRW, affirme en avoir recensé plus de 100, détenus par les autorités turques dans des centres de rétention pour la seule année 2024.

Dans ces centres, les autorités chargées de l'immigration ont fait pression sur les détenus ouïgours. Au moins trois personnes interrogées par HRW ont déclaré avoir signé une formule de « retour volontaire ». « Ce que l'on voit n'est que la partie émergée de l'iceberg », explique Yalkun Uluyol, joint par téléphone. *Les liens croissants entre Ankara et Pékin, l'ensemble des politiques anti-immigration de la Turquie... tout est lié pour contribuer à cette vulnérabilité des Ouïgours, qui ne se sentent plus en sécurité en Turquie.*

Le gouvernement chinois a autorisé l'ambassadeur turc à Pékin à se rendre deux fois

au Xinjiang, en juillet 2023 et en avril 2024. En juin 2024, lors de la visite du ministre des affaires étrangères turc, Hakan Fidan, en Chine et au Xinjiang, la chaîne publique CCTV a souligné qu'il avait affirmé l'engagement ferme d'Ankara envers l'intégrité territoriale de la Chine et sa po-

litique d'« une seule Chine », incluant donc Taïwan. De leur côté, les journaux progouvernementaux turcs ont commencé à publier des articles célébrant les réalisations du Parti communiste chinois. Et ceux-ci ressemblent davantage à « des publiereportages qu'à des reportages ob-

jectifs », ajoute HRW.

La Turquie est l'un des pays qui accueillent le plus grand nombre de réfugiés au monde. En août, selon les chiffres officiels, plus de 2,54 millions de Syriens jouissent d'un statut de protection temporaire. Près de 300 000 personnes

originaires d'autres pays non européens bénéficient, elles, d'une forme de statut de réfugié conditionnel. Des chiffres en baisse constante : 142 536 personnes ont été expulsées de Turquie en 2024, contre 46 845 en 2021.

Le Monde

Ghazal Golshiri
13 novembre 2025

L'Iran, face à sa pire sécheresse depuis six décennies, envisage d'« évacuer Téhéran »

Le pays traverse sa sixième année de sécheresse consécutive et les réservoirs alimentant plusieurs grandes villes, dont la capitale, sont au plus bas. Une situation exceptionnelle liée au réchauffement climatique, mais également provoquée par une mauvaise gestion de la ressource.

L'Iran connaît actuellement sa sixième année d'affiler de sécheresse, poussant les autorités à envisager une évacuation de Téhéran, la capitale iranienne, et de sa banlieue, soit plus de 14 millions d'habitants. Après un nouvel été sec et caniculaire, l'automne se poursuit avec des précipitations exceptionnellement faibles dans ce pays au climat continental. Les principaux barrages du pays ont atteint des niveaux critiques.

Selon Sadegh Zeyaeyan, directeur du Centre national de prévision météorologique, cité par les agences de presse iraniennes le 8 novembre, les précipitations ont chuté de près de 86 % à l'échelle nationale depuis le début de l'année hydrologique (commencée le 23 septembre), et de 96 % à Téhéran, où il n'est tombé



La rivière Kan asséchée, à l'ouest de Téhéran, le 9 novembre 2025. ATTA KENARE/AFP

qu'un seul millimètre de pluie – un phénomène inédit depuis un siècle, les précipitations moyennes annuelles sur la période 1991-2020 s'élèvent à 220 millimètres.

Le 6 novembre, Hashem

Amini, directeur général de l'entreprise publique chargée de la gestion de l'eau potable et des eaux usées, a reconnu que les réserves des cinq barrages (Karadj, Latyan, Lar, Mamlou, Taleghan) alimentant la capitale sont au plus bas

depuis soixante ans. « Une situation que nous n'avions encore jamais connue », a-t-il déclaré. Selon l'entreprise publique, le taux de remplissage des barrages n'excède pas 11 %.

Des vidéos publiées sur les réseaux sociaux montrent le fond du barrage de Layan entièrement visible, tandis que les autorités de la province d'Elbourz, où est situé le barrage de Karadj, confirment que ce dernier ne contient plus que 7 % de sa capacité. « *L'état des ressources en eau de surface est critique et extrêmement fragile* », a ajouté Hashem Amini. A Téhéran, la majeure partie de l'approvisionnement dépend désormais des nappes souterraines, dont le niveau baisse dangereusement.

Coupages d'eau nocturnes

Selon Mohsen Ardakani, directeur général de la Compagnie des eaux et des eaux usées de la province de Téhéran, les habitants ont déjà réduit leur consommation d'eau de 10 % à 12 % en sept mois, mais il faudrait atteindre 20 % pour faire face à la sécheresse persistante. Il estime qu'à cette condition, la ville pourrait maintenir la stabilité de son réseau d'approvisionnement pendant encore deux mois.

A Téhéran, les coupures nocturnes d'eau se multiplient dans toute la ville, officiellement pour remplir les réservoirs et éviter un effondrement du réseau. « *Depuis une dizaine de jours, nous n'avons pas d'eau entre 23 heures et 9 heures*, raconte une habitante de l'ouest de la capitale qui a requis l'anonymat. *Certains, depuis les*

coupages de l'été 2024, ont installé des réservoirs dans leurs immeubles. Les autorités encouragent désormais ouvertement les habitants à se doter de réservoirs d'eau. Je me demande comment vont faire les plus pauvres. »

La situation n'est guère meilleure à Machhad, deuxième ville du pays (près de 3,5 millions d'habitants), située dans l'Est. Les quatre barrages qui l'alimentent sont pratiquement à sec, avec des réserves inférieures à 3 %, rapporte l'agence de presse officielle ISNA le 10 novembre. Pour l'instant, aucune coupure n'a été signalée dans cette ville.

Face à la gravité de la situation, le président iranien, Massoud Pezeshkian, a averti le 6 novembre : « *Si les pluies ne reprennent pas d'ici le début du mois d'Azar [22 novembre], nous devons rationner l'eau. Et si la situation persiste, il faudra peut-être évacuer Téhéran.* » Le chef de l'Etat n'a toutefois pas précisé comment une telle mesure pourrait être mise en œuvre. Pour tenter de remédier à la crise, les autorités envisagent un transfert d'eau depuis le barrage de Taleghan, situé à une centaine de kilomètres au nord-ouest de Téhéran. Mais Reza Haji-Karim, président de la Fédération iranienne de l'industrie de l'eau, juge cette stratégie « *vouée à l'échec* », expliquant que le barrage de Taleghan est lui-même à sec et qu'il n'y

a plus d'eau à transférer.

Depuis la révolution de 1979, la République islamique a favorisé le développement incontrôlé de l'agriculture afin de consolider son assise sociale auprès des populations rurales et défavorisées. Ce modèle s'est particulièrement déployé dans les régions d'Ispahan (centre) et du lac d'Ourmia (nord-ouest), aujourd'hui presque disparu. Pour répondre aux besoins du secteur agricole – qui absorbe près de 90 % de l'eau consommée dans le pays, dont une grande partie se perd –, barrages et digues ont été construits sans études scientifiques préalables.

Le développement industriel, notamment dans la région désertique d'Ispahan, a encore aggravé la situation, alors que les précipitations diminuent d'année en année et que les trois quarts de la pluie tombent sur un quart seulement du territoire, accentuant l'expansion des zones désertiques. A cela s'ajoutent le changement climatique et la hausse continue des températures, qui exacerbent encore la crise hydrique du pays.

Absence de gouvernance cohérente

De son côté, Ali Shariat, secrétaire général de la Fédération nationale de l'industrie de l'eau, a dénoncé dans un entretien au site d'information *Rokna*, le 7 novembre, une

« *mauvaise gestion chronique* » et l'absence de gouvernance centralisée et cohérente dans la gestion de l'eau et dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie. Selon lui, la population doit prendre très au sérieux les avertissements du président, car « *la situation pourrait mener à une migration forcée de Téhéran* ».

Pour Kaveh Madani, directeur de l'Université des Nations unies pour l'eau, l'environnement et la santé et ancien vice-président de l'agence gouvernementale iranienne pour la protection de l'environnement, « *le problème de la faillite hydrique de l'Iran n'est pas nouveau* ». « *Nous savions que, même durant les années normales, le pays peinait déjà à répondre à la demande en eau dans tous les secteurs. Les dirigeants iraniens auraient pu bien mieux sensibiliser le public à la gravité de la situation, mais je pense qu'ils ne l'ont eux-mêmes pas suffisamment prise au sérieux.* » Cette situation de crise hydrique est d'autant plus sensible que la République islamique d'Iran doit veiller à ne pas susciter la colère de sa population, déjà fragilisée par de profondes difficultés économiques. Le pays sort tout juste de la « *guerre des douze jours* » avec Israël et les Etats-Unis, survenue en juin, et il lui est désormais essentiel de préserver un climat social apaisé.

Nucléaire iranien : les négociations dans l'impasse ravivent la crainte de nouvelles frappes israéliennes

Cinq mois après les frappes israéliennes et américaines sur les sites nucléaires iraniens, l'Agence internationale de l'énergie atomique s'inquiète du brouillard sur le programme de Téhéran et de ses conséquences sur la région.

Diplomate expérimenté, Rafael Grossi a des raisons de s'alarmer. Voilà des mois que le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) est plongé dans le noir au sujet du programme nucléaire iranien. Depuis les frappes israéliennes, soutenues par les Etats-Unis, lors de la « guerre de douze jours » du 13 au 24 juin, ses agents ont perdu la trace du stock de 440 kilos d'uranium enrichi à 60 %, le plus proche du seuil critique des 90 % nécessaires à l'arme nucléaire.

Après l'intervention éclair de l'armée américaine du 22 juin, le président Donald Trump s'était vanté d'avoir « *oblitéré* » le programme nucléaire iranien. Mais, si les infrastructures ont été « *endommagées* », a indiqué M. Grossi, dans un entretien à la chaîne France 24, le 6 novembre, « *le matériau est là* ». Où précisément ? Mystère.

Il est « *crucial* » que l'AIEA puisse vérifier ces inventaires « *dès que possible afin de dissiper ses préoccupations* », écrit l'agence dans un rapport confidentiel consulté par l'AFP le 12 novembre. La quantité de matière fissile, que l'AIEA n'a pas pu vérifier ces derniers mois, « *est une source de préoccupation sérieuse et une question de conformité à l'accord de garanties* » du traité de non-prolifération nucléaire (TNP) auquel l'Iran adhère

depuis 1970, précise le « *gendarme* » du nucléaire.

Position victimaire

Mais les négociations sont au point mort. Hormis quelques discussions décrites par les diplomates comme « *désordonnées* » et « *non conclusives* » entre des intermédiaires américains et iraniens, rien n'avance. L'impasse est totale.

Fin septembre, en marge de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies, la France et ses alliés du groupe E3, le Royaume-Uni et l'Allemagne, avaient imaginé forcer le régime à reprendre les pourparlers en brandissant la menace de rétablissement des sanctions permis par le mécanisme dit du « *snap-back* » intégré à [l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien signé par le régime en 2015](#).

Mais l'Iran n'a, aux dires des diplomates, pas pris les Européens au sérieux, pensant qu'autoriser les agents de l'AIEA à inspecter le site de la centrale nucléaire de Bouchehr (Sud), suffirait à les apaiser. Or, ce site est sans enjeu, contrairement à ceux de Natanz, Fordo et Ispahan, interdits d'accès par l'Iran pour des raisons fallacieuses. « *Bouchehr ? Les inspecteurs auraient pu visiter une station balnéaire, cela serait revenu au même* », s'agace un diplomate européen,

qui dénonce les manœuvres de l'Iran. Finalement, loin de pousser le régime à se mettre autour de la table, les sanctions européennes rétablies depuis fin septembre n'ont fait que braquer davantage l'Iran dans une position victimaire.

« *La situation est plus compliquée que jamais avec un Iran complètement perdu* », observe un diplomate. Les frappes israéliennes, qui ont fait des centaines de victimes civiles, ont bouleversé la donne. L'accord sur le nucléaire est désormais officiellement enterré et les négociations doivent repartir de zéro. Mais certaines chancelleries européennes craignent que cette intervention militaire, vécue comme une humiliation par les conservateurs iraniens, n'incite le régime à accélérer sa marche vers la bombe pour dissuader ses ennemis de toute nouvelle attaque.

Des images satellites révélées par une note du Centre d'études internationales et stratégiques (CSIS), datée du 27 octobre, laissent penser à une reprise clandestine du programme. « *L'Iran a poursuivi la construction de Pickaxe Mountain, une installation profondément enfouie située à seulement 1,6 km au sud du site d'enrichissement d'uranium de Natanz* », indiquent les chercheurs du CSIS, rappelant qu'en 2020, Ali Akbar Salehi, chef du pro-

gramme nucléaire iranien avait évoqué le projet de bâtir à cet endroit un hall d'assemblage de centrifugeuses plus moderne et plus grand que celui de Natanz.

Provoquer un changement de pouvoir

Ces activités suspectes serviraient aisément de prétexte à de nouvelles frappes israéliennes. L'hypothèse d'un tel scénario plane depuis fin septembre. « *La stratégie d'Israël c'est : "quand il y a une menace on l'éradique"* », souligne un diplomate, rappelant que l'Etat hébreu a toujours à l'esprit de provoquer un changement de pouvoir en Iran. Le gouvernement de Benyamin Nétanyahou comptait, selon les analystes, faire chuter le régime [lors de son opération « Rising Lion » \(« lion qui se lève »\) en juin](#), mais en a été empêché par les Etats-Unis.

Contactée, une source diplomatique israélienne refuse de commenter l'hypothèse d'une nouvelle attaque. Pour Jeffrey Lewis, directeur du programme de non-prolifération en Asie de l'Est à l'Institut d'études internationales de Middlebury, à Monterey (Californie), « *de nouvelles frappes sont possibles et les frappes israéliennes portent toujours l'espoir d'aboutir à un changement de régime. Trump apportera son soutien à Israël, surtout si ces frappes sont efficaces. Il aime les ga-*

gnants ». Peu importe que le président américain doive pour cela se dédire sur la supposée destruction totale des infrastructures nucléaires. « *Trump tordra la réalité pour qu'elle se conforme à ses objectifs* », estime l'analyste.

« **Revenir à la diplomatie** »

L'Iran, affaibli par la « guerre de douze jours », n'aurait, sur le papier, guère les moyens

de riposter ou de se défendre. Mais les analystes observent le jeu trouble de la Russie envers Téhéran. Le site *Mideastwire.com*, citant des sources politiques occidentales, assurait, le 11 novembre, que Moscou avait établi un pont aérien depuis plusieurs semaines pour acheminer du matériel défensif et militaire vers l'Iran. Ali Vaez, directeur du projet Iran au sein de l'International Crisis

Group, cité par le *New York Times* du 9 novembre, remarque aussi que les usines de missiles en Iran fonctionnent vingt-quatre heures sur vingt-quatre. En cas de nouveau conflit, les Iraniens « *espèrent en tirer 2 000 simultanément pour submerger les défenses israéliennes, et non 500 sur une période de douze jours* », comme ils l'ont fait en juin, dit-il.

Une nouvelle guerre serait un cauchemar pour l'AIEA. L'option militaire mérite d'être sur la table en tant que stratégie de dissuasion, mais des frappes militaires, quelle qu'en soit l'ampleur, ne pourront jamais mettre fin au programme nucléaire, estime un diplomate français. « *On doit revenir à la diplomatie !* », rappelait Rafael Grossi le 6 novembre sur France 24.

LE FIGARO

14 novembre 2025

Turquie : une mère de famille allemande et ses deux enfants succombent à une intoxication alimentaire

Une mère et ses deux enfants originaires d'Allemagne ont succombé à une **intoxication alimentaire** dans un quartier très touristique d'**Istanbul**, et le père se trouvait vendredi en soins intensifs, rapportent des médias turcs et les autorités.

Quatre personnes ont été arrêtées dans le cadre de l'enquête pour suspicion d'empoisonnement, a annoncé sur **la plateforme X** le ministre de la Justice,

Yilmaz Tunç. La famille, originaire d'Allemagne où réside une importante communauté turque, se trouvait en vacances en Turquie.

Le couple et les deux enfants âgé de 3 et 6 ans ont été hospitalisés après avoir été pris de malaise mardi: le décès des deux enfants a été annoncé jeudi par le ministère de la Santé, et celui de la mère, vendredi. «*Le traitement du père est toujours en cours*» en unité

de soin intensif, a ajouté Tunç.

Le restaurant a été placé sous scellés

Les médias locaux incriminent des moules achetées à un vendeur ambulancier et des pommes de terre farcies, les «*kumpirs*», populaires nourritures de rue, consommées dans le quartier touristique d'Örtakoy, sur la rive européenne du Bosphore. «*Dans le cadre de l'enquête, des échantillons ont été préle-*

vés dans les lieux où la famille a mangé, et quatre responsables et serveurs ont été arrêtés», selon Tunç.

Le restaurant où la famille aurait dîné a été placé sous scellés, précise l'agence DHA. Selon la chaîne de télévision privée NTV citant «*l'enquête de police*», la famille est originaire d'Allemagne et se trouvait en vacances en Turquie.

Berk Esen, politologue : « En Turquie, le pouvoir est devenu autoritaire et hégémonique »

Arrestations massives, destitutions de maires, répression des manifestants et des médias indépendants... Depuis mars, le gouvernement turc s'emploie à éliminer toute forme de compétition politique, estime le professeur de sciences politiques dans un entretien au « Monde ». Selon lui, ce régime demeure cependant instable et doit encore se consolider.

Voix critique et incisive du virage répressif pris par Recep Tayyip Erdogan et de certaines figures de l'opposition turque, Berk Esen est chargé d'enseignement à l'université Sabanci, à Istanbul. Il est l'auteur de *Türkiye'nin Yeni Rejimi : Rekabetçi Otoriterlik* (« Le nouveau régime turc : autoritaire compétitif », Iletisim, 2023, non traduit), coécrit avec Sebnem Gümüşçü et Hakan Yavuzyılmaz.

Comment qualifier la période que traverse actuellement la Turquie ?

Nous assistons à une transition vers un régime autoritaire et hégémonique. L'affaire Ekrem Imamoglu, maire d'Istanbul et plus dangereux rival du président [Recep Tayyip Erdogan], en est un exemple frappant. Il y a un avant et un après le 19 mars 2025, jour de son arrestation. Cette date marque le moment où nous avons quitté ce que je qualifiais jusque-là de « régime autoritaire compétitif », dans lequel subsistait une part de compétition politique, même si les règles du jeu n'étaient déjà plus ni honnêtes ni impartiales.

Accusé d'avoir dirigé une organisation criminelle, l'ancien maire encourt désormais une peine pouvant atteindre 2 352 années de prison. Cette in-

culpation illustre clairement la dérive autoritaire du pouvoir. Elle risque de criminaliser la compétition électorale elle-même, rendant quasiment illégal de battre le gouvernement aux urnes.

Ce qui est moins clair, en revanche, c'est de savoir si ce régime parviendra à se consolider. Il y a encore des personnalités et des groupes d'opposition qui refusent cet état de fait. Le Parti républicain du peuple [CHP, centre gauche nationaliste, principal parti d'opposition] continue de lutter. Des journalistes et des universitaires prennent encore la parole.

La consolidation est donc inachevée, malgré les efforts du pouvoir et de l'administration. La Turquie n'est pas encore la Russie, la Biélorussie ou l'Azerbaïdjan. Le régime est du même type, mais il demeure instable.

Cette mue ne s'est pas faite en un jour...

La Turquie connaît un recul démocratique depuis un peu plus de quinze ans. Le Parti de la justice et du développement [AKP, islamo-conservateur] de Recep Tayyip Erdogan est arrivé au pouvoir en 2002, avec 34,3 % des voix, surtout porté par la crise économique. Depuis, il n'a jamais cessé d'être dominant.

Le processus de démocratisation, accéléré par la volonté d'adhésion à l'Union européenne et finalement abandonné par l'AKP, s'est avéré très efficace pour consolider son pouvoir. En 2007, des pressions ont été exercées pour que l'AKP ne parvienne pas à faire élire son candidat [l'islamo-conservateur Abdullah Gül] à la présidence de la Turquie : l'opposition laïque avait multiplié les mobilisations populaires avec l'assentiment de l'armée pour lui barrer la route. Ce qui avait accentué la polarisation du pays, permettant à Erdogan [alors premier ministre] de passer en mode de crise et d'adopter une posture d'arbitre.

Progressivement, l'AKP a accaparé l'appareil d'Etat. Il a accru sa visibilité, puis renforcé son contrôle sur les militaires, la justice, la police, les médias, le monde universitaire et la société civile. Ce processus a duré jusqu'en 2015. Pendant cette courte décennie, la démocratie turque était en recul, mais elle survivait.

Lors des législatives de juin 2015, l'AKP perd sa majorité au Parlement. Plutôt que de nommer un premier ministre issu de l'opposition, conformément à la Constitution, Erdogan a fait pression pour organiser de nouvelles élections – qu'il a remportées, quatre mois plus tard, dans

un climat de fortes violences et de tensions. C'est entre ces deux scrutins que la démocratie turque s'est effondrée.

Est-elle alors devenue ce que les chercheurs appellent une « autocratie électorale » ?

Oui. Ces dernières années, la Turquie était gouvernée par un régime autoritaire, mais des élections s'y tenaient régulièrement. L'opposition pouvait se présenter aux élections, voire l'emporter : d'abord en 2019, avec la prise de la mairie d'Istanbul, puis, plus largement, lors des municipales de 2024. Pour filer la métaphore sportive, l'arbitre n'était pas neutre, les cages n'étaient pas de la même taille, et l'équipe adverse comptait un joueur en moins – mais celle-ci parvenait malgré tout à marquer.

Jusqu'en mars 2025, où tout bascule : arrestations en masse, destitution de dizaines de maires, d'adjoints, de collaborateurs et de techniciens... Les équipes de l'opposition sont sinon éliminées, du moins très affaiblies. L'élite économique encore prête à soutenir les dernières voix critiques est, elle aussi, réprimée. Quant à la société civile et aux médias encore indépendants, ils sont méthodiquement étouffés.

Dans « Sequa », l'artiste s'inspire d'une photo qui a fait scandale : celle d'Ogün Samast, 17 ans, posant fièrement aux côtés de la police et devant le drapeau turc, peu après avoir assassiné Hrant Dink, rédacteur en chef d'*Agos*, hebdomadaire bilingue turco-arménien. Ce crime, commis le 19 janvier 2007, avait secoué le pays, mais ses commanditaires demeurent inconnus. Rumeurs, scandales et désinformations ont brouillé la réalité. Cette œuvre dénonce une ruse du pouvoir : l'incompétence bureaucratique pour étouffer des faits nécessaires à la démocratie.

Alpin Arda Bagcık, né en 1988 à Izmir en Turquie, est diplômé du département de peinture de l'université Dokuz Eylül et vit aujourd'hui à Istanbul. Il questionne la mémoire collective par des portraits de personnages connus, où les distorsions plastiques évoquent l'omniprésence de la désinformation.

Après mars 2025, le pays a connu une vague de protestation, inédite depuis les mouvements de contestation de Gezi, en 2013. Cette mobilisation peut-elle freiner la consolidation du régime ?

Plusieurs facteurs peuvent ralentir le processus. D'abord l'économie. De nombreux régimes autoritaires hégémoniques disposent d'abondantes ressources énergétiques. Ces richesses sont contrôlées par les élites au pouvoir, vendues sur les marchés internationaux, puis redistribuées pour alimenter le système clientéliste local. Or la Turquie ne possède pas de telles réserves. En 2024, elle importait environ 70 % de son énergie totale.

Le gouvernement tente de compenser en supprimant les normes environnementales, **en pillant les mines et en accaparant les terres du pays.**

Mais cela ne suffit pas. Pour maintenir un fort soutien populaire, le régime doit apporter une dynamique économique, mais il n'y parvient plus. La période dorée est terminée.

Le modèle de capitalisme paternaliste, imposé par Ankara au détriment de l'industrie, est à bout de souffle. Avoir tout misé, après la crise financière de 2008, sur des secteurs comme le BTP, les mines, le tourisme et la santé n'engage pas pour l'avenir. L'appropriation des politiques redistributives par l'AKP est quasi totale, et les inégalités n'ont jamais été aussi criantes. Le parti d'Erdogan a accumulé plus de pouvoir et de ressources publiques que toute autre formation depuis l'instauration du multipartisme, en 1950. Depuis l'arrivée au pouvoir du parti [en 2002], le pays n'avait jamais montré autant de signes de faiblesse.

Ensuite, la société turque subit une mutation démographique majeure. L'urbanisation élevée, avec des taux de 85 % à 90 %, et la jeunesse plus séculaire, en particulier dans les grandes villes gagnées par l'opposition, creusent le fossé avec le régime d'Ankara, culturellement et politiquement déconnecté de ces groupes. Cela représente une autre forme de pression sur le pouvoir.

Enfin, une crise de succession paraît, tôt ou tard, inévitable. Or le régime actuel repose sur la personnalité d'Erdogan, dont le charisme et la popularité n'ont pas d'égal au sein de la coalition au pouvoir. Avec un leader vieillissant au sommet, la question de la succession va finir par éclater. Cette échéance alimente déjà une compétition dans son cercle rapproché, entre des figures issues de sa famille, et d'autres, comme **Hakan Fidan**, ex-chef des services de renseignement et actuel ministre des affaires étrangères.

Les facteurs extérieurs ne comptent plus ?

Au cours des périodes précédentes, les contingences internationales ont pu parfois freiner la consolidation autoritaire. Et encore. En 2015, quand la Pologne de Jaroslaw Kaczynski [cofondateur et chef du parti Droit et justice, qui remporta les élections de cette année-là] a engagé des **réformes controversées de la justice**, l'Union européenne a dénoncé une prise de contrôle politique. Quand Erdogan a fait de même, elle a loué la fin de la tutelle kémaliste. En 2010, deux ans avant de devenir président du Parlement européen, le social-démocrate Martin Schulz était même venu en Turquie pour soutenir le oui au **référendum constitutionnel**. C'était une grosse erreur : présenté comme une démocratisation de la Constitution, il renforçait en fait le contrôle de l'exécutif sur la justice.

Aujourd'hui, dans un contexte de recul démocratique et de virages autocratiques un peu partout dans le monde, ces facteurs externes ne comptent plus vraiment. La **complicité affichée entre Donald Trump et Recep Tayyip Erdogan** illustre bien cette tendance à fermer les yeux sur les **atteintes aux libertés et droits fondamentaux**. En Europe aussi, certains dirigeants sont prêts à coopérer avec Ankara [fin octobre, le Royaume-Uni et l'Allemagne ont signé d'importants contrats d'armement avec la Turquie].

Il ne reste donc que l'opposition, déjà fortement affaiblie...

Le principal parti d'opposition [CHP] a gagné en popularité, mais il subit de fortes pressions de l'Etat et de la justice. Le régime est convaincu que l'opposition va finir par s'effondrer. D'autant qu'il lui a coupé l'herbe sous le pied en lançant, fin 2024, des négociations spectaculaires avec les Kurdes. Le CHP et le parti prokurde [DEM] s'étaient alliés

avec succès dans plusieurs municipalités, mais cette parenthèse est révolue, et nous assistons aujourd'hui à la désintégration du bloc d'opposition.

Les négociations en cours entre le pouvoir et les Kurdes portent sur des enjeux territoriaux dans le Nord syrien, sur les conditions de détention du leader kurde Abdullah Öcalan, et sur le possible retour des maires kurdes destitués. Je n'ai pas l'impression qu'ils négocient pour une plus grande démocratisation du pays.

Votre vision de l'avenir paraît sombre du point de vue des droits fondamentaux...

Tout régime autoritaire compétitif est, par nature, instable. Ceux qui paraissent avoir le vent en poupe ont tendance à ne pas être très durables. Ils tendent soit à devenir plus hégémoniques, soit à évoluer vers la démocratie. Rares sont ceux qui, comme en Turquie, résistent en tant que régime autoritaire compétitif pendant dix ans.

Quatre-vingts ans après l'instauration du pluralisme politique en Turquie, la participation aux élections est massive [le taux de participation au premier tour aux dernières élections générales, en mai 2023, était de 87,04 %]. Pour les Turcs, le vote est très important.

Enfin, n'oublions pas que la société turque est très diverse : **alévis** et sunnites, Turcs et Kurdes. Cela complique la mise en place d'un discours ethnomajoritaire ou populo-civilisationnel, comme on l'entend en Russie au nom de la slavitude, ou en Inde avec l'hindouïté. C'est une raison d'espérer, du moins à long terme.



15 novembre 2025

Iran : les Gardiens de la révolution confirment la saisie d'un pétrolier dans le golfe Persique

L'organisation paramilitaire de la République islamique a confirmé ce samedi 15 novembre dans un communiqué avoir pris le contrôle du navire.

Un pétrolier a brusquement changé de trajectoire vendredi à son passage dans le détroit d'Ormuz, faisant craindre sa saisie par l'Iran. Les Gardiens de la révolution, l'armée idéologique de la République islamique, ont confirmé ce samedi 15 novembre avoir pris le contrôle du navire flottant sous pavillon des Iles Marshall.

«Suite à une décision de justice ordonnant la saisie de la cargaison d'un pétrolier, le Talara, battant pavillon des

Iles Marshall, les unités d'intervention rapide de la marine des Gardiens de la révolution ont surveillé ses mouvements, l'ont intercepté et arraisonné», ont-ils indiqué dans un communiqué.

L'organisation paramilitaire affirme que «le pétrolier était en infraction pour avoir transporté une cargaison non autorisée», sans plus de précision. Ces dernières années, les Gardiens de la révolution iraniens ont régulièrement arraisonné des navires commerciaux dans le Golfe, invoquant souvent des violations maritimes telles que la contrebande présumée, des infractions techniques ou des litiges juridiques.

En provenance de Dubaï Selon le New York Times, le navire géré par une société maritime basée à Chypre, Columbia Shipmanagement, était en provenance de Dubaï et faisait route vers Singapour. «Le contact a été perdu vers 8 h 22, heure locale [9 h 22 heure de Paris, ndlr], vendredi... à environ 20 milles nautiques au large de Khor Fakkan, aux Emirats arabes unis», a déclaré Columbia Shipmanagement, gestionnaire du navire.

D'après les données maritimes disponibles en ligne, le Talara est un pétrolier de quasi 230 mètres de long et 32 mètres de large. Il avait quitté les Emirats arabes unis jeudi

et devait arriver en Asie le 24 novembre. A son bord, une cargaison de gazole à haute teneur en soufre, principalement utilisé comme carburant pour les navires.

Il s'agit de la première saisie d'un pétrolier par Téhéran depuis les frappes israélo-américaines en Iran en juin, d'après Reuters. Plusieurs hauts dignitaires de l'armée et physiciens nucléaires iraniens avaient été ciblés. Un responsable américain s'exprimant sous couvert d'anonymat auprès de l'agence de presse a déclaré que l'incident était surprenant : l'Iran, connu pour intercepter des navires dans le golfe par le passé, n'avait pas mené de telles opérations ces derniers mois.



17 novembre 2025

La Syrie va remettre à la Chine des jihadistes ouïghours

Les nouvelles autorités syriennes vont livrer à la Chine des jihadistes issus de la minorité musulmane ouïghoure, ont indiqué à l'AFP, lundi 17 novembre, deux sources, gouvernementale et diplomatique, cette dernière précisant que 400 combattants sont concernés.

Depuis leur arrivée au pouvoir il y a près d'un an, les nouveaux dirigeants isla-

mistes syriens tentent de rompre avec leur passé jihadiste. Des milliers de combattants étrangers avaient afflué en Syrie au cours de la guerre civile, qui a éclaté en 2011, pour participer à la lutte contre le pouvoir de **Bachar el-Assad**, renversé en décembre 2024.

Selon la source gouvernementale qui a refusé d'être identifiée en raison du carac-

tere sensible de l'information, le chef de la diplomatie syrienne Assaad al-Chaibani devait évoquer la question des combattants ouïghours lors de ses entretiens en Chine lundi. « À la demande de la Chine, Damas a l'intention de remettre les combattants par groupes, après que la Chine a refusé qu'ils soient intégrés dans l'armée syrienne », a indiqué cette source. La source diploma-

tique, qui a également requis l'anonymat, a précisé que « la Syrie a l'intention de remettre 400 combattants ouïghours à la Chine prochainement ».

Soutien de la Chine

Le ministre des Affaires étrangères chinoises, Wang Yi, a promis lundi le soutien de son pays à l'effort de paix en Syrie, lors d'une rencontre

avec son homologue syrien, ont indiqué ses services. « La partie syrienne s'est engagée à ne permettre à aucune entité d'utiliser le territoire syrien pour porter atteinte aux intérêts de la Chine », a rapporté le ministère chinois après l'entretien.

Des jihadistes ouïghours,

issus d'une majorité musulmane turcophone basée principalement dans le nord-ouest de la Chine, avaient rejoint la Syrie pendant la guerre civile. Ils étaient notamment regroupés au sein du Parti islamique du Turkestan (TIP), un groupuscule jihadiste basé dans la région d'Idleb (nord-ouest).

Une unité syrienne formée de Ouïghours

Après avoir pris le pouvoir début décembre, le nouveau dirigeant syrien, **Ahmed al-Charaa**, a proclamé la dissolution des groupes armés. Fin décembre, il a nommé d'anciens rebelles, parmi lesquels au moins un **Ouïghour**, à des

postes de commandement dans la nouvelle armée.

Les nouvelles forces armées comptent une unité formée de Ouïghours, estimés par l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) à entre 3 200 et 4 000 combattants.



Nov 17, 2025

PKK says relocated fighters to avoid clashes with Turkish army

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdistan Workers' Party (PKK) announced on Monday that it had relocated its fighters from a mountain along the Kurdistan Region's border with Turkey to deeper areas within the Region. The move is intended to avoid clashes with the Turkish army and to help protect the ongoing peace talks with Ankara.

"As of the evening of November 16, our forces that posed a risk of conflict in the Zap area have been withdrawn to different suitable areas. In its current state, the risk of conflict in the area in question has been completely eliminated," said the PKK, which has been using the name the Kurdistan Freedom Movement since its dissolution in May, in a statement on Monday.

The group added that the move is part of its efforts to ensure the ongoing peace talks with Ankara proceed smoothly, noting that its October decision to withdraw all fighters from Turkey was also intended to support this goal.



PKK fighters. Photo: File/ANF

"Following the withdrawal of our guerrilla forces that posed a risk of conflict within Turkey's borders, this withdrawal and correction we have made in the Zap area also constitutes an important practical contribution to the development and success of the Peace and Democratic Society Process developed by Leader Abdullah Ocalan," it stated, referring to Ocalan's

February statement which called on his followers to disband the party and lay down arms in order to pave the way for a political solution to the Kurdish issue in Turkey.

"We believe that this new step of ours will serve the solution of the Kurdish issue and Turkey's peace and democratization."

The Turkish parliament has established a commission to provide a legal framework to the peace process, which Turkish officials call terror-free Turkey. There have been calls from many parties, including Turkey's far-right leader Devlet Bahçeli, for the commission to visit Ocalan. The commission is set to meet on Tuesday and make a decision in this regard.

COP31 : l'Australie refuse la coorganisation du sommet sur le climat avec la Turquie

Si aucun accord n'est trouvé, Canberra et Ankara pourraient perdre l'accueil, au profit de l'Allemagne, de la 31^e Conférence des Nations unies sur le changement climatique qui doit avoir lieu en 2026.

Le premier ministre australien a rejeté, lundi 17 novembre, l'offre de la Turquie de coorganiser le sommet de l'ONU sur le climat de 2026, que Canberra souhaite voir se tenir à Adélaïde, dans le sud du pays océanien.

« Non, nous ne serons pas co-hôtes », a soutenu Anthony Albanese, rappelant que la coorganisation « n'est pas prévue » par les règles de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. « Ce n'est pas une option et les gens ont conscience que ce n'est pas une option, c'est pourquoi cela a été écarté », a ajouté le chef du gouvernement.

L'Australie et la Turquie, chacune candidate, sont dans l'impasse quant à l'organisation de cette 31^e Conférence des Nations unies sur le changement climatique qui doit avoir lieu en 2026. Et ce au moment où se déroule la COP30 à Belém, au Brésil.



Le premier ministre australien, Anthony Albanese, à Canberra, le 17 juin 2024. LUKAS COCH / VIA REUTERS

Nécessaire consensus

Le pays hôte devant être choisi par consensus, aucun des deux pays ne sera retenu si l'un ou l'autre ne retire pas sa candidature, ou s'ils ne parviennent pas à un accord pour partager cette responsabilité. Une situation inédite, qui verrait l'organisation de la prochaine conférence revenir par défaut à Bonn, ville de l'ouest de l'Alle-

magne qui abrite le secrétariat de l'ONU pour le climat.

Une source diplomatique turque a déclaré, dimanche, à l'Agence France-Presse que son pays « [continuait] de plaider en faveur d'un modèle de coprésidence » pour la prochaine COP.

En organisant le sommet à Adélaïde avec ses voi-

sins insulaires du Pacifique, l'Australie souhaite attirer l'attention sur une région confrontée en première ligne aux conséquences du changement climatique. Le pays, qui reste l'un des plus grands exportateurs de charbon au monde et continue de subventionner ses combustibles fossiles, serait le premier de l'histoire de la région Pacifique à accueillir une COP sur son sol.



Nov 17, 2025

Le PKK annonce son retrait d'une région stratégique du nord de l'Irak

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a annoncé ce lundi avoir achevé la veille le retrait de ses forces d'une zone frontalière stratégique située dans le nord de l'Irak, une mesure visant à consolider le processus de paix avec le gouvernement turc.

Ce retrait intervient six mois après que le PKK a officiellement **renoncé à sa lutte armée contre la Turquie**, mettant ainsi un terme à quatre décennies de violences qui ont coûté la vie à plus de 50 000 personnes. « *Le 16 novembre au soir, nos forces susceptibles de déclencher un conflit dans la région de Zap ont effectué un retrait vers d'autres zones appropriées* », a affirmé le PKK dans un communiqué publié par l'agence de presse Firat, proche du mouvement.

« *Ce retrait dans la région de Zap constitue une contribution concrète et significative au développement et au succès du processus de paix et de société démocratique initié par le leader Abdullah Öcalan. Il démontre une fois de plus de notre engagement envers ce processus* », a précisé le PKK.

À la suite de discussions indirectes entamées avec la Turquie en octobre 2024, le PKK, considéré comme terroriste par Ankara, a annoncé en mai sa dissolution, répondant à un appel en ce sens d'Abdullah Öcalan, son chef historique, emprisonné depuis 1999.

Il est possible que nous associations des données avec votre adresse mail hachée et/ou transmettions un ou plusieurs cookies, des fichiers texte

contenant des caractères alphanumériques qui identifient uniquement votre navigateur. Ces informations ne permettent pas d'identification personnelles et servent à suivre votre navigation sur nos sites partenaires.

Phase de désarmement

Lors d'une cérémonie en juillet dans le nord de l'Irak, au cœur de la région autonome du Kurdistan, une trentaine de combattants en treillis, avaient brûlé leurs fusils pour marquer une première phase de désarmement.

Dans la foulée, en août, une commission parlementaire turque chargée de préparer un cadre légal au processus de paix a démarré ses travaux qui devront entre autres décider par exemple du sort d'Abdullah Öcalan, empri-

sonné depuis 1999 sur l'île-prison d'Imrali au large d'Istanbul, et de possibles garanties de sécurité pour ses combattants. Le **mouvement kurde** a aussi annoncé fin octobre qu'il retirait toutes ses forces de Turquie vers le nord de l'Irak.

Le PKK dispose depuis longtemps de bases dans la région de Zap, dans le nord de l'Irak, qui a été la cible d'une opération terrestre menée par les troupes turques en 2008 et qui a souvent subi des frappes aériennes. Cette région revêt une importance symbolique pour le PKK, car elle abritait initialement son quartier général avant son transfert plus à l'est, dans les monts Qandil, et y maintenait jusqu'à récemment une forte présence.

Kieran Guilbert
18 novembre 2025

Syrie : le premier procès sur les affrontements meurtriers de mars s'est ouvert

La moitié des quatorze accusés sont des loyalistes du président déchu Bachar al-Assad, tandis que l'autre moitié est composée de membres des forces de sécurité du nouveau gouvernement. En mars, plus de 1 400 personnes avaient été tuées dans ces affrontements. Quatorze personnes, accu-

sées d'être liés aux violences meurtrières survenues sur la côte en mars, ont comparu à Alep ce mardi 18 novembre, à l'occasion de l'ouverture d'un procès qualifié comme historique en Syrie.

DOSSIER : Des voitures brûlées restent au milieu d'une rue après la récente vague

de violence dans la ville de Jableh, dans la région côtière de la Syrie, le 10 mars 2025. Il fait suite à une enquête qui a été menée pendant des mois par l'État sur les affrontements entre les forces gouvernementales et les partisans du président syrien déchu, Bachar al-Assad. Au total, le comité d'enquête a renvoyé

563 suspects devant la justice.

Sept des suspects comparissant devant le tribunal étaient des loyalistes de Bachar al-Assad, tandis que les sept autres étaient des membres des forces de sécurité du nouveau gouvernement. Les partisans du président

déchu sont poursuivis pour «sédition, incitation à la guerre civile [...] attaques contre les forces de l'ordre, meurtre, pillage et vandalisme», selon l'acte d'accusation. Plusieurs d'entre eux ont plaidé non-coupable.

Les sept autres accusés sont poursuivies pour «meurtre prémédité». L'un d'entre eux, qui apparaît sur une vidéo en train de tuer un homme, a assuré qu'elle avait été générée par intelligence artificielle et a nié avoir tué que ce soit. «Mais vous êtes clairement visible dans la vidéo, où l'on vous voit tuer la personne agenouillée», lui a alors répondu le juge.

Certains proches ont pu assister au procès. Ayman Bakour, originaire de la province d'Iddlib, a déclaré à l'Associated Press que son fils, membre de la 82e division militaire du gouvernement, est détenu depuis au moins sept mois. «Mon fils a été arrêté pour des violations commises sur

la côte. Il y a eu des affrontements là-bas et il a tourné une vidéo qui est devenue virale par accident. Il est maintenant poursuivi», a-t-il déclaré.

Au moins 1 426 morts

Ces violences avaient rapidement dégénéré en attaques sectaires. La commission nationale d'enquête avait estimé à au moins 1 426 le nombre de morts, en majorité des civils alaouites. Cependant, la commission d'enquête a déclaré qu'il n'y avait aucune preuve que les nouveaux chefs militaires syriens avaient ordonné des attaques contre la communauté alaouite.

Ce procès fait suite aux pressions exercées par l'opinion publique et la communauté internationale en faveur d'une réforme judiciaire en Syrie, après des décennies passées sous le régime autocratique de la dynastie des al-Assad.

Bien que les médias d'État

aient d'abord annoncé que les suspects pourraient être inculpés rapidement, le juge a ajourné la séance et fixé les audiences suivantes au mois de décembre, le 18 pour les accusés de sédition, le 25 pour les membres des forces gouvernementales. Compte tenu de l'ampleur des violences et du nombre de suspects, le durée de la procédure est toujours inconnue.

Related

Le président syrien Ahmed al-Charaa a été reçu au Kremlin par Vladimir Poutine

Les violences ont éclaté après que des groupes armés alignés sur Bachar al-Assad ont tendu une embuscade aux forces de sécurité du nouveau gouvernement dirigé par le président intérimaire de la Syrie, Ahmed al-Charaa. Ces derniers ont alors répliqué dans ce qui s'est transformé en un véritable massacre.

Les attaques contre la communauté alaouite ont ac-

centué la pression sur Ahmed al-Charaa. Depuis son arrivée au pouvoir en décembre, son gouvernement s'est efforcé de sortir de l'isolement diplomatique. Il a tenté de convaincre les États-Unis d'abandonner les sanctions paralysantes et de stimuler le commerce afin de reconstruire le pays déchiré par la guerre.

Une enquête des Nations unies a toutefois constaté que les violences visant des civils menées par des factions alignées sur le gouvernement avaient été «étendues et systématiques». La commission de l'ONU a déclaré que, durant les violences, des maisons dans des zones majoritairement alaouites avaient été perquisitionnées et que les civils étaient interrogés pour savoir «s'ils étaient sunnites ou alaouites». «Les hommes et garçons alaouites étaient ensuite emmenés pour être exécutés», a également affirmé la commission.



Nov 18, 2025

Women voting in Iraqi parliamentary highest in Duhok, lowest in Maysan

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdistan Region's northern Duhok recorded the highest rate of women's participation in Iraq's parliamentary elections, while the southeastern Maysan ranked lowest, according to final figures released by the Independent High Electoral Commission (IHEC) on Monday.

Women made up 47.3 percent of all voters in Duhok province, with 295,692 female ballots cast in the November 11 vote. Maysan saw the lowest rate, with



Kurdish women voting in Iraq's parliamentary elections on November 11, 2025. Photo: Bilind T. Abdullah/Rudaw

women accounting for 38.7 percent of voters, or 99,607 ballots.

In Duhok, the Kurdistan Democratic Party (KDP), led by President Masoud Barzani, dominated with nine seats, and the Kurdistan Islamic Union (KIU), led by Salahaddin Bahaaddin, took two. The Christian minority quota seat went to Sami Oshana.

In Maysan province, the Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani's Reconstruction and Development Coalition (RDC) led with three seats, followed

by Hadi al-Ameri's Badr Organization, former premier Nouri al-Maliki's State of Law coalition, and Qais al-Khazali's Sadiqoon Movement - which is affiliated with Asa'ib Ahl al-Haq. The Alliance of National State Forces (ANSF), led jointly by Ammar

al-Hakim and former premier Haider al-Abadi, took the remaining seat.

Across Iraq, 54.3 percent of eligible biometric card holders turned out, totaling 12,003,143 participants in both general and special voting.

Speaking at the Middle East Peace and Security (MEPS) Forum in Duhok, President Masoud Barzani described the period following Iraq's 2025 legislative elections as a "sensitive time" and reaffirmed his call for full adherence to the

Iraqi Constitution of 2005, including the establishment of an upper house for the Iraqi legislature and the implementation of provisions that address territorial disputes between Erbil and Baghdad.



Nov 18, 2025

President Barzani renews push for federal council, resolution of disputed territories

ERBIL, Kurdistan Region - President Masoud Barzani on Tuesday reaffirmed his call for full adherence to the Iraqi Constitution of 2005, including the establishment of an upper house for the Iraqi legislature and the implementation of provisions that address territorial disputes between Erbil and Baghdad.

Speaking at the Middle East Peace and Security (MEPS) Forum in the Kurdistan Region's northern Duhok province, the leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP) described the period following Iraq's 2025 legislative elections as a "sensitive time."

He lauded the elections as "technically successful," praising efforts to facilitate them and insisting that the results "should be the basis for forming the government."

Iraq held its special and general legislative elections on Sunday, November 9, and Tuesday, November 11.

The Independent High Electoral Commission (IHEC) announced the final results on Monday, with incumbent Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani's Reconstruction and Development Coalition (RDC) winning 46 of the 329 seats in the legis-



President Masoud Barzani (middle), leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP), arrives in Duhok for the Middle East Peace and Security (MEPS) Forum, accompanied by Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani (left) and KDP officials. Photo: Kurdistan Regional Government

lature. The KDP, despite ranking second in total votes with more than 1.1 million votes, secured only 27 seats, placing sixth among political parties.

Iraq uses a proportional representation system based on the Sainte-Laguë method, in which provinces serve as constituencies. Under this system, total party votes are divided by a fixed quotient to allocate parliamentary seats.

President Barzani criticized the current elections law, which has led to significant vote wastage

among high-performing parties. The preeminent Kurdish leader further outlined key constitutional priorities for the new government, including the establishment of the Federal Council.

Mandated by Article 65 of the Constitution, the Federal Council is intended to serve as an upper house representing Iraq's regions and provinces, including the Kurdistan Region. The KDP leader stressed that forming the council is essential for realizing Iraq's constitutional identity as a true federal state. "The Kurds are committed to

this Constitution, and we hope the other parties will be committed to it," he said, also reiterating the "necessity of implementing Article 140 and not neglecting it."

Article 140 outlines a process to resolve disputes over areas in Kirkuk, Diyala, Nineveh, and Salahaddin provinces that were subject to Arabization policies under the Saddam Hussein-led Baath regime.

The process includes normalization to reverse demographic changes and restore property

rights, conducting a transparent census, and holding a referendum to allow residents to decide whether to join the Kurdistan Region or remain under federal administration.

President Barzani also called for finalizing the Oil and Gas Law, which would provide a unified legal framework for Iraq's primary resource and help resolve ongoing financial

and political disputes between Erbil and Baghdad.

On regional security, the Kurdish leader warned that ISIS remains a threat, "looking for an opportunity," and stressed the need for continued international support, namely from the US-led coalition to defeat ISIS. He further expressed hope that Iraq would "not be a part of the conflicts in the re-

gion."

The American University of Kurdistan (AUK) in Duhok is hosting the sixth edition of the MEPS forum, gathering high-level international and regional figures to address growing challenges under the theme "Managed Chaos: The New Middle East."

In addition to President Barzani, key attendees include Kurdis-

tan Region President Nechirvan Barzani and Prime Minister Masrour Barzani.

Iraq's Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani, President of Supreme Judicial Council Faiq Zidan, senior Shiite cleric and politician Ammar al-Hakim, and prominent Sunni Arab leaders Muthanna al-Samarrai and Khamis al-Khanjar are also participating.

Le Monde 19 novembre 2025

COP31 : l'Australie prête à céder sa place à la Turquie pour l'organisation du sommet de l'ONU sur le climat

Afin d'éviter un blocage, le premier ministre australien, Anthony Albanese, qui avait rejeté lundi une offre de co-organisation, affirme que son pays « ne cherche[a] pas à opposer [son] veto » si le choix se porte sur Ankara.

Le premier ministre australien a annoncé, mardi 18 novembre dans la soirée, qu'il ne s'opposerait pas à l'organisation par la Turquie du sommet de l'ONU sur le climat de l'an prochain, laissant entendre que Canberra pourrait se retirer afin de résoudre ce différend avec Ankara.

Les diplomates participant à la COP30 au Brésil n'ont plus que quelques jours pour régler la question des candidatures rivales de l'Australie et de la Turquie, faute de quoi la COP31 serait organisée par défaut dans la ville allemande de Bonn. Selon les règles des Nations unies, le pays hôte ne peut être choisi que par consensus, les deux concurrents pourraient donc passer à côté si aucun ne se retire.

« Si l'Australie n'est pas choisie, si la Turquie est choisie, nous ne chercherons pas à opposer notre veto », a déclaré le premier ministre aus-



Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, serre la main du premier ministre australien, Anthony Albanese, à Bali, en Indonésie, le 15 novembre 2022. AJENG DINAR ULFIANA / REUTERS

tralien, Anthony Albanese, lors d'une conférence de presse, dans un premier pas en avant.

« **Unité nécessaire pour que le monde agisse** »

Canberra avait rejeté lundi

l'offre d'Ankara de co-organiser le sommet, expliquant qu'il était difficile de partager cette responsabilité entre deux pays éloignés géographiquement.

« *Le système fonctionne de telle manière que s'il n'y a*

pas d'accord et qu'il y a plus d'un candidat, cela revient à Bonn », a poursuivi Anthony Albanese. « *Il existe une inquiétude considérable, non seulement dans le Pacifique, mais aussi au niveau international, que cela n'enverrait*

pas un signal positif concernant l'unité nécessaire pour que le monde agisse en faveur du climat », a-t-il prévenu.

L'Australie est en lice pour accueillir la COP31 aux côtés de ses voisins insulaires du Pacifique, qui occupent l'une des zones les plus menacées

par le changement climatique. Anthony Albanese a affirmé chercher un moyen de mettre cette région en avant, même si l'Australie se retirait de la

course, évoquant par exemple « une réunion de dirigeants » dans le Pacifique.

The New York Times

Nov. 19, 2025

Iran Releases Tanker It Seized From the Strait of Hormuz

The ship had lost contact with its managers while traveling near Iran on its way to Singapore last week. All 21 members of the crew are safe.

Iran released a fuel tanker on Wednesday that it had seized in the Strait of Hormuz, leaving the 21-person crew “safe and in good spirits,” according to the vessel’s manager. The fate of its cargo is unknown.

Iran seized the vessel, which was headed to Singapore from the United Arab Emirates, on Friday for carrying what it called “unauthorized cargo,” Iran’s Islamic Revolutionary Guards Corps Navy said in a statement to state media.

Before the vessel was seized, it was carrying a cargo of high-sulfur gas oil, which is used primarily as fuel for marine vessels, according to the tanker’s manager, Columbia Shipmanagement, a maritime company based in Cyprus. After its release, the tanker was in “ballast condition,” meaning it had little to no cargo, the company said in a statement.

Debra Edwins, a spokeswoman representing Columbia Shipmanagement, said it was “not in a position to provide commercial details” about what happened to the cargo on the ship, which was sailing with a Marshall Islands flag. The company said in a statement that “no allegations were



A quarter of the world’s oil passes through the Strait of Hormuz, where Iran seized a tanker on Friday. Nicolas Economou/Reuters

made against the vessel, her crew and the vessel’s managers and owners” and that it was now free to “resume normal operations.”

The U.S. Central Command, which oversees troops in the Middle East, Central Asia and parts of South Asia, said in a statement on Sunday that the vessel was seized illegally after Iranian forces arrived by helicopter and steered the tanker to Iranian waters.

“Iran’s use of military forces to conduct an armed boarding and seizure of a commercial vessel in international waters constitutes a blatant violation of international law, undermining freedom of navigation and the free flow of commerce,” the statement said.

Iran has periodically seized tankers in the Strait of Hormuz, a narrow, 90-mile waterway between the Persian Gulf and the Gulf of Oman that is a cru-

cial global shipping route. In January 2024, Iran’s navy seized a tanker loaded with crude oil off the coast of Oman, apparently in retaliation for the United States’ having confiscated oil from the same ship in 2023. A quarter of the world’s oil and 20 percent of the world’s liquefied natural gas pass through the strait, which Tehran has long threatened to shut.



Nov 19, 2025

Kurdish politician Demirtas could be released in coming days: Lawmaker

ERBIL, Kurdistan Region - Jailed Kurdish politician Selahattin Demirtas could be released in the coming days following a final ruling by Europe's top human rights court calling for his immediate release, a pro-Kurdish lawmaker at the Turkish parliament said on Tuesday.

"There is a European Court of Human Rights [ECHR] decision regarding Selahattin Demirtas for his release, and this decision has become final as Turkey's objection was rejected," Cengiz Candar, a lawmaker for the pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (DEM Party), told Rudaw. "Therefore, Selahattin Demirtas must be released at any moment as required by law. He should have been released this week already. There was no word about it."

"The possibility of his release this weekend or next week is very strong," he added.

The ECHR ruled on July 8 that Demirtas, who has been imprisoned since November 2016 on terror-related charges, must be released immediately. Turkey



Selahattin Demirtas at a rally before his imprisonment. File photo: AFP

appealed the ruling, but the court upheld its decision in the final verdict.

The ruling has arrived at the 22nd Criminal Chamber of the Ankara Regional Court of Appeal for review.

Demirtas has been jailed since 2016 over charges related to the Kurdistan Workers' Party (PKK), which has been engaged in a new peace process with Ankara. Many believe that Demirtas' potential release is linked to the process.

A Turkish court in May 2024 handed Demirtas around 40 years of jail term in relation to the so-called Kobane case.

In October 2014, the city of Kobane in northeastern Syria (Rojava) was under attack by

the Islamic State (ISIS). The pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP), now re

branded as DEM Party, called for street protests to ask the Turkish government to open a corridor allowing military aid from the Kurdistan Region to reach the Kurdish city. The protests turned violent, and 51 people were killed and hundreds more were injured.

Demirtas was the co-chair

of the HDP between 2014 and 2018.

Dozens of political parties and bar associations in Turkey have called for Demirtas' release.

A former premier and ex-ally of President Recep Tayyip Erdogan on Tuesday told Rudaw that Demirtas should be released. "He should be released as early as possible," Ahmet Davutoglu, head of the opposition Future Party, said. When asked if Demirtas will be released, he said, "Yes, hope and I will support his release."

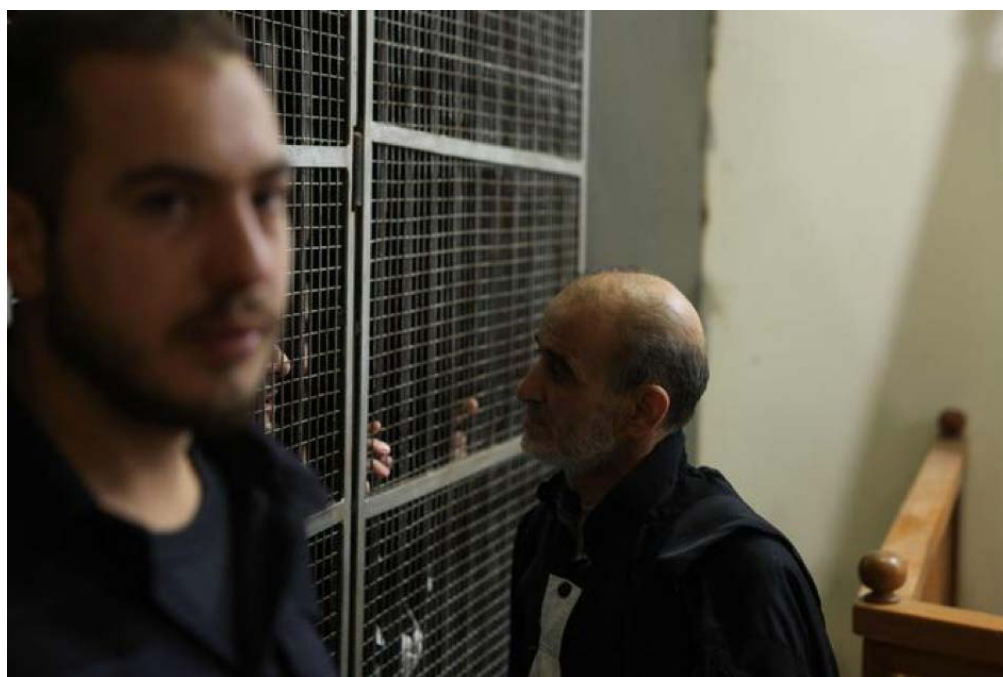
En Syrie, le procès des tueries contre la communauté alaouite, symbole affiché de la rupture avec l'ère Al-Assad

Membres des forces de sécurité des nouvelles autorités syriennes et partisans de l'ancien dictateur Bachar Al-Assad comparaissent à Alep pour les massacres qui ont fait 1 400 victimes sur le littoral syrien en mars. Ce procès public se veut un exemple du respect de l'Etat de droit par le président de transition, Ahmed Al-Charaa.

Capuche sur la tête, sept accusés sont amenés par la police militaire, sans entraves, dont certains en uniforme, dans une salle du palais de justice d'Alep. Sept autres, les mains menottées et la tête baissée, suivent à la queue leu leu. Membres des forces de sécurité des nouvelles autorités syriennes et partisans de l'ancien dictateur Bachar Al-Assad sont réunis dans le box des accusés du procès qui s'est ouvert, mardi 18 novembre, dans la métropole du nord de la Syrie, pour juger des crimes commis, du 7 au 9 mars, sur la côte alaouite.

Des affrontements avaient éclaté après la rébellion organisée par d'anciens officiers fidèles à Bachar Al-Assad contre les forces de sécurité dans des villes du littoral. La contre-offensive menée par ces dernières, avec des factions et des volontaires armés, a dégénéré en massacres de civils alaouites, une minorité religieuse dont est issu le clan Al-Assad. Une commission d'enquête gouvernementale a conclu, en juillet, que plus de 1 400 personnes – une majorité de civils et 238 membres des forces de sécurité – ont été tuées.

Dans la salle d'audience, exigüé au vu de l'importance du procès, des dizaines de



Dans la salle d'audience du palais de justice d'Alep (Syrie), le 18 novembre 2025. BAKR ALKASEM/AFP

journalistes, syriens et étrangers, ont pris place sur les bancs, derrière une poignée de familles. « *La transparence dont nous sommes témoins dans ce procès est du jamais-vu. Justice sera rendue pour tous les accusés quels que soient leur passé militaire, leur confession ou leur idéologie* », promet le porte-parole du ministère de la justice, Baraa Abdel Rahman. « *C'est un jalon pour le renforcement de l'Etat de droit. Sans un vrai procès, juste et transparent, nous n'aurons pas la stabilité dans le pays* », ajoute-

t-il, évoquant le problème du contrôle des armes.

Le responsable souligne que les Nations unies ont pu mener une enquête indépendante et que les organisations de défense des droits humains ont été invitées à assister au procès. « *Sous les Al-Assad, les commissions chargées d'enquêter sur les armes chimiques ou les bombes barils ne pouvaient rien faire. Elles tuaient le temps au Sheraton et au Four Seasons* », rappelle le responsable. Le président de transition, Ahmed Al-Cha-

raa, ancien chef rebelle qui a provoqué la chute de Bachar Al-Assad, le 8 décembre 2024, et le ministre de la justice « *sont déterminés à arrêter toute violation contre les minorités* », poursuit-il. M. Al-Charaa, qui veut sortir la Syrie de son isolement diplomatique, s'efforce de donner des gages à la communauté internationale.

« **Tribunal souverain** »

Au tribunal, rappel est fait des droits de la défense et des règles régissant un procès

public. Ce n'est pas inutile dans un pays qui n'a connu, en cinquante ans de dictature, que des procès confidentiels et secrets. « *C'est la première fois en Syrie qu'un procès public est organisé, qui tient même pour responsables des membres des forces de sécurité. C'est un moment exceptionnel, une rupture entre l'ère des Al-Assad et la nouvelle. Nous avançons dans la bonne direction* », salue Fadel Abdul Ghany, le directeur de l'ONG Syrian Network for Human Rights.

Newsletter abonnés

« *Le tribunal est souverain et indépendant* », entame le président de la cour, le juge Zakaria Bakkar, comme en réponse aux militants antigouvernementaux qui dénoncent un simulacre de procès. Dans le box des accusés ont été installés les partisans de l'ancien régime accusés de sédition, d'incitation à la guerre civile, d'attaques contre des forces de sécurité, de meurtre, de pillage et de vandalisme. Leurs voix, à peine audible, s'élèvent de la cage aux barreaux de fer noir. Tous plaident non coupable.

Hassan H., accusé d'avoir financé une milice, affirme qu'il était « *au restaurant au Liban* ». Le juge alépin l'invite à présenter des témoins à la prochaine audience. Les preuves sont plus accablantes pour Maher N., Maher A. et Waddah I., des jeunes hommes des environs de Jablé, qui apparaissent dans une vidéo appelant à la sédition contre les forces de sécurité. « *J'ai fait cette vidéo pour en tirer un profit personnel* », affirme Maher N., 20 ans, disant y avoir été incité contre la promesse d'un soutien financier. Il revient sur ses aveux et dit ne pas avoir participé aux attaques.

Maher A., 28 ans, confirme que la vidéo a été faite pour obtenir de l'argent d'Abou Hassan Alaa, un ancien officier désormais au Liban. Le juge Bakkar attire son attention sur la kalachnikov et le lance-grenades RPG qui apparaissent à l'image. Il l'interroge sur les liens de Waddah I. avec des officiers russes et des Israéliens. « *Waddah disait être en contact avec des officiers russes, mais je ne l'ai jamais vu avec eux* », répond l'accusé. Waddah I., ancien capitaine de la garde républicaine, déclare avoir pris sa retraite en 2019. « *Je rétracte mes aveux. J'avais peur d'être torturé* », dit-il au juge, qui affirme n'avoir pas été notifié de cas de torture.

« **Nous sommes tous syriens** »

« *Vous avez créé un groupe Facebook qui vous présente à la tête d'un groupe de 700 personnes, avec, pour assistant, le général Ahmed Saleh* », lui oppose le juge Bakkar. « *J'ai créé ce faux groupe sur ordre du général Ahmed Saleh* », se justifie l'accusé. Il confirme avoir joué les agents de liaison entre des officiers russes, dont il était chauffeur, et Moqdad Al-Fetiha, l'un des chefs de la rébellion de mars, mais avant la libération de la Syrie des Al-Assad.

La plupart des accusés n'ont pas d'avocat. Un défenseur commis d'office leur est attribué pour la prochaine audience, fixée au 18 décembre. « *On demande justice pour les accusés et le respect de leurs droits dans un procès équitable. Le fait que le procès soit public en est une garantie* », affirme M^e Rami Hangik, qui représente deux loyalistes pro-Assad et cinq membres des forces gouvernementales. L'avocat alépin, qui avait fui à Azaz, en zone rebelle, durant la guerre, dit n'avoir observé

ni irrégularités de procédure, ni mauvais traitement contre les accusés.

Une proche de Maher N., qui requiert l'anonymat, se dit confiante. « *Il est bien traité. Nous sommes tous syriens. Je n'ai pas de doute que justice sera rendue. L'avocat m'a rassurée* », dit la femme. Durant les trois mois qui ont suivi son arrestation, début juillet, et son transfert à la prison d'Azaz, ses proches n'ont pas pu le voir. L'un de ses frères est également en détention. « *Comment est-il possible d'arrêter un jeune de 16 ans seulement parce qu'il est apparu dans une vidéo avec un groupe ? Le juge a promis de le libérer* », dit-elle.

La commission d'enquête gouvernementale a renvoyé 563 personnes devant la justice. Le procureur général a retenu des charges contre 265 loyalistes pro-Al-Assad et près de 300 membres de factions affiliées à l'armée. L'enquête a conclu qu'il n'existait aucune preuve que les chefs militaires aient ordonné les attaques contre la communauté alaouite. Ces conclusions sont contestées par des militants des droits de l'homme. Ils invoquent le rapport des Nations unies, qui a établi que les violences perpétrées par des factions gouvernementales contre les civils alaouites étaient « *généralisées et systématiques* ».

Garantir l'indépendance de la justice

Les accusés associés aux forces gouvernementales comparaissent, à leur tour, pour « *meurtre prémédité* ». L'un après l'autre, ces simples soldats et civils nient les faits qui leur sont reprochés. Bassel M., un militaire de 30 ans de Saraqeb, dépêché sur la côte en renfort, assure que la vidéo où il apparaît en train

de tuer un civil à genoux, en proférant des injures à caractère sectaire, a été fabriquée à l'aide de l'intelligence artificielle. « *Au cours de l'enquête, vous avez avoué avoir tué cet homme pour des raisons personnelles* », lui rappelle le juge Bakkar. L'accusé se justifie par une blessure à la tête et des soucis de santé qui le font parfois divaguer.

Les autres accusés ne contestent pas l'authenticité des vidéos qui les ont confondus, mais ils remettent en cause le sens à leur donner. Mohammed Z., soldat au sein de la division 400, affirme que les corps qui apparaissent à l'image sont ceux d'assaillants loyalistes, qui avaient été tués et désarmés avant la prise de vue. « *Nous avons fait cette vidéo pour montrer à Moqdad Al-Fetiha la célébration de notre victoire* », explique-t-il. Abdel Raouf B. abonde en son sens, disant que la division, assiégée dans la caserne de Snobar, n'a pas participé aux combats dans le village. L'audience est renvoyée au 25 décembre.

Des familles s'indignent que ces procès se tiennent avant ceux des crimes perpétrés par le clan Al-Assad, durant la répression meurtrière du soulèvement de 2011. « *Les nouvelles autorités ont soustraites commises durant leur période au pouvoir. Elles tentent de combler le vide et de créer des liens avec la communauté de la côte, ce qui est indispensable. Cela donnera de la crédibilité aux procédures de justice transitionnelle pour l'ère des Al-Assad* », estime Fadel Abdul Ghany. Pour plus de crédibilité, celui-ci recommande aux nouvelles autorités de garantir une plus grande indépendance de la justice.



Nov 19 2025

Rojava leader urges inclusion in international engagement with Syria

ERBIL, Kurdistan Region - Mazloum Abdi, commander-in-chief of the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF), on Wednesday called on the international community to give northeast Syria (Rojava) equal chance in efforts to build a new Syria.

“A new Syria is being built. The international community and many countries have turned a new page in order to give the new Syria a chance, disregarding many things. They want to give it a chance to stand on its feet and develop. We want the same thing, same approach for our forces, for northeast Syria and Rojava,” Abdi said during a speech at the Middle East Peace and Security (MEPS) Forum in the Kurdistan Region’s northern Duhok province.

A coalition of rebel groups, led by the now-dissolved Jihadist group Hay’at Tahrir al-Sham (HTS), ousted Bashar al-Assad in December. HTS leader Ahmed al-Sharaa was later declared the interim president of the country. Despite his controversial past due to his affiliation with al-Qaeda, Sharaa has been warmly received by world leaders, including US President Donald Trump. International arrest warrants against him and some of his colleagues have been revoked.

Additionally, many countries are queuing to be involved in rebuilding Syria, with some regional countries like Saudi Arabia and Qatar providing significant financial aid to the transitional government. Turkey is training Syria’s security forces.

Abdi stressed that Kurds have



Mazloum Abdi, commander-in-chief of the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF), speaking at MEPS in Duhok on November 19, 2025. Photo: MEPS

proved in the past that they have not and will not pose a threat to any party.

SDF has been the main partner of the US-led global coalition against the Islamic State (ISIS) on the ground in Syria for more than a decade. Damascus became the 90th member of the coalition earlier this month following Sharaa’s historic meeting with Trump at the White House.

Abdi has welcomed Syria’s inclusion to the coalition and on Wednesday he hoped this move will accelerate the integration of his forces into state forces.

He also called on the regional countries like Turkey not to see the ongoing efforts to integrate his forces into the state institutions as a threat. “We call on all relevant forces, especially our neighbours and

Turkey, not to see the integration of the security, military and administrative institutions of Rojava into the Syrian state as a threat. Our integration of all our institutions into the Syrian state will be a factor of peace for our neighbors, Syrians and everyone,” he noted.

Abdi and Sharaa signed a landmark agreement in March about the future of SDF and Rojava. Despite hurdles, talks between both sides continue. Ankara, which has seen the SDF as a threat to its national security for years, endorses the agreement and has called for its implementation.

Abdi said that the March 10 agreement helped prevent further violence in Syria, adding that, for the first time, the Syrian government acknowledged in the deal that Kurdish rights must be guaranteed.

He blamed lack of trust between both sides for the slowness of the implementation of the agreement. Abdi explained that the situation of Kurds displaced from Afrin and the “siege” on two Kurdish-held neighborhoods in Aleppo are among their key concerns. He added that a “strong political will” could speed up the implementation of the agreement.

Hundreds of thousands of Kurds were displaced to other parts of Syria when Turkey and the Syrian militia groups it supported, took control of Afrin in 2018. Many are still unable to return.

“This process is slow, but it continues. We overcame some difficult dossiers, at least we reached a deal on them. During our latest meetings in Damascus, especially in military and security dossiers, we reached an agreement on the frame-

work of integration. Details have yet to be agreed upon. We will see progress in these too in the future. Ultimately, these things should be turned

into signed documents. We are working on this and we can say there is progress," Abdi noted.

Abdi reiterated his stance that Rojava will not accept a central system in the country.

"Syria cannot return to a central

government that existed during the Baathist era," he said, warning that one of the factors behind Assad's fall was his insistence on a central system.

LE FIGARO

19 novembre 2025

L'Iran refuse un accès aux sites nucléaires bombardés sans accord conclu avec l'AIEA

Dans une interview diffusée jeudi sur Telegram, le ministre iranien des Affaires étrangères Abbas Araghchi a indiqué que toute coopération avec l'agence restait suspendue «jusqu'à une décision» entre Téhéran, l'AIEA et les autres parties concernées.

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, a affirmé que l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) n'aurait aucun accès aux sites nucléaires iraniens bombardés lors de la guerre avec Israël tant qu'aucun accord n'aura été conclu avec cette organisation.

«Les installations qui ont été attaquées ont leur propre histoire, et tant qu'une décision n'aura pas été prise et qu'une conclusion n'aura pas été trouvée entre nous, l'AIEA et d'autres (parties), la coopération n'est pas pos-

sible», a-t-il déclaré dans une interview diffusée jeudi sur sa chaîne Telegram. Dans cet entretien réalisé avant l'adoption jeudi d'une résolution par l'AIEA, Araghchi n'a pas précisé ce que cet accord impliquerait. La résolution appelle Téhéran à coopérer «en fournissant les informations et l'accès» à ses installations nucléaires demandés par l'agence.

Mi-juin, Israël avait lancé une campagne de bombardements sans précédent contre l'Iran, déclenchant une guerre de douze jours au cours de laquelle les Etats-Unis avaient brièvement participé en menant des frappes contre des installations nucléaires iraniennes. Dans la foulée, Téhéran avait suspendu sa coopération avec l'AIEA et interdit l'accès des inspecteurs aux sites visés, accusant l'agence de partialité. Accusé par des pays occidentaux et

Israël de vouloir se doter de la bombe atomique, Téhéran dément et affirme développer le nucléaire pour des besoins civils.

Des exigences «préjudiciables aux intérêts nationaux»

«Le fait qu'ils soient venus attaquer, qu'ils soient partis (...) et que maintenant l'agence vienne préparer pour eux un rapport indiquant où cela a été frappé, ce qui s'est passé et l'ampleur des dégâts, ce n'est pas possible, ce n'est clairement pas raisonnable», a estimé le ministre iranien, dans son entretien.

En septembre, l'Iran et l'AIEA avaient conclu un nouveau cadre de coopération, mais Téhéran l'avait jugé caduc quelques semaines plus tard après que le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne ont déclenché le rétablissement de sanctions de l'ONU levées

après l'accord nucléaire de 2015. La guerre a également interrompu les discussions entre Téhéran et Washington entamées en avril, lors desquelles les deux parties s'opposaient notamment sur le droit de l'Iran à enrichir de l'uranium.

Depuis le conflit, l'Iran répète être disposé à reprendre les négociations seulement si elles se tiennent sur un «pied d'égalité» et dans le respect des intérêts mutuels. Dans son entretien, Araghchi a estimé que les exigences américaines demeuraient «préjudiciables à nos intérêts nationaux», excluant toute discussion sur le programme balistique iranien ou d'autres «capacités de défense». «Négocier, par exemple, sur les missiles - pour les réduire, en diminuer la portée ou le nombre - n'y a pas de trahison plus grande», a-t-il déclaré.



Nov 19 2025

Slow exhumations in Shingal raise concerns among Yazidi families

ERBIL, Kurdistan Region - As the exhumation of another mass grave began on Monday in the Shingal (Sinjar) district of Nineveh province, the families of Yazidi genocide victims are concerned about the slow pace of recovering their family members' remains.

Relatives say the identification process in Baghdad has been painfully slow, with some cases pending for more than three years.

"To delay the justice [identification of remains] is to prolong the genocide. It is a crime against humanity, a legal crime," said Ali Sifok, a relative of one of the victims.

Sifok blamed the Iraqi government for being «very negligent,» saying it is «unreasonable for a team opening graves to be alone.»

«These remains should have been identified more quickly, after conducting DNA tests and after taking blood from the victims' families,» he said.

In June 2014, Islamic State (ISIS) seized large parts of northern and western Iraq. In August, the group launched a brutal campaign against the Yazidi community in Shingal, killing an estimated 5,000 to 10,000 Yazidi men and older



The exhumation of a Yazidi mass grave in the Siba Sheikh Dari compound, 15 kilometers southwest of Shingal, Nineveh province, on November 17, 2025. Photo: Screengrab/Rudaw.

women, and abducting 6,000 to 7,000 women and girls for sexual slavery and human trafficking.

Among those gathered at an exhumation site in Siba Sheikh Dari compound, 15 kilometers southwest of Shingal, was Kocher Yousif, a Yazidi mother who has lost seven members of her family. Standing beside the newly opened graves, she waits for the final extraction of their remains - a last chance to see them and bid them farewell.

"Buried here are my son and his father, and his uncle and all his cousins, milk-brothers. Seven from our family are laid here," Yousif said.

"They reopen our wounds every day. This is the third time they have reopened our wounds. We hope they remove their bones so that one day, it will be an Eid and we can visit their graves,» she added.

The United Nations and many Western countries have officially recognized the atrocities committed against the Yazidis as genocide.

There are 250 identified mass graves across Iraq, many dating back decades. More than 220 of them have been opened, Iraq's state-affiliated Martyrs Foundation said in September.

"Our team has started

opening graves and will continue for 15 days," said Ahmed Qusayi, head of the Iraqi government's mass grave exhumation team. The effort covers multiple sites in Shingal and the surrounding districts.

"Today, we started opening graves in Jazeera compound [Siba Sheikh Dari], within the borders of Baaj district. The work will continue for 15 days, and all graves in the compound of Jazeera will be exhumed. After that, we will visit some other mass grave sites registered by [the Iraqi] Office of Martyrs Foundation," Qusayi added.

Iran Withdraws From Deal to Let International Nuclear Inspections Resume

Iran's foreign minister said his country would halt plans for a reinstatement of nuclear inspections at a time of heightened concern over Iran's enriched uranium.

Iran said Thursday that it was withdrawing from an agreement to allow a resumption of international inspections of its nuclear sites. The decision came hours after a U.N. watchdog agency demanded information about the status of Iran's enriched uranium stock and its nuclear sites that Israel bombed in June.

The International Atomic Energy Agency, or I.A.E.A., has been unable to inspect Iranian nuclear facilities ever since Israel launched a 12-day war, briefly joined by the United States, that battered Iran's nuclear and military sites.

President Trump declared that Iran's nuclear enrichment program was "obliterated" in the brief war. But regional officials and experts remain concerned that Iran may have developed a stronger interest in secretly developing a nuclear weapon since the attacks.

In recent weeks, Rafael Grossi, the head of the I.A.E.A., has said that while Iran does not appear to be actively enriching uranium, there has been renewed activity at some nuclear sites. Uranium enriched at low levels can be used to produce nuclear energy, but at higher levels, it can be used to make nuclear weapons.

Iran insists its nuclear program is for peaceful purposes only. But in June, before Israel attacked the sites, the I.A.E.A. passed a resolution saying Iran was [not complying with its nuclear nonproliferation ob-](#)



The Natanz Enrichment Facility in Iran after American airstrikes struck it in June. A U.N. nuclear watchdog agency has been unable to inspect the country's nuclear facilities. Maxar Technologies

[ligations](#). Iranian officials, arguing that this provided political cover for the strikes Israel launched a day later, have refused I.A.E.A. inspections ever since.

In July, Tehran formally suspended any cooperation with the U.N. nuclear watchdog.

The impasse inched closer to a resolution in September, when the two sides met in Cairo and agreed on a resumption of inspections. But even then, Iranian officials insisted it would be "unsafe" to allow inspectors to visit bombed sites.

That progress was quickly halted in October, when European countries decided to reimpose U.N. sanctions on

Iran over its nuclear program. No inspections have taken place.

On Thursday, the I.A.E.A. Board of Governors passed a resolution demanding that Iran "without delay" provide information on enrichment and give access to its nuclear sites.

Instead, Iran withdrew from the Cairo agreement.

"This understanding is no longer valid and should be considered terminated," Iran's foreign minister, Abbas Araghchi, said in a message to the I.A.E.A., according to the semi-official news agency Fars.

Abbas Araghchi, the Iranian

foreign minister, on Sunday in Tehran. He said his country would halt plans to reinstate nuclear inspections. [Vahid Salemi/Associated Press](#)

Regional analysts and officials are concerned that, without renewed inspections and assurances over the state of Iran's nuclear program, war could break out between Israel and Iran again.

Some experts say they now believe that Iran is continuing to work on [a new enrichment site](#) known as Pickax Mountain. It has refused to give international inspectors access to that site or to any other suspected nuclear sites other than those already declared. Last month, a 2015 deal with

world powers that was intended to limit Iran's nuclear enrichment expired, and there has been no sign of any international efforts to replace it.

France's foreign ministry spokesman, Pascal Confavreux, said on Thursday that European countries were still looking to hold talks with Ira-

nian officials.

But any kind of deal is unlikely without the involvement of Washington. When Iran came under attack in June, it was in nuclear talks with the Trump administration.

Iranian officials say they will not negotiate with the Trump administration without guar-

antees that they will not be attacked again. They also demand compensation for the damage done by airstrikes.

U.S. officials have rejected those terms.

The fate of Iran's stockpile of highly enriched uranium, in the meantime, remains unknown. Iran says that material was destroyed or buried under

the rubble of the June bombings.

But Mr. Grossi, the I.A.E.A. director, told The Financial Times [last week](#) that his agency believed that a majority of the stockpile had survived the war. Its status will remain unclear, he said, without further inspections.

Le Monde

Nicolas Bourcier
20 novembre 2025

En Turquie, le CHP et son candidat Ekrem Imamoglu en attente de leur sort

Le maire d'Istanbul et chef de l'opposition, incarcéré depuis mars 2025, est poursuivi pour 142 chefs d'accusation lourds. Son arrestation est dénoncée comme une manœuvre politique visant à étouffer la principale force d'opposition turque à l'approche de la présidentielle de 2028.

Personne ne sait si Ekrem Imamoglu, en son for intérieur, a éclaté de rire du fond de sa cellule - ou hurlé sa consternation. Dix jours après la publication de son [acte d'accusation pour lequel il encourt jusqu'à deux mille trois cent cinquante-deux années de prison](#) selon le calcul du parquet, le maire d'Istanbul, rival et bête noire du président Recep Tayyip Erdogan, incarcéré depuis la mi-mars, n'a eu de cesse en tout cas de clamer son innocence et de fustiger une justice aux ordres.

Encore mercredi 19 novembre, par la voix de ses soutiens, le candidat désigné par la principale formation d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP), à la prochaine élection présidentielle a fait parvenir un communiqué dans lequel il cite l'exemple de l'ancien premier ministre Adnan Menderes, pendu en 1961, après un procès expéditif mené par la junte militaire : « *Les années passent, les générations changent ; la*

mentalité des coups ne change jamais. » Depuis son arrestation, le CHP qualifie les interventions et procédures contre lui et le parti comme autant de tentatives de coup d'Etat.

Au total, l'édile de la mégapole du Bosphore est poursuivi dans douze affaires pénales pour « *terrorisme et corruption* », « *abus de pouvoir* », « *trucage d'appels d'offres* », « *fraude électorale* », « *faux en écriture* », « *menaces et insultes* ». La plus lourde charge est venue le 11 novembre. Elle a été portée en personne par le procureur général d'Istanbul, Akin Gürlek.

Menace d'une dissolution

Devant les micros des journalistes, cet ancien juge, promu vice-ministre de la justice en 2022, a présenté le plus gravement du monde l'édile d'Istanbul comme coupable de 142 infractions pénales. L'épais acte d'accusation de 3 379 pages désigne le maire comme étant le chef

d'« *une organisation criminelle* » et liste plus de 400 suspects. Il s'en prend également à la direction du CHP, faisant planer la menace d'une dissolution ou d'une mise sous tutelle. Une audience, portant uniquement sur la section locale du CHP d'Istanbul, est d'ailleurs prévue au Palais de justice de la ville, vendredi 21 novembre. Celle-ci pourrait marquer le début du grignotage de son autonomie.

Dans un document rendu public en début de semaine, les avocats du maire ont tenté de répondre aux lourdes accusations, dénonçant une atteinte aux règles les plus élémentaires du droit. Ils ont rappelé que, depuis que l'étoile montante du CHP a remporté la mairie d'Istanbul en 2019, plus de 1 000 inspections et plus de 100 enquêtes ont été menées à son encontre et à l'encontre de la municipalité. Cette « *pression* », notent-ils, s'est intensifiée en mars lorsque le diplôme universitaire du maire - une condition constitution-

nelle pour être éligible à la présidence - a été annulé « *sans procédure régulière* ». L'édile a été placé en détention douze heures plus tard.

Le dossier d'accusation rédigé par le procureur d'Istanbul repose, d'après les avocats, sur des « *allégations vagues et non attestées* » : « *Des accusations de crime organisé sans preuve de hiérarchie ou de coordination ; des allégations de corruption qui ignorent le fait que les maires ne signent pas les appels d'offres ; l'accès routinier à des données présenté comme de l'espionnage ; et des questions administratives présentées comme des actes criminels.* »

Ils soulignent également le recours aux témoins secrets, dont les noms ne sont connus que par les procureurs - une pratique qui s'est multipliée ces dernières années. Un témoin apparaîtrait ainsi, d'après eux, dans deux dossiers distincts avec des chronologies « *contradictoires* », « *affirmant dans une déposition avoir as-*

sisté à des réunions, à Istanbul, à des moments où les enregistrements de localisation téléphonique le situent à des centaines de kilomètres de là ». Les avocats ajoutent que certains des témoignages ont été obtenus sous la contrainte et « entièrement fondés sur des oui-dire ».

CHP, premier parti du pays

L'acte d'accusation va également au-delà du seul cas d'Imamoglu en visant le CHP. Dans son réquisitoire, Akin Gürlek renvoie le parti devant la Cour de cassation, seule autorité capable d'engager une procédure de dissolution d'une formation politique devant la Cour constitutionnelle. Une tentative évidente, estiment les défenseurs, de « démantèlement de la principale force d'opposition en Turquie ». Depuis les municipales de 2024, le CHP est le premier parti du pays.

Dans une tentative de clarification des principales actions judiciaires en cours, la plateforme d'information *Stüdyo Recap* a indiqué, de son côté, qu'il était frappant de constater que presque tous les dossiers visant Ekrem Imamoglu, et ce malgré la diversité des pro-



La police turque sécurise les abords du tribunal d'Istanbul, lors d'un rassemblement organisé par le principal parti d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP), pour protester contre la suspension et l'emprisonnement du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, le 26 octobre 2025. YASIN AKGUL / AFP

cédures, contiennent une demande d'« interdiction politique » au titre de l'article 53 du Code pénal turc. Le quotidien *Cumhuriyet*, lui, résumé l'acharnement judiciaire en quelques mots : « Chaque mesure prise par Imamoglu pour remporter une élection est considérée comme un acte criminel. »

Depuis le début des procédures, le chef du CHP, Özgür

Özel, cite quasiment systématiquement le nom du procureur Gürlek lors des meetings qu'organise le parti chaque semaine dans un quartier différent d'Istanbul. Encore mercredi, dans le district de Sultangazi, où plusieurs milliers de manifestants se sont à nouveau rassemblés, il a dénoncé les manœuvres du pouvoir, l'oppression et l'injustice. Les doubles standards aussi du magistrat.

Il y a quelques semaines, à Ankara, devant les députés, le dirigeant avait rappelé le glissement du pays en queue de liste des classements internationaux en matière de démocratie. D'après l'indice sur l'Etat de droit en 2025 de l'organisation World Justice Project, la Turquie pointe à la 118^e place, juste devant la Russie, 119^e, sur un total de 143 pays.



Nov 20, 2025

Kurdish parties' demands clear and achievable: Former US diplomat

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdistan Region's political parties, represented in Baghdad, have a real opportunity to secure full implementation of Iraq's constitution as talks to form a new government have begun to take shape following the recent parliamentary elections, a former US diplomat and re-

nowned author told Rudaw. He further emphasized that the Kurds' conditions are both clear and achievable.

Peter Galbraith, former US ambassador and ex-advisor to the Senate Foreign Relations Committee, noted that "the federal government is going to need" the Kurdistan Democratic Party

(KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) "to form a government."

If the Kurdish parties stick to their demands, "they have a good chance of success," he added.

Iraq held early legislative elections on November 9, followed

by the general vote on November 11.

The Independent High Electoral Commission (IHEC) announced the final results on Monday, with the KDP ranking first in total votes for a single party with over 1.1 million votes and securing 27 seats in the 329-member parliament. Mean-

while, the PUK garnered around 550 thousand votes, securing 15 seats in the federal legislature.

President Masoud Barzani, leader of the KDP, on Tuesday outlined his party's demands for the upcoming period.

Speaking at the Middle East Peace and Security (MEPS) Forum in the Kurdistan Region's northern Duhok province on Tuesday, President Barzani called for the establishment of a Federal Council under Article 65 of the 2005 Iraqi Constitution, serving as an upper house representing Iraq's regions and provinces, including the Kurdistan Region.

He further urged the implementation of Article 140 to resolve disputed territories in Kirkuk, Diyala, Nineveh, and Salahaddin provinces. The process includes reversing demographic changes, restoring property rights, conducting a transparent census, and holding a referendum to allow residents to decide whether to join the Kurdistan Region or remain under federal administration.

Galbraith told Rudaw that Iraq's constitution has not been fully implemented because Arab parties "agreed to something, but did not want to keep their



Peter Galbraith, former United States Ambassador to Croatia, speaking to Rudaw in Duhok on November 19, 2025. Photo: Screengrab/Rudaw

part of the bargain." He added that the Kurdish demands are reasonable and achievable, noting, "They [Kurdish parties] can do both of those things very quickly."

He further emphasized that Iraq's constitution is clear on federalism, granting regions significant autonomy, including the ability to amend or cancel federal laws, maintain their own president, parliament, and military, and develop oil fields. The Kurdistan Region held

long-delayed parliamentary elections in October 2024, with the KDP winning 39 seats and the PUK 23. As no party secured a majority, coalition talks are ongoing.

Speaking at the MEPS forum on Wednesday, Prime Minister Masrour Barzani - who serves as Second Deputy Leader of the KDP - stated that his part had hoped the tenth cabinet would be formed "immediately after the elections" and be "inclusive," but progress was slowed by the PUK's insistence

on posts not proportional to its vote share.

For his part, PUK leader Bafel Talabani has reiterated in recent weeks that his party will not join a new KRG cabinet without guarantees of equitable power-sharing and equal service provision across the region.

For his part, Galbraith described it as "a bad thing when you have elections and you then don't form a government."

LE FIGARO

23 novembre 2025

Iran : le ministre du Renseignement met en garde contre une tentative d'assassinat visant Khamenei

Le ministre iranien du Renseignement a mis en garde contre toute tentative des ennemis de l'Iran, notamment Israël et les Etats-Unis, d'assassiner le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, et de provoquer

des troubles à l'intérieur du pays, a rapporté un média local.

Ali Khamenei, âgé de 86 ans et au pouvoir depuis 1989, est le numéro un du pays et ultime décideur dans tous les

dossiers stratégiques de la République islamique.

«*Le pilier (...) est le guide de la Révolution. C'est pourquoi l'ennemi cherche à le cibler et à prendre des mesures qui menacent cet axe d'unité*», a

indiqué Esmail Khatib, cité samedi soir par l'agence Isna. Il n'est pas clair si le ministre du Renseignement faisait référence à un incident ou projet précis, mais les responsables iraniens mettent régulièrement en garde contre de présumés

complots étrangers, généralement attribués aux Etats-Unis et à Israël.

Les déclarations concernant la sécurité du guide étaient rares avant la guerre en juin entre l'Iran et Israël.

Le 13 juin, Israël a lancé une attaque surprise d'une ampleur inédite contre des installations stratégiques en Iran, tuant des dizaines de hauts gradés iraniens, de scientifiques du nucléaire et de civils.

Ces frappes avaient déclen-

ché une guerre de 12 jours entre les deux pays ennemis, durant laquelle les Etats-Unis avaient aussi bombardé trois sites nucléaires iraniens.

Le 11 novembre, le président iranien Massoud Pezeshkian a affirmé qu'il avait craint un assassinat de Khamenei durant ce conflit et que sa mort n'engendre des divisions internes.

«Je n'avais aucune crainte pour ma sécurité. Je craignais que quelque chose arrive au Guide et que nous nous battons», a déclaré M. Pezesh-

kian dans une vidéo.

Les dirigeants israéliens et américains ont menacé à plusieurs reprises de s'en prendre à la vie de l'ayatollah Khamenei.

Tuer le guide suprême *«ne va pas aggraver le conflit. Cela va y mettre fin»*, avait déclaré durant la guerre le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, à la chaîne américaine ABC News.

Le président américain Donald Trump avait de son côté dit que le guide suprême était *«une cible facile»* mais que

son pays n'allait *«pas l'éliminer, du moins pas pour l'instant»*.

Durant les 12 jours de guerre contre Israël, l'ayatollah Khamenei n'était plus apparu en public.

Il s'était toutefois adressé à la nation dans des enregistrements dans lesquels il apparaissait seul.

Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu le 24 juin, le guide suprême a considérablement réduit le nombre d'événements en public.



23 novembre 2025

L'Iran en quête de stabilité entre alliances et sanctions

L'Iran semble n'avoir jamais été aussi isolé tant sur la scène régionale qu'internationale. Qui sont aujourd'hui les alliés du régime de Téhéran et qu'est-ce que le 7-October a changé pour la République islamique au-delà de ses frontières ?

Retour des sanctions occidentales pour son programme nucléaire, nouveau pouvoir en Syrie, affaiblissement des ses alliés du Hezbollah libanais et du Hamas palestinien, crise économique et financière... Depuis sa naissance en 1979, jamais la **République islamique** n'est apparue plus affaiblie qu'aujourd'hui. Bien que son presque demi-siècle d'existence a été jalonné de périodes d'isolement.

L'Iran est ainsi mis à l'index par l'Occident dès la prise d'otages de diplomates américains en novembre 1979. Sa mise à l'écart s'accroît ensuite avec la création

du Hezbollah au Liban en 1982 et de nombreuses autres milices dans la région. C'est la naissance de « l'Axe de la résistance » initié par ayatollah Khomeini et mis en place par les Gardiens de la révolution. Surtout, l'isolement de l'Iran intervient lors de la guerre Iran-Irak (1980-1988), durant laquelle la majorité des pays du globe soutiennent l'Irak.

Cette mise à l'index dure jusqu'en 2015. L'accord sur le nucléaire fait que, pour la première fois, la République islamique est admise aussi bien par les Européens que par les Russes, les Chinois ou les Américains. Mais le président Donald Trump torpille l'accord en 2018 et s'engage dans les **accords d'Abraham**, qui doivent normaliser les relations entre Israël et les pays qui ne le reconnaissent toujours pas, dont l'Arabie saoudite, alors rivale majeure de l'Iran.

Téhéran se retrouve à nouveau isolé. Les partisans de l'ouverture internationale, avec le président Hassan Rohani et son ministre Javad Zarif, se rendent compte qu'ils ont *« perdu la bataille, qu'ils ne sont pas capables de renverser la vapeur, puisque les Européens ne résistent pas à la décision américaine. Les factions radicales reprennent la main et justifient la stratégie de confrontation et de «l'axe de la résistance» incarnée par le général Qassem Soleimani, tout en ayant conscience que c'est une impasse »*, analyse Bernard Hourcade, spécialiste de l'Iran, géographe, directeur de recherche émérite au CNRS.

Détente irano-saoudienne sous l'égide de la Chine

Celui-ci poursuit : *« La politique de Trump à l'époque est d'isoler l'Iran. Et c'est là qu'Israël joue un rôle très important, car le pays considère l'Iran comme son véritable*

ennemi potentiel, un pays où se trouvent 90 millions d'habitants, un pays qui a une expérience militaire, un programme nucléaire etc. Par les accords d'Abraham, Israël ambitionne de devenir la puissance régionale dominante. Une fois que l'Arabie saoudite aura été convaincue, il ne restera à Tel-Aviv que de neutraliser l'Iran. »

Et l'assassinat de **Qassem Soleimani** par les États-Unis à Bagdad en 2020 porte un coup dur au régime iranien, d'autant que le général, véritable architecte de « l'Axe de la résistance » et fer de lance de la lutte contre le groupe État islamique en Syrie et en Irak, négociait depuis longtemps un rapprochement avec Riyad.

Cependant, un changement radical intervient en avril 2023. Alors que le roi Abdallah demandait aux Américains de *« tuer le serpent »*, désignant l'Iran, Riyad et Té-

héraan, sous l'égide de la Chine, signent la **détente irano-saoudienne**. L'Iran entreprend alors de sécuriser son territoire et entend entretenir des relations avec tous les pays voisins. « *Cet accord est symbolique, poursuit Bernard Hourcade, il signe en quelque sorte le retour de l'Iran vers le nationalisme, vers la défense des frontières de l'État iranien. Et cela dure jusqu'au 7-October. En caricaturant, je dirais que le 7 octobre 2023 est aussi un attentat anti-iranien.* »

Le 7-October a en effet des répercussions importantes sur le positionnement du régime des mollahs à l'extérieur de ses frontières. Si l'Iran reste officiellement à l'écart de la **guerre lancée par Israël dans la bande de Gaza** le 8 octobre 2023, il en paie cependant un lourd tribut.

La fin de « l'Axe de la résistance » ne signe pas l'isolement de l'Iran

En deux ans, Israël, par son artillerie mais aussi par ses services de renseignement ultra-puissants, élimine les principaux acteurs de l'« Axe de la résistance », précieux réseau armé d'alliances, tissé par et pour Téhéran, mais ennemi numéro un d'Israël.

En quelques mois fin 2024, le mouvement chiite libanais **Hezbollah** est décimé. Téhéran, pragmatique, ne lui vient pas en aide, craignant une riposte israélienne. Il lui interdit à ce titre d'utiliser des missiles, mais uniquement des roquettes, ne voulant pas une implication de Washington dans cette guerre où l'Iran serait en première ligne. Quant au Hamas palestinien dans la bande de Gaza, il est à l'origine censé agir sur ordre de Téhéran. Le groupe palestinien se limite jusqu'alors à tirer des roquettes sur son voisin juif pour le tenir en alerte. Jusqu'au 7 octobre 2023. En deux ans, nombre de ses chefs sont éliminés et

son arsenal considérablement affaibli.

À cette guerre menée sur plusieurs fronts par Israël, la chute du dictateur syrien Bachar el-Assad le 8 décembre 2024 finit d'achever l'axe qui permettait à la République islamique de maintenir une influence dans la région. Pour Téhéran, le régime de **Damas** représentait le maillon logistique vital de l'axe. Avec aujourd'hui à sa tête Ahmed al-Charaa, il est soutenu par Washington et par la majorité des pays occidentaux. « *Certes, Bachar el-Assad n'est plus là, poursuit le spécialiste de la région, mais Téhéran maintient le contact avec l'Arabie saoudite et c'est le plus important, entre autres pour exporter le pétrole et le gaz et confirmer sa nouvelle stratégie privilégiant le nationalisme à l'islam révolutionnaire.* »

Seuls les Houthis du **Yémen** subsistent à la chute de « l'Axe de la résistance ». Ils n'ont pas été décimés par les frappes menées contre eux ces deux dernières années et, si leurs capacités de nuisances demeurent réduites, leur arsenal balistique est jugé encore important. Mais les Houthis du Yémen concluent en mai 2025 un accord de cessez-le-feu avec les États-Unis.

Reste un dernier maillon : l'**Irak**, où une vingtaine de milices chiites, environ 235 000 combattants, répondent toujours aux ordres de Téhéran, le ciel irakien étant cependant sous contrôle américain. Les élections législatives de ce 11 novembre 2025 au pays des deux fleuves ont été scrutées minutieusement tant par Washington que par Téhéran. L'alliance pro-iranienne du Cadre de coordination va conserver son poids, cette dernière ayant annoncé ce 17 novembre avoir remporté le plus grand nombre de sièges au sein du nouveau Parlement irakien et donc être en position de force

pour nommer le prochain Premier ministre. Une respiration pour Téhéran.

Des frappes directes

Mais la désintégration de « l'Axe de la résistance » n'est pas sans conséquences pour la République islamique. Face au constat que ses proxies ne pèsent plus beaucoup, l'Iran lance dans la nuit du 13 au 14 avril 2024 une salve de missiles et de drones sur Israël en riposte au **bombardement de son consulat à Damas**. C'est la première fois de son Histoire que l'Iran attaque une puissance nucléaire.

Dans le même temps, Téhéran change de stratégie et tente de se rapprocher de l'Occident. Affirmant souhaiter la levée des sanctions économiques, la République islamique se dit prête à des négociations « indirectes » sur le nucléaire en avril 2025. Le 13 juin, alors que l'Iran s'apprête à entamer à Oman son 5^e round de négociations sur le nucléaire avec les États-Unis, Israël décide d'attaquer le pays, en violation complète du droit international.

Durant douze jours, **des frappes** ciblent les installations nucléaires et l'appareil militaro-sécuritaire de l'Iran. Dans la nuit du 21 au 22 juin, les États-Unis prêtent main forte aux Israéliens pour bombarder les sites nucléaires. « *Washington ne veut pas de conflit, et ce sont les États-Unis qui ont stoppé l'attaque israélienne sur l'Iran, rappelle Bernard Hourcade. Trump sait aussi que l'Iran est le seul pays de la région qui est intéressant du point de vue économique, le seul pays entre la Chine et l'Europe.* »

Cette guerre éclair fera plus de mille tués iraniens, des militaires, des scientifiques, mais aussi de nombreux civils. Face à la supériorité sans commune mesure de l'armée

israélienne, aucun allié régional de Téhéran ne lui vient militairement en aide.

Peu de temps après les frappes israéliennes, le chancelier allemand Friedrich Merz déclare : « *Israël fait le sale boulot à notre place (...) Je ne peux qu'exprimer mon plus grand respect pour l'armée israélienne et le gouvernement israélien, qui ont eu le courage de faire ça* ». Le peuple iranien ne défend alors pas son régime, mais une grande partie, pour laquelle prime le nationalisme, refuse que le changement se fasse via Israël.

Devant un immeuble touché par une frappe israélienne, le 14 juin 2025 à Téhéran. AFP - -

Où sont les pays arabes ?

Face à cette attaque sans précédent, les pays arabes ne peuvent rester silencieux. **M a j o r i t a i r e m e n t** sunnites, ils n'ont jamais vu d'un très bon œil le voisin chiite iranien et la décapitation de « l'Axe de la résistance » ne peut que les satisfaire. Mais ils condamnent l'expansion territoriale grandissante d'Israël et les massacres qui se déroulent dans la bande de Gaza. D'aucuns s'interrogent sur le fait que les pétromonarchies étaient contraintes de jouer ce jeu pour « sauver leur peau ».

L'Arabie saoudite est le premier pays à dénoncer les attaques israéliennes sur le territoire iranien, suivie par tous les membres du Conseil de coopération du Golfe. « *C'est ça qu'il faut noter, non pas un soutien militaire utopique mais le fait que tous les pays de la région dénoncent l'attaque israélienne contre un pays souverain, affirme Bernard Hourcade. À ce moment-là, tous ces pays comprennent qu'il y a un vrai problème et que ce problème aujourd'hui n'est peut-être pas l'Iran mais Israël, capable de diriger toute la région militairement et politiquement.* »

De puissants et riches pays de la région, comme l'Arabie saoudite, l'Égypte ou les Émirats arabes unis, nouent de plus en plus de liens économiques avec les États-Unis, mais veulent aussi trouver un règlement durable au conflit de Gaza et limiter l'influence israélienne dans la région. Pourtant, « *dans le même temps, ces puissances régionales s'efforcent de préserver leurs relations avec l'Iran*, explique Sanam Vakil, directrice du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord à Chatham House, dans les colonnes du **New York Times**. *Elles ne souhaitent pas une nouvelle guerre régionale et respectent la capacité de l'Iran, même affaibli, à déstabiliser la région grâce à ses forces armées et à ses alliés au Liban, en Irak, au Yémen, dans le Golfe persique et ailleurs.* »

« *L'Iran aujourd'hui cherche à préserver ses bonnes relations avec les voisins, l'Afghanistan, l'Arménie, l'Irak, bien évidemment, le Koweït ou même les Émirats*, pointe de son côté Bernard Hourcade. *L'Iran cherche à retrouver des relations normales avec les pays de la région et faire en sorte qu'Israël soit contré. La guerre a montré que le Hezbollah était une dissuasion militaire finalement très efficace, et que quand Bachar el-Assad était là, l'Iran n'a pas été attaqué, et cela depuis 1988. À peine le Hezbollah est-il tombé et que Bachar tombe, six mois plus tard, l'Iran est bombardé à trois reprises par les avions israéliens et américains. Après l'effondrement de «l'Axe de la résistance», l'Iran constate sa fragilité face à Israël, malgré ses missiles. Pour les radicaux, l'arme atomique devient donc plus que jamais la meilleure dissuasion, mais pour les Réformateurs et pragmatistes, sortir de l'isolement et construire sans tarder de*

solides relations avec les voisins arabes, turc, russe (et chinois) est la seule solution durable et surtout acceptable par la société iranienne. »

Wang Yi, membre du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois (PCC) et directeur du Bureau de la Commission centrale des affaires étrangères, Ali Shamkhani, secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale iranien et ministre d'État et le conseiller à la sécurité de l'Arabie saoudite Musaad bin Mohammed Al Aiban lors d'une réunion à Pékin, en Chine, le 10 mars 2023. via REUTERS - CHINA DAILY

Avec la Chine et la Russie, des partenariats limités

Si les pays arabes ne viennent pas militairement à la rescousse de la République islamique, il en est de même pour ses alliés à l'international. En 1979, le slogan de la révolution est : « Ni Est, ni Ouest, République islamique ». Cela étant, le nouveau pouvoir en place à Téhéran penche plus pour l'Est que pour l'Ouest, jusqu'à la désintégration de l'URSS en 1991. Sous le coup de sanctions de l'Occident à cause de ses ambitions nucléaires, l'Iran se tourne vers la Russie et la Chine. Moscou, qui a signé un partenariat **stratégique global** avec Téhéran et en septembre un accord de 25 milliards de dollars pour construire des centrales nucléaires, soutient toujours diplomatiquement l'Iran, mais l'aide ne va pas plus loin - même si le Kremlin met en garde Washington contre toute « intervention militaire » américaine en Iran- et ce alors que l'Iran a vendu des armes à la Russie pour mener la guerre en Ukraine.

Quant à la Chine, si elle condamne les attaques israéliennes contre l'Iran, **ses liens**

restent essentiellement économiques. En mars 2021, les deux pays signent ainsi un accord de coopération de 400 milliards de dollars sur vingt-cinq ans, un projet qui montre alors à l'Occident que Téhéran peut contourner le régime de sanctions et l'isolement dans lequel Washington pensait pouvoir l'enfermer. La Chine permet alors de sortir l'Iran de son isolement, au niveau commercial mais aussi diplomatique. Depuis 2021, l'Iran est membre de l'Organisation de coopération de Shanghai et fait partie des BRICS+, une alliance géopolitique et économique regroupant plus de 45% de la population mondiale. Être mis à l'écart par l'Occident ne rime désormais plus avec isolement, mais avec proximité avec ce qui est appelé aujourd'hui le Sud global. C'est d'ailleurs à ce moment, sentant le vent tourner, que les États-Unis renouent le dialogue avec Téhéran pour tenter de contenir l'avancée nucléaire.

De manière générale, Pékin refuse de s'engager dans des conflits armés. La Chine reste également prudente dans son soutien à l'Iran car elle connaît les risques de sanctions ou d'exclusion du marché américain, et parce qu'elle est aussi un partenaire commercial et investisseur majeur en Israël. Il n'en demeure pas moins qu'aujourd'hui, c'est grâce aux ventes de pétrole brut à prix cassés à la Chine que l'Iran continue de financer son budget.

« *Si la Chine devait prendre la décision politique d'aider l'Iran à muscler ses capacités de défense*, analyse **The Diplomat**, *elle chercherait à le faire sans avoir à en assumer le coût politique : c'est-à-dire en évitant d'être perçue comme un soutien militaire de Téhéran. Pékin opterait*

dans ce cas pour une approche pragmatique et discrète (...) *La Chine est parfaitement consciente des risques qui vont de pair avec un sur-engagement au Moyen-Orient. Elle continuera sans doute de jouer sur l'ambiguïté de sa position, en gardant des liens suffisamment solides dans le domaine de la défense pour tirer profit de la vulnérabilité de l'Iran... Mais suffisamment proportionnés pour éviter de provoquer ses adversaires.* »

Pour de nombreux experts du golfe Persique, un nouveau conflit entre Israël et l'Iran est dorénavant inévitable, et le dossier du nucléaire serait un prétexte idéal pour Tel-Aviv. Aujourd'hui, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) s'inquiète : elle a perdu la trace du stock de 440 kilos d'uranium enrichi à 60%, le plus proche du seuil critique des 90% nécessaires à l'arme nucléaire. Les négociations sont dans une impasse totale et les sanctions européennes ont été rétablies.

Malgré la volonté de Donald Trump de mettre fin au chaos dans la région, l'Iran pourrait fournir une dérivation intéressante politiquement pour le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu, sachant que la situation dans la bande de Gaza demeure figée et que la majorité de la population israélienne, tout comme la majorité de l'échiquier politique du pays, estime que l'Iran est son principal ennemi. Selon un sondage réalisé par l'Institut pour la démocratie d'Israël entre les 15 et 17 juin derniers, 70% des Israéliens approuvaient la décision d'attaquer l'Iran, le taux grimant à 82% chez les juifs israéliens. Cependant, 65% des citoyens arabes d'Israël s'y opposaient.

The New York Times

Nov. 23, 2025

Fire Threatens Iran's Ancient Forest, a World Heritage Site

Iran has been battling its worst drought in more than six decades. A blaze in the north has now eaten through parts of the old treasure.

A wildfire burning for more than a week in drought-stricken Iran has razed portions of the ancient Hyrcanian Forests, a UNESCO World Heritage site home to many endangered species.

On Sunday, Turkey sent aircraft at Iran's request to help battle the blaze in one of the world's [oldest forests](#), according to Iranian state media. The local authorities said they had managed to contain most of the fire, which they have been battling in the country's north.

Iran has been plagued by a string of worsening environmental, political and economic crises this year.

The country is grappling with its [worst drought](#) in more than 60 years, with water resources in the capital, Tehran, and its second-largest city, Mashhad, [nearly depleted](#).

The government is also still recovering from [a 12-day war](#) in June, in which strikes by Israel and the United States battered its nuclear and military facilities. And Iran is sinking deeper into economic crisis after a failure to reach a new agreement to limit its nuclear program prompted the reinstatement of U.N. economic sanctions.

The wildfire tore through a part of the forest in Mazandaran Province, and a local natural resources protection unit told state media on Sunday that firefighters had contained [80 percent](#) of the fire. The blaze is believed to be man-made and spread rapidly in the drought-stricken province, according to state media.



A forest in Iran that is part of the Hyrcanian Forests, which are "among the oldest and most biodiverse ecosystems across the globe," an expert said. Atta Kenare/Agence France-Presse — Getty Images

The Hyrcanian Forests, which blanket a strip of mountains and coastline along the Caspian Sea between Azerbaijan and Iran, have origins that date back 25 to 50 million years, according to UNESCO, the U.N. cultural agency. The woodlands are a critical habitat for many birds and mammals, including the endangered Persian leopard, and host many species of rare trees, some of them hundreds of years old.

"Hyrcanian Forests are among the oldest and most biodiverse ecosystems across the globe," said Mojtaba Sadegh, a climate and wildfire expert at Boise State University. Such a blaze in late autumn, he said, points to the "increasing vulnerability of Hyrcanian Forests to intense fire activity" even beyond the hottest summer months.

Iranians are increasingly anxious over the compounding effect of climate change in the country.

Iran, according to climate experts, is warming [faster](#) than the global average, and temperatures this summer repeatedly soared up to 122 degrees Fahrenheit. Poor water and agricultural management have [aggravated](#) the effects of climate change, according to policy experts.

Water shortages have been so severe that supplies in the capital have been [rationed for weeks](#), and officials have called on the population to pray for rain.

As firefighters were containing the blaze in the Hyrcanian Forests, another fire in a different area erupted in a forest near the city of Jolfa in northwestern Iran, state media said.

Satellite [imagery](#) from NASA suggests that nearly 1,500 acres of the Hyrcanian Forests have burned in the fire, which has stoked an uproar among some Iranians, who took to social media to criticize the government for what they said was a very slow response in working to preserve a national treasure.

"We cannot let government negligence and indifference destroy any more of Iran's national heritage," Narges Mohammadi, an Iranian activist and a Nobel laureate, wrote on X.

She urged the United Nations and other international agencies to support local environmental activists battling the blaze.

En Irak, la difficile réintégration des familles des anciens djihadistes de l'organisation Etat islamique

Reportage Ramenés dans leur pays après une décennie d'errance et d'enfermement dans les camps du nord-est de la Syrie, les proches des combattants de l'EI se retrouvent souvent stigmatisés et marginalisés.

Le ralliement à l'organisation Etat islamique (EI), en 2014, de Wadhban Massar Madjid, un étudiant irakien alors âgé de 28 ans, a condamné sa famille à une vie de paria. Ses proches, ballottés entre l'Irak et la Syrie, de zones de guerre en camps de réfugiés, vivent, depuis onze ans, un enfer. « *Depuis que mon frère a rejoint l'Etat islamique, toute la famille est associée à l'EI* », se désole Qadissa Massar Madjid. L'Irakienne de 35 ans a fini par venir habiter, en août 2024, avec sa fille de 7 ans, trois sœurs, une belle-sœur et leurs enfants, dans une maison de fortune en lisière de Mossoul, dans le nord de l'Irak.

Le hasard d'une rencontre les a tirées d'une situation inextricable. Elles n'avaient aucun proche à qui demander de se porter garant pour qu'elles puissent quitter le camp de réhabilitation des familles de djihadistes d'Al-Jadaa, au sud de Mossoul. Le retour dans leur village de Sayyed Gharib, dans la province de Salahaddin, était aussi inenvisageable. « *Nos maisons sont détruites. La plupart des habitants sont partis car la milice [chiïte] Saraya al-Salam de Moqtada Al-Sadr occupe la région et nous empêche de revenir* », explique Qadissa Massar



© CHARLES THIEFAINE POUR « LE MONDE »

Madjid. Tarek Fadel, un chauffeur de 55 ans, rencontré devant le camp d'Al-Jadaa, leur a offert sa protection et les a installées dans une maison qu'il possède à Mossoul.

Mais la famille n'est pas au bout de ses peines. Les voisins les ont accueillies par des jets de pierre. « *Même les enfants sont insultés dans la rue. Lors des convocations à la sûreté nationale, on est humiliés et insultés* », dit Tarek Fadel, qui a épousé l'une des sœurs. Huit ans après la chute du califat autoproclamé de l'organisation Etat islamique sur un tiers de l'Irak (2014-2017), les Irakiens nourrissent toujours une haine tenace envers les hommes au drapeau noir qui ont répandu la terreur dans les régions qu'ils contrôlaient.

Les femmes et les enfants des djihadistes, qui ont souvent subi leur choix, sont eux aussi stigmatisés. « *Les autorités forcent les gens à re-*

nier, au tribunal, les membres de leurs familles ayant rejoint l'EI. Moi, j'ai refusé de renier mes frères emprisonnés », raconte Qadissa Massar Madjid. Les difficultés rencontrées par certains proches de djihadistes pour obtenir de nouveaux documents d'identité, obligatoires pour se déplacer librement, travailler et bénéficier des services de l'Etat, accentuent cette exclusion sociale. Au risque d'alimenter une nouvelle radicalisation parmi les naufragés de l'EI.

« Arrestations et assassinats »

L'implosion de la famille Massar Madjid, des propriétaires terriens vivant de l'agriculture et de l'élevage, a débuté en octobre 2014. En route pour des funérailles, la mère, un frère et une sœur de Qadissa Massar Madjid ont été tués, accidentellement, par un engin explosif posé au bord de la route par les insurgés de l'EI. Alors que les combats

avec les forces gouvernementales s'amplifiaient, Wadhban, le frère rallié à l'organisation, a emmené le reste de la famille à Shirkat, au sud de Mossoul. Lui y est resté et a été tué dans des combats. Les autres ont poursuivi leur errance en Syrie, enchaînant les déplacements au fur et à mesure que les forces kurdes regagnaient des territoires. Au printemps 2019, ils se sont retrouvés assiégés, avec des milliers d'autres familles de djihadistes, dans le dernier réduit de l'EI, Baghouz, près de la frontière avec l'Irak.

Après la chute de cette ville, les femmes et les enfants ont été transférés dans le camp de réfugiés d'Al-Hol, dans le Nord-Est syrien. Comme tous les hommes sortis vivants de Baghouz, le père et le mari de Qadissa ont été incarcérés dans les prisons kurdes, puis envoyés en Irak. Son père est mort à la prison de Hilla, près de Kerbala. Il y avait été incarcéré à la suite

de plainte de ses voisins, désireux de s'emparer de ses propriétés, soutient Qadissa. Son mari, condamné à mort pour appartenance à l'EI, croupit dans la prison de Nassiriya, dans le sud du pays. Parmi les huit frères de Qadissa, deux sont, eux aussi, emprisonnés en Irak et condamnés à la peine capitale, sur la base, affirme-t-elle, de dénonciations fallacieuses. Deux autres ont été tués lors d'une frappe aérienne, en Syrie. Les trois derniers sont portés disparus.

La famille est restée cinq ans dans le camp d'Al-Hol, devenu un mini-« califat » de l'Etat islamique. « *La vie y était terrible. Les forces kurdes menaient des arrestations et, la nuit, des assassinats et des décapitations avaient lieu dans les tentes par on ne sait qui* », se souvient Qadissa. En janvier 2024, ils ont été rapatriés par les autorités irakiennes et accueillis dans le camp d'Al-Jadaa. Depuis mai 2021, le gouvernement irakien procède au rapatriement graduel de ses 30 000 ressortissants, le plus gros contingent étranger détenu dans le Nord-Est syrien, aussi bien les familles enfermées à Al-Hol que les djihadistes détenus dans les prisons kurdes.

« On jette mon dossier »

« *La plupart sont des filles et des garçons de moins de 18 ans. L'environnement dans le camp d'Al-Hol est très radical. Si nous ne prenons pas l'initiative de les ramener, on risque de créer une nouvelle génération de terroristes* », explique Saïd Al-Jayachi, conseiller en affaires stratégiques au Conseil

national de sécurité. Les autorités de Bagdad se sont fixées comme échéance la fin de l'année 2025 pour rapatrier les 5 000 Irakiens qui se trouvent encore à Al-Hol. « *Nous avons aussi rapatrié 3 400 prisonniers irakiens [détenus dans des prisons kurdes], des commandants aux simples combattants de l'EI. Ils sont en prison ici, sauf une centaine, qui a été libérée faute de preuves* », poursuit le responsable de la sécurité.

La chute du dictateur syrien, Bachar Al-Assad, en décembre 2024, et l'arrivée au pouvoir d'Ahmed Al-Charaa, un ancien membre d'Al-Qaida passé par les prisons irakiennes, inquiètent les autorités de Bagdad, tout comme l'éventualité d'un conflit armé entre les forces kurdes et les nouvelles forces de Damas. « *On doit ramener tous nos ressortissants avant que quelque chose n'arrive. On redoute que Damas prenne le contrôle des prisons et relâche les détenus. Abou Mohammed Al-Joulani [l'ancien nom de guerre d'Ahmed Al-Charaa] a beaucoup d'amis dans ces prisons* », ajoute Saïd Al-Jayachi.

Le camp irakien d'Al-Jadaa accueille les rapatriés d'Al-Hol. Des ONG y prennent en charge l'aide alimentaire, la santé et l'éducation, ainsi que les ateliers de formation professionnelle et les cours de déradicalisation. « *Le camp était très bien. Ma fille, Hadjar, a pu y commencer sa scolarité. Je suivais des ateliers de couture et d'informatique, et des sessions où ils cherchaient à changer notre façon de penser sur l'Etat, la religion...* », se souvient Qa-

dissa, restée huit mois dans le camp.

La famille en est partie en août 2024, avec 1,5 million de dinars irakiens (près de 1 000 euros) d'aide à la réinstallation par adulte. Mais, à la différence d'autres familles, ni les femmes ni les enfants n'ont réussi à obtenir leurs nouvelles cartes d'identité. On leur a promis que les démarches seraient finalisées hors du camp. « *J'ai appelé le responsable plusieurs fois, il a fini par bloquer mon numéro. Si j'entreprends moi-même les démarches, on jette mon dossier. Mais, je n'ai pas 2 500 euros pour engager un avocat* », s'énerve Qadissa. La plupart des documents doivent être récupérés à Salahaddin, où il est dangereux qu'elle retourne.

Sans carte d'identité

« *Les cartes d'identité, c'est le cœur de tous les problèmes* », souligne Tarek Fadel, qui n'a pas pu enregistrer la naissance de son enfant, car son épouse n'a pas sa nouvelle carte d'identité. Les enfants ont été tolérés à l'école pour une année, mais il leur faudra des papiers d'identité pour poursuivre leur scolarité. Les femmes, qui ne disposent que de cartes périmées, ne peuvent pas travailler. « *Pour ceux qui ont quitté le camp d'Al-Jadaa sans papier, nous avons demandé aux maires de faciliter les procédures. Beaucoup de familles les ont reçues, pour les autres, ce sera résolu* », assure Saïd Al-Jayachi.

La famille Massar Madjid est pourtant loin d'être un cas isolé. Fatima Jamil Youssef se trouve dans la même situation avec ses quatre en-

fants, âgés de 12 à 22 ans. Enfermée dans une bicoque en parpaing du quartier d'Al-Tanak, à Mossoul, la famille est à bout de nerfs. « *Ne pas avoir de carte d'identité, cela veut dire pas de ration alimentaire, pas d'école, pas de travail, pas de déplacement hors du quartier. On dépend des dons pour vivre* », se désole l'Irakienne de 54 ans, qui élève seule ses enfants. Son mari est emprisonné à Nassiriya pour appartenance à l'EI et deux de leurs fils ont été tués. Désormais l'aîné de la fratrie, Ahmed, 22 ans, a connu des années d'enfermement. Dans le camp d'Al-Hol, où la famille est arrivée en 2017, il se terrait sous la tente, les écouteurs sur les oreilles. Dans le camp d'Al-Jadaa, il a suivi une formation d'un mois au métier d'ébéniste et des sessions de déradicalisation.

De retour à Mossoul, faute de papiers, le jeune homme ne peut ni exercer ce métier ni même sortir avec des amis, de peur d'être arrêté lors d'un contrôle inopiné. « *J'ai emprunté 100 000 dinars irakiens pour essayer de faire des cartes d'identité pour les enfants, mais ça n'a pas fonctionné, se désole sa mère. Si vous avez des membres de l'Etat islamique dans votre famille, ils retardent les procédures. Il faut recourir à la corruption.* »

Fatima prie Dieu et invective ceux qui l'ont mis dans cette situation. « *Pourquoi le gouvernement nous a-t-il sortis du camp si c'est pour vivre ainsi ? lance-t-elle. C'était aussi bien de construire un grand mur autour du camp et de nous garder là-bas.* »



Nov 23, 2025

KDP claims main opposition ready to join next Kurdistan cabinet

ERBIL, Kurdistan Region - The main opposition, New Generation Movement (NGM), has expressed its readiness to join the next Kurdistan Regional Government (KRG), a senior member of the ruling Kurdistan Democratic Party (KDP) claimed on Sunday. This comes amid the NGM's failure to maintain its seats in the federal legislature.

Aras Hasso Mirkhan told Rudaw that the NGM is prepared to participate in the upcoming KRG cabinet and that the KDP can form the government "with other parties" and without its rival and traditional partner, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK).

Rudaw English reached out to the NGM but did not immediately receive a response.

The Sulaimani-based NGM has opposed the idea of joining any coalition with Kurdistan Region's ruling parties or the Region's cabinets unless offered top positions.

The KDP, the strongest party in the Region, "has discussed giving us ministries along with deputy ministers, director generals, and those positions. They've said whatever item we want can be put on the government's agenda, but truthfully, we - with all due respect - don't trust these things," party leader Shaswar Abdulwahid, who has been jailed since August, said in a press conference in January. The NGM obtained nine seats in the 2021 federal parliament, but only three in the latest elections. The NGM has repeatedly alleged that the imprisonment of its leader was plotted by the Region's ruling



Kurdistan Regional Government (KRG) logo (left) New Generation Movement logo (right). Graphic: Rudaw

parties to weaken their standing.

"If we don't have power, authority, sovereign positions so that we can fulfill our promises to people, we won't participate in any way and will remain in opposition," he added.

The Kurdistan Region held its long-overdue parliamentary elections in October 2024. The ruling KDP won 39 seats, followed by the PUK with 23 seats. The NGM took third place with 15 seats.

Following the elections, all opposition parties said they were not interested in joining government formation negotiations. Discussions have largely been between the KDP and PUK, with both sides trading blame over the prolonged delay in forming a cabinet.

Mirkhan on Sunday confirmed that the KDP has held talks with other parties and that they are

willing to move forward. The KDP in early November accused the PUK of withholding the formation of the cabinet until after the federal elections.

"We believe that if we can have a unified stance and make an agreement with the PUK, we can be stronger in Baghdad and our requests will be implemented better," Mirkhan said, expressing hope that they can still form the tenth cabinet with the PUK.

He added that KDP President Masoud Barzani "has made sure that we set party interests aside." The KDP and PUK had said in the summer that they were close to reactivating parliament and forming a cabinet, but tensions resurfaced during campaigning for the Iraqi legislative polls last month.

Hoshyar Zebari, a senior KDP official, told Rudaw on Thursday that if the political parties fail to

form a new government, "certainly another election might be held."

Kurdistan Region Deputy Prime Minister Qubad Talabani, who is also a senior PUK member, on Sunday dismissed claims that his party has withdrawn from talks.

"We as the PUK are ready to restart talks to reach a final conclusion to form the tenth cabinet of the Kurdistan Regional Government," he told reporters.

Following the 2021 federal elections, the KDP and PUK fought over the position of the Iraqi president - which has been traditionally held by a Kurd from the latter. The PUK won the race. This year, a similar scenario is expected to be repeated as officials from both parties have hinted at their parties' desire to field candidates for the mostly-ceremonial position.



nov 23, 2025

Iraq, Turkey have no plans to open borders with Rojava: Syrian official

ERBIL, Kurdistan Region - A Syrian government border official told Rudaw that Damascus has no relations with the Kurdish-led administration in northeast Syria (Rojava), claiming that neither Iraq nor Turkey plans to open border crossings with areas under the control of the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF).

“No official border crossings will be opened with the Syrian Democratic Forces’ areas until those areas return to Syrian state administration,” said Mazen Alloush, Director of Public Relations at the General Authority for Land and Sea Border Crossings, in a Friday interview.

“Neither Turkey nor Iraq are planning to open crossings with the Syrian Democratic Forces,” he added, indirectly referring to the Nusaybin crossing, which links the city of Qamishli in northeast Syria (Rojava) with the Turkish city of Nusaybin.

The Syrian official added that the interim government in Damascus has no relations with the Democratic Autonomous



Kurdish-led authorities in northeast Syria (Rojava) raise Syrian flag at the Semalka border crossing with the Kurdistan Region. Photo: Social media

Administration of North and East Syria (DAANES), which administers Rojava. Alloush further noted that the checkpoints between SDF-held areas and government-controlled territory are not under his entity’s authority, but are instead manned by the Kurdish-led security forces in coordination with local provinces.

The SDF serves as Rojava’s de facto military force and is the main on-the-ground ally of the US-led Coalition to Defeat the Islamic State (ISIS).

Alloush’s remarks come as the SDF on Sunday

reported that “Damascus-affiliated factions” had directly targeted one of its outposts in eastern Deir ez-Zor province, “seriously wounding” one of its fighters.

A day earlier, the Kurdish-led forces said they had responded to similar attacks by Damascus-aligned armed groups in the same area.

The two sides have repeatedly [exchanged](#) accusations of targeting one another’s positions.

In late September, DAANES raised the Syrian

flag alongside its own at the Semalka border crossing with the Kurdistan Region for the first time. Alloush at the time called the move “unilateral” and not coordinated with Damascus, claiming it was intended “to cause confusion.”

The two sides remain in talks over implementing an agreement to integrate the SDF into the Syrian army, but key disagreements persist, with the SDF seeking to join as a unified bloc and Damascus insisting fighters be absorbed individually.

Samar Yazbek, écrivaine : « En Syrie, les alaouites subissent une gigantesque punition collective »

A lors que le procès des tueries commises en mars contre la communauté alaouite s'ouvre dans son pays, la journaliste et romancière syrienne raconte, dans une tribune au « Monde », les exactions dont ont été victimes des milliers de personnes depuis la chute du régime de Bachar Al-Assad et souligne la passivité des autorités et de la société civile.

Mardi 18 novembre s'est ouvert en Syrie le procès de plusieurs personnes accusées d'avoir commis des massacres, sur la côte syrienne, contre des populations alaouites. Pourtant, il ne s'agit que d'une mise en scène : le juge comme la défense sont impliqués dans les massacres et ne sont garants ni de l'impartialité de la justice ni de son indépendance. Ce procès manque autant de transparence que de probité, et nous ne nous laisserons pas abuser.

Je suis rentrée en Syrie après la chute du régime dirigé par le président Bachar Al-Assad, après un exil de plus de treize ans. Quelle fut ma déception de découvrir que l'armée constituée par le nouveau pouvoir en place n'était en réalité composée que de milices islamistes opérant en roue libre. La rumeur avait couru que les alaouites [obédience minoritaire de l'islam à laquelle appartient Bachar Al-Assad] s'étaient insurgés contre le nouveau pouvoir. Pourtant, lorsque je me suis retrouvée entre les villes de Jablé et de Lattaquié, le long du littoral, les nombreux alaouites que j'ai rencontrés

m'ont tous expliqué n'aspirer qu'à vivre en paix et en sécurité.

Beaucoup d'entre eux, démunis, résident dans leur village, d'autres appartiennent aux classes moyennes urbaines : « *A présent, m'ont-ils confié, il faut démarrer une nouvelle étape. C'est vrai que ces milices ont fait des incursions dans nos villages et dans nos villes, mais elles nous ont laissés tranquilles, et nous ne voulons rien d'autre que vivre pacifiquement et en coopération avec le nouvel Etat.* » Parallèlement, des opérations de vendetta, menées par des individus et non par le nouveau régime, ont commencé à se produire dans les zones habitées par les alaouites : licenciements sans préavis, humiliations quotidiennes, jusqu'aux kidnappings et aux meurtres.

A la merci des milices islamistes

Tout cela a d'abord été mis sur le compte d'errements individuels. Au lieu de commencer un véritable transfert de pouvoir, de mettre en œuvre une justice de transition et de sanctionner ceux qui s'étaient rendus coupables de crimes de guerre au cours des années Al-Assad, le nouveau pouvoir a collaboré avec les sbires de l'ancien régime, à savoir les membres de gangs et les auteurs de massacres, tous bien identifiés. Cette collusion a progressivement dessiné les contours d'une image idéalisée destinée à la communauté occidentale, au détriment du peuple syrien, laissé à la merci des milices islamistes. Dans le même

temps, le pays était dirigé selon un système clanique prompt aux règlements de comptes.

Lorsque j'ai séjourné dans les villes de Lattaquié et de Jablé, nous ne sortions pas de nos maisons après 16 heures : les alaouites vivaient, et continuent de vivre, enfermés chez eux, tels des prisonniers. Tout le monde avait peur d'être attaqué, chacun craignait la mort et l'humiliation. C'était au mois de février. Il y a eu de premiers enlèvements de femmes, un phénomène qui s'est accentué jusqu'à devenir une sorte de châtement collectif envers la communauté alaouite tout entière.

Après [les massacres perpétrés dans les villes du littoral du 7 au 9 mars](#), les alaouites ont perdu confiance dans le nouveau régime, jugé complice de ces exactions. Selon les récentes estimations, ce sont plus de 1 400 personnes qui auraient été assassinées pour des motifs religieux. Toutefois, selon les témoignages des 60 familles rescapées des massacres que j'ai pu interviewer, ces chiffres seraient bien en dessous de la réalité, et le bilan véritable dépasse vraisemblablement les 2 000 victimes.

Depuis les tueries de masse, la communauté alaouite est livrée à elle-même, abandonnée à sa tragédie, errant à travers les forêts sauvages et les montagnes, tandis que les cadavres jonchent les rues et que les maisons sont incendiées. Les alaouites n'ont bénéficié d'aucune aide en matière de logement ou de soins, que ce soit de la part

des autorités ou de la société civile. Les victimes n'ont eu droit qu'à très peu d'empathie, alors qu'il s'agissait, pour l'essentiel, de civils appartenant aux couches paupérisées des villes et des campagnes, d'autres étant des résidents de Jablé et de Baniyas. La communauté internationale n'a même pas reconnu l'existence de ces massacres et aucune instance, qu'elle soit politique, diplomatique ou humanitaire, n'a effectué de visite dans les zones sinistrées du littoral – cela vaut également pour les membres du gouvernement français actuel.

Quant à l'opposition civile syrienne, elle a fait preuve d'une retenue extrême sur cette affaire. C'est ainsi que cette nouvelle catégorie de victimes enregistrée dans l'histoire des massacres syriens – les alaouites – a été abandonnée, négligée de tout le monde, sans exception. Les alaouites subissent une gigantesque punition collective, à tous les niveaux : ils sont affamés, expulsés, assassinés ou kidnappés. Cela entrave de manière irrémédiable la possibilité de restaurer une unité nationale.

Extermination lente

Le kidnapping, la torture, le viol des femmes alaouites par des individus affiliés à des factions considérées comme alliées du pouvoir ou de ce que celui-ci appelle le « *ministère de la défense syrien* » est un accroc fatal dans le tissu social du pays. Certaines ont été renvoyées dans leur foyer, puis menacées explicitement, elles et leurs familles, d'être tuées si elles racontaient

ce qu'elles avaient subi. D'autres, après avoir été arrachées à leur mari et à leurs enfants, ont été mariées de force à des membres des milices. D'autres encore ont disparu sans retour, et nous avons découvert, à l'issue d'enquêtes entreprises en compagnie d'autres activistes, que ces femmes avaient elles aussi été violées, puis vendues. Quant à celles qu'on n'a pas retrouvées, on peut imaginer qu'elles ont subi le même sort.

Les femmes qui rentrent dans

leur foyer gardent souvent le silence, mais ne peuvent dissimuler les stigmates, bien visibles sur leur corps, des tortures qu'elles ont endurées. Les alaouites sont comme offerts en pâte, livrés à une extermination lente, programmée et non déclarée. Les corps des femmes sont réduits à être les instruments d'un châtiment collectif qui vise l'ensemble de la communauté. Chacun doit être conscient que ces actions, perpétrées par les milices contre des femmes, sont passibles de

multiples qualifications criminelles : traite d'êtres humains, assassinat et viol.

On ne peut pas punir plus de deux millions d'êtres humains par la terreur, l'assassinat, l'exode forcé, le viol et la famine imposée, tout cela parce que la famille de Bachar Al-Assad appartenait, par sa seule naissance, à la même obéissance qu'eux. Le nouveau pouvoir ne peut bâtir un Etat sur de telles bases. Ceux qui veulent protéger l'unité nationale syrienne doivent faire

cesser la terrible punition collective que subissent aujourd'hui les alaouites.

Traduit de l'arabe syrien par Khaled Osman.

Samar Yazbek est une romancière et journaliste syrienne. Elle a notamment publié « Dix-neuf femmes. Les Syriennes racontent » (Stock, 2019) et « La Demeure du vent » (Stock, 2023).



24 novembre 2025

Turquie: une délégation parlementaire rend visite à Abdullah Öcalan, le fondateur emprisonné du PKK

Une délégation parlementaire rend visite, lundi 24 novembre, à Abdullah Öcalan, chef et fondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) emprisonné depuis 26 ans sur l'île d'Imrali, en mer de Marmara. Cette délégation est composée de trois députés de différents partis appartenant à une commission spéciale mise en place début août pour encadrer légalement le processus de paix avec le PKK. Ce processus, entamé il y a plus d'un an, vise à mettre fin à plus de

40 ans de guerre entre l'État turc et le groupe armé kurde.

La visite d'une délégation parlementaire au fondateur du PKK démontre la volonté réelle du président Erdogan et de son allié d'extrême droite, le MHP, d'aboutir à la paix aussi vite que possible. Une volonté réelle, car cette décision présente un risque politique : elle est impopulaire au sein de l'opinion publique turque.

Symboliquement, c'est un moment clé du processus de paix. Concrètement, il

est difficile de prévoir ses effets. Ces derniers mois, Abdullah Öcalan **a déjà reçu en prison plusieurs membres du parti prokurde au Parlement (DEM)**, ainsi que des représentants de l'État. Il a pu transmettre des messages au PKK, de manière publique ou non. Sur sa demande, **le groupe a annoncé son intention de désarmer** et de s'autodissoudre, puis son retrait de **Turquie** et de zones frontalières.

En acceptant que des députés de l'alliance au pou-

voir s'entretiennent avec Abdullah Öcalan, les autorités turques espèrent accélérer le processus — puisqu'il s'agit d'un geste en direction du PKK. Cette visite vise aussi à faire pression sur les forces kurdes de Syrie, liées au PKK et dont **la Turquie exige le désarmement** et l'abandon des velléités d'autonomie.

Elle révèle enfin les tensions que ce processus génère en Turquie : le CHP, principal parti d'opposition, ne participe pas à la délégation.



Nov 24, 2025

UN flags Rojava as top humanitarian priority amid SDF, Damascus tit-for-tat

ERBIL, Kurdistan Region - The United Nations on Monday emphasized that northeast Syria (Rojava) remains a top humanitarian priority, citing "some of the highest concentration of needs" in the country.

A Syrian government border official told Rudaw on Friday that neither Iraq nor Turkey currently plans to open border crossings with Rojava. Mazen Alloush, Director of Public Relations at the General Authority for Land and Sea Border Crossings, said Ankara and Baghdad would only do so after "those areas return to Syrian state administration."

Asked about the impact of such a shutdown on Rojava, UN Secretary-General spo-

kesperson Stephane Dujarric told Rudaw that the Kurdish enclave "continues to face some of the highest concentration of needs in Syria" and called it "a top priority for humanitarian response."

He further noted that efforts should go beyond aid to include "enhancing security and economic recovery."

Meanwhile, Rojava's de facto military force, the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF), accused Damascus-affiliated factions of targeting one of their outposts in eastern Deir ez-Zor on Sunday, seriously injuring one of their fighters.

The attack came just a day after the SDF said it returned fire at Damascus-aligned

groups in the same area when its positions were also attacked.

For its part, Syria's defense ministry reported Thursday that two of its soldiers were killed and several injured in what it described as an SDF attack.

Addressing relations between the Kurdish-led forces and Damascus, Dujarric underlined that "the government in Damascus has a responsibility to protect all of its people, regardless of ethnicity, religion, or anything else."

"We continue to work with the government to help them in that effort," he added, stressing that agreements between the SDF and Damascus should

be "upheld" by all parties involved.

In addition to serving as Rojava's armed force, the SDF is the main on-the-ground ally of the US-led Global Coalition to Defeat the Islamic State (ISIS) in Syria. Of note, the Syrian government also joined the coalition earlier this month. The SDF and Damascus have been engaging in talks for months to finalize a March agreement to integrate the Kurdish-led forces under state control. However the two sides disagree on the method. While the SDF wants integration as a unified bloc, Damascus insists on absorbing fighters individually into regular units. *Namo Abdulla contributed to this article from New York.*



nov, 24 2025

SDF accuses Damascus-linked factions of attacking eastern outpost

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) said late Sunday that factions affiliated with Damascus targeted one of their outposts in the eastern province of Deir ez-Zor, adding that the attack "seriously" injured one of their fighters.

«In a new violation, factions affiliated with the Damascus government directly targeted one of our forces' positions

in the town of Gharanij in the eastern Deir ez-Zor countryside, launching their attack from the western bank of the Euphrates River," the SDF said in a statement.

«The attack resulted in serious injuries to one of our fighters, who was transferred to a specialized hospital to receive the necessary treatment,» it added.

The SDF is the de facto

military force of the Kurdish enclave in northeast Syria (Rojava) and the main on-the-ground ally of the US-led global coalition against the Islamic State (ISIS) in Syria. The Syrian government also joined the coalition earlier this month.

The attack comes just a day after the SDF said it returned fire on Saturday when its positions in eastern Deir ez-Zor were attacked by

Damascus-affiliated groups.

"Groups affiliated with Damascus government factions targeted a number of our forces' headquarters in the town of Abu Hamam in the eastern countryside of Deir ez-Zor," the SDF said on Saturday, adding that they "began a legitimate response to the sources of fire according to the rules of engagement."

The SDF and Damascus have

repeatedly accused the other of targeting their positions.

Syria's defense ministry said on Thursday that two of its soldiers were killed and several others injured in what it attributed to an SDF attack. Hours earlier, the SDF said

its units struck several sites in Raqqa linked to ISIS and used to launch drones. It accused factions aligned with Damascus of facilitating the attacks, which it claimed included foreign fighters.

The escalation comes as the

two sides are in talks over the implementation of the March agreement to integrate the SDF into the Syrian national army. They disagree on fundamental points, however, such as the SDF wanting to integrate as a unified bloc, while Damascus

insists on absorbing fighters individually into regular army units. The SDF officials have recently reported a softness from the transitional government in this regard.

Le Monde

Nicolas Bourcier
25 novembre 2025

En Turquie, la mort d'une famille de touristes révèle les failles de la sécurité sanitaire

Un couple venu d'Allemagne et leurs deux enfants sont décédés à Istanbul en novembre des suites d'une intoxication après la désinsectisation de leur chambre d'hôtel. Plusieurs négligences sont à l'origine de cet événement tragique.

L'affaire se hisse en une de la presse turque et allemande depuis près de deux semaines, après cette sinistre journée du 14 novembre où l'on a appris le décès, à Istanbul, d'une touriste allemande quelques heures à peine après celui de ses deux enfants. Le père mourra trois jours plus tard dans le même hôpital, où la famille avait été admise pour une apparente intoxication alimentaire. Les quatre ont été pris en charge en urgence, mais rien ne s'est passé comme prévu, à aucun niveau.

Arrivée à Istanbul, le 9 novembre, depuis Hambourg, la famille Böcek s'est installée dans l'un des nombreux hôtels du quartier de Fatih, sur la rive européenne, situé à proximité des principaux

sites touristiques de la mégapole, non loin du palais de Topkapi, de l'église Sainte-Sophie et du Grand Bazar. Après plusieurs balades et une excursion dans un autre quartier touristique situé sur les rives du Bosphore, ils regagnent leur chambre le soir du 11 novembre.

Cette nuit-là, la mère, âgée de 27 ans, et ses deux enfants, âgés de 6 et 3 ans, sont pris de nausées, ils se plaignent de vertiges et de douleurs abdominales. Un taxi les conduit tous les quatre à l'hôpital le plus proche. Le lendemain matin, selon l'avis des médecins, ils sont aptes à retourner à l'hôtel. Mais l'état des enfants s'aggrave. Cette fois-ci, c'est une ambulance qui les ramène en urgence à l'hôpital.

Les deux enfants décèdent le 13 novembre. Leur mère succombe le lendemain dans l'unité de soins intensifs. Le père est intubé à son tour, en vain. Sa mort survient le 17 novembre. En quatre jours, la famille est décimée, comme fauchée par une force invisible. Très vite, les dernières photos de vacances des Böcek, tout sourire, inondent les réseaux. Les théories les plus folles prospèrent. Et les communiqués des autorités se succèdent, tentant de donner un sens à ces événements dramatiques.

Empoisonnement à l'insecticide

On apprend d'abord que les médecins de l'hôpital ont suspecté une intoxication alimentaire due aux moules farcies au riz et

autres aliments de rue facilement accessibles à Istanbul. Les premiers diagnostics avaient constaté des hémorragies digestives. Les visites et parcours de la famille Böcek sont disséqués. Plusieurs marchands ambulants sont arrêtés, dont un vendeur de *kokoreç* (sandwichs de tripes grillées), de *kumpir* (pommes de terre au four) et le propriétaire d'un café. Tous sont accusés d'homicide involontaire.

Et puis, les enquêteurs se sont intéressés à l'hôtel de Fatih où résidaient le couple et ses enfants. Deux autres touristes séjournant dans le même établissement auraient également présenté des symptômes, plus légers certes, mais suffisamment pour que le parquet d'Istanbul suive la piste d'un

empoisonnement à l'insecticide. Les portes vitrées du Harbour Suites Old City Hotel sont scellées, le propriétaire de l'hôtel et un employé arrêtés.

S'ensuit une descente de police dans les locaux de la société de pesticides qui s'est chargée de la désinsectisation de l'établissement. Son patron et un employé ont été placés en détention. Plusieurs médias turcs ont mis en doute le fait que l'entreprise possédait les certifications et qualifications requises. Au cours de son interrogatoire, révèle CNN Türk, le propriétaire a affirmé aux policiers : « Cette entreprise est enregistrée à mon nom, mais je ne possède aucun certificat de formation. » L'employé, lui, a déclaré avoir utilisé deux produits, « *Alfax et Selpermentin* », dilués dans de l'eau à l'aide d'un pulvérisateur, comme il l'avait « toujours fait ».

Selon la chaîne d'information, qui a eu visiblement accès à des éléments de l'enquête, l'employé a bien été appelé par l'hôtel pour traiter la chambre de la famille Böcek, qui « avait signalé la présence d'insectes » au gérant de l'établissement. Le problème, notent les enquêteurs, est que le couple et ses enfants sont revenus dans leur chambre à peine une heure et demie après le calfeutrage et la pulvérisation des produits. Les procédures, en pareil traitement, nécessitent, selon les spécialistes, entre deux et trois jours d'aération des chambres avant



Une image de la famille provenant des réseaux sociaux

de les rendre à nouveau accessibles.

« Un produit mortel pour les humains »

Mais ce n'est pas tout. Plusieurs médias ont rapporté l'utilisation probable de phosphore d'aluminium, un puissant produit chimique employé dans l'agriculture ou dans les zones de stockage contre les parasites. En quelques jours, le nom de ce composé hautement toxique s'est ainsi invité sur les plateaux de télévision et de radio. A coup d'explications de spécialistes, on a appris que cette substance pénètre même dans les murs s'ils sont mal isolés et qu'elle se propage extrêmement rapidement à travers les interstices. Le quotidien *Milliyet* a rapporté que ce poison qui se transforme en phosphine au contact de l'eau ou de muqueuses humides était « extrêmement mortel, non seule-

ment pour les punaises de lit, mais aussi pour les humains ». Il a précisé que les chances de guérison étaient minimes, faute d'antidote.

De son côté, la sœur de la défunte a accusé la clinique d'Istanbul, où la famille a été admise, de négligences. Selon elle, aucun test sanguin n'a été pratiqué par l'établissement, ni chez les parents ni chez les enfants.

Depuis, les Böcek ont été inhumés en Anatolie centrale, à Afyon et dans un village à proximité, d'où les deux parents étaient originaires. Encore ces derniers jours, les médias ont continué de s'intéresser à l'affaire. Le journal progouvernemental *Sabah* a pointé « les graves manquements dans le secteur de la lutte antiparasitaire en Turquie », un marché de près de 9 milliards de livres turques (184 millions d'euros). Près d'un tiers des

entreprises, souligne le quotidien, n'y a pas de licence et « les artisans non agréés manquent de formations suffisantes ».

D'autres médias ont souligné les inquiétudes que ce drame, au-delà de sa charge émotionnelle, suscite dans le secteur du tourisme. Istanbul attire des millions de visiteurs (18,6 millions en 2024) grâce à son patrimoine unique, ses paysages urbains et sa gastronomie. Le secteur continue de croître, même s'il n'est pas insensible aux fluctuations économiques et politiques. L'agence allemande DPA a rappelé le sort d'une étudiante allemande décédée dans la mégapole il y a un an. Le décès de la jeune femme avait initialement été attribué à une intoxication alimentaire. Le rapport médico-légal publié en août a conclu à un empoisonnement probable par des pesticides utilisés contre les punaises de lit.

Iran : le régime lâche du lest sur les libertés individuelles tout en intensifiant la répression politique

A Téhéran, la police n'arrête plus les femmes circulant sans voile et n'organise plus de descentes dans les restaurants organisant des soirées dansantes. Ces mesures d'ouverture sociale, destinées à apaiser le mécontentement de la population, s'accompagnent d'une très forte hausse des exécutions.

Depuis plusieurs semaines, des vidéos et des images stupéfiantes circulent sur les réseaux sociaux des Iraniens : on y voit, en plein Téhéran, de jeunes femmes sans foulard et sans manteau – deux vêtements autrefois obligatoires – parfois même en jupe, jambes découvertes, et, plus étonnant encore, en débardeur, ventre apparent, alors même que la loi oblige toujours les Iraniennes à se couvrir le corps, à l'exception des mains et du visage. Au même titre, de plus en plus de femmes se mettent à faire de la moto en ville, activité pourtant interdite.

Les premiers signes de cette évolution sont apparus après le soulèvement Femme, vie, liberté, déclenché par la mort en septembre 2022 de la jeune Mahsa Amini, arrêtée pour une apparence jugée « pas assez islamique ». Mais désormais, à Téhéran notamment, la police n'intervient plus pour arrêter celles qui contreviennent à la loi. Pourtant, malgré cet assouplissement apparent des règles sociales, la répression politique ne faiblit pas. Dans tout le pays, pendaisons, arrestations, convocations et pressions contre les voix critiques se poursuivent.

« Après la guerre [de « douze jours »], les autorités ira-

niennes ont montré une certaine flexibilité sur la question du hidjab, le régime étant contraint d'accorder certaines concessions et de s'adapter aux exigences de la population. Mais, comme toujours, c'est trop peu, trop tard », explique Raz Zimmt, directeur du programme Iran à l'Institut national d'études de sécurité (INSS) de l'université de Tel-Aviv, en référence aux bombardements menés en juin par l'Etat hébreu et les Etats-Unis visant des sites militaires et nucléaires ainsi que des scientifiques et des hauts gradés. Des frappes qui ont également fait quelques centaines de victimes civiles.

« Le pays se sent vulnérable »

Si la République islamique a enfin décidé de lâcher du lest sur la question du hidjab, soutient Arman Mahmoudian, chercheur au Global and National Security Institute de l'université de Floride du Sud, « c'est parce que, sur le plan extérieur, ce pays se sent vulnérable après la guerre avec Israël en juin ». « Pendant ce conflit, l'appareil militaire et de renseignement iranien est apparu assez exposé face aux capacités israéliennes. Sur le plan intérieur aussi, la République islamique est consciente des multiples pressions auxquelles les Iraniens ordinaires sont confron-

tés : pénurie d'eau, difficultés économiques, incertitude profonde sur l'avenir du pays et sur la possibilité d'une nouvelle guerre », poursuit le chercheur.

Dans la vie quotidienne, à Téhéran et dans d'autres grandes villes, les citoyens font face à de très hauts pics de pollution – perçus par beaucoup comme le résultat de l'incurie des dirigeants, qui ont laissé la capitale se développer de manière anarchique. La sécheresse inédite en Iran contraint également les autorités à rationner l'eau. A ces problèmes s'ajoute l'impasse dans les négociations sur le dossier nucléaire de Téhéran, qui ont conduit, à la fin de septembre, à l'imposition de nouvelles sanctions affectant l'économie. « Le pouvoir iranien comprend que s'il insiste trop fermement sur les questions de liberté individuelle, il risque de provoquer des mouvements de contestation, qui pourraient à leur tour créer un prétexte ou une opportunité pour une nouvelle série d'attaques étrangères contre l'Iran », soutient Arman Mahmoudian.

« Téhéran a beaucoup changé », raconte un Iranien récemment revenu dans la capitale iranienne après plusieurs années à l'étranger, qui préfère rester anonyme par peur de représailles. Selon

lui, qui grâce à son travail a des liens étroits avec différents secteurs de la société, les autorités n'interviennent presque plus contre les femmes non voilées, en particulier dans les quartiers privilégiés du nord de la ville, mais également dans le centre désormais gentrifié. Ces derniers jours, des scènes inimaginables il y a encore quelques mois, montrant des jeunes femmes débarrassées du voile et du manteau réglementaires, ont notamment été filmées lors de la Semaine du design de Téhéran, organisée dans la capitale entre le 11 et le 17 novembre, dans diverses galeries d'art, dans des centres commerciaux ou encore à l'université de Téhéran.

Hausse des exécutions

Certes les autorités ont finalement mis un terme à ce qu'elles qualifient de « débauche ». La Semaine du design a été suspendue à l'université de Téhéran un jour avant la fin de l'événement. L'établissement accueille presque chaque semaine les prières du vendredi, un rendez-vous à la fois religieux et politique, ce qui a poussé les autorités à intervenir.

Mais contrairement à ce qui prévalait jusque-là, les autorités n'organisent plus de des-

centes dans les lieux de restauration et de concert faisant le buzz, où des femmes sans foulard dansent en présence d'hommes. Les autorités se contentent de convoquer les propriétaires de ces établissements et de leur imposer un ordre de fermeture temporaire. « Désormais, les autorités menacent de fermer les restaurants qui osent servir de l'alcool [interdit en Iran] pendant quelques mois. C'est comme si la ligne rouge avait été déplacée de la question du voile à la question de l'alcool. Cela en dit long sur l'évolution dans l'approche des autorités », dit le même Iranien, cité plus haut.



Des femmes sans hijab dans le quartier de Tajrish, dans le nord de Téhéran, le 10 juin 2025. ASLON ARFA

Mais derrière cette vitrine de liberté apparente, la répression politique se poursuit, de manière encore plus féroce. Selon les statistiques publiées par différentes organisations de défense des droits humains, la peine de mort est appliquée en Iran avec une frénésie vertigineuse. Le centre de statistiques des défenseurs des droits humains en Iran (HRANA), qui travaille avec un large réseau de sources dans le pays, a enregistré, entre le 10 octobre 2024 et le 8 octobre 2025, au moins 1 537 exécutions, soit une hausse de 86 % par rapport

à la même période l'année précédente. Selon le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, le nombre d'exécutions en Iran a atteint des niveaux jamais vus depuis 1989.

La répression contre les dissidents prend des formes également plus discrètes. Le 2 novembre, Parviz Sadeghat, Shirin Karimi et Mahsa Asadollahnejad, trois chercheurs critiques du gouvernement, ont été arrêtés par les

services de renseignement iraniens, avant d'être libérés, dix jours plus tard, sous caution. Plusieurs autres chercheurs critiques ont été convoqués ces dernières semaines et leurs appareils électroniques saisis, parmi eux notamment l'économiste Mohammad Maljou.

Ces derniers mois, des Iraniennes ont rapporté que leur carte SIM avait été bloquée par les autorités en raison des critiques qu'elles avaient pu-

bliées sur les réseaux sociaux. Certaines ont été obligées d'arrêter toute activité sur Internet, sans jamais avoir été jugées. Dans ce contexte, l'assouplissement des règles sociales « ne répond guère aux problèmes structurels économiques, environnementaux et politiques du pays », prévient Arman Mahmouadian. Il est peu probable que l'élargissement des libertés individuelles suffise à acheter la paix sociale.

LE FIGARO

26 novembre 2025

Turquie : trois personnes arrêtées pour espionnage pour le compte de puissances étrangères

Trois cadres d'entreprises de défense opérant en Turquie ont été arrêtés mardi dans le pays, soupçonnés d'espionnage au profit de puissances étrangères, a annoncé le parquet d'Istanbul sans préciser la nationalité des sus-

pects. Le parquet avait affirmé dans un premier temps que les suspects œuvraient pour le compte des services de renseignement émiratis, avant de supprimer son communiqué et d'en publier une version largement remaniée sur X, sans mention des Émirats

arabes unis, a constaté l'AFP. Un quatrième suspect est toujours recherché, selon la justice turque qui n'a précisé ni la nationalité ni les employeurs des personnes mises en cause. Selon le parquet d'Istanbul, les suspects interpellés lors d'une opération co-pilotée

par les services de renseignement turcs (MIT) « occupent des postes de direction au sein d'entreprises de défense d'importance critique opérant dans notre pays ».

Ces individus sont accusés notamment d'avoir voulu four-

nir des «éléments biographiques» d'employés à des pays étrangers. La Turquie a considérablement développé

ses industries de défense avec une croissance des exportations de 29% en 2024 (7,15 milliards de dollars, soit 6,2

milliards d'euros environ), ce qui la classe au onzième rang mondial, selon le chef de l'État, Recep Tayyip Erdogan. Cette

croissance est portée notamment par le succès de ses drones militaires.

Le Monde

Nicolas Bourcier
26 novembre 2025

En Turquie, Fatih Altayli, célèbre journaliste et présentateur télé, condamné à plus de quatre ans de prison

L'affaire marque une nouvelle étape dans l'agonie de la liberté de la presse en Turquie, où 85 % des médias nationaux sont entre les mains du pouvoir.

Fatih Altayli est une des figures les plus importantes et influentes du journalisme turc. Comme de nombreux autres confrères, il a été obligé de quitter plusieurs fois son poste ces dernières années, après les reprises successives des groupes de presse auxquels il collaborait par des dirigeants liés au pouvoir. Plus de 85 % des médias nationaux sont aujourd'hui entre leurs mains.

Comme beaucoup d'autres animateurs de télévision et commentateurs, Fatih Altayli a continué depuis son salon à donner libre cours à sa parole sur une chaîne YouTube qu'il a lui-même créée. Celle-ci comptait près de 1,7 million d'abonnés le jour de son arrestation, fin juin. Après cinq mois de détention, il vient d'être condamné par le tribunal correctionnel d'Istanbul, mercredi 26 novembre, à quatre ans et deux mois de prison ferme pour « menaces contre le président ».

Ses avocats ont déclaré qu'ils allaient faire appel. A l'énoncé du verdict, Erol Önderoğlu, de Reporter sans frontières (RSF), a déploré un verdict « qui ne constitue pas seule-

ment une sanction injustifiable et impitoyable infligée à ce journaliste de renom, mais vise aussi à intimider l'opinion publique critique ». Il ajoute : « Cette peine, la plus lourde prononcée ces dernières années, qui repose sur des propos sortis de leur contexte, doit être annulée. »

L'affaire, qui marque une nouvelle étape dans l'agonie de la liberté de la presse en Turquie, a commencé le 20 juin. Ce jour-là, le journaliste a commenté lors d'une émission sur sa chaîne un sondage consacré à la vie politique du pays. Dans son intervention, qui dure plusieurs minutes, il est interrogé par un intervenant : « On a demandé au public si le président Recep Tayyip Erdogan devait rester président à vie, et 70 % des personnes interrogées s'y sont opposées. Comment interprétez-vous ce pourcentage ? »

En réponse, Fatih Altayli déclare : « Regardez le passé lointain, pas le passé récent. Cette nation est une nation qui a déjà étranglé son sultan. Quand elle ne les appréciait pas, quand elle ne les voulait pas... Nombre de sultans ottomans ont été victimes d'un complot,

étranglés, assassinés ou se seraient suicidés. »

« La liberté de rêver différemment »

En l'espace de quelques heures, un acte d'accusation est établi par le parquet d'Istanbul. Celui-ci désigne le président Erdogan comme « plaignant ». L'acte cite une disposition du code pénal relative aux « menaces impliquant une attaque effective contre le président » et, au lieu de la peine traditionnelle allant jusqu'à deux ans pour le simple délit de menace, il requiert une peine d'emprisonnement d'« au moins cinq ans » devant une cour d'assises. Fatih Altayli est arrêté le 22 juin à son domicile de Tesvikiye, à Istanbul.

Dans sa première déclaration devant le juge, il explique : « Lors de l'émission, j'ai indiqué que le peuple turc a toujours aimé la participation active à l'administration de l'Etat par le biais du vote depuis les réformes du Tanzimat [sous l'ère ottomane]. (...) Je n'ai absolument aucune intention menaçante. J'ai exercé mon droit de critiquer le président Erdogan, que je connais personnellement. » Lors de la première audience,

qui s'est tenue dans une salle comble du tribunal de Silivri, le 3 octobre, il a insisté : « Tout au long de mes quarante années et plus de vie professionnelle, tout au long de ma vie, je n'ai jamais menacé une seule personne qui n'était ni plus faible ni plus forte que moi. » Soulignant qu'il était depuis pris pour cible sur les réseaux sociaux, il a ajouté : « Quinze à vingt secondes ont été coupées d'un propos plutôt bien intentionné. J'ai été lynché sur les réseaux et jeté dans une cellule à Silivri. (...) Je ne suis pas un journaliste dit "de l'opposition", je défends seulement la liberté de rêver, la liberté de rêver différemment. »

Jusqu'en octobre, sa chaîne YouTube est restée ouverte. Les émissions de Fatih Altayli se résument à un fauteuil vide et des lettres lues en voix off, qu'il avait rédigées depuis sa cellule. Elles ont été parmi les émissions les plus regardées quotidiennement en Turquie. Un tribunal pénal a ordonné l'interdiction d'accès à sa chaîne. Pour l'heure, YouTube n'a pas donné suite à cette exigence.



Nov 26, 2025

Dana Gas halts production at Kurdistan's Khor Mor facility after 'rocket attack'

ERBIL, Kurdistan Region - UAE-based Dana Gas reported Thursday that production at its Khor Mor facility in the Kurdistan Region's eastern Sulaimani province has been suspended after the site "was struck by a rocket attack" late Wednesday. The company confirmed that "no injuries to personnel were recorded."

In a statement obtained by Rudaw, Dana Gas reported that "a liquid storage tank at the Khor Mor facility" was "struck by a rocket attack," adding that "there were no injuries to personnel."

The company said that production at the facility "has been shut down to extinguish the fire and conduct a situation assessment," noting that it "continues to coordinate with local authorities, and further updates will be provided to the market in due course."

Dana Gas, together with its affiliate Crescent Petroleum, is a joint operator and major shareholder in Pearl Petroleum, the consortium leading the development and production of the Khor Mor gas facility.

Earlier this month, Crescent Petroleum CEO Majid Jafar told Rudaw that a major milestone had been reached with the launch of the Khor Mor 250 (KM250) project,



Undated picture of the Khor Mor gas field in Sulaimani's Chamchamal district, east of the Kurdistan Region. File photo: Crescent Petroleum

boosting natural gas production capacity in the Kurdistan Region by 50 percent - to more than 700 million cubic feet per day.

"It's a pride for us, but it is a pride for Kurdistan, and it's really a pride for all of Iraq because it is hugely beneficial, of course, for the electricity situation within the Kurdistan Region, but also for other parts of Iraq," Jafar then said.

The Khor Mor expansion was intended to support the Kurdistan Regional Government's (KRG) flagship Runaki - "light" in Kurdish - initiative, which aims to provide uninterrupted electricity to res-

idents of the Kurdistan Region.

Footage obtained by Rudaw on Thursday showed smoke continuing to billow from the Khor Mor gas field, after an explosives-laden drone struck the facility late Wednesday.

In the aftermath of the attack, the Kurdistan Region's electricity and natural resources ministries said in a joint statement, "We inform the citizens of the Kurdistan Region that tonight [Wednesday] at 11:30 pm, due to a drone attack on the Khor Mor field, all gas transfers to power stations have been halted."

The statement added that teams from both ministries, along with Dana Gas, are assessing the consequences of the incident with the aim of restoring normal operations.

Following the attack, Omed Ahmed, spokesperson for the KRG's electricity ministry, told Rudaw that eighty percent of the Kurdistan Region's power supply would be cut in the coming hours.

"Our teams are trying to avoid a complete blackout," Ahmed emphasized, regretting that "more than 3,000 megawatts of electricity will be lost."

Last updated at 9:20 am

Irak : un drone touche un complexe gazier appartenant aux Émirats dans le Kurdistan

A 23h30 (20h30 GMT), un drone a attaqué l'installation du champ gazier de Khor Mor, interrompant la fourniture de gaz aux centrales électriques», a indiqué l'autorité du gaz et de l'électricité de la région dans un communiqué.

Une frappe de drone a ciblé mercredi soir un complexe gazier appartenant aux Émirats dans la région autonome du Kurdistan en Irak, coupant l'approvisionnement en gaz des centrales électriques de la région, ont déclaré les autorités locales.

«À 23h30 (20h30 GMT), un drone a attaqué l'installation du champ gazier de Khor Mor, interrompant la fourniture de gaz aux centrales électriques», a indiqué l'autorité du gaz et de l'électricité de la région dans un communiqué.

Exploité par la compagnie gazière émiratie Dana Gas, le champ gazier de Khor Mor se trouve entre les villes de Kirkouk et Souleimaniye, et alimente en énergie la plus grande partie du Kurdistan. Une source sécuritaire locale

a déclaré à l'AFP que l'attaque avait «visé des réservoirs de stockage, causant une forte explosion et un vaste incendie».

Pas de victimes

Les autorités irakiennes ont indiqué tôt jeudi que le sinistre n'avait pas fait de victimes, tout en dénonçant une tentative de «nuire à la sécurité et à la stabilité économique» du pays. L'attaque n'a pas été revendiquée dans l'immédiat.

Elle a provoqué une perte de

puissance de 2600 mégawatts électriques, représentant 80% des capacités de la région, selon un porte-parole du régulateur électrique local, Omed Ahmed.

Le complexe de Khor Mor a été frappé à plusieurs reprises ces dernières années. En avril 2024, quatre employés yéménites y avaient été tués dans une frappe de drone. La région du Kurdistan a connu une série d'attaques de drones non revendiquées cette année, la plupart contre des champs pétroliers.



Nov 26, 2025

KRG official urges UK to facilitate activation of anti-drone system at Khor Mor

ERBIL, Kurdistan Region - A senior Kurdistan Region official on Thursday urged the United Kingdom to accept Erbil's "end-user certificates" to activate an anti-drone defense system that was delivered by a British company, stressing that the technology "could save lives."

Earlier in the day, the UK, through its ambassador to Iraq, "strongly condemned the attack on the Khor Mor gas field," warning that "attacks on vital infrastructure threaten Iraq's stability and the safety of its people."

In a post on X, British Ambassador Irfan Siddiq said the United Kingdom "stands with

its Iraqi partners and supports efforts to protect critical facilities," calling for those responsible to be held accountable.

Responding to Siddiq's remarks on X, Aziz Ahmad, Deputy Chief of Staff to the Kurdistan Region's Prime Minister, thanked the ambassador, saying, "We value the KRG-UK partnership and appreciate your sympathy."

Ahmad emphasized that "the UK could help" indeed, explaining that a British company has delivered an anti-drone system to the Khor Mor field that "is entirely defensive and jams incoming drones." However, he noted that the sys-

tem "isn't working because the UK government won't accept KRG-issued end-user certificates, and Baghdad refuses to issue one."

"This technology could save lives," he asserted, urging a solution to "break this impasse."

The Khor Mor gas field was struck by a drone on Wednesday night, triggering a blaze that had yet to be fully contained by Thursday and causing a partial blackout across the Kurdistan Region. Earlier on Thursday, Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani condemned "the cowardly attack on the Khor

Mor gas field in the strongest terms," urging Baghdad to identify the perpetrators and bring them to justice.

In a post on X, the Kurdish Premier further urged "our American and international partners to provide the defensive equipment necessary to protect our civilian infrastructure, and to support us in taking serious action to deter these attacks on our people and our progress."

Located in the Chamchamal district, the Khor Mor field is operated by Pearl Petroleum - a consortium that includes UAE-based Dana Gas and Crescent Petroleum. It has

been targeted repeatedly in recent years by rocket and drone attacks. In April last year, a drone

strike killed four Yemeni workers at the site, temporarily halting production and disrupting electricity supplies ac-

ross the Kurdistan Region.

No group has claimed responsibility for the latest attack,

but Kurdish officials have previously blamed Iran-backed Iraqi armed groups.



Nov 26, 2025

Trump envoy says US supports stronger Kurdistan after drone attack

ERBIL, Kurdistan Region - Mark Savaya, US Special Envoy to Iraq, on Thursday said Washington supports a stronger Erbil and called on Baghdad to identify those responsible for the latest drone attack on Kurdistan Region's main gas field.

"The United States supports a strong Kurdistan within a united and stable Iraq. We encourage Baghdad and Erbil to deepen their security cooperation and work closely to safeguard vital economic and energy infrastructure," Savaya said on X.

He added that the drone attack that targeted Khor Mor gas field in Sulaimani province late Wednesday was carried out by "armed groups operating illegally and driven by hostile foreign agendas."

President Donald Trump's envoy also called on the Iraqi government to identify the perpetrators of the attack and bring them to justice.

"Let it be unequivocal: there is no place for such armed groups in a fully sovereign Iraq. The United States will fully support these efforts. Every illegal armed group and supporter will be tracked, confronted, and held accountable," he said.

The attack targeted a storage



From left: Kurdish and American flags. Graphic: Rudaw

tank at the Khor Mor gas field, causing a blaze which was put out after several hours. The assault has been widely condemned and labeled as a terrorist attack, with the Kurdish officials calling on Baghdad to find the perpetrators and hold them responsible for the assault.

Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani on Thursday chaired an emergency security meeting and decided to form a high-level committee to probe the attack. He has also spoken on the phone with the Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani over the assault. "We agreed to form a joint in-

vestigative committee to identify and prosecute those responsible," said the Kurdish prime minister on X.

No group has claimed responsibility for the attack.

The Kurdistan Regional Government (KRG) has previously blamed some Iraqi militia groups for similar attacks on the field and energy facilities in the Kurdistan Region.

Aziz Ahmad, Deputy Chief of Staff to the Kurdistan Region's Prime Minister, blamed Iraqi "usual terrorists on the federal government's payroll" for the attack.

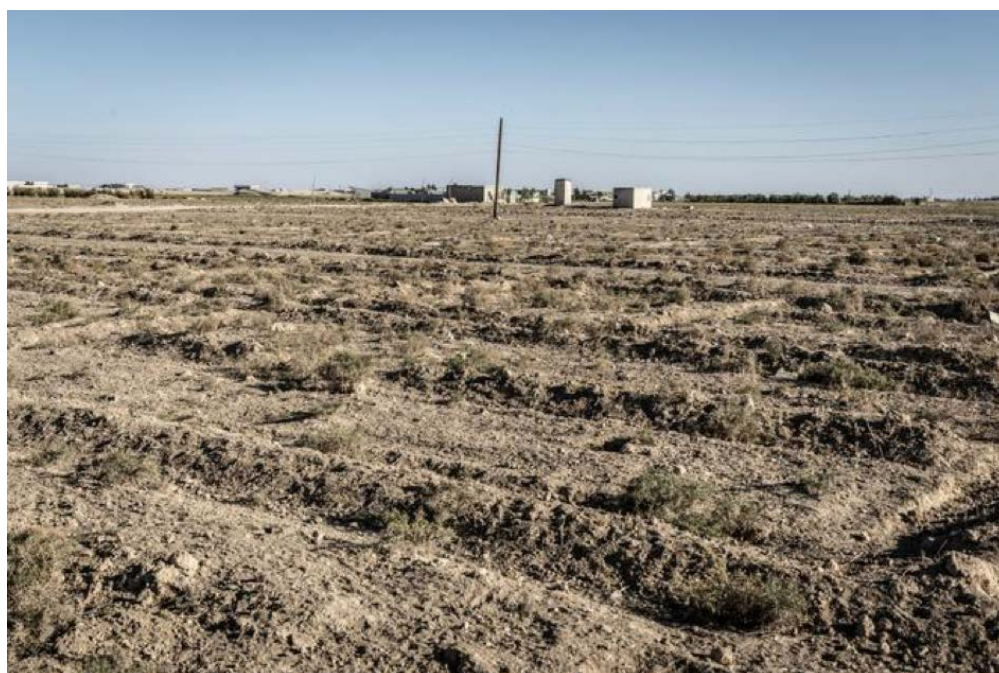
Located in Chamchamal dis-

trict, Khor Mor gas field is operated by Pearl Petroleum, a consortium that includes UAE-based Dana Gas and Crescent Petroleum. The field has come under numerous Katyusha and drone attacks in recent years, and the Kurdish authorities have blamed Iran-backed militia groups.

Dana Gas said in a statement on Thursday that production at the facility "has been shut down to extinguish the fire and conduct a situation assessment," noting that it "continues to coordinate with local authorities, and further updates will be provided to the market in due course."

En Syrie, le nouveau pouvoir confronté à une sécheresse inédite depuis 1956

Dévastée par des années de guerre, la terre syrienne subit une raréfaction des pluies. Dans un pays majoritairement rural, la faim guette de nombreux habitants. Le président intérimaire, Ahmed Al-Charaa, essaie d'importer massivement du blé de Russie et d'autres pays producteurs.



A Harran Al-Awamid, en Syrie, le 31 octobre 2025. Pendant des années, les arbres fruitiers ont été coupés pour le bois de chauffage et de cuisson, et la terre retournée en urgence pour permettre des cultures. LAURENT VAN DER STOCKT POUR « LE MONDE »

L'Oronte n'est pas parti sans crier gare. Depuis des mois, le fleuve agonisait dans son lit au fil d'un été brûlant et sans fin, précédé d'un hiver sans pluies. L'automne, tout aussi sec, pourrait lui porter un coup fatal. Ses 571 kilomètres de berges, qui, du Liban, s'étirent en direction du nord, traversant les régions de Homs, Hama et Idlib, sont parsemées de mares stagnantes, d'étendues de terre craquelée, de rochers mis à nu et de roseaux asséchés.

Si des premières averses étaient annoncées pour les derniers jours de novembre, les pluies, mesurées sur un an, sont tombées à leur niveau le plus bas depuis 1956. A peine 30 % des normales saisonnières ont été mesurées. Les sources sont tarées. Le volume d'eau retenu par le barrage de Rastane, situé entre Homs et Hama, baisse dangereusement, menaçant le gagne-pain des milliers de pêcheurs qui s'activent tout le long du cours de l'Oronte. Des champs maraîchers d'Idlib aux vergers de Hama, en passant par la plaine céréalière de Homs, l'agriculture est en pleine tourmente : plus de 200 000 emplois seraient menacés sur le bassin du fleuve. Et la crise affecte toutes les régions du pays.

Surnommées le « grenier à blé de la Syrie », les étendues sous le contrôle de l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie, à dominante kurde, ne sont pas mieux loties. La surface cultivée s'y est aussi réduite comme peau de chagrin, sous le double effet de la sécheresse et de la baisse du débit de l'Eu-

phrate. Cette baisse est qualifiée d'« artificielle » par les autorités kurdes syriennes, qui accusent la Turquie voisine de manipuler, de son territoire, les volumes d'eau du fleuve, afin d'étrangler la région autonome.

Insécurité alimentaire

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) tirait la sonnette d'alarme dès la fin juin, en pleine période des moissons, décrivant les conditions climatiques sévères qui affectent la Syrie comme les « pires depuis près de soixante ans ». Le constat de la FAO laisse présager une année difficile : la récolte de blé, pilier de l'alimentation des ménages syriens, devrait se situer entre 900 000 et 1,1 million de tonnes – un niveau historiquement bas, en baisse de plus de 50 % par rapport à 2024.

Cette chute dramatique pourrait porter à plus de 14 millions le nombre de Syriens en situation d'insécurité alimentaire. Pour parer au danger, le nouveau pouvoir, incarné par le président intérimaire, Ahmed Al-Charaa, cherche à reconstituer des stocks stratégiques en important de l'étranger : mi-novembre, 135 000 tonnes de blé en provenance de Russie et d'Ukraine ont été déchargées dans les ports de Tartous et de Lattaquié. Un record. Mais cette dépendance envers deux pays en guerre, dont un ancien adversaire, la Russie, n'est pas sans risque.

Ancien protecteur du régime déchu de Bachar Al-Assad, Moscou reste un acteur crucial pour la sécurité alimen-

taire du pays. Dans les dernières années de pouvoir d'Al-Assad, le déficit en blé était couvert presque entièrement par la Russie. Après que la coalition islamiste emmenée par Ahmed Al-Charaa (connu à l'époque sous son nom de guerre, Abou Mohammed Al-Joulani) s'est emparée de Damas, en décembre 2024, Moscou avait interrompu ses exportations de céréales pour finalement les reprendre au printemps. Alors que la Syrie doit désormais importer au moins 2,5 millions de tonnes par an, Damas tente de remplacer les approvisionnements russes par du blé en provenance de Roumanie, de Bulgarie et donc d'Ukraine, mais ces nouvelles sources restent encore limitées.

Le défi est considérable pour le président Al-Charaa, alors que l'agriculture emploie plus d'un quart de la main-d'œuvre dans le pays et que son administration s'efforce de reconstruire la Syrie, ravagée par quatorze années de guerre civile. Cette année de sécheresse ravive le souvenir de celle de la fin des années 2010, quand un exode rural massif avait conduit des centaines de milliers de paysans à s'entasser à la périphérie des grandes villes. Un phénomène qui avait contribué à déclencher le soulèvement populaire contre Bachar Al-Assad, en mars 2011. Cette fois, la crise fragilise de surcroît le retour des réfugiés dans leurs régions d'origine.

Pollution des sols

Autour de Damas, la Ghouta (« oasis » en arabe), jadis jalonnée de vergers, a viré

des tons verts au gris. Le long des routes qui traversent la grande banlieue de la capitale syrienne et sa campagne, les canaux d'irrigation sont là aussi désespérément à sec. Sous les effets de la guerre et du stress hydrique, le « grenier de Damas » est englouti sous l'aridité. L'armée de l'ancien régime a ici coupé des centaines de milliers d'arbres pour en revendre le bois après qu'elle a repris le contrôle de la région en 2018. Selon les lieux et l'intensité des combats, la pollution des sols par les munitions et les métaux lourds compromettra longtemps tout renouveau agricole.

Mohammed Al-Dari, 45 ans, originaire de la Ghouta, est de retour chez lui depuis avril. L'ex-cultivateur, qui vit des aides envoyées par ses frères restés à l'étranger, cherche à se reconverter comme coiffeur. Le travail de la terre est un souvenir lointain, qui remonte à une douzaine d'années. En 2013, il avait dû quitter précipitamment Harran Al-Awamid, un gros bourg agricole au sud-est de la capitale syrienne, longtemps assiégé par les forces loyales à Bachar Al-Assad, puis décréte zone militaire, à cause de sa proximité avec l'aéroport international de Damas, un temps menacé par l'opposition armée.

Déjà arrêté fin 2011 – « *J'étais allé chercher du pain* » –, torturé et emprisonné pendant plus d'un an, relâché grâce à un dessous-de-table payé par sa famille à un juge, Mohammed s'était alors enfui au Liban. Douze années d'exil ont suivi, dans la plaine de la Bekaa. Tour à tour ouvrier

The New York Times Nov. 27, 2025

Rocket Attack on Iraqi Gas Field Cuts Power to Most of Kurdistan

The strike is the latest in a string of attacks on energy infrastructure in Iraq's northern Kurdish region, which some regional authorities have privately blamed on Iran-affiliated militias.

An overnight rocket attack on one of the largest gas fields in Iraq caused major power outages across most of the country's semiautonomous Kurdistan region on Thursday, local authorities said.

The strike at Khor Mor gas field in the northern Kurdistan region came shortly after midnight and was the latest in a string of drone and rocket attacks targeting Kurdish-run oil and gas infrastructure in recent months.

Prime minister Mohammed al-Sudani condemned the strike as an "attack on all of Iraq," but Iraqi authorities have not publicly said who they believe to be behind the attacks.



The Khor Mor gas field after a rocket attack in Iraq's Kurdistan region, on Thursday. Ako Rasheed/Reuters

Privately, Iraqi and Kurdish officials have blamed recent attacks on local militias aligned with neighboring Iran. The militias have previously been accused of attacking U.S. interests in Iraq, and could see Kurdistan, which has close economic and diplomatic ties with Washington, as a

lower-level target.

The U.S. envoy to Iraq, Mark Savaya, alluded to those militias in a statement posted on X, [blaming](#) the attack on "armed groups operating illegally and driven by hostile foreign agendas."

One of Iraq's most

powerful militias, Asa'ib Ahl al-Haq, which was once close to Iran but has sought to distance itself from Tehran in recent years, denied any involvement and called for a national investigation. Other militias have remained silent.

En visite en Turquie, le pape Léon XIV encourage le pays à favoriser « une paix juste et durable »

Accueilli par le président Recep Tayyip Erdogan, le chef de l'Église catholique est arrivé en Turquie, où il commence le premier voyage à l'étranger de son pontificat.

Debout, côte à côte, face au monumental palais présidentiel d'Ankara, jeudi 27 novembre, Léon XIV et le président turc, Recep Tayyip Erdogan, écoutent solennellement l'hymne national du pays. Ils sont arrivés l'un après l'autre sous la guérite disposée pour eux au pied du monument érigé après le [coup d'État raté du 15 juillet 2016](#). Autour d'eux, des gardes vêtus de bleu d'un côté, et des soldats habillés d'armures au style ottoman de l'autre. Le pape longe un tapis bleu pour passer les troupes en revue aux côtés d'un président à la démarche incertaine. Contrairement aux dernières années du pontificat de François, en chaise roulante, le chef de l'Église catholique semble plus en forme que son hôte.



Le pape Léon XIV et le président turc, Recep Tayyip Erdogan, lors d'une réunion rassemblant des représentants des autorités turques, de la société civile et du corps diplomatique dans le cadre de la visite officielle du pape à Ankara le 27 novembre 2025. ADEM ALTAN / AFP

Le premier déplacement en dehors du Vatican du pape américain, âgé de 70 ans, en Turquie et au Liban du 27 novembre au 2 décembre, ne devait initialement pas comprendre d'étape à Ankara. Mais M. Erdogan en a fait expressément la demande. Léon XIV a saisi l'occasion de prononcer un discours politique dans un voyage qui devait être consacré à l'œcuménisme, à savoir le dialogue entre chrétiens. La visite en Turquie, prévue pour le pape François, mort trop tôt pour honorer l'invitation du patriarche orthodoxe de Constantinople, Bartholomée, avait pour seul but de

célébrer les 1 700 ans du concile de Nicée, où a été décidé le credo, la profession de foi énonçant les principaux éléments de la croyance des chrétiens.

Après la cérémonie d'accueil, et la visite au mausolée de Mustafa Kemal Atatürk, fondateur de la République de Turquie, le pape s'est rendu dans la bibliothèque de la nation – dans une autre partie du complexe présidentiel – pour rencontrer des représentants des autorités, de la société civile et du corps diplomatique turc. Rompant avec la tradition, c'est en anglais et non en italien, langue

de travail du Vatican, que le natif de Chicago s'est exprimé devant eux.

Tout en retenue

Fidèle à la prudence dont il a fait preuve lors des six premiers mois de son pontificat, Léon XIV a exprimé des messages géopolitiques tout en retenue. Devant un globe géant trônant au milieu de la bibliothèque, il a demandé à Recep Tayyip Erdogan d'être « un facteur de stabilité et de rapprochement entre les peuples, au service d'une paix juste et durable ». « La visite de quatre papes en Turquie – Paul VI en 1967,

Jean-Paul II en 1979, Benoît XVI en 2006 et François en 2014 – atteste que le Saint-Siège entretient non seulement de bonnes relations avec la République de Turquie, mais souhaite également coopérer à la construction d'un monde meilleur avec la contribution de ce pays qui constitue un pont entre l'Orient et l'Occident, entre l'Asie et l'Europe, et un carrefour de cultures et de religions », a déclaré le souverain pontife.

Faisant référence au rôle d'intermédiaire que souhaite jouer son hôte dans le conflit russo-ukrainien et dans la

guerre d'Israël contre Gaza, le pape a insisté : « *Aujourd'hui plus que jamais, nous avons besoin de personnalités qui favorisent le dialogue et le pratiquent avec une volonté ferme et une ténacité patiente* ».

Le chef de l'Eglise catholique a rappelé qu'« *après la période de construction des grandes organisations internationales (...) nous traversons une phase fortement conflictuelle au niveau mondial, où prévalent les stratégies de pouvoir économique et militaire, alimentant ce que le pape François appelait "la troisième guerre mondiale*

par morceaux" ».

Le président turc s'était entretenu auparavant deux fois au téléphone avec Robert Prévoost pour discuter de la situation au Proche-Orient. En contact avec Moscou comme avec Kiev, M. Erdogan a proposé le 19 novembre qu'Istanbul soit le lieu d'un « *contact direct* » entre les deux pays.

« **Un carrefour de sensibilités** »

Jeudi 27 novembre, le président turc a rappelé le bombardement de la paroisse catholique de Gaza et a évo-

qué une solution à deux Etats dans le conflit israélo-palestinien. Il a par ailleurs salué les discours de paix du pape sur l'Ukraine. Très attendu sur le sujet, le pape Léon a aussi profité de son allocution pour évoquer le sort des minorités chrétiennes dans un pays, officiellement laïc, qui s'islamise de plus en plus. « *Je tiens à vous assurer que les chrétiens (...) ont eux aussi la volonté de contribuer positivement à l'unité de votre pays* », a ainsi déclaré le pape américain.

Pour Léon XIV, la Turquie est « *un carrefour de sensibilités, dont l'homogénéisation re-*

présenterait un appauvrissement ». « *Une société, estime-t-il, n'est vivante que si elle est plurielle : ce sont les ponts entre ses différentes identités qui en font une société civile.* » S'il n'évoque pas ouvertement la question des droits de l'homme, ce passage du discours évoque la pluralité de plus en plus absente du paysage politique turc et aux oppositions qui ont du mal à exister. Difficile de ne pas penser dans le contexte à [Ekrem Imamoglu, le maire d'opposition d'Istanbul incarcéré en mars pour « corruption », et qui risque plus de 2 000 ans de prison.](#)

The New York Times Nov. 27, 2025

In Turkey With a Message of Outreach, Pope Meets Erdogan

President Recep Tayyip Erdogan received Leo XIV on the opening leg of a trip that will also include Lebanon.

Pope Leo XIV kicked off the [first foreign trip of his papacy](#) on Thursday, arriving in Muslim-majority Turkey for a visit aimed at showcasing his interest in dialogue with other faiths and cooperation with other Christian denominations.

On the first of his four days in Turkey, Leo met with President Recep Tayyip Erdogan. Later in the trip, he is set to visit local Catholic clergy and leaders of other Christian groups, including Ecumenical Patriarch Bartholomew I of Constantinople, head of the Eastern Orthodox church.

On Sunday, Leo is expected to fly to Lebanon, home to the Arab world's largest Catholic community, to meet with church and government officials there. The pope's visit there will force him to confront one of the world's most fraught geopolitical contexts, testing his diplomatic mettle in ways he has rarely previously faced. Israel [regularly strikes](#) south Lebanon, endangering a [fragile truce](#) with Lebanese militias that was forged a year ago on Thursday, following a 13-month war.

In Turkey on Thursday, Leo stood inside the rotunda of the National Li-

brary and in front of a large globe in the capital, Ankara, and issued a broad appeal for dialogue and compassion between people of different countries, faiths and economic backgrounds. He spoke after meeting with Mr. Erdogan.

He took aim at artificial intelligence, saying it merely "accelerates processes that, on closer inspection, are not the work of machines, but of humanity itself."

He criticized "consumerist economies" that he said fueled loneliness and said that people should instead build "a culture that appreciates affection and

personal connection."

Without mentioning specific countries, he warned of a "heightened level of conflict on a global level" that was distracting humanity from its greatest challenges, namely, "peace, the fight against hunger and poverty, health and education, and the protection of creation."

Speaking before the pope, Mr. Erdogan praised Leo's call for diplomacy to end the war in Ukraine and expressed admiration for his stance on the Palestinians. Leo said in September that people in Gaza "continue to live in fear and survive in unaccept-

able conditions, forced once again to leave their land.”

“You can see mosques, churches and synagogues side by side” in many Turkish cities, Mr. Erdogan said. “They are witnesses to our culture of coexistence.”

He did not mention that since the years surrounding the foundation of modern Turkey in 1923, the number of ethnic Greeks, who are overwhelmingly Orthodox Christians, has drastically fallen. Reasons include a population exchange between Turkey and Greece, communal violence against Greeks in Istanbul and [discriminatory government policies](#). The ethnic Turkish population in Greece also hugely declined.

Most of the Greeks were gone by the time Mr. Erdogan became prime minister in 2003, but his government has converted former Christian churches such as the Hagia Sophia, an ancient Byzantine cathedral and more recently a museum, [into mosques](#).

Leo’s decision to begin his first trip abroad in Turkey, a predominantly Muslim country with a tiny Catholic population, is [a nod to Christian history](#) that he hopes will signal his modern day message, Vatican officials have said.

On Friday, he will visit the site of the ancient city of Nicaea, now called Iznik,



Pope Leo XIV landed in Muslim-majority Turkey on Thursday, beginning the first international trip of his papacy. The voyage is aimed at promoting interfaith dialogue and cooperation between Christian groups. Diego Ibarra Sanchez for The New York Times

to commemorate the 1,700th anniversary of a Christian gathering there that defined tenets of the faith. The resulting document, the Nicene Creed, is still followed by modern Catholic, Orthodox and Protestant Christians, regardless of their other theological differences.

It was a trip, Vatican officials have said, that Leo’s predecessor, [Pope Francis](#), had hoped to make before falling ill. Leo [became pope](#) after Francis died in April.

During the flight from Rome, Leo told the reporters onboard that he sought to “proclaim how important peace is throughout the world” and to encourage “greater unity” among people, “in spite of different religions,

in spite of different beliefs.”

He wished the Americans onboard a happy Thanksgiving and walked the length of the plane delivering greetings to journalists, signing programs and blessing rosaries. He also received homemade pumpkin pies from two reporters, and told another that he had completed the day’s Wordle game in The New York Times and “got it in three.”

The visit is a boon for Mr. Erdogan, who got the honor of being the first head of state to receive the new pope.

In Ankara, soldiers on horses escorted Leo to the gate of the presidential palace, where he entered alongside Mr. Erdogan. A phalanx of guards stood

by as the leaders walked up a turquoise carpet. Soldiers fired ceremonial cannons and a military band played the Turkish national anthem.

That followed Leo’s first stop, at the mausoleum of Mustafa Kemal Ataturk, the founder of modern Turkey and its first president, where two soldiers laid a wreath bearing the pope’s name.

Emre Oktem, a professor of international law at Galatasaray University in Istanbul, said, “As a good Muslim, I am very happy” about the pope’s visit. Referring to Leo, he added, “As a Catholic pope, he comes and pays his first visit to a Muslim country — it is a sign of openness and interest in cooperation.”

En Turquie, le pouvoir islamo-conservateur a apaisé les relations avec les minorités religieuses

La communauté chrétienne turque, sur le déclin, accueille, jeudi, le pape Léon XIV. Cette visite intervient alors que Recep Tayyip Erdogan a mis en place une relation plus libérale avec les minorités non musulmanes, en dépit de quelques accès de tensions, comme lors de la conversion en mosquée de Sainte-Sophie.

Deux banderoles blanches pavoisées à l'effigie du pape Léon XIV ont été accrochées aux entrées de l'église Saint-Antoine, sise au milieu de l'immense artère piétonne d'Istiklal, cœur battant d'Istanbul. Plus loin, en face de la nonciature apostolique, ils sont une petite trentaine à assister à la messe du soir de la cathédrale du Saint-Esprit, à peine un peu plus que d'habitude. A quelques heures de l'arrivée du chef de l'Eglise catholique en Turquie, le pays n'a pas l'air de s'émouvoir outre mesure. Seuls les alentours des ruines de la basilique Saint-Néophyte de Nicée, aujourd'hui Iznik, à 90 kilomètres au sud-est de la mégapole du Bosphore, siège du premier concile œcuménique chrétien il y a 1 700 ans et où Léon XIV se rendra vendredi, témoignent d'une certaine animation.

Prévu au départ par le pape François pour le printemps, le voyage en Turquie destiné à marquer l'anniversaire de ce concile fondateur, en 325, a été suspendu en raison de sa maladie, puis de sa mort, avant d'être reprogrammé par le Vatican. Ce choix a été vivement encouragé par Ankara. Le pouvoir islamo-conservateur du président Recep Tayyip Erdogan et de sa formation, le Parti de la justice et du développement (AKP),



Devant la statue du défunt pape Jean XXIII, à l'extérieur de l'église Saint-Antoine-de-Padoue, tandis qu'une banderole de bienvenue à Léon XIV trône, avant sa visite en Turquie. A Istanbul, le 24 novembre 2025. OZAN KOSE / AFP

a, depuis son accession au sommet de l'Etat en 2003, mis en place une relation particulière avec les minorités non musulmanes de Turquie.

« Ces vingt dernières années se sont traduites par plus de flexibilité et un réel apaisement avec les communautés, souligne Emre Öktem, professeur de droit international à Istanbul et spécialiste du droit religieux. Les dirigeants de l'AKP ont appris à faire davantage de concessions envers les minorités et mesuré l'énorme atout que représen-

tait l'usage de la liberté religieuse comme gage auprès des puissances occidentales et le monde chrétien, notamment dans le contexte des ambitions de la Turquie de jouer un rôle plus important sur la scène internationale. »

« Approche pragmatique »

Après des décennies marquées, du point de vue des minorités chrétiennes, par des épisodes tragiques mêlant violences, spoliations et déchristianisation, les années 2000 ont, de fait, connu une relative

embellie. Sous pression des réformes européennes, les premiers gouvernements AKP ont assoupli quelques règles encadrant les fondations des minorités. Des fondations arméniennes, grecques et juives ont ainsi obtenu le droit de récupérer des biens confisqués et d'enregistrer quelques propriétés. En 2008, la révision de la loi sur les fondations (*Vakıflar Kanunu*) est même alors perçue comme une des plus importantes avancées depuis le traité de Lausanne (1923). L'époque est aussi à la re-

connaissance par Ankara du caractère œcuménique du patriarcat de Constantinople. Traditionnellement, les gouvernements turcs s'opposaient à toute autorité religieuse transnationale, le terme « œcuménique », employé par le patriarcat depuis des siècles, étant perçu comme une atteinte à la souveraineté de l'Etat national. « *Bien que le gouvernement AKP soit ancré dans l'idéologie islamique, précise Emre Öktem, ce qui pourrait laisser supposer un alignement plus marqué avec le nationalisme turc traditionnel et une réticence à reconnaître le caractère œcuménique du patriarcat, l'inverse s'est produit en raison de l'approche pragmatique de l'AKP, qui privilégie souvent les intérêts particuliers à la cohérence idéologique.* »

Après le coup d'Etat raté de

2016, la question des minorités religieuses passe au second plan. Le dialogue interreligieux est maintenu, mais aucune réforme législative majeure ni reconnaissance juridique n'est engagée. Ces dernières années sont marquées par quelques gestes, mais aussi des tensions. La double conversion en mosquées de Sainte-Sophie et de l'église Chora, en 2020, est accueillie froidement par les minorités. D'un autre côté, en 2023, le président Erdogan inaugure l'église syrienne à Istanbul, une première depuis la création de la République.

« *Bien sûr qu'il y a des hauts et des bas, dit Laki Vingas, ancien représentant des fondations minoritaires non musulmanes en Turquie entre 2008 et 2014. Mais le fait est que nous parlons aujourd'hui*

bien plus tranquillement, de façon autonome et décisive avec les autorités. On nous écoute et même si, évidemment, cela n'aboutit pas systématiquement, nous sommes bien davantage considérés. Cela n'était pas le cas avant Erdogan. »

« Déclin démographique »

C'est dans ce cadre que cette première visite de Léon XIV a été préparée. Aucun lieu qui fâche n'a été retenu. Contrairement à Paul VI, en 1967, Benoît XVI, en 2006, François en 2014, aucun déplacement à Sainte-Sophie n'a été prévu. Pas plus qu'à l'église italienne Santa-Maria, du quartier de Sarıyer, attaquée en janvier 2024 par deux hommes se revendiquant de l'organisation Etat islamique. Ni même un crochet par l'île de Heybeliada, au large d'Is-

tanbul, où se trouve l'Institut de théologie orthodoxe de Halki, fermé en 1971. En septembre, Donald Trump avait demandé à son hôte turc de se pencher sur la réouverture du séminaire autrefois célèbre dans l'orthodoxie. Ce à quoi M. Erdogan avait répondu que la Turquie « *ferait sa part* ».

« *Ce qui nous inquiète le plus est le déclin démographique des communautés chrétiennes* », conclut Laki Vingas. D'après les dernières estimations de la World Christian Database, 98,3 % de la population turque est musulmane, dont un tiers est alévi ou chiite. Selon les sources, les chrétiens seraient entre 100 000 et 160 000 sur près de 90 millions d'habitants, contre 25 % de la population il y a un siècle.

Le Monde

Claire Gatinois, Ghazal Golshiri
28 novembre 2025

Nucléaire iranien : Téhéran compte sur la France pour relancer des négociations

La République islamique perçoit la France comme un interlocuteur plus fiable que ne le sont les Etats-Unis pour lancer de nouvelles discussions sur le nucléaire.

Le visage bouffi, le Guide suprême de la République islamique d'Iran, Ali Khamenei, a sonné le rappel. Dans un message d'une vingtaine de minutes, diffusé jeudi 27 novembre sur la télévision d'Etat iranienne, le dirigeant de 86 ans a affirmé que le gouvernement américain n'était « *pas digne* » d'un contact ou d'une coopération avec Téhéran. « *Un tel gouvernement ne mérite pas qu'un Etat comme la République islamique cherche à établir une relation ou à coopérer*

avec lui », a déclaré le Guide, qui détient le dernier mot sur les orientations diplomatiques et politiques de l'Iran. L'octogénaire, qui n'était pas apparu en public depuis le 3 novembre, a coupé court aux rumeurs « *mensongères* », selon ses mots, liées à une récente lettre du président iranien, Massoud Pezeshkian. A la veille du déplacement à Washington du prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed Ben Salman, dit « *MBS* », un message du président iranien avait été

remis, le 17 novembre, au ministre de l'intérieur saoudien. Plusieurs médias iraniens ont affirmé que cette missive était destinée au président américain, Donald Trump, afin de solliciter la reprise de négociations sur le nucléaire iranien, et que le prince héritier pourrait en être le porteur. « *Nous avons une confiance totale en l'Arabie saoudite* », pour jouer les intermédiaires avec Washington, a déclaré le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghtchi, mercredi 26 novembre, sur

France 24, au sortir d'un entretien avec son homologue français, Jean-Noël Barrot, à Paris.

M. Trump a longtemps laissé entendre qu'une négociation sur le nucléaire iranien était inutile – les infrastructures nucléaires iraniennes ayant été « *oblitérées* », selon ses mots, par les frappes américaines lors de la « *guerre des douze jours* » (du 13 au 24 juin) lancée par Israël pour mettre un terme aux activités nucléaires de Téhéran. Le 18 novembre, le

président américain a confié, aux côtés d'un « MBS » impassible, qu'il était « ouvert » à un accord. « Ils [les Iraniens] veulent un accord à tout prix (...), même s'ils disent quelque chose de différent », a-t-il déclaré, sans donner plus de détails sur la base des discussions.

Opacité américaine

« Nous sommes toujours prêts pour négocier. [Mais], du côté américain, le processus pour une négociation qui soit réelle, qui soit équitable, n'existe tout simplement pas », s'est ému M. Araghtchi, sur France 24, estimant que les Etats-Unis veulent « dicter quelque chose à chaque fois », plutôt que mener de « véritables négociations ».

Téhéran exige de pouvoir enrichir de l'uranium à des fins civiles. Une question de fierté nationale. Un droit, assurent les autorités iraniennes, alors que les négociateurs américains ont toujours défendu la position maximaliste du zéro enrichissement. Qu'en est-il aujourd'hui ? M. Araghtchi, qui était en ligne directe avec Steve Witkoff, l'émissaire de M. Trump, n'a pas parlé avec le promoteur immobilier depuis plus de deux mois. Quant aux capitales européennes, elles ignorent quelle est la position de Washington. « Côté américain, l'opacité est incroyable. Le processus interministériel actuel ressemble beaucoup à celui d'un gouvernement autoritaire », constate Jeffrey Lewis, directeur du programme de non-prolifération en Asie de l'Est à l'Institut d'études internationales Middlebury, à Monterey (Californie).

Les négociations sur le nucléaire iranien sont dans l'impasse, soumises aux



Le Guide suprême de la République islamique d'Iran, l'ayatollah Ali Khamenei, à Téhéran, le 3 novembre 2025. BUREAU DU LEADER SUPRÊME VIA REUTERS

desiderata changeants de M. Trump et à l'intransigeance de l'Iran. La France, acteur historique de ce dossier complexe, a-t-elle un rôle à jouer pour sauver la voie diplomatique ? Mercredi, M. Barrot a reçu M. Araghtchi. Cette visite – la première depuis 2019 et sollicitée par les Iraniens – est comprise à Paris comme un geste d'ouverture.

Le discours contraste avec l'attitude

Certes, devant le chef de la diplomatie française, M. Araghtchi a répété l'antienne du régime théocratique, vantant la force d'un pays trahi par l'Occident. « L'Iran est sorti victorieux » de la « guerre de douze jours », a affirmé l'Iranien, contre toute évidence. Téhéran prétend aussi disposer, désormais, d'une capacité balistique suffisante pour riposter avec force à Israël, même si son allié russe ne lui apporte guère de soutien militaire.

Quant aux pays dits « des E3 » (Allemagne, France,

Royaume-Uni), ils n'auraient plus de rôle à jouer dans d'éventuelles négociations sur le nucléaire depuis qu'ils ont déclenché, fin septembre, le mécanisme de sanctions européennes et onusiennes permis par le dispositif du « snapback », prévu par l'accord signé à Vienne, en 2015 (Joint Comprehensive Plan of Action). Cette décision a été prise alors que l'Iran refuse catégoriquement de permettre à l'Agence internationale de l'énergie atomique de reprendre les inspections sur les sites sensibles où restent enfouis quelque 400 kilos d'uranium enrichis à 60 %. Assez pour fabriquer plusieurs bombes nucléaires. Pour Téhéran, le « snapback » est une erreur gigantesque qui a privé Paris de toute marge de manœuvre pour négocier.

Ce discours véhément contraste avec l'attitude du régime à l'égard de la France. Les otages [Cécile Kohler et Jacques Paris](#), détenus dans la prison d'Evin depuis mai 2022, dans des

conditions assimilables à de la torture (privation de sommeil, isolement, absence de lecture, de promenade), ont été autorisés à quitter leur geôle pour rejoindre l'ambassade de France à Téhéran, le 4 novembre. Leur retour en France sera possible en contrepartie d'un échange avec [la ressortissante iranienne Mahdiah Esfandiari](#), arrêtée en février pour « apologie du terrorisme », fait savoir le régime.

Cette perspective nous « enchante », assure un cadre de l'exécutif iranien, heureux que ce point de tension dans les relations franco-iraniennes soit bientôt levé. Paris, qui a toujours privilégié la voie diplomatique plutôt qu'une option militaire pour contenir le programme nucléaire iranien, est perçu comme un interlocuteur plus fiable et mieux à même de comprendre les enjeux techniques de toute éventuelle négociation nucléaire, que ne le sont les Etats-Unis. En privé, M. Araghtchi va jusqu'à qualifier M. Barrot d'« ami ».

The New York Times Nov. 28, 2025

In Turkey, Pope Seeks to Soothe an Ancient Christian Divide

In Istanbul, Pope Leo XIV will meet the patriarch of the Eastern Orthodox Church to show amity between two of the world's largest Christian groups.

It's been 971 years since the great rift that led to centuries of rivalry between the Catholic Church in Rome and the Eastern Orthodox Church in Constantinople, now Istanbul.

Recent decades have seen a warming of ties between the two denominations, a rapprochement that Pope Leo XIV is seeking to build on during his [four-day visit to Turkey](#), which [began on Thursday](#).

On Friday, he traveled east from Istanbul to Iznik, known as Nicaea in antiquity, where he stood alongside leaders from other Christian churches for a service overlooking the remains of the ancient Byzantine Basilica of Saint Neophytos.

His visit to Turkey — a predominantly Muslim country with a tiny Catholic population — was the first international trip of his papacy. Friday's ceremony, a key goal of the trip, commemorated the 1,700-year anniversary of a gathering in Nicaea at which Christian leaders defined [tenets of their faith](#).

By emphasizing that creed, which Catholics, Orthodox and Protestants believe regardless of other theological differences, the pope seeks to emphasize Christian unity, Vatican officials said.

Speaking at the ceremony, Leo urged Christians from all traditions to focus on the beliefs that unite them in order to send "a message of peace and universal fraternity that



Tourists light candles during a visit to the Theological School of Halki, an Orthodox seminary shuttered by the Turkish government. Bradley Secker for The New York Times

transcends the boundaries of our communities and nations."

Leo also issued a broader call against "fanaticism" and the use of religion to justifying violence. "Instead, the paths to follow are those of fraternal encounter, dialogue and cooperation," he said.

He plans to meet with the head of the Eastern Orthodox Church, Ecumenical Patriarch Bartholomew I of Constantinople, in Istanbul on Saturday and dine with him on Sunday, before flying to Lebanon for Part 2 of the trip.

"It bears a great symbolism for Christianity and it is definitely a very positive thing,"

said Minas Vasiliadis, who runs Apoyevmatini, a Greek-language newspaper in Istanbul.

The meeting will not resolve longstanding differences between the congregations, Mr. Vasiliadis said, but greater amity can help "Christianity to accept its differences and move together in order to solve the problems of today."

Leo was joined in Iznik by dozens of representatives of other churches, including Bartholomew, who walked together to a raised platform overlooking the ruins of the ancient church. Its remains were hidden in a lake until a recent drop in the water level exposed them. While pre-

vious popes have come to Turkey, Leo was the first to visit the site.

The pope and the patriarch hold very different positions in the world.

Leo is the leader of the Catholic Church and head of Vatican state, surrounded by predominately Catholic Italy.

Bartholomew heads the Eastern Orthodox Church from Istanbul; its followers are mostly elsewhere, in Greece and other parts of Europe, North America and Australia.

Inside Turkey, he presides over a minuscule Greek Orthodox community, whose population has been shrinking for a century because of

episodes of religious violence and government discrimination against ethnic Greeks and their institutions.

Greek communities in Istanbul and elsewhere also paid the price for conflicts between Turkey and Greece, said Emre Oktem, a professor of international law at Galatasaray University in Istanbul.

In the early 20th century, ethnic Greeks, who are overwhelmingly Orthodox, made up about 30 percent of Istanbul's population of more than 1 million people. Now, only about 1,500 ethnic Greeks remain in Turkey, according to Mr. Oktem and other experts. Most live in Istanbul or on Turkish islands in Aegean Sea.

Many churches where they once worshiped are now closed or nearly empty. The government has converted others to mosques. These include the [Hagia Sofia](#), an ancient Byzantine cathedral and architectural marvel, whose

reopening in 2020 as a Muslim house of worship dismayed many Christians.

Their schools, too, have few students. This year, Istanbul's Private Fener Greek High School, a towering, red, castle-like structure built in the 1880s, has only 31 students.

International agreements keep the patriarch in Istanbul. But Turkey refers to him as the Patriarch of Fener, using the name of the neighborhood where his office is.

One big dispute between the Greek Orthodox and the Turkish government is the fate of the Theological School of Halki, a seminary opened in 1844 on an island in the Sea of Marmara, south of Istanbul, to train Orthodox clergy. The Turkish government shut it down in 1971.

The patriarchate has been in talks with the government for years about the school, and President Trump asked President Recep Tayyip Erdogan

to reopen it when they met last month in Washington.

Seated next to Mr. Trump in the Oval Office, Mr. Erdogan said Turkey was "prepared to do whatever we need to do" about the seminary.

"We appreciate it," Mr. Trump replied.

One recent Sunday morning, the baritone voices of two priests and their deacons echoed off the walls of the seminary's church as they chanted an Orthodox Liturgy.

At first, only one worshiper was in attendance. Later, a few dozen tourists from Greece and Albania entered the sanctuary, crossing themselves and kissing a large image of Mary and Jesus.

Bishop Kassianos of Aravissos, the abbot of the Holy Trinity Monastery at the seminary, said in an interview that Pope Leo's decision to visit Turkey on his first trip beyond Italy indicated the importance

of the country and the patriarchate.

"This shows respect between churches and how much loyalty there is to the historic values," he said.

Talks were going well with the government about the seminary, which the patriarchate wants to reopen as a private four-year university for 60 or 70 students, he said.

"I believe we are step-by-step approaching the conclusion," he said.

The bishop vowed that despite their community's many challenges, he and his brethren would keep working to maintain their historic presence.

"The patriarchate has been here for 17 centuries and this seminary belongs to the patriarchate," he said. "Until the last light is off, the last lamp is off, those will survive here."

Le Monde

Hélène Sallon
28 novembre 2025

En Syrie, une nouvelle incursion d'Israël dans le Sud tourne au bain de sang

Alors que les négociations sur un accord de sécurité avec Damas sont dans l'impasse, l'Etat hébreu multiplie les raids dans le Sud syrien pour imposer sa démilitarisation.

Allongé dans une chambre de l'hôpital universitaire Al-Mouwasat, à Damas, un bras dans le plâtre, Ali Iyad Al-Saadi relate sa confrontation avec les forces israéliennes dans son village de Beit Jinn, à 40 kilomètres au sud-ouest de la capitale syrienne, dans la nuit du jeudi 27 au vendredi 28 novembre. « A 2 heures

du matin, les forces israéliennes sont arrivées, quatre voitures civiles, et un tank en appui. Elles ont arrêté trois jeunes, des civils, raconte le Syrien de 21 ans, longue barbe noire et bonnet sur la tête. Avec d'autres jeunes, on a essayé de les en empêcher, mais nous n'avons que des armes légères. Les Israéliens ont commencé à bombarder

le village avec des drones, des tanks et de l'artillerie, notamment la mosquée, où des gens étaient réfugiés. »

Treize Syriens, dont des femmes et des enfants, ont été tués, et 24 autres blessés durant l'incursion israélienne dans cette localité située au pied du mont Hermon, selon les médias officiels syriens.

L'armée israélienne a fait état d'une incursion « de routine » suivie d'un échange de tirs, et indiqué que six de ses soldats avaient été blessés, dont trois grièvement. « On a été réveillés par les tirs à 3 heures du matin. Il y avait 20 véhicules israéliens, les tanks n'étaient pas loin, et des drones. Ils tiraient sur tout ce qui bougeait. Ils ont

tué une famille entière en bombardant sa maison : un père, une mère et leurs deux enfants. Tous les habitants ont fui », raconte Firas Zaher, 41 ans, dont le beau-frère, lyad, a été blessé par un éclat d'obus en sortant de chez lui.

L'armée israélienne a annoncé avoir lancé dans la nuit « une opération visant à arrêter des suspects appartenant à l'organisation Jamaa Islamiya », qui « préparaient des attaques contre des civils israéliens ». Ce groupe libanais, allié du mouvement islamiste palestinien Hamas, dont l'attaque meurtrière menée en Israël le 7 octobre 2023 a déclenché la guerre dans la bande de Gaza, a réfuté, dans un communiqué, avoir des activités hors du Liban.



Ali lyad Al-Saadi, originaire du village de Beit Jinn, dans le sud de la Syrie, qui été attaqué dans la nuit par l'armée israélienne. A l'hôpital Al-Mouwasat de Damas, le 28 novembre 2025. LAURENCE GEAI / MYOP POUR « LE MONDE »

Des raids réguliers et des arrestations dans les villages

« Ce n'est pas vrai que ce sont des militants de la Jamaa Islamiya », assure Ali lyad Al-Saadi. Le jeune homme indique que lors d'une précédente opération dans le village, le 12 juin, l'armée israélienne avait arrêté sept personnes, qu'elle a relâchées trois mois plus tard. « Tous sont de simples paysans, des agriculteurs, des éleveurs de moutons », abonde Firas Zaher.

L'opération israélienne de Beit Jinn, vendredi, est la plus meurtrière menée par l'Etat hébreu dans le Sud syrien depuis la chute du dictateur Bachar Al-Assad, renversé par une coalition de factions islamistes, le 8 décembre 2024. Depuis un an, Israël a mené des centaines de frappes contre les bases militaires de l'ancien régime, afin d'empê-

cher les nouvelles autorités islamistes de bâtir une armée conventionnelle. Israël a exprimé de vives inquiétudes à propos du nouveau gouvernement syrien mené par le président de transition Ahmed Al-Charaa, un ancien commandant d'Al-Qaida, et affiché son souhait de démilitariser le sud de la Syrie.

Des troupes israéliennes se sont déployées dans la zone démilitarisée sur le plateau du Golan, au-delà de la ligne de démarcation entre la partie de ce territoire syrien annexée unilatéralement par Israël en 1981 et le reste de la Syrie, invoquant l'objectif d'éloigner les combattants syriens de sa frontière. L'armée israélienne mène des raids réguliers et des arrestations dans les villages de la zone tampon. En juillet, elle est également intervenue pour protéger la [minorité druze, dans la province méridionale de Souweïda, théâtre d'affronte-](#)

[ments sanglants](#) entre combattants druzes et bédouins sunnites.

Les négociations sont dans l'impasse

Après l'incursion meurtrière à Beit Jinn, le ministère des affaires étrangères syrien a dénoncé un « crime de guerre » et accusé Israël de vouloir « embraser » la région. Les négociations directes entre Israël et les nouvelles autorités syriennes, menées sous l'égide de Washington, pour parvenir à un accord de sécurité, sont dans l'impasse.

Lors de [sa visite à la Maison Blanche, le 10 novembre, le président Al-Charaa](#) avait de nouveau réclamé qu'Israël cesse ses violations en territoire syrien, et que son armée se retire des territoires qu'il occupe depuis un an dans la zone démilitarisée du Sud syrien. Le premier ministre israélien, Benyamin Nétanya-

hou, exige pour cela une démilitarisation de toute la partie du territoire syrien qui va du sud de Damas jusqu'à la ligne de démarcation de 1974, instituée après la guerre israélo-arabe de 1973.

Israël attache une « *importance immense* » à sa présence militaire dans la zone tampon en Syrie, avait déclaré M. Nétanyahou, le 19 novembre, lors d'une visite à des soldats israéliens déployés dans cette zone censée être sous le contrôle de l'Organisation des Nations unies (ONU). Cette visite avait été dénoncée par Damas et par l'ONU. L'envoyée spéciale adjointe des Nations unies pour la Syrie, Najat Rochdi, a dénoncé, vendredi, après l'incursion israélienne de Beit Jinn, une « *violation grave et inacceptable (...) de l'intégrité territoriale de la Syrie* ».



30 novembre 2025

Le PKK ne négociera pas davantage avec la Turquie et exige la libération de son chef Öcalan

C'est au tour de la **Turquie** d'agir, a déclaré un des commandants de la guérilla kurde du **PKK**, qui réclame la libération de leur chef historique Abdullah Öcalan. Le PKK a affirmé qu'il n'irait pas plus loin dans les négociations de paix avec Ankara.

«Nous avons fait ce qu'on nous a demandé, a déclaré le commandant Amed Malazgirt. C'est au tour de l'État turc. En Turquie il y a eu des discussions mais aucune avancée concrète (...). Désormais nous attendons que l'État turc prenne des mesures et c'est à lui de faire les (prochains) pas», a-t-il ajouté, exigeant par ailleurs la libération d'Abdullah Öcalan, détenu depuis 1999 sur l'île-prison d'Imrali, au large d'Istanbul.

Le chef militaire du Parti des travailleurs du **Kurdistan** (PKK), rencontré samedi dans les montagnes du Kurdistan dans le nord

de l'Irak, salue la création d'une commission transpartisane au sein du Parlement turc : «L'État turc a fait un geste positif, mais ce n'est pas la seule action nécessaire», juge-t-il tout en précisant «suivre de près» ses travaux.

«Nous avons deux revendications. Premièrement, la libération du leader Apo («oncle», en kurde, surnom d'Abdullah Öcalan, NDLR). Faute de quoi, le processus ne réussira pas. La deuxième est la reconnaissance constitutionnelle et officielle du peuple kurde en Turquie», insiste-t-il.

«Nous n'utiliserons pas les armes contre l'État turc»

Le responsable a tenu également à «clarifier» la notion de désarmement après [une opération symbolique, en juillet](#), lors de laquelle une trentaine de combattants du PKK avaient brûlé leurs fusils.

«C'est l'État turc qui a promu ce récit affirmant qu'il nous avait appelés à déposer nos armes : nous, nous nous sommes engagés à ne pas les utiliser contre l'État turc. Il y a une différence et ce que nous avons fait correspond à ce que le leader Apo a demandé», a-t-il déclaré.

«Nous avons dit que nous n'utiliserons pas les armes contre l'État turc et jusqu'à ce jour, nous ne les avons pas utilisées», a-t-il relevé.

À propos d'Abdullah Öcalan, fondateur du PKK et leader toujours incontesté pour ses partisans, un autre commandant, Serdar Mazlum Gabar, a fait valoir à l'AFP que «notre chef Apo est resté dans le système de torture d'Imrali pendant de nombreuses années».

«Nous visons d'abord la reconnaissance du droit à l'espoir et ensuite la liberté totale de la direction» du PKK, a-t-il insisté : «Par liberté, nous entendons

qu'il soit libre d'agir, de diriger son mouvement et de s'intégrer au peuple».

Cette notion de «droit à l'espoir» avait été avancée l'an dernier par le principal allié du gouvernement turc à l'initiative du processus de paix.

«Nous pouvons garantir la sécurité de notre direction», poursuit-il en suggérant dans un premier temps «une assignation à résidence» d'Abdullah Öcalan pour garantir sa protection.

Une délégation de la commission parlementaire chargée du processus de paix a rendu visite le 24 novembre pour la première fois à Abdullah Öcalan.

Le gouvernement turc est engagé depuis l'automne 2024 dans un processus de paix avec le PKK, après quatre décennies d'une guérilla qui a coûté la vie à 50 000 personnes.

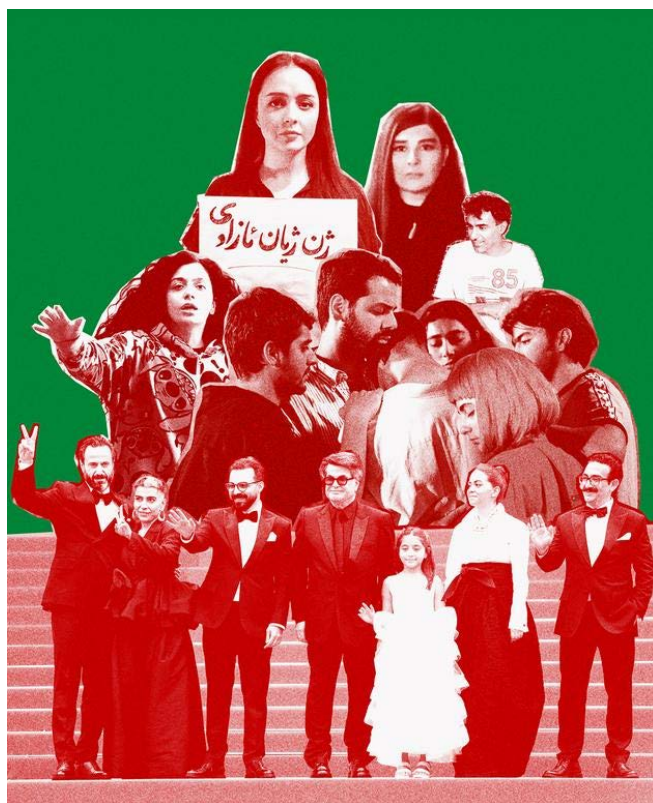
En Iran, le cinéma indépendant fait sa révolution : « Avec Femme, vie, liberté, un grand barrage a sauté »

Enquête — Galvanisés par le mouvement né après la mort de Mahsa Amini, en septembre 2022, de plus en plus de réalisateurs osent tourner en dehors de tout cadre officiel. Dans un pays où la production cinématographique est une affaire d'État, leurs films, fabriqués et diffusés clandestinement, montrent la société iranienne dans sa réalité.

Montrer une femme tête nue, chez elle ou dans la rue, était jusque très récemment inimaginable dans le cinéma iranien. Mais le mouvement Femme, vie, liberté, déclenché en septembre 2022 par la mort de Mahsa Amini, arrêtée pour une apparence jugée « insuffisamment islamique », a provoqué un tel bouleversement dans la société que l'effet de souffle a atteint le monde du 7^e art.

Plusieurs actrices stars ont emboîté le pas des femmes, jeunes ou âgées, qui ont choisi de sortir cheveux au vent dans les rues de Téhéran et des grandes villes, défiant la loi qui les contraint à se couvrir tout le corps, à l'exception des mains et du visage. Comme Taraneh Alidoosti (interprète principale de *Leila et ses frères*, réalisé par Saeed Roustaei et sorti en 2022), elles ont publié sur Instagram des photos d'elles sans foulard – un geste qui leur a valu une arrestation et aujourd'hui encore l'interdiction de travailler.

A leur tour, des réalisateurs ont décidé de dire non aux obligations imposées par le pouvoir. Ils ne soumettent plus leurs scénarios aux censeurs chargés de décider si le propos du film, les relations entre hommes et femmes, le lan-



De haut en bas, les actrices Taraneh Alidoosti et Hengameh Ghaziani ont posté des photos d'elles dévoilées sur les réseaux sociaux. Les films « Inside Amir » d'Amir Azizi ; « Les Graines du figuier sauvage », de Mohammad Rasoulof ; « La Foule », de Sahand Kabiri. L'équipe d'« Un simple accident », de Jafar Panahi, à Cannes, en mai, où le film a reçu la Palme d'or. Collage Camille Durand à partir de photos de Pascal Le Segretain / Getty Images via AFP, @taraneh_alidoosti, Hengameh Ghaziani, Inside Amir/ Fog Films, Les Graines du figuier sauvage / Pyramide Distr

gage ou les costumes respectent les valeurs islamiques. Ils ne quémangent plus les multiples autorisations exigées pour écrire, tourner et diffuser leurs films. Ils entendent « vivre dans la vérité », pour

repandre les mots célèbres de l'écrivain et dissident tchèque Václav Havel dans son essai *Le Pouvoir des sans-pouvoir* (Editions Première partie, 1978), un livre très populaire en Iran. Soit

vivre en accord avec leurs propres valeurs dans un système qui impose le mensonge.

Les pionniers Panahi et Rasoulof

Depuis *Le Goût de la cerise*, d'Abbas Kiarostami, Palme d'or en 1997, le monde entier a découvert la société iranienne à travers des films qui, dans leur grande majorité, avaient été passés au crible des autorisations officielles. Mais au fil des années, quelques réalisateurs se sont affranchis de la férule du pouvoir, esquivant la censure d'État en tournant clandestinement. Parmi eux, **Jafar Panahi** (*Un simple accident*, Palme d'Or 2025 et près de 650 000 entrées au box office français) ou encore Mohammad Rasoulof (*Les Graines du figuier sauvage*, Prix spécial du jury à Cannes en 2024). Souvent à leurs risques et périls : ils ont tous deux connu la prison d'Evin, à Téhéran, et **Rasoulof a choisi l'exil en 2024** après une condamnation à huit ans d'emprisonnement.

Depuis septembre 2022, des artistes toujours plus nombreux se sont engouffrés dans la voie ouverte par ces noms prestigieux : leurs films indépendants ou underground, explorant des sujets variés, donnent à voir cette société ira-

nienne en pleine évolution. En 2024, le quotidien iranien réformateur *Etemad* comptabilisait 71 films réalisés et produits sans autorisation, envoyés au Festival de Cannes dans différentes catégories.

« *En Iran, avec le mouvement Femme, vie, liberté, un grand barrage a sauté. Il m'a libéré, comme beaucoup d'autres* », explique Sahand Kabiri, réalisateur de *La Foule* (2025), un long-métrage consacré à un homosexuel de la classe moyenne qui décide d'organiser une fête clandestine pour le départ de son compagnon. Un thème hautement inflammable dans un pays où l'homosexualité est considérée comme un crime passible de coups de fouet et, dans certaines circonstances, de la peine de mort.

Avant le soulèvement, Sahand Kabiri, 34 ans, qui avait déjà tourné plusieurs courts-métrages, n'envisageait même pas de commencer à écrire le scénario qu'il avait en tête. « *Après la mort de Mahsa, alors que des gens liés au mouvement étaient exécutés, je me suis mis à écrire pour ne pas sombrer. Au fil des pages, je me suis senti de plus en plus audacieux et je voyais la même audace autour de moi. Mes amis me disaient : "Allez ! On y va ! On va faire ce film !"* »

Tournages « en mode guérilla »

Pour réaliser *La Foule*, qui a obtenu le prix Regard queer au Biarritz Film Festival-Nouvelles Vagues en juin 2025, il n'a pas demandé l'autorisation du ministère de la culture et de l'orientation islamique. Lui et son équipe d'une trentaine de personnes ont tourné au printemps 2023, en douze jours, avec 13 acteurs, tous amis, dans la plus grande discrétion possible. Pour réduire les coûts, Sahand Kabiri, à la fois réalisateur, scénariste, producteur et chef décorateur, a choisi des lieux qui lui ont

été prêtés, avec un minimum de décor. Aux membres de l'équipe, il a accordé des parts du film en guise de cachets : « *Au total, 30 % du film leur appartiennent. Moi, je n'avais qu'à payer les repas et le matériel.* »

Pour éviter que son entreprise ne tourne court, il a demandé aux membres de l'équipe de garder le silence. Lorsqu'une descente de police est intervenue sur un autre tournage clandestin, Sahand Kabiri a suspendu le sien par précaution. Certaines scènes extérieures n'ont ainsi pas pu être réalisées. « *A l'époque, sortir la caméra en extérieur était trop risqué. Il manque vingt minutes au résultat final. Mais ce n'est pas triste. Cela fait partie intégrante du film, glisse-t-il lors d'un passage à Paris pour présenter son long-métrage au festival LGBT Chéries-Chéris en novembre. C'est ça, tourner en mode guérilla.* »

La Foule a également été distingué au Festival du film de Istanbul et au Festival international du film de Seattle, où il a reçu le prix du jury de la compétition New Directors (« nouveaux réalisateurs »). Des récompenses parfois données en présence du metteur en scène, qui multiplie les allées et venues entre l'Iran et l'étranger pour accompagner son film. Pour l'instant, ni lui ni ses collaborateurs n'ont rencontré de problèmes avec les autorités de Téhéran. « *Je pense que les officiels se sont rendu compte qu'ignorer nos films était la meilleure stratégie : s'en prendre aux cinéastes donne une mauvaise image du pouvoir* », espère-t-il, quand bien même la réalité lui a donné tort dans un passé récent.

En Iran, bien malin en effet celui qui est capable de prévoir quand, comment ou pour quel motif la répression peut s'abattre sur lui. Début novembre encore, le tournage de deux films clandestins a été brus-

quement interrompu. Et certains artistes sont pris pour cibles, afin de servir d'exemple. La réalisatrice Maryam Moghaddam, âgée de 55 ans, et le réalisateur Behtash Sanaeaha, 45 ans, coauteurs de *Mon gâteau préféré* (2024), sont toujours interdits de voyager. Leur peine de quatorze mois de prison avec sursis, pour « propagande contre la République islamique » et « propagation de la débauche », a été prononcée en mars par un tribunal révolutionnaire de Téhéran.

Fin juillet, la police a pris d'assaut le domicile d'Ali Ahmadzadeh (*Critical Zone*, Léopard d'or à Locarno 2023) alors qu'il tournait un nouveau film. Son matériel et ses effets personnels lui ont été confisqués. Il lui est interdit de quitter le pays, ainsi qu'à une dizaine de ses collaborateurs, en attendant leur procès.

« *Bien sûr que je ne suis pas serein, concède le réalisateur de La Foule, Sahand Kabiri. Mais je ne veux pas que la peur dicte mes décisions. Il n'est plus possible d'empêcher cette grande vague du cinéma indépendant. Ce n'est pas parce que nous mettons en scène des personnages féminins sans foulard que nous prétendons montrer toute la réalité iranienne. Mais cela nous permet de nous approcher de cette réalité.* »

Traversé par la vague #MeToo

La réalisatrice Mehrnoush Alia, 44 ans, a décidé de monter son premier long-métrage en 2023, un an après la mort de Mahsa Amini. Son film *1 001 Frames* (2025) raconte l'histoire d'un metteur en scène célèbre qui auditionne des actrices pour le rôle de Shéhérazade dans le conte *Les Mille et Une Nuits*. Les femmes comprennent progressivement qu'il essaie de profiter d'elles. « *L'abus de pouvoir, c'est un sujet universel. En tant qu'étudiante à*

New York, j'avais déjà réalisé un court-métrage explorant le même dispositif avec des actrices américaines. Mais je me suis rendu compte que tourner le long-métrage en Iran, surtout en ce moment, ajoutait une tout autre dimension à l'histoire, compte tenu des lois et traditions misogynes qui y rendent cette réalité encore plus éprouvante. » Mehrnoush Alia a suivi de près, dès 2019, la vague #MeToo iranienne. En juillet 2022, une pétition signée par plus de 800 femmes du cinéma et du théâtre réclamait la fin des violences sexuelles et sexistes. Parmi elles : Taraneh Alidoosti et d'autres actrices, réalisatrices, maquilleuses et costumières qui travaillent désormais pour le cinéma indépendant.

Mehnoush Alia n'a jamais envisagé de demander une autorisation pour *1 001 Frames*, après qu'elle a connu une expérience ubuesque. Lorsqu'elle a voulu monter un court-métrage dans lequel apparaissait un chien, les fonctionnaires chargés d'accorder les autorisations lui ont dit : « *Pourquoi donneriez-vous une image positive d'un chien ? Vous ne pouvez pas porter atteinte au prestige du cinéma iranien.* » Dès lors pourquoi demander un accord dont vous savez que vous ne l'obtiendrez pas ? », en a-t-elle conclu.

Elle a choisi les 13 actrices de son film parmi ses proches ou les élèves de son compagnon, le metteur en scène Mohammad Aghebati, qui incarne le personnage principal. Le film a été tourné en une seule semaine, avec très peu de moyens. « *Nous nous sommes tous réunis et avons partagé ce que nous avions pour que le film voie le jour ; c'est ainsi que nous nous débrouillons, sans aucun soutien de l'Etat* », explique-t-elle. Présenté en avant-première à la Berlinale 2025, *1 001 Frames* a remporté deux prix au Festival international du

film de Thessalonique en novembre. Actuellement à l'étranger pour présenter son film, Mehrnoush Alia envisage de rentrer prochainement en Iran.

« Montrer honnêtement les choses »

« *La peur et l'anxiété nous envahissent parfois* », admet Amir Azizi, réalisateur d'*Inside Amir*, lauréat en 2025 du prix de la réalisation des Giornate degli Autori, une section indépendante du Festival de Venise. « *Nous sommes tous humains, mais en tant que cinéaste indépendant, il faut aussi affronter ses peurs et continuer à avancer* », dit ce cinéaste de 41 ans, joint par WhatsApp à Téhéran.

Dans *Inside Amir*, il s'attache à un trentenaire iranien sur le point d'émigrer en Italie pour rejoindre sa compagne. En parcourant Téhéran à vélo et au fil de ses rencontres avec ses amis, le personnage est gagné par le doute à mesure que les traits de sa ville lui sautent aux yeux. « *J'avais envie de montrer honnêtement les choses. Dans mon film, nous voyons le vrai Téhéran : certaines femmes portent un foulard, d'autres non. J'ai laissé le choix à mes actrices. Mais, chez elles, les femmes ne se couvrent jamais les cheveux.* » Un détail qui n'a rien d'anodin : dans tous les films iraniens autorisés, les femmes apparaissent voilées chez elles, y compris dans leur propre chambre.

Azizi affirme ne pas vouloir se mêler de politique, mais, reconnaît-il, « *le soulèvement consécutif à la mort de Mahsa a été déterminant pour ceux qui aspirent à la liberté. Il a été un pas en avant : il nous a aidés à être nous-mêmes et à penser plus librement* ». Celui qui, blessé à l'adolescence, a abandonné ses rêves de football pour s'orienter vers le cinéma, affiche sa détermination :

« *J'ai appris à ne pas faire de film dont les conditions me sont imposées. En tant qu'artistes, nous devons pouvoir créer notre œuvre librement et pouvoir la présenter dans notre propre pays.* »

La plupart des cinéastes qui se lancent dans ces films sans autorisation optent souvent pour de petites productions afin de limiter les risques. Mais, désormais, certains voient plus grand. C'est le cas de Sara, qui préfère ne pas dévoiler son identité pour des raisons de sécurité : cette réalisatrice vivant à Téhéran attend de savoir si son premier long-métrage réalisé sous le manteau va être sélectionné dans les festivals.

Lors du tournage de son film – le titre en est encore secret –, qui a duré quarante jours et sur lequel environ 200 personnes ont travaillé, les plans ont été réalisés à Téhéran et en province. « *C'était vraiment très risqué. Tout le monde nous disait : "Vous n'allez jamais y arriver."* Mais ça a marché. » De nombreuses mesures de précaution ont été adoptées. Pour venir sur les lieux, l'actrice principale – elle aussi tient à rester anonyme – portait un masque chirurgical afin de ne pas attirer l'attention. « *Nous n'avions même pas parlé du projet à nos amis et à nos parents* », explique Sara. Elle et son équipe sont allées jusqu'à faire courir la rumeur que le tournage avait été interrompu, afin de ne pas attirer les curiosités.

Comme d'autres personnages féminins du film, la comédienne principale apparaît sans foulard devant la caméra, une première dans sa carrière. Pour avoir osé dénoncer publiquement l'obligation du port du voile, cette Iranienne est interdite de travailler et de voyager. « *Dans mon film, on voit le personnage qu'elle joue*

embrasser ses enfants, des gestes que l'on n'a pas l'habitude de montrer dans le cinéma iranien. Elle mobilise tout son corps en jouant, jusqu'à faire gonfler les veines de son cou, glisse Sara, jointe à Téhéran. Cette actrice était émue de se dévoiler ainsi et nous, ça nous a donné des frissons, c'était tellement fort. »

Projections privées, versions piratées

Une autre actrice iranienne, qui depuis *Femme, vie, liberté* a participé à plusieurs productions clandestines et qui préfère elle aussi taire son nom, affirme que l'essor du cinéma indépendant en Iran représente « *un véritable soulagement* ». « *Depuis quelques années, le cinéma officiel iranien bénéficie de grosses sommes provenant de secteurs étroitement liés aux pouvoirs politique et militaire. Pour moi, le cinéma indépendant est le seul espace juste où je me sente en paix, loin de l'argent sale et des rentes.* » Et pourtant, regrette-t-elle, les salles de cinéma officielles « *ne projettent que des films, pour la plupart des comédies, de très mauvaise qualité* ». Le pouvoir tente d'attirer des réalisateurs de renom, en leur promettant des facilités financières et administratives. En vain pour l'instant.

En Iran, durant l'année perse 1402 – soit de mars 2023 à mars 2024 –, 72 films ont été projetés en salle. Le nombre exact de productions « *indépendantes* » reste, lui, impossible à établir, mais, au vu de ce qui apparaît dans les festivals étrangers, on peut estimer qu'il s'agit de quelques dizaines de films. Ces films réalisés sans autorisation n'ont pas obtenu jusqu'à présent la permission de sortir en salle, mais des lieux de projection privés commencent à se multiplier dans les milieux artistiques underground du pays : de petits espaces de

70 à 80 places. Dès que ces films sortent sur des plateformes étrangères de diffusion, comme le site britannique de vidéos à la demande Mubi, leurs versions piratées deviennent disponibles en Iran.

Ces longs-métrages sont la plupart du temps autofinancés par leurs auteurs, qui bénéficient parfois d'aides venues de l'étranger. « *A cause de la situation économique en Iran [où la monnaie, le toman, ne cesse de perdre de sa valeur face au dollar et à l'euro], ces bourses, même modestes, permettent au cinéma indépendant de perdurer. Les festivals qui consacrent ces créations nous aident aussi* », soutient Sara, la réalisatrice. Ce qui l'inquiète, c'est que « *beaucoup de cinéastes, de peur de perdre leurs chances d'être projetés en Iran et d'être sanctionnés par le gouvernement, font disparaître les personnages de femmes, pour éviter la question de leur représentation avec ou sans hijab à l'écran. Ils se tournent vers des films où tous les rôles principaux sont masculins.* »

De Téhéran, Farnoosh Samadi, réalisatrice en lien étroit avec la nouvelle génération, à qui elle donne des cours d'écriture de scénario et de réalisation, se montre optimiste pour l'avenir du 7^e art : « *Les jeunes sont innarratables. Ils recherchent la créativité et, même dans une situation désespérée comme la nôtre, ils apportent beaucoup d'idées nouvelles avec un grand courage.* » « *Quand on voit les jeunes femmes et jeunes hommes iraniens connectés au monde, on comprend qu'il est devenu impossible de revenir en arrière, observe de son côté Amir Azizi. Certains d'entre eux vont bientôt devenir cinéastes et ils ne veulent plus se plier aux règles restrictives.* » Pour eux, le cinéma indépendant iranien est là et pour longtemps.



Washington Kurdish Institute

Est. 1996

Kurdistan Digest I November 2025

In November 2025, Iranian authorities intensified a campaign of repression against the Kurdish population in Iranian Kurdistan (Rojhelat). Across the month, human rights organizations documented numerous atrocities – from deadly violence against kolbars (cross-border porters) to waves of arbitrary arrests, enforced disappearances, and summary executions – all targeting Kurds. These abuses form part of a broader pattern of state brutality. By late November, the Oslo-based Hengaw Organization reported over 1,500 executions in Iran since January 2025, including at least 231 Kurdish prisoners: a disproportionate share of victims given Kurds comprise roughly 12% of Iran's population.

Violence Against Kolbars and Border Killings

Kurdish *kolbars* – semi-legal porters who carry goods across the mountainous Iran-Iraq border – continued to face lethal risks from Iranian security forces and landmines during November. In mid-month, Asad Karimi, a Kurdish kolbar from Nodsheh (Pawa district), was *shot and seriously wounded* when Iran's border regiment forces opened fire on him in the Teh-teh mountain area near Sarvabad on November 20. Karimi had been traversing the border trails when troops directly targeted him without warning; due to the severity of his gunshot injuries, he had to be rushed to a hospital in Senna for urgent treatment. This incident was not isolated as earlier, on 10 November, a 40-year-old kolbar named Ebra-

him Abdollahi from Jwanru (Kermanshah province) was *maimed by a landmine explosion* in the *Tak Derakht* border zone of Now-sud. The blast severed Abdollahi's right leg at the ankle and left him in critical condition.

Arbitrary Arrests and Crackdown on Civil Activism

Throughout November, Iranian security forces carried out *sweeping arbitrary arrests* of Kurds across Rojhelat, often targeting activists and ordinary citizens without due process. The Kurdistan Human Rights Network (KHRN) recorded at least 35 Kurdish citizens arrested by the Ministry of Intelligence or the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) in the four weeks leading up to late November. Most of those detained were held *incommunicado* in detention centers in Senna or Urmia, denied access to lawyers and barred from contacting their families. In many cases, security agents made arrests *violently or without any warrant*, indicating a blatant disregard for legal norms. For example, on 5 November, IRGC intelligence officers in Saqqez rounded up a group of seven Kurdish men, identified as Mansour Soltani, Mahmoud Amani, Khalil Shabani, Mehdi Majidi, Fardin Salehi, Farzad Rahimzadeh, and Zahed Moradi, and hauled them away with *no judicial warrants and no explanation*. The mass arrest took place in a single day, and authorities refused to inform the families of the men's whereabouts or the reasons for their detention.

This wave of repression explicitly targeted Kurdish civil society and anyone deemed a dissident. On 9 November, Ministry of Intelligence agents in Saqqez arrested two respected environmental activists, Mohammad Ali Veysi and Sirwan Khoda-Karami, *without presenting* any legal authorization. Veysi was detained at his workplace and Khoda-Karami at home; both men, known for their wildlife conservation work, were promptly taken to undisclosed locations. Despite their families' urgent inquiries, *officials refused to divulge* where the two activists were being held or what charges, if any, they faced. The next day, on 10 November, security forces raided a home in Kamyaran to arrest Ramin Mohammadi, a Kurdish man who was a former member of the Komala opposition party. Mohammadi had actually resigned from that party and returned to Iran in 2018 under an amnesty, even enduring weeks of interrogation by intelligence officers in Senna at the time. Nevertheless, IRGC agents burst into his village home on 10 November and *forcibly detained* him without a warrant. His renewed arrest, despite prior cooperation with authorities, sent a chilling message that even Kurds who had ostensibly been pardoned or remained non-political could be swept up again at any moment. Rights groups also reported that Kurdish community leaders and clerics were not spared: on 3 November, security forces in Jwanru in Kermanshah province carried out a pre-dawn raid to arrest Mamosta Zana Hosseini, a prominent Sunni Kurdish cleric and

village imam, without stating *any charges*. Hosseini, a 59-year-old religious activist, was in poor health and yet was dragged from his home at 3:00 a.m., illustrating the breadth of the crackdown, extending even to religious figures and community elders.

Enforced Disappearances and Incommunicado Detention

A disturbing hallmark of the November repression was the number of Kurdish detainees who effectively *disappeared* into state custody, with families receiving no information on their fate. Iranian authorities routinely held Kurdish arrestees *incommunicado*, refusing to acknowledge their location or well-being for weeks on end. One early case was Salar Khalifehzadeh, a 33-year-old Kurdish man from Mahabad. He was arrested by plainclothes Intelligence Department agents at his workplace on 27 October; twelve days later, as of mid-November, *there was still "no information regarding his fate or whereabouts,"* according to [Hengaw's investigation](#). Khalifehzadeh's family repeatedly pleaded with local authorities for news, but officials flatly refused to say why he was taken or where he was being held. Similarly, on 12 November, two Kurdish men, Mohammad Rashidzadeh of Baneh and Mostafa Qawsi, were detained by security forces while traveling together on the Piranshahr–Mahabad road, and swiftly transferred to an Intelligence Ministry detention [center in Urmia](#). In the nearly two weeks

that followed, *no details at all emerged about their condition or legal status*: Rashidzadeh's family received no information about what had happened to him, despite their repeated inquiries. By 24 November, twelve days into his custody, Rashidzadeh's situation remained entirely opaque: authorities had disclosed no charges and had granted no contact with a lawyer or relatives. Qawsi's fate was equally unknown ten days after the arrest, underscoring that these two men had effectively vanished within Iran's detention system.

In Saqqez, the seven men arrested on 5 November were *all held at undisclosed locations* with their "whereabouts unknown" long after [their detention](#). In Jwanru, after the arrest of cleric Zana Hosseini on 3 November, his family and followers learned only that he had been moved to a security facility in Kermanshah – but no official would provide information on *why* he was arrested or how he was being treated. Hosseini's ongoing health issues made the silence even more alarming, as he was un-

likely to withstand lengthy interrogation or imprisonment.

Executions of Kurdish Prisoners

November 2025 also witnessed an alarming spate of executions of Kurdish prisoners, as Iran's judiciary continued its nationwide execution surge. In several instances, Kurdish inmates convicted on dubious charges were put to death in secrecy. On 19 November, for example, Iranian authorities carried out the execution of Mohammadreza Hosseini, a Kurdish prisoner, at [Ilam Central Prison](#). Hosseini had been sentenced to death for alleged "premeditated murder," and his execution was implemented at dawn without prior public notice. The very next day, [Farshid Jamiari](#), a Kurdish man from Kermanshah, was executed in [Qazvin Central Prison](#) on drug-related charges. Jamiari's case, like many others, had drawn concern because he was tried and condemned far from his home province, raising questions about due process. Later in the month, on 29 November, Mohammadkarim Moradi, a

Kurdish prisoner from Kermanshah, was hanged in Kermanshah's Dizelabad Central Prison after spending four years on death row. Moradi had originally been arrested on a murder charge and sentenced to death by an Iranian revolutionary court.

None of these executions were officially announced in Iranian state media at the time, a common practice as the government seeks to [avoid scrutiny](#). According to data compiled by Hengaw Organization for Human Rights, Kurds have been [disproportionately affected](#) by Iran's 2025 execution binge, accounting for roughly 15% of all executions countrywide, with at least 231 Kurds executed out of about 1,503 total by late November. This is higher than the Kurdish share of Iran's population and far exceeds the numbers for other minorities, indicating that Kurdish inmates are often singled out under Iran's capital punishment system

Observers note that many of the Kurdish executions in 2025 followed periods of unrest, such as the "Woman, Life,

Freedom" protests of 2022 or the flare-up of conflict with Israel in mid-2025 – suggesting the regime may be using the death penalty as a tool to intimidate the Kurdish community.

Suppression of Protests and Civil Life

Finally, the Iranian regime's hostility toward Kurdish political expression and protest was evident in the continued persecution of those linked to last year's anti-government uprisings or other civic initiatives. Kurdish detainees from the 2022–2023 "Woman, Life, Freedom" protests remained behind bars in November 2025 and faced new hardship. A notable case is [Mohammad Sohrabi](#), a 32-year-old Kurdish man from Piranshahr who was arrested during the Woman, Life, Freedom uprising. By late November, Sohrabi had spent 310 days in detention, nearly eleven months, in Naqadeh Prison, and despite his family posting bail multiple times, the Ministry of Intelligence has *blocked his release* at every turn.



Nov 30, 2025

Germany hosts Kurdish music concert to heal, support Yazidis

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdish renowned band Koma Amed held a musical concert in Stuttgart, Germany, on Saturday, with the proceeds from the concert dedicated to aiding the Yazidis in Shingal (Sinjar), Nineveh province.

"We will hand over all the aid collected yesterday, today, and tomorrow to the government of Baden-Wurttemberg," Professor Ilhan Kizilhan, founder of Sinune Hospital and organizer of the concert, told Rudaw on the sidelines of the event. He added that

"They will take this aid to Sinune and Shingal to provide to the teams there, so they can transport patients to hospitals, and ensure they receive mental health treatment."

With an estimated population of 140,000, Sinune is one of

the largest predominantly Yazidi towns in Shingal district. The town's hospital, providing psychotherapy treatments to Yazidi survivors of the Islamic State (ISIS) genocide, was opened in 2021 with support from the German government and its staff were trained in

collaboration with University of Duhok.

In August 2014, ISIS launched a brutal attack on Shingal, committing systematic killings, enslavement, and rape of thousands of Yazidis. Both the United Nations and the German Bundestag have recognized the attack as genocide.

The concert, held at the palace of the government of Baden-Württemberg state in southwest Germany, a location Kizilhan said carries symbolic weight, captivated over 400 guests, including German politicians, and the Kurdish diaspora.

Philipp Keil, Head of the development and cooperation body of the Baden-Württemberg state, told Rudaw at the event that the concert's message is "very important for the Yazidis and for all communities in general." He noted that Yazidis "want to live in peace, but for these communities, conditions are constantly worsening, and their rights are increasingly being suppressed. They have no hope because they remain in the camps, so we must show solidarity."

Baden-Württemberg was the first state in Germany to welcome 1,000 Yazidi women



Koma Amed concert in Stuttgart, Germany, on November 29, 2025. Photo: Screengrab/Rudaw

and girls, where they received medical treatment. Over the past ten years, approximately 60 projects to aid Yazidis have been implemented, costing around five million euros (about \$5.8 million).

Participants praised the purpose of the event. Gashbin Minayi, a Kurdish participant, said, "The concert was very lively and well-attended. Many interesting speeches were presented during the opening. The goal was also a worthy one, and I feel good about having participated in this concert."

"I believe these activities can be very beneficial; on one hand, it concerns financial aid, and on the other, it concerns awareness, conveying the spirit, and bridging cultural divides," Gabriel Konfaras, a German participant, told Rudaw.

The largest Yazidi diaspora lives in Germany, and many attendees urged that more events like this be organized in the future to help raise funds for the ethnoreligious minority.

Koma Amed was formed in

1988 and released their first album *Kulilka Azadi* (The Flower of Freedom) in secret because the Kurdish language was banned in Turkey at the time. Their music became a symbol of resistance and several band members were forced to flee to Europe. The group ended 30 years in exile in October, returning to perform a concert in Diyarbakir. *Alla Shally contributed to this article from Baden-Württemberg, Germany.*

Les dépêches de l'afp de novembre 2025

4 novembre 2025

Turquie : espoir de libération pour l'opposant Demirtas après une décision européenne

Istanbul, 4 nov 2025 (AFP) — Après tant d'espoirs déçus, ses partisans se reprennent à espérer mardi la libération de l'opposant kurde Selahattin Demirtas, détenu depuis 2016, à la suite de la décision définitive de la Cour européenne des droits de l'homme en sa faveur.

Ses avocats et l'opposition parlementaire turque ont aussitôt réclamé mardi la remise en liberté de cette figure toujours charismatique et populaire, arrêté il y a exactement neuf ans le 4 novembre 2016 et condamné en mai 2019 à 42 ans de prison.

Ce rebondissement intervient parallèlement aux progrès du processus de paix initié depuis un an par Ankara avec la guérilla kurde du PKK : le Parti des Travailleurs du Kurdistan a annoncé sa dissolution en mai, à l'appel de son chef historique Abdullah Öcalan, emprisonné depuis 1999.

Depuis sa prison d'Edirne, Selahattin Demirtas, 52 ans, a de nouveau exprimé mardi son soutien au processus de pacification en cours et remercié les personnalités qui ont réclamé sa libération. Concluant sa note manuscrite, publiée sur X par ses avocats, par

sa foi en la démocratie et «avant tout, la paix, la paix».

L'opposant a été accusé, entre autres, de propagande terroriste en faveur du PKK (interdit), d'insulte au président et d'avoir appelé à manifester en soutien aux combattants kurdes qui affrontaient les jihadistes à Kobane, en Syrie.

Au terme d'un long processus initié en 2019 et de multiples appels, la CEDH a rejeté lundi soir l'ultime demande du ministère turc de la Justice et rendu un arrêt définitif confirmant la violation de ses droits et ordonnant sa libération. En fin de journée, le gouvernement turc n'avait fait aucun commentaire.

Le parti DEM (ex-HDP) de M. Demirtas, troisième force au parlement, a aussitôt réclamé sa «libération immédiate».

- «Sans délai» -

«Au regard des nombreuses décisions de la CEDH et de sa décision FINALE (...) nos amis devraient être libérés sans délai», a écrit le DEM, réclamant également la libération de son ancienne co-

présidente, Figen Yüksekdağ et d'autres responsables.

Le CHP (social démocrate), premier parti d'opposition, a fait de même, son président Özgür Özel rappelant que Demirtas «a été arraché à ses filles de 9 et 12 ans. Aujourd'hui, l'une a 18 ans et l'autre 21».

Le signal le plus encourageant est venu dès mardi du parti nationaliste MHP, allié du président Recep Tayyip Erdogan dont le leader, Devlet Bahçeli, a estimé que «la libération (de Selahattin Demirtas) sera de bon augure pour la Turquie».

Dans sa lettre, Demirtas relève «la bravoure de M. Bahçeli (qui) a su briser les tabous» et le «remercie sincèrement».

Les avocats de l'opposant ont déposé sans tarder une demande de remise en liberté auprès du tribunal d'Ankara.

«La chambre d'appel peut faire deux choses : libérer immédiatement M. Demirtas et les autres personnalités politiques sur la base de l'arrêt définitif de la CEDH, ou examiner l'affaire au fond», a expliqué en direct sur la chaîne pri-

vée turque Ilke TV l'un de ses défenseurs, Mahsuni Karaman, rappelant que celle-ci est déjà en appel de longue date.

Le président du barreau turc, Erinc Sagkan, a prié sur X la justice d'agir «sans délai», «plutôt que de recourir à des manoeuvres dilatoires et à des évaluations accessoires qui aggravent la violation des droits de Selahattin Demirtas».

Les proches de Demirtas et ses défenseurs n'ont cessé de dénoncer une «décision politique». D'autant qu'il est détenu à Edirne (nord-ouest), obligeant son épouse et ses deux filles à parcourir 1.200 km pour le visiter, depuis son fief de Diyarbakir.

Tous, alors que le gouvernement turc est engagé dans un processus de paix avec la PKK, après quatre décennies de guérilla meurtrière, espéraient ces derniers mois un geste en faveur de «Selo», comme l'appellent ses amis

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

4 novembre 2025

Mort de 27 migrants dans la Manche: revers judiciaire pour des militaires qui voulaient une enquête à part

Paris, 4 nov 2025 (AFP) — La Cour de cassation a rejeté mardi les demandes de militaires qui doivent répondre de leur responsabilité dans la mort de 27 migrants dans la Manche en 2021 et souhaitaient que l'enquête les visant soit confiée à une juridiction militaire spécialisée.

«Le pourvoi des militaires est rejeté. Ils restent donc mis en examen par la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) pour omission de porter secours», a annoncé la plus haute juridiction française.

Les magistrats ont mis en examen dans ce dossier onze personnes suspectées d'être les passeurs pour homicides involontaires et aide au séjour irrégulier, ainsi que sept militaires français pour non-assistance à personne en danger.

Ces derniers, cinq militaires du Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage Gris-Nez et deux marins qui se trouvaient à bord du patrouilleur Le Flamant, demandaient le dépaysement du volet de l'enquête qui les concerne et qu'il soit

confié à un juge spécialisé dans les affaires militaires à Lille.

«Les passeurs sont poursuivis pour avoir involontairement causé la mort des migrants, auxquels les militaires n'ont pas porté secours», des infractions qui sont «connexes» et doivent être confiées aux mêmes juges, a tranché la Cour de cassation.

De plus, la Junalco est «rattachée au tribunal judiciaire de Paris», l'un de ceux qui sont compétents en France

pour enquêter et juger en matière militaire, a-t-elle poursuivi.

Le canot des victimes avait coulé au petit matin du 24 novembre 2021, emportant la vie de 27 passagers, majoritairement des Kurdes irakiens, âgés de 7 à 46 ans.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

6 novembre 2025

Kurdes tués à Paris fin 2022: un témoin présumé obtient finalement l'asile

Paris, 6 nov 2025 (AFP) — Un ressortissant turc, témoin présumé lors de l'assassinat en 2022 de trois Kurdes à Paris, a obtenu en appel le statut de réfugié que lui avait contesté l'Ofpra, ce qui avait conduit à demander son expulsion de France, selon une décision consultée par l'AFP.

«Face à la décision indigne et éminemment politique du directeur général de l'Ofpra, la CNDA (Cour nationale du droit d'asile) a, elle, fait du droit», a réagi jeudi auprès de l'AFP Me David Andic, avocat de Ercan Ekin.

Au printemps 2025, l'Office de protection des réfugiés et des apatrides (Ofpra) avait refusé la demande d'asile de M. Ekin, en France depuis quatre ans et demi, estimant

«peu crédibles ses assertions» quant à sa présence rue d'Enghien le jour des meurtres.

M. Ekin avait par la suite reçu une obligation de quitter le territoire français (OQTF).

«L'instruction, notamment les déclarations particulièrement précises, personnalisées et étayées de M. Ekin lors de l'audience, corroborées par les pièces versées à l'appui de sa demande de réexamen, permet de regarder comme établie sa présence lors de l'attaque», écrit la CNDA dans sa décision consultée jeudi par l'AFP.

William Malet, cheminot à la retraite de 72 ans, a reconnu avoir ouvert le feu devant un centre culturel du Conseil démocratique kurde (CDK-F), le

23 décembre 2022 à Paris. L'été dernier, il a été renvoyé aux assises pour avoir tué trois personnes, dont la combattante du PKK Emine Kara, et avoir fait trois blessés.

Partie civile dans l'information judiciaire, Ercan Ekin, favorable au CDK-F, a raconté au juge d'instruction en décembre 2024 qu'il faisait la vaisselle derrière le comptoir le jour des faits quand il a entendu des coups de feu, selon des documents consultés par l'AFP. Il dit avoir vu le tireur monter les marches du centre et les trois victimes mortellement blessées.

Il affirme avoir connu ensuite «un état de stress post-traumatique de forte intensité» et «un épisode dépressif», d'après un rapport d'examen

psychiatrique daté de mars 2025.

A la suite de la tuerie, interrogé par la presse kurde, M. Ekin avait émis l'hypothèse d'une complicité du gouvernement turc, l'exposant à «la prison et des traitements inhumains et dégradants» s'il retournait en Turquie, d'après son avocat.

«Il résulte (...) que M. Ekin craint avec raison (...) d'être persécuté en cas de retour dans son pays en raison de ses opinions politiques. Dès lors, il est fondé à se prévaloir de la qualité de réfugié», juge la CNDA.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

6 novembre 2025

Le président iranien accuse son propre gouvernement d'être responsable de l'inflation

Téhéran, 6 nov 2025 (AFP)

— Le président iranien Masoud Pezeshkian a imputé jeudi à son propre gouvernement la responsabilité de la hausse des prix à la consommation, qui aggrave la pression sur l'économie du pays déjà frappée par les sanctions.

«Nous, le gouvernement, sommes la cause de l'inflation», a déclaré M. Pezeshkian lors d'un discours dans la province occidentale du Kurdistan, dénonçant un gouvernement pléthorique.

«Tout le monde a pris un

poste de chef, de directeur ou similaire», a-t-il déploré, ajoutant que des efforts étaient en cours pour réduire les dépenses du gouvernement et aider à freiner l'inflation.

Selon le centre officiel des statistiques iranien, le taux d'inflation annuel s'élevait à près de 49% en septembre.

L'Iran, un pays de 86 millions d'habitants, compte plus de 2,43 millions d'employés du service public, selon l'Organisation de l'administration publique et du recrutement.

Mais ce chiffre exclut «le per-

sonnel militaire et les forces de l'ordre ou le personnel des ministères du Renseignement, de la Défense et de la Logistique des forces armées, entre autres, pour des raisons de confidentialité», selon la même source.

L'économie iranienne est depuis longtemps fragilisée par les sanctions internationales liées au programme nucléaire de l'Iran, que des pays occidentaux et Israël accusent de vouloir se doter de la bombe atomique.

Téhéran se défend vigoureusement d'avoir de telles am-

bitions militaires et affirme développer le nucléaire pour des besoins civils.

L'économie du pays est soumise à une pression supplémentaire depuis la guerre de 12 jours déclenchée par l'attaque surprise d'une ampleur inédite d'Israël contre l'Iran le 13 juin, au cours de laquelle les Etats-Unis ont aussi frappé trois importants sites nucléaires iraniens.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

6 novembre 2025

Ouverture d'un procès lié au génocide des Yézidis, le premier en Belgique

Bruxelles (Belgique), 6 nov 2025 (AFP)

— Le procès d'un jihadiste belge accusé d'avoir pris part au génocide de la minorité religieuse des Yézidis en Irak et en Syrie à partir de 2014 s'est ouvert jeudi à Bruxelles.

Sammy Djedou, combattant de l'organisation Etat islamique (EI) au moment des faits, déjà condamné pour terrorisme en Belgique, est à nouveau jugé par défaut car il est présumé mort en zone de guerre.

Le Pentagone avait annoncé son décès en décembre 2016 lors d'une frappe aérienne à Raqqa (Syrie), mais les autorités

belges n'en ont jamais eu de preuve formelle et ont décidé de le traduire en justice, fait inédit en Belgique concernant ce génocide.

Devant la cour d'assises de Bruxelles, où le procès devrait durer une semaine, l'accusé doit répondre de «crime de génocide», pour sa participation présumée à l'extermination des Yézidis par l'EI, ainsi que de «crimes contre l'humanité», ce qui vise les soupçons de viols et d'esclavage sexuel à l'encontre de femmes de la minorité.

Trois victimes yézidies ont été identifiées — dont deux sont parties civiles — et

elles doivent venir témoigner au procès de ce qu'elles ont subi.

La période des divers crimes et viols reprochés (novembre 2014-décembre 2016) couvre une époque où certaines étaient encore mineures, âgées de 16 ou 17 ans.

L'enquête de la justice antiterroriste belge s'appuie en bonne partie sur le travail de journalistes et d'ONG, effectué en zone de guerre après la chute du dernier bastion de l'EI à Baghouz (Syrie) en 2019.

Sammy Djedou, né en août 1989 à Bruxelles d'une mère belge et d'un père ivoirien, converti à

l'islam à 15 ans, était parti en octobre 2012 rejoindre les rangs de l'EI en Syrie, selon les témoignages recueillis dans l'enquête.

En Syrie il est devenu, aux côtés d'autres combattants étrangers, un cadre de la cellule des opérations extérieures de l'EI chargée de préparer des attentats en Europe.

Cela lui a valu une condamnation en Belgique à 13 ans de prison en 2021, pour avoir été «dirigeant d'un groupe terroriste».

Le jihadiste a aussi été cité dans la procédure judiciaire dite «Paris bis», ciblant diverses complicités

dont ont bénéficié les auteurs des attentats du 13 novembre 2015 en France (130 morts). Dans ce procès tenu en 2022 à Bruxelles il a été condamné mais sans peine d'emprisonnement.

Les Yézidis sont une mi-

norité kurdophone, adepte d'une religion pré-islamique, qui était implantée principalement dans le nord de l'Irak avant de subir les assauts et persécutions des jihadistes de l'EI à partir d'août 2014, et de fuir en masse.

Selon l'ONU, des milliers de femmes et adolescentes ont alors subi viols, enlèvements et traitements inhumains, dont l'esclavage.

D'après l'accusation au procès Djedou, l'EI avait «institutionnalisé l'escla-

vage sexuel des femmes yézidies», dans une forme de commerce qui représentait une part importante de l'économie du califat.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

6 novembre 2025

Le procès d'un naufrage dans la Manche met en lumière la «guerre de territoire» entre passeurs

Paris, 6 nov 2025 (AFP) — Menaces, intimidations, violences... Le procès de neuf personnes pour un naufrage dans la Manche qui a coûté la vie à sept Afghans en 2023 esquisse depuis le début de semaine la «guerre de territoire» à l'oeuvre entre les passeurs sur le littoral français.

Parmi les prévenus poursuivis pour homicides involontaires, mise en danger d'autrui, ou encore aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour irréguliers, deux Kurdes irakiens, présents dans le box des accusés du tribunal correctionnel à Paris, sont soupçonnés d'être les organisateurs principaux à l'origine du drame.

Le réseau qui organise les traversées vers le Royaume-Uni, «dirigé par la communauté irako-kurde», fait prospérer cette activité en faisant usage «de violences, y compris avec arme», selon l'ordonnance de renvoi des deux juges chargées de l'instruction.

Physique massif, veste kaki, l'un des deux Kurdes irakiens, Idriss K., 45 ans, a nié en bloc toute implication.

L'homme a déjà purgé plusieurs peines pour une activité de passeur, onze ans de détention au total, et faisait l'objet depuis 2020 d'une interdiction du territoire français de 10 ans.

«C'est vrai que dans une autre vie j'ai été passeur. Mais j'ai été condamné et j'ai arrêté», a-t-il juré à la barre.

- «Balle dans la tête»

La présidente, elle, a souligné la «guerre de territoire» avec des réseaux de passeurs concurrents qu'il est soupçonné de mener sur les plages du littoral français, sur la base d'écoutes téléphoniques, de balisages et de sonorisations de son SUV de luxe par les autorités judiciaires allemandes, qui enquêtaient sur son activité bien avant le naufrage.

«Hier, tu es venu à mon point d'embarquement. Ne viens pas là-bas», écrit-il par exemple à un correspondant qui lui assure ne pas organiser ces traversées à Calais mais à Gravelines (Hauts-de-France), autre lieu de départ connu pour ces traversées.

«Si j'ai été dans tes frontières, je m'excuse», lui ré-

pond cet interlocuteur.

«Vous considérez cette plage comme la vôtre», a observé la présidente.

Dans un échange avec un autre interlocuteur, accompagné d'une bordée d'injures, Idriss K. menace: «Tu joues beaucoup. Hier tu as envoyé un zodiac d'ici (assorti d'une géolocalisation). Si tes chauffeurs (de bateau) reviennent, je vais leur mettre une balle dans la tête».

A son ami kurde Tariq H., également dans le box des accusés, Idriss K. parle d'un concurrent iranien, avec lequel il ne parvient pas à partager des plages entre Calais et Dunkerque.

«Si on met fin au problème avec l'Iranien, on va pouvoir charger deux, trois fois par semaine», dit-il.

- Bâtons et armes sur la plage

Avant d'affirmer, quelques jours plus tard: «J'ai choppé un Iranien, je l'ai tabassé. J'ai déshabillé complètement le garçon, je lui ai fait des trucs terribles».

Tariq H. aussi nie tout de ces

faits. Derrière la vitre du box, l'homme de 45 ans, tête poivre et sel baissée, évoque jeudi de simples «vandarises» d'Idriss K., qu'il a connu en Irak du temps où ce dernier était «policier».

Les méthodes musclées pour mener à bien les traversées irrégulières par small boats, qui ont explosé depuis 2018, ont aussi été confirmées dès l'ouverture du procès par un rescapé soudanais et pilote présumé du bateau.

«Ils nous ont dit +vous allez tous monter, celui qui ne monte pas, on va le tuer+. Ils avaient des bâtons et des armes à feu», s'est souvenu, en larmes, Ibrahim A., 31 ans, qui était certain au vu de l'état du pneumatique que celui-ci ne «tiendrait pas».

Deux heures après sa mise à l'eau, dans la nuit du 11 au 12 août 2023, l'embarcation de fortune a chaviré, faisant sept morts et une soixantaine de naufragés afghans.

Le procès doit durer jusqu'au 18 novembre.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

10 novembre 2025

Un groupe kurde allemand accuse le président syrien de crimes de guerre et de génocide

Berlin, 10 nov 2025 (AFP) — Un groupe kurde en Allemagne a déposé plainte contre le président syrien Ahmad al-Chareh pour crimes de guerre, génocide et crimes contre l'humanité, ont confirmé lundi les procureurs allemands à l'AFP.

Le groupe Communauté kurde d'Allemagne (KGD) a accusé M. al-Chareh de «génocide et des crimes de guerre les plus graves» dans une plainte déposée la semaine dernière auprès du parquet fédéral allemand.

«Al-Jolani porte une responsabilité conjointe dans le génocide des Kurdes yézidites en 2014 et dans les actes de violence systématiques et continus contre les minorités en

Syrie et en Irak», a déclaré Mehmet Tanriverdi, vice-président de la KGD, dans un communiqué.

Le président syrien, longtemps connu sous son nom de guerre Abu Mohammed al-Jolani a pris la tête de la Syrie à titre provisoire après que ses forces rebelles ont chassé du pays le dirigeant de longue date Bachar al-Assad à la fin de l'année dernière.

M. al-Chareh était autrefois étroitement lié à Al-Qaïda, et son groupe militant islamiste, Hayat Tahrir al-Sham (HTS), n'a été retiré de la liste américaine des groupes terroristes qu'en juillet dernier.

Mais le dirigeant syrien a

cherché à rompre avec son passé djihadiste et à présenter une image plus modérée depuis qu'il a pris le pouvoir à Assad après plus d'une décennie de guerre civile sanglante.

Il est attendu lundi à la Maison Blanche pour rencontrer le président américain Donald Trump.

Le groupe kurde allemand dénonce la reconnaissance dont il bénéficie sur la scène internationale, et notamment son invitation par le chancelier allemand Friedrich Merz à se rendre en Allemagne pour discuter de l'expulsion des citoyens syriens du pays.

Le KGD a déclaré avoir de «sérieuses inquiétudes»

quant au fait que l'Allemagne autorise «un criminel de guerre présumé à rester dans le pays».

«En vertu du principe de compétence universelle, l'Allemagne a la possibilité - et le devoir - de poursuivre ces auteurs, quel que soit le lieu où les crimes ont été commis», ajoute le communiqué.

L'ambassade de Syrie à Berlin n'a pas immédiatement répondu lundi à une demande de l'AFP concernant cette plainte.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

11 novembre 2025

Les Irakiens aux urnes pour élire un nouveau Parlement

Bagdad, 11 nov 2025 (AFP) — Les Irakiens ont voté mardi pour élire un nouveau Parlement, un scrutin peu susceptible de bouleverser le paysage politique, mais surveillé de près par Téhéran et Washington.

L'Irak a connu une stabilité inhabituelle ces dernières années, après plusieurs décennies de guerre et de répression sous Saddam Hussein et depuis l'invasion menée par les Etats-Unis en 2003 qui l'a renversé.

Beaucoup d'Irakiens doutent que ces élections puissent apporter un changement réel dans un pays qui souffre d'infrastructures médiocres, de

services publics défaillants et d'une corruption endémique.

Les bureaux de vote ont fermé à 18H00 (15H00 GMT) et les premiers résultats sont attendus dans les prochaines 24 heures. La commission électorale n'a pas encore annoncé le taux de participation.

Dès le début du scrutin, en matinée, des personnalités politiques ont glissé leur bulletin dans l'urne d'un bureau de vote installé au sein du luxueux hôtel al-Rasheed de Bagdad.

Des correspondants de l'AFP ont constaté une faible participation dans plusieurs grandes villes du pays. Les

rues de Bagdad, placardées d'affiches électorales, étaient grandement désertes à l'exception de la présence de forces de l'ordre.

Mohammed Mehdi, un fonctionnaire trentenaire qui a voté dans la capitale, souligne que les candidats ont dépensé beaucoup d'argent pour gagner des voix, «ce qui prouve que mon bulletin a de la valeur».

Plus de 21,4 millions d'électeurs ont été appelés à départager plus de 7.700 candidats, dont près d'un tiers de femmes, pour occuper 329 sièges de députés aux mandats de quatre ans.

Les femmes doivent obtenir au moins un quart des sièges du futur Parlement, selon un système de quotas, tandis que neuf sont réservés aux minorités.

Seuls 75 candidats indépendants sont en lice, la loi électorale étant perçue comme favorisant les grands partis.

«Tous les quatre ans, c'est la même chose. On ne voit ni des visages jeunes, ni de nouvelles énergies» capables «d'apporter un changement», déplore un étudiant à l'université, Al-Hassan Yassin.

- Postes bien définis -

Certains craignent de voir le

taux de participation tomber en-dessous des 41% enregistrés en 2021, pour ce sixième scrutin depuis la chute de Saddam Hussein.

Les élections ouvrent la voie à la désignation d'un nouveau président - poste largement honorifique réservé à un Kurde - et d'un Premier ministre - traditionnellement chiite - choisi après de longues tractations. Un sunnite occupera le poste de président du Parlement.

Depuis la chute du sunnite Saddam Hussein, la majorité chiite longtemps opprimée en Irak continue de dominer, la plupart des partis conservant des liens avec l'Iran voisin.

L'actuel Premier ministre chiite Mohamed Chia al-Soudani, qui mise sur un second mandat, espère une victoire. Il était arrivé au pouvoir en 2022 grâce au soutien d'une al-

liance regroupant des partis et factions chiites tous liés à l'Iran.

- Absence de Moqtada Sadr -

Le prochain Premier ministre sera élu par la coalition qui parviendra à rassembler suffisamment d'alliés.

Lors des dernières législatives, le courant du leader chiite Moqtada Sadr avait remporté le plus grand nombre de sièges avant de se retirer du Parlement à la suite d'un référendum avec les partis chiites qui ne soutenaient pas sa tentative de former un gouvernement et qui se sont plutôt regroupés entre eux.

La rupture avait culminé avec des combats meurtriers dans la capitale.

Cette année, M. Sadr a refusé de participer à une «élection bancale, dominée par les in-

térêts sectaires, ethniques et partisans», appelant ses partisans à boycotter le scrutin.

Les partis sunnites se présentent séparément, l'ancien président du Parlement Mohamed al-Halboussi étant donné favori.

Dans la région autonome du Kurdistan, la rivalité entre le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) reste vive.

- Téhéran et Washington à l'affût -

L'Irak, proche allié de l'Iran et des Etats-Unis, cherche de longue date à maintenir un équilibre fragile entre les deux ennemis.

L'Iran espère préserver son influence chez son voisin après avoir vu ses autres alliés régionaux (Hezbollah libanais,

Hamas palestinien, Houthis yéménites) affaiblis par des frappes israéliennes depuis deux ans. Téhéran a en outre perdu un allié majeur avec la chute de Bachar al-Assad en Syrie fin 2024.

Et l'Irak est sous pression des Etats-Unis (qui maintiennent quelque 2.500 soldats dans le pays) pour désarmer les groupes pro-iraniens.

L'administration Trump a nommé un envoyé spécial pour le pays, Mark Savaya, d'origine irakienne, qui a insisté sur la nécessité de voir l'Irak «libéré des ingérences étrangères malveillantes, notamment celles de l'Iran et de ses supplétifs».

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

11 novembre 2025

Plus de la moitié des électeurs se sont déplacés pour les législatives en Irak

Bagdad, 11 nov 2025 (AFP) — Les Irakiens ont voté mardi pour élire leur Parlement, avec une participation ayant dépassé 55% selon la commission électorale, un taux inattendu pour ce scrutin surveillé de près par Téhéran et Washington.

L'Irak a connu une stabilité inhabituelle ces dernières années, après plusieurs décennies de guerre et de répression sous Saddam Hussein et depuis l'invasion menée par les Etats-Unis en 2003 qui l'a renversé.

Le pays souffre toujours cependant d'infrastructures médiocres, de services publics défectueux et d'une corruption endémique.

Les premiers résultats sont

attendus dans les prochaines 24 heures.

Selon la commission électorale, plus de 12 millions de personnes ont voté, sur plus de 21,4 millions d'électeurs.

Le taux de participation marque une forte hausse par rapport au record historiquement bas de 41% en 2021, malgré un sentiment général d'apathie et de scepticisme, ainsi que le boycott du scrutin de cette année par l'influent leader chiite Moqtada Sadr.

Sur le terrain, plusieurs électeurs ont cependant dit avoir voté dans l'espoir d'un changement. «Nous sommes confrontés au chômage et les gens sont fatigués, nous avons besoin de progrès», a confié à l'AFP Ali Abed, 57

ans, dans la ville de Mossoul (nord).

«Tous les quatre ans, c'est la même chose. On ne voit ni des visages jeunes ni de nouvelles énergies» capables «d'apporter un changement», a déploré de son côté un étudiant à l'université, Al-Hassan Yassin.

Les électeurs étaient appelés à départager plus de 7.700 candidats, dont près d'un tiers de femmes, pour occuper 329 sièges de députés aux mandats de quatre ans.

Les femmes doivent obtenir au moins un quart des sièges du futur Parlement, selon un système de quotas, tandis que neuf sont réservés aux minorités.

Seuls 75 candidats indépendants étaient en lice, la loi électorale étant perçue comme favorisant les grands partis.

- Postes bien définis -

Il s'agit du sixième scrutin depuis la chute de Saddam Hussein.

Les élections ouvrent la voie à la désignation d'un nouveau président - poste largement honorifique réservé à un Kurde - et d'un Premier ministre - traditionnellement chiite - choisi après de longues tractations. Un sunnite occupera le poste de président du Parlement.

Depuis la chute du sunnite Saddam Hussein, la majorité chiite longtemps opprimée en

Irak continue de dominer, la plupart des partis conservant des liens avec l'Iran voisin.

L'actuel Premier ministre chiite, Mohamed Chia al-Soudani, qui mise sur un second mandat, devrait remporter un large bloc, sans toutefois obtenir la majorité. Il était arrivé au pouvoir en 2022 grâce au soutien d'une alliance regroupant des partis et factions chiites tous liés à l'Iran.

- Absence de Moqtada Sadr -

Le prochain Premier ministre sera élu par la coalition qui parviendra à rassembler suffisamment d'alliés.

Lors des dernières législatives, le courant du leader chiite Moqtada Sadr avait

remporté le plus grand nombre de sièges avant de se retirer du Parlement à la suite d'un différend avec les partis chiites qui ne soutenaient pas sa tentative de former un gouvernement et qui se sont plutôt regroupés entre eux.

La rupture avait culminé avec des combats meurtriers dans la capitale.

Cette année, M. Sadr a refusé de participer à une «élection bancaire, dominée par les intérêts sectaires, ethniques et partisans», appelant ses partisans à boycotter le scrutin.

Les partis sunnites se sont présentés séparément, l'ancien président du Parlement Mohamed al-Halboussi étant

donné favori.

Dans la région autonome du Kurdistan, la rivalité entre le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) reste vive.

- Téhéran et Washington à l'affût -

L'Irak, proche allié de l'Iran et des Etats-Unis, cherche de longue date à maintenir un équilibre fragile entre les deux ennemis.

L'Iran espère préserver son influence chez son voisin après avoir vu ses autres alliés régionaux (Hezbollah libanais, Hamas palestinien, Houthis yéménites) affaiblis par des frappes israéliennes

depuis deux ans. Téhéran a en outre perdu un allié majeur avec la chute de Bachar al-Assad en Syrie fin 2024.

Et l'Irak est sous pression des Etats-Unis (qui maintiennent quelque 2.500 soldats dans le pays) pour désarmer les groupes pro-iraniens.

L'administration Trump a nommé un envoyé spécial pour le pays, Mark Savaya, d'origine irakienne, qui a insisté sur la nécessité de voir l'Irak «libéré des ingérences étrangères malveillantes, notamment celles de l'Iran et de ses supplétifs».

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

12 nov 2025

Législatives en Irak: la liste du Premier ministre remporte une large victoire, selon son entourage

Bagdad, 12 nov 2025 (AFP)

— La liste du Premier ministre irakien, Mohamed Chia al-Soudani, qui brigue un second mandat, a remporté une large victoire, selon des sources proches de sa formation politique, aux élections législatives tenues mardi avec une participation inattendue.

Le prochain gouvernement irakien, dont la formation doit donner lieu à d'intenses tractations, devra répondre aux demandes de la société pour des emplois, ainsi que de meilleurs infrastructures, services éducatifs et de santé, dans un pays miné par la corruption et la mauvaise gestion.

Il devra aussi préserver le fragile équilibre entre les deux principaux alliés de l'Irak, l'Iran et les États-Unis, alors que le Moyen-Orient traverse une période de profonds bou-

versements.

La liste chiite Coalition pour la reconstruction et le développement de M. Soudani a remporté «une victoire majeure», a affirmé mercredi auprès de l'AFP un responsable proche du Premier ministre. Deux autres sources proches ont indiqué qu'elle s'était assurée environ 50 sièges au Parlement, y devenant ainsi le principal bloc.

La commission électorale irakienne devrait annoncer les premiers résultats officiels de ce sixième scrutin depuis la chute de Saddam Hussein dans le courant de la soirée.

- Alliance nécessaire -

M. Soudani s'est imposé sur la scène politique irakienne après avoir été porté au pouvoir en 2022 grâce au soutien d'une alliance regroupant des partis et factions chiites tous

liés à l'Iran, le Cadre de coordination,

Les élections ouvrent la voie à la désignation d'un nouveau président, poste largement honorifique réservé à un Kurde, et d'un Premier ministre traditionnellement chiite. Un sunnite occupera le poste de président du Parlement.

Une majorité absolue étant de fait impossible à obtenir pour une seule liste, M. Soudani, si sa victoire est confirmée, devra à nouveau fédérer les factions chiites pour assurer sa reconduction.

Les partis sunnites se sont présentés séparément au scrutin, marqué par une participation de plus de 55% selon la commission électorale, l'ancien président du Parlement Mohamed al-Halboussi étant donné favori.

Dans la région autonome du Kurdistan, la rivalité entre le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) reste vive.

L'Irak a connu une stabilité inhabituelle ces dernières années, après plusieurs décennies de guerre et de répression sous Saddam Hussein et depuis l'invasion menée par les Etats-Unis en 2003 qui l'a renversé.

Les électeurs étaient appelés à départager plus de 7.700 candidats, dont près d'un tiers de femmes, pour occuper 329 sièges de députés aux mandats de quatre ans.

Le taux de participation marque une forte hausse par rapport au record historique bas de 41% en 2021, malgré un sentiment général d'apathie et de scepticisme,

ainsi que le boycott du scrutin par l'influent leader chiite Moqtada Sadr, qui a dénoncé une «élection bancale, dominée par les intérêts sectaires, ethniques et partisans».

- Développement et équilibre -

M. Soudani s'est pendant la campagne engagé à poursuivre sa politique de reconstruction et de développement.

Durant ses trois années de mandat, Bagdad s'est méta-

morphosée en un vaste chantier, avec la construction de nouveaux tunnels et ponts à travers la capitale.

Il affirme par ailleurs que son gouvernement a préservé l'Irak des turbulences régionales au cours des deux dernières années.

L'issue de cette échéance électorale est suivie de près par l'Irak et les Etats-Unis.

L'Irak espère préserver son influence chez son voisin

après avoir vu ses autres alliés régionaux (Hezbollah libanais, Hamas palestinien, Houthis yéménites) affaiblis depuis deux ans par leurs conflits avec Israël.

Téhéran a en outre perdu un allié majeur avec la chute de Bachar al-Assad en Syrie fin 2024.

Et l'Irak est sous pression des Etats-Unis (qui maintiennent quelque 2.500 soldats dans le pays) pour désarmer les groupes pro-iraniens.

L'administration du président Donald Trump a nommé un envoyé spécial pour le pays, Mark Savaya, d'origine irakienne, qui a insisté sur la nécessité de voir l'Irak «libéré des ingérences étrangères malveillantes, notamment celles de l'Irak et de ses supplicatifs».

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

12 nov 2025

Législatives en Irak: la liste du Premier ministre remporte une large victoire, selon son entourage

Bagdad, 12 nov 2025 (AFP) — La liste du Premier ministre irakien, Mohamed Chia al-Soudani, qui brigue un second mandat, a remporté une large victoire, selon des sources proches de sa formation politique, aux élections législatives tenues mardi avec une participation inattendue.

Le prochain gouvernement irakien, dont la formation doit donner lieu à d'intenses tractations, devra répondre aux demandes de la société pour des emplois, ainsi que de meilleurs infrastructures, services éducatifs et de santé, dans un pays miné par la corruption et la mauvaise gestion.

Il devra aussi préserver le fragile équilibre entre les deux principaux alliés de l'Irak, l'Irak et les Etats-Unis, alors que le Moyen-Orient traverse une période de profonds bouleversements.

La liste chiite Coalition pour la reconstruction et le développement de M. Soudani a remporté «une victoire majeure», a affirmé mercredi auprès de l'AFP un responsable proche du Premier ministre. Deux autres sources proches

ont indiqué qu'elle s'était assurée environ 50 sièges au Parlement, y devenant ainsi le principal bloc.

La commission électorale irakienne devrait annoncer les premiers résultats officiels de ce sixième scrutin depuis la chute de Saddam Hussein dans le courant de la soirée.

- Alliance nécessaire -

M. Soudani s'est imposé sur la scène politique irakienne après avoir été porté au pouvoir en 2022 grâce au soutien d'une alliance regroupant des partis et factions chiites tous liés à l'Irak, le Cadre de coordination,

Les élections ouvrent la voie à la désignation d'un nouveau président, poste largement honorifique réservé à un Kurde, et d'un Premier ministre traditionnellement chiite. Un sunnite occupera le poste de président du Parlement.

Une majorité absolue étant de fait impossible à obtenir pour une seule liste, M. Soudani, si sa victoire est confirmée, devra à nouveau fédérer les factions chiites pour assurer sa reconduction.

Les partis sunnites se sont présentés séparément au scrutin, marqué par une participation de plus de 55% selon la commission électorale, l'ancien président du Parlement Mohamed al-Halboussi étant donné favori.

Dans la région autonome du Kurdistan, la rivalité entre le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) reste vive.

L'Irak a connu une stabilité inhabituelle ces dernières années, après plusieurs décennies de guerre et de répression sous Saddam Hussein et depuis l'invasion menée par les Etats-Unis en 2003 qui l'a renversé.

Les électeurs étaient appelés à départager plus de 7.700 candidats, dont près d'un tiers de femmes, pour occuper 329 sièges de députés aux mandats de quatre ans.

Le taux de participation marque une forte hausse par rapport au record historiquement bas de 41% en 2021, malgré un sentiment général d'apathie et de scepticisme, ainsi que le boycott du scrutin

par l'influent leader chiite Moqtada Sadr, qui a dénoncé une «élection bancale, dominée par les intérêts sectaires, ethniques et partisans».

- Développement et équilibre -

M. Soudani s'est pendant la campagne engagé à poursuivre sa politique de reconstruction et de développement.

Durant ses trois années de mandat, Bagdad s'est métamorphosée en un vaste chantier, avec la construction de nouveaux tunnels et ponts à travers la capitale.

Il affirme par ailleurs que son gouvernement a préservé l'Irak des turbulences régionales au cours des deux dernières années.

L'issue de cette échéance électorale est suivie de près par l'Irak et les Etats-Unis.

L'Irak espère préserver son influence chez son voisin après avoir vu ses autres alliés régionaux (Hezbollah libanais, Hamas palestinien, Houthis yéménites) affaiblis depuis deux ans par leurs conflits avec Israël.

Téhéran a en outre perdu un allié majeur avec la chute de Bachar al-Assad en Syrie fin 2024.

Et l'Irak est sous pression des Etats-Unis (qui maintiennent

quelque 2.500 soldats dans le pays) pour désarmer les groupes pro-iraniens.

L'administration du président Donald Trump a nommé un envoyé spécial pour le pays,

Mark Savaya, d'origine irakienne, qui a insisté sur la nécessité de voir l'Irak «libéré des ingérences étrangères malveillantes, notamment celles de l'Iran et de ses supplétifs».

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

15 novembre 2025

En Iran, la première femme à diriger un orchestre symphonique fait naître des vocations

Téhéran, 15 nov 2025 (AFP) — Une certaine excitation traverse la salle de concert Vahdat, en plein cœur de Téhéran, lorsque Paniz Faryoussefi, baguette en main, monte sur le podium pour diriger son orchestre composé d'une cinquantaine de musiciens.

Elle porte une longue robe sombre et une écharpe noire scintillante couvrant ses cheveux, conformément à la loi iranienne qui oblige les femmes à se voiler.

A 42 ans, Paniz Faryoussefi entre dans l'histoire de son pays en dirigeant le principal orchestre de Téhéran, qui a pour résidence la salle Vahdat, prestigieux théâtre dans le centre de la capitale.

Un signe rare et porteur d'espoir dans un pays où les femmes restent soumises à de fortes restrictions, y compris dans le domaine musical.

Après les vastes manifestations qui ont secoué l'Iran pendant plusieurs mois en 2022, à la suite de la mort d'une jeune Kurde en détention, arrêtée pour non-respect du strict code vestimentaire, le gouvernement avait assoupli certaines restrictions concernant la présence des femmes dans la société. Cela intervient aussi après la

guerre de douze jours qui a opposé l'Iran à Israël en juin dernier.

Et ce relâchement se perçoit lors du concert: de nombreuses femmes assistent à la représentation tête nue, malgré l'obligation toujours en vigueur imposée par les autorités.

«Quand je suis montée sur scène, j'ai vu que tous les regards étaient tournés vers moi, et j'ai ressenti une immense responsabilité», confie-t-elle à l'AFP après la représentation.

«Diriger une formation exige autant d'énergie mentale que physique», souligne l'artiste, visiblement fière de son travail.

->Portail vers l'émancipation»-

Dans la salle, de nombreuses jeunes femmes présentes l'encouragent avec enthousiasme: elles semblent conscientes d'assister à un moment inédit.

Les musiciennes iraniennes n'ont pas le droit de chanter devant des hommes et, dans certaines villes conservatrices, de se produire sur scène avec un instrument.

Née au sein d'une famille d'artistes, encouragée par sa

mère depuis l'enfance, Paniz Faryoussefi rêvait déjà de diriger une formation symphonique.

«Les jeunes filles doivent persévérer et poursuivre leurs rêves», soutient-elle.

Lors du concert du soir, son orchestre joue un répertoire allant de l'Autrichien Franz Schubert au Finlandais Jean Sibelius, en passant par le Soviétique Aram Khatchatourian.

«J'espère qu'il s'agit d'une nouvelle ère pour les jeunes iraniennes et qu'elles comprendront que face aux risques, il ne faut pas avoir peur», lance la musicienne. «C'est le seul portail vers l'émancipation».

«Un ami a vu dans la salle une petite fille qui imitait mes gestes. Il pensait qu'un rêve était déjà ancré en elle, qu'elle se disait qu'elle aussi pourrait un jour accomplir la même chose», raconte l'artiste, émue.

->Début d'un mouvement»-

A Téhéran, les deux représentations ont attiré de nombreux spectateurs.

Saïd Shourabi, 53 ans, employé dans l'industrie métallurgique et peu habitué des salles de concert, a tenu à

venir encourager une femme à la tête de l'orchestre. Sa fille lui a offert des places.

«En Iran, les femmes ont toujours été limitées et n'ont pas pu exprimer pleinement leurs talents, même si je suis convaincu qu'elles sont tout aussi capables que les hommes», affirme-t-il.

«J'espère que c'est le début d'un mouvement pour les femmes iraniennes, qu'elles gagneront en confiance et pourront s'épanouir dans la musique», ajoute-t-il. «Bien sûr, elles doivent disposer de l'espace et des possibilités nécessaires pour se produire».

Fariba Aghaï, 44 ans, coiffeuse, se dit extrêmement ravie qu'une femme dirige un orchestre.

«Les Iraniennes n'ont pas suffisamment d'opportunités de se produire en musique et, par exemple, ne peuvent pas chanter en public ni publier leurs chansons», regrette-t-elle.

Pourtant, «elles ne doivent pas se sous-estimer et doivent savoir qu'elles sont capables de tout».

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

17 novembre 2025

Irak: le camp pro-iranien se réunit pour former un bloc majoritaire au Parlement

Bagdad, 17 nov 2025 (AFP)

— L’alliance pro-iranienne du Cadre de coordination a annoncé lundi soir avoir remporté le plus grand nombre de sièges au sein du nouveau Parlement irakien et donc être en position de force pour nommer le prochain Premier ministre.

Cette annonce est intervenue peu après la publication par la commission électorale de la répartition des sièges issue des législatives du 11 novembre, qui montre que les partis pro-Iran ont conservé ou renforcé leur poids au Parlement.

Les dirigeants du Cadre de coordination, une alliance de factions chiïtes proche de Téhéran, ont tenu lundi leur première réunion depuis les élections pour «valider la formation du plus grand bloc parlemen-

taire», a indiqué dans un communiqué cette alliance disant qu’elle proposera ainsi le nom du prochain chef du gouvernement.

Après les élections de 2021, le Cadre de coordination s’était déjà constitué en bloc majoritaire et avait porté au pouvoir l’actuel Premier ministre, Mohamed Chia al-Soudani.

Selon la Commission électorale, la liste de M. Soudani a obtenu 46 sièges sur les 329 que compte la nouvelle assemblée. On ignore toutefois si le chef du gouvernement sortant, qui espère décrocher un second mandat, a rejoint l’alliance.

Parmi les groupes membres du Cadre de coordination pro-iranien, la coalition Etat de droit, dirigée par l’ancien Pre-

mier ministre Nouri al-Maliki, a remporté 29 sièges, la faction Assaïb Ahl al-Haq, organisation de Qaïs al-Khazali désignée comme terroriste par les Etats-Unis, 28 sièges, et l’organisation Badr, dirigée par Hadi al-Ameri, 21 sièges.

Selon deux sources au sein de partis chiïtes, les composantes du Cadre espèrent conclure un accord global — incluant les postes de Premier ministre, de président du Parlement et de président de la République— avant la première session de la nouvelle assemblée, prévue en janvier.

En Irak, les tractations post-électorales entre partis chiïtes, sunnites et kurdes s’étirent habituellement sur plusieurs mois.

Le mouvement Taqaddum de Mohammed al-Halboussi s’est imposé comme le plus grand bloc parlementaire côté sunnite avec 27 sièges, tandis que côté kurde le Parti démocratique du Kurdistan (PDK, du clan Barzani), et l’Union patriotique du Kurdistan (UPK, du clan Talabani), ont respectivement remporté 26 et 15 sièges.

Par convention, en Irak, le poste de Premier ministre revient à un musulman chiïte, la présidence du Parlement à un sunnite, et la présidence de la République —largement honorifique— à un Kurde.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

17 novembre 2025

Le PKK annonce son retrait d’une région stratégique dans le nord de l’Irak

Ankara, 17 nov 2025 (AFP)

— Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a annoncé lundi avoir achevé la veille le retrait de ses forces d’une zone frontalière stratégique située dans le nord de l’Irak, une mesure visant à consolider le processus de paix avec le gouvernement turc.

Ce retrait intervient six mois après que le PKK a officiellement renoncé à sa lutte armée contre la Turquie, mettant ainsi un terme à quatre décennies de violences qui ont coûté la vie à plus de 50.000 personnes.

«Le 16 novembre au soir, nos forces susceptibles de déclencher un conflit dans la région de Zap ont effectué un retrait vers d’autres zones appropriées», a affirmé le PKK dans un communiqué publié par l’agence de presse Firat, proche du mouvement.

«Ce retrait dans la région de Zap constitue une contribution concrète et significative au développement et au succès du processus de paix et de société démocratique initié par le leader Abdullah Öcalan. Il démontre une fois de plus de notre engagement envers

ce processus», a précisé le PKK.

À la suite de discussions indirectes entamées avec la Turquie en octobre 2024, le PKK, considéré comme terroriste par Ankara, a annoncé en mai sa dissolution, répondant à un appel en ce sens d’Abdullah Öcalan, son chef historique, emprisonné depuis 1999.

Lors d’une cérémonie en juillet dans le nord de l’Irak, au cœur de la région autonome du Kurdistan, une trentaine de combattants en treillis,

avaient brûlé leurs fusils pour marquer une première phase de désarmement.

Dans la foulée, en août, une commission parlementaire turque chargée de préparer un cadre légal au processus de paix a démarré ses travaux qui devront entre autres décider par exemple du sort d’Abdullah Öcalan, emprisonné depuis 1999 sur l’île-prison d’Imrali au large d’Istanbul, et de possibles garanties de sécurité pour ses combattants.

Le mouvement kurde a aussi

annoncé fin octobre qu'il retirait toutes ses forces de Turquie vers le nord de l'Irak.

- Drones et bergers -

Le PKK dispose depuis longtemps de bases dans la région de Zap, dans le nord de l'Irak, qui a été la cible d'une opération terrestre menée par les troupes turques en 2008 et qui a souvent subi des frappes aériennes.

Cette région revêt une importance symbolique pour le PKK, car elle abritait initialement son quartier général avant son transfert plus à l'est, dans les monts Qandil, et y maintenait jusqu'à récemment une forte présence.

L'armée turque a constamment concentré ses opérations sur la zone de Zap, qui a connu d'intenses affronte-

ments au fil des ans, malgré les difficultés opérationnelles liées à la progression sur un terrain montagneux.

Un habitant des environs a déclaré à l'AFP que la région de Zap était très peu peuplée et que seuls des militants du PKK et des soldats turcs y opéraient, hormis quelques bergers qui s'y rendaient pendant l'été.

En raison du relief montagneux, le PKK utilisait parfois des drones pour livrer de la nourriture et des vêtements à ses combattants, a-t-il ajouté.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

18 novembre 2025

Irak: le Premier ministre sortant rallie l'alliance chiite majoritaire au Parlement

Bagdad, 18 nov 2025 (AFP)

— Le Premier ministre irakien sortant, Mohamed Chia al-Soudani, qui a remporté le plus de voix lors du scrutin législatif du 11 novembre, a annoncé mardi rejoindre l'alliance constituée par des factions chiites pro-iraniennes au Parlement, lui apportant ainsi la majorité absolue.

Cette alliance du Cadre de coordination avait annoncé lundi avoir constitué «le plus grand bloc» au Parlement, qui compte 329 sièges, lui permettant de désigner, à l'is-

sue de tractations, le prochain Premier ministre.

Le ralliement de M. Soudani, porté au pouvoir lors de la précédente législature par le Cadre, assure à cette alliance proche de Téhéran une majorité absolue de 175 voix. Cela ne garantit toutefois pas qu'il soit reconduit par ses alliés pour le deuxième mandat qu'il brigue.

Il a annoncé que sa liste Coalition pour la reconstruction et le développement, qui a remporté 46 sièges, «fai(sait) partie du Cadre de coordina-

tion» dans une conférence dans la ville de Duhok, dans le nord du pays.

Il a affirmé que sa volonté d'être reconduit n'était «pas une question d'ambition personnelle, mais de responsabilité» pour mener à bien sa mission.

Il a ajouté que des discussions allaient s'engager entre les principaux partis pour désigner les nouveaux dirigeants du pays.

Selon la convention en vigueur en Irak, un musulman

chiite occupe le poste de Premier ministre, un sunnite celui de président du Parlement, et la présidence, essentiellement honorifique, revient à un Kurde.

Selon deux sources au sein de partis chiites, les factions composant le Cadre espèrent conclure un accord global avant la première session de la nouvelle assemblée, prévue en janvier.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

19 novembre 2025

Turquie : une commission va décider d'une visite au chef kurde emprisonné Ocalan

Istanbul, 19 nov 2025 (AFP)

— La commission parlementaire turque chargée du processus de paix avec la guérilla kurde doit se réunir vendredi pour débattre d'une possible visite au leader historique du PKK Abdullah Ocalan dans son île-prison d'Imrali.

«La commission se réunira vendredi 21 novembre à 14h00 pour évaluer le travail effectué jusqu'à présent et discuter de la suite du pro-

cessus, y compris la question autour de la prison de haute sécurité d'Imrali», a indiqué le parlement turc dans un post tard mardi soir sur X.

Le gouvernement turc est engagé depuis octobre 2024 dans un processus de paix avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), après quatre décennies de guérilla meurtrière qui ont coûté la vie à 50.000 personnes.

Depuis sa cellule où il est à l'isolement depuis 1999, Ocalan, 76 ans, a appelé ses militants en février à renoncer à la lutte armée et faire avancer la cause kurde par des moyens démocratiques.

Le mois dernier, un haut responsable du PKK a jugé crucial que les parlementaires puissent le rencontrer en personne.

«La question d'aller à Imrali

sera la seule à l'agenda» de la réunion de vendredi, a déclaré un membre de la commission Gulistan Kilic Kocyigit du parti prokurde DEM, confirmant qu'«il y aura un vote».

La commission chargée de préparer d'ici la fin de l'année le cadre légal du processus de paix et de préparer un cadre pour l'intégration politique du PKK et de ses combattants, est transparti-

sane et composée de 51 membres.

De son côté, le président turc Recep Tayyip Erdogan s'est dit persuadé que la commission prendrait vendredi «la décision la plus judicieuse pour la Turquie, sa sécurité future et l'unité et la solidarité de la nation».

Plus tôt cette semaine, un proche allié de M. Erdogan, Devlet Bahçeli, qui dirige le parti nationaliste turc MHP et a initié les efforts de paix l'an dernier, a pressé la commission d'aller de l'avant.

«Le débat sur aller ou pas à Imrali doit cesser. Il n'y a pas de raison de traîner des pieds,

a-t-il déclaré mardi.

«Si personne d'autre ne veut y aller, je n'hésiterai pas à aller à Imrali ni ne reculerai devant une rencontre en face à face» avec Ocalan, a-t-il ajouté.

Dans un commentaire résonnant comme un soutien aux

propos de M. Bahçeli, le président Erdogan a salué la contribution «unique» de ce dernier au service des efforts de paix.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

19 novembre 2025

Turquie : une commission va décider d'une visite au chef kurde emprisonné Ocalan

Istanbul, 19 nov 2025 (AFP) — La commission parlementaire turque chargée du processus de paix avec la guérilla kurde doit se réunir vendredi pour débattre d'une possible visite au leader historique du PKK Abdullah Ocalan dans son île-prison d'Imrali.

«La commission se réunira vendredi 21 novembre à 14h00 pour évaluer le travail effectué jusqu'à présent et discuter de la suite du processus, y compris la question autour de la prison de haute sécurité d'Imrali», a indiqué le parlement turc dans un post tard mardi soir sur X.

Le gouvernement turc est engagé depuis octobre 2024 dans un processus de paix avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), après

quatre décennies de guérilla meurtrière qui ont coûté la vie à 50.000 personnes.

Depuis sa cellule où il est à l'isolement depuis 1999, Ocalan, 76 ans, a appelé ses militants en février à renoncer à la lutte armée et faire avancer la cause kurde par des moyens démocratiques.

Le mois dernier, un haut responsable du PKK a jugé crucial que les parlementaires puissent le rencontrer en personne.

«La question d'aller à Imrali sera la seule à l'agenda» de la réunion de vendredi, a déclaré un membre de la commission Gulistan Kilic Kocyigit du parti prokurde DEM, confirmant qu'«il y aura un vote».

La commission chargée de préparer d'ici la fin de l'année le cadre légal du processus de paix et de préparer un cadre pour l'intégration politique du PKK et de ses combattants, est transpartisan et composée de 51 membres.

De son côté, le président turc Recep Tayyip Erdogan s'est dit persuadé que la commission prendrait vendredi «la décision la plus judicieuse pour la Turquie, sa sécurité future et l'unité et la solidarité de la nation».

Plus tôt cette semaine, un proche allié de M. Erdogan, Devlet Bahçeli, qui dirige le parti nationaliste turc MHP et a initié les efforts de paix l'an dernier, a pressé la commission d'aller de l'avant.

«Le débat sur aller ou pas à Imrali doit cesser. Il n'y a pas de raison de traîner des pieds, a-t-il déclaré mardi.

«Si personne d'autre ne veut y aller, je n'hésiterai pas à aller à Imrali ni ne reculerai devant une rencontre en face à face» avec Ocalan, a-t-il ajouté.

Dans un commentaire résonnant comme un soutien aux propos de M. Bahçeli, le président Erdogan a salué la contribution «unique» de ce dernier au service des efforts de paix.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

20 novembre 2025

Deux soldats tués dans une attaque dans le nord de la Syrie (ministère)

Damas, 20 nov 2025 (AFP) — Le ministère syrien de la Défense a annoncé jeudi que deux soldats avaient été tués dans une attaque dans le nord-est du pays perpétrée par les forces kurdes, qui ont affirmé viser des positions du groupe jihadiste Etat islamique (EI).

Un communiqué du ministère de la Défense, relayé par l'agence de presse officielle Sana, a indiqué que les Forces démocratiques syriennes (FDS) avaient attaqué des positions de l'armée dans la province de Raqa après minuit mercredi, faisant deux

morts et plusieurs blessés.

Depuis le renversement du président Bachar al-Assad en décembre, les Kurdes ont des relations tendues avec le pouvoir central au sujet de leur avenir dans la nouvelle Syrie.

Les FDS, soutenues par les Etats-Unis, sont en pourparlers avec les autorités à Damas pour l'intégration de leurs combattants dans les forces armées syriennes.

Dans son communiqué, le ministère a précisé que les sol-

datés avaient répliqué aux tirs et repris les positions, ajoutant qu'il tenait les FDS pour responsables de l'attaque.

Jeudi matin, les FDS ont affirmé dans un communiqué qu'ils essayaient de reprendre des positions de «l'organisation terroriste Daech» (un acronyme en arabe de l'EI) utilisées «pour lancer des drones vers des emplace-

ments où sont stationnées nos troupes».

Les FDS ont aussi fait état d'attaques (menées) cette semaine par des factions affiliées au gouvernement de Damas, parallèlement à l'activité de membres de l'EI».

Les forces kurdes ont affirmé qu'elles restaient déterminées à défendre le nord-est de la

Syrie et à «repousser toute menace terroriste visant les civils ou (leurs) forces».

L'Observatoire syrien des droits de l'Homme a fait lui état de six soldats tués.

Les Kurdes, importante minorité ethnique qui contrôle de vastes étendues du nord-est du pays riches en pétrole et en blé, avaient conclu le

10 mars un accord pour intégrer dans un délai d'un an leurs institutions civiles et militaires au sein du pouvoir central, mais des divergences entre les deux parties ont retardé jusqu'ici sa mise en oeuvre.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

24 novembre 2025

Turquie: des députés ont rencontré le chef kurde Öcalan

Istanbul, 24 nov 2025 (AFP) — Des députés turcs membres d'une commission parlementaire chargée du processus de paix avec la guérilla kurde ont rendu visite pour la première fois lundi en prison à Abdullah Öcalan, chef historique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

L'entretien entre la délégation parlementaire et le leader kurde incarcéré sur l'île-prison d'Imrali, au large d'Istanbul, «a permis d'aboutir à des résultats positifs», a affirmé la présidence de l'Assemblée

nationale turque dans un communiqué.

Les députés et M. Öcalan ont notamment abordé les modalités de la dissolution du PKK et du dépôt des armes, ainsi que la mise en oeuvre d'un accord d'intégration des forces kurdes au sein de l'armée syrienne, selon le communiqué.

Le gouvernement turc est engagé depuis l'automne 2024 dans un processus de paix avec le PKK, après quatre décennies d'une guérilla qui

a coûté la vie à 50.000 personnes.

Depuis sa cellule où il est à l'isolement depuis 1999, Abdullah Öcalan, 76 ans, a appelé fin février les combattants du PKK à renoncer à la lutte armée.

Le PKK, qui a annoncé en mai sa dissolution, a affirmé la semaine passée avoir achevé le retrait de ses forces d'une zone stratégique située dans le nord de l'Irak, à la frontière de la Turquie, une mesure visant à consolider le

processus de paix en cours avec Ankara.

Le PKK avait déjà annoncé fin octobre le retrait vers le nord de l'Irak de ses derniers combattants présents en Turquie, après que plusieurs dizaines de combattants en treillis avaient symboliquement brûlé leurs armes lors d'une cérémonie organisée en juillet au Kurdistan irakien.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

24 novembre 2025

Les chrétiens de Turquie: un sentiment d'exclusion qui perdure

Ankara, 24 nov 2025 (AFP) — Malgré quelques avancées concernant la restitution de leurs droits, les chrétiens de Turquie, où se rend jeudi le pape Léon XIV, luttent toujours contre les inégalités et un sentiment d'exclusion.

Si l'Etat de ce pays, officiellement laïc et majoritairement musulman, leur a offert une terrain pour la construction d'une église à Istanbul, certains postes de la fonction publique restent en pratique

fermés aux minorités non musulmanes, malgré l'absence d'interdiction légale.

«99% de la population est musulmane en Turquie», martèle régulièrement le président Recep Tayyip Erdogan.

«Chaque fois, je me sens exclu. Comme lorsqu'il omet systématiquement de citer les minorités non musulmanes quand il dit +nous, les Turcs, les Kurdes, les Arabes

etc... sommes tous frères+», déplore Yuhanna Aktas, président de l'Union des Assyriens à Midyat, dans le sud-est de la Turquie.

La Turquie d'aujourd'hui ne compte plus qu'environ 100.000 chrétiens contre près de 4 millions au début du 20e siècle, selon les historiens.

Le pape doit se rendre notamment à l'église assyrienne orthodoxe Mor Ephrem d'Is-

tanbul, la seule édifiée en Turquie depuis l'avènement de la République en 1923, sur un terrain offert par le chef de l'Etat.

«Jamais auparavant dans l'histoire de la république nos droits n'ont été aussi respectés et protégés», assure Sait Susin, président honoraire de la fondation de l'église assyrienne d'Istanbul.

- Réparer le passé -

«Depuis vingt ans, nous nous efforçons, tant l'État que nous-mêmes, de réparer les injustices du passé. Ce processus n'est pas achevé mais au moins, nous n'avons aucune difficulté à rencontrer les autorités» renchérit Laki Vingas, fondateur de l'association des fondations grecques Rumvader.

Mais pour Yuhanna Aktas, ça «reste insuffisant: nous ne sommes pas perçus comme des citoyens à part entière», affirme-t-il.

«Le seul haut fonctionnaire non musulman aujourd'hui en Turquie est un sous-préfet issu de la communauté arménienne. Ce seul exemple résume la situation des droits civiques dans le pays», déplore Yetvart Danzikyan, rédacteur en chef du journal arménien d'Istanbul, Agos.

La montée du nationalisme et du conservatisme musulman depuis plus de vingt ans, sous le gouvernement Erdogan, «suscite évidemment des inquiétudes chez les Ar-

méniens. Même si ce n'est pas nouveau», note-t-il.

Des premières années de la république au début des années 2000, chrétiens et juifs de Turquie ont été régulièrement qualifiés par certains représentants du pouvoir et des médias «d'ennemis de l'intérieur» et la cible de discriminations et de violences.

«Arménien» est encore parfois utilisé comme une insulte.

«Les non-musulmans ont été victimes de discrimination car les promoteurs du nationalisme turc les jugeaient incapables de devenir turcs du fait de leur appartenance religieuse», souligne le Minority Rights Group dans un rapport sur la Turquie en 2024.

- Pic d'angoisse -

Dans ce contexte, la conversion en mosquée de l'ancienne basilique Sainte-Sophie en 2020, parmi d'autres, a suscité un pic d'angoisse chez les chré-

tiens, affirme M. Danzikyan.

«Simultanément, on parle de la réouverture du séminaire grec orthodoxe de Halki. On fait ainsi un pas en avant, un pas en arrière», ajoute-t-il.

Cet établissement, situé sur une des îles des Princes au large d'Istanbul, a été fermé en 1971 et fait l'objet d'un intense lobbying, appuyé par la Maison Blanche.

Outre la mémoire des massacres passés, l'assassinat du journaliste arménien Hrant Dink, à Istanbul en 2007, le meurtre d'un conscrit arménien en 2011, les menaces contre les Arméniens pendant la guerre du Karabakh en 2020, ou l'attentat dans une église catholique d'Istanbul en janvier 2024 (un mort, revendiqué par le groupe État islamique) ont avivé ce que Hrant Dink appelait «la crainte de la colombe», juste avant sa mort.

«+Nous avons choisi l'invisibilité pour vivre sur cette terre+, a écrit l'historien Rifat

Bali (spécialiste des juifs de Turquie, ndlr). Ce qui vaut aussi pour les chrétiens qui ne se sentent pas libres», estime Eren Keskin, avocate des droits de l'homme.

Pourtant, des personnalités de la société civile turque plus ouvertes, prêtes à commémorer le génocide arménien - terme récusé par Ankara - ont commencé à émerger entre 2005 et 2019.

Mais ces commémorations sont aujourd'hui interdites sur la place publique, rappelle Mme Keskin.

Malgré ces difficultés, Laki Vingas compte sur «ces gens de plus en plus nombreux qui s'interrogent au lieu d'en rester aux préjugés» et salue «l'émergence d'une société beaucoup plus ouverte, principalement à Istanbul» - où résident la majorité des communautés chrétiennes.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

27 novembre 2025

Irak: un drone touche un complexe gazier dans le Kurdistan

Erbil (Irak), 26 nov 2025 (AFP) — Une frappe de drone a ciblé mercredi soir un complexe gazier majeur de la région autonome du Kurdistan en Irak, coupant l'approvisionnement en gaz des centrales électriques de la région, ont déclaré les autorités locales.

«A 23H30 (20H30 GMT), un drone a attaqué l'installation du champ gazier de Khor Mor, interrompant la fourniture de gaz aux centrales électriques», a indiqué l'autorité du gaz et de l'électricité de la région dans un communiqué.

Exploité par la compagnie gazière émiratie Dana Gas, le champ gazier de Khor Mor se trouve entre les villes de Kirkouk et Souleimaniye, et alimente en énergie la plus grande partie du Kurdistan.

Une source sécuritaire locale a déclaré à l'AFP que l'attaque avait «visé des réservoirs de stockage, causant une forte explosion et un vaste incendie».

Les autorités irakiennes ont indiqué tôt jeudi que le sinistre n'avait pas fait de victimes, tout en dénonçant une

tentative de «nuire à la sécurité et à la stabilité économique» du pays.

L'attaque n'a pas été revendiquée dans l'immédiat.

Elle a provoqué une perte de puissance de 2.600 mégawatts électriques, représentant 80% des capacités de la région, selon un porte-parole du régulateur électrique local, Omed Ahmed.

Le complexe de Khor Mor a été frappé à plusieurs reprises ces dernières années. En avril 2024, quatre em-

ployés yéménites y avaient été tués dans une frappe de drone.

La région du Kurdistan a connu une série d'attaques de drones non revendiquées cette année, la plupart contre des champs pétroliers.

strs-cbg/rh/sbk/lpt-liu/phs

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

27 novembre 2025

L'Irak annonce une enquête après une attaque sur un complexe gazier au Kurdistan

Bagdad, 27 nov 2025 (AFP)

— L'Irak a annoncé jeudi une enquête pour faire la lumière sur l'attaque au drone ayant visé la veille un important complexe gazier de la région autonome du Kurdistan, qui a coupé l'approvisionnement en gaz de toutes les centrales électriques de la région.

La région du Kurdistan a connu cette année une série d'attaques de drones non revendiquées, la plupart contre des champs pétroliers.

Le Premier ministre sortant Mohamed Chia al-Soudani a ordonné «la formation d'un comité d'investigation de haut niveau», indique un communiqué de son porte-parole militaire, Sabah al-Numan. Il a fustigé les «groupes terroristes tentant de déstabiliser notre pays».

L'attaque s'est produite mercredi soir, et n'a pour l'heure pas été revendiquée.

Elle a touché le champ gazier de Khor Mor, exploité par la compagnie gazière émiratie Dana Gas, qui se trouve entre les villes de Kirkouk et Souleimaniyeh, et alimente en énergie la plus grande partie du Kurdistan.

Selon la compagnie gazière, la frappe a touché un réservoir de stockage, sans faire de blessés mais entraînant l'interruption de la production.

Des correspondants de l'AFP ont fait état de coupures de courant à travers la région, notamment à Souleimaniyeh.

Le complexe avait déjà été visé

à plusieurs reprises ces dernières années. En avril 2024, quatre employés yéménites y avaient été tués dans une frappe de drone.

Longtemps en proie à des conflits, l'Irak est fréquemment confronté à des attaques de ce type, souvent liées à des luttes d'influence par procuration entre l'Iran, les Etats-Unis et leur allié Israël.

Les autorités kurdes, qui entretiennent des liens étroits avec les Etats-Unis, ont récemment accusé des groupes armés soutenus par l'Iran de mener ces attaques.

Jeudi, le Premier ministre de la région Masrour Barzani a demandé aux Etats-Unis de leur fournir de «l'équipement

de défense».

Mark Savaya, envoyé spécial américain pour l'Irak, a condamné l'attaque de «groupes armés opérant illégalement et motivés par des agendas étrangers hostiles». «Il n'y a pas de place pour de tels groupes dans un Irak totalement souverain», a-t-il aussi écrit sur X.

Washington fait de longue date pression sur Bagdad pour qu'il désarme les groupes iraniens et se détache de l'influence iranienne.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

30 novembre 2025

Turquie : la guérilla kurde n'ira pas plus loin dans les négociations, exige la libération de son chef Öcalan

Kandil (Irak), 30 nov 2025 (AFP) — La guérilla kurde du PKK n'ira pas plus loin dans les négociations de paix avec Ankara, estimant que c'est au tour de la Turquie d'agir et de libérer son chef historique Abdullah Öcalan, a déclaré un de ses commandants à l'AFP.

«Nous avons fait ce qu'on nous a demandé. C'est au tour de l'Etat turc. En Turquie il y a eu des discussions mais aucune avancée concrète (...). Désormais nous attendons que l'État turc prenne des mesures et c'est à lui de faire les (prochains) pas», a déclaré

le commandant Amed Malazgirt, qui a exigé par ailleurs la libération de M. Öcalan, 76 ans, détenu depuis 1999 sur l'île-prison d'Imrali, au large d'Istanbul.

Le chef militaire du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), rencontré samedi dans les montagnes du Kurdistan dans le nord de l'Irak, a salué la création d'une commission transpartisane au sein du Parlement turc.

«L'État turc a fait un geste positif, mais ce n'est pas la seule action nécessaire», a-

t-il estimé tout en précisant «suivre de près» ses travaux.

«Nous avons deux revendications. Premièrement, la libération du leader Apo («oncle», en kurde, surnom d'Abdullah Öcalan, NDLR)... Faute de quoi le processus ne réussira pas. La deuxième est la reconnaissance constitutionnelle et officielle du peuple kurde en Turquie», a-t-il insisté.

Le responsable a tenu également à «clarifier» la notion de désarmement après une opération symbolique, en juil-

let, lors de laquelle une trentaine de combattants du PKK avaient brûlé leurs fusils.

«C'est l'État turc qui a promu ce récit affirmant qu'il nous avait appelés à déposer nos armes: nous, nous sommes engagés à ne pas les utiliser contre l'État turc. Il y a une différence et ce que nous avons fait correspond à ce que le leader Apo a demandé», a-t-il déclaré.

«Nous avons dit que nous n'utiliserons pas les armes contre l'État turc et jusqu'à ce jour, nous ne les avons

pas utilisées», a-t-il relevé.

Concernant le sort de M. Öcalan, fondateur du PKK et leader toujours incontesté pour ses partisans, la commandante Serda Mazlum Gabar a fait valoir à l'AFP qu'il est emprisonné depuis «de nombreuses années».

«Nous visons d'abord la reconnaissance du droit à l'es-

poir et ensuite la liberté totale de la direction» du PKK, a-t-elle précisé: «Par liberté nous entendons qu'il soit libre d'agir, de diriger son mouvement et de s'intégrer au peuple».

Cette notion de «droit à l'espoir» avait été avancée l'an dernier par le principal allié du gouvernement turc à l'initiative du processus de paix.

«Nous pouvons garantir la sécurité de notre direction», a-t-elle poursuivi, en suggérant dans un premier temps «une assignation à résidence» de M. Öcalan pour garantir sa sécurité.

Une délégation de la commission parlementaire chargée du processus de paix a rendu visite le 24 novembre pour la première fois à Abdullah Öcalan.

Le gouvernement turc est engagé depuis l'automne 2024 dans un processus de paix avec le PKK, après quatre décennies d'une guérilla qui a coûté la vie à 50.000 personnes.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.